JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. — Tél. : 306 - 51 - 00
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h. 30 à 12 h. et de 13 h. à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

Jeux olympiques (exclusion de la Rhodésie).

25823. — 24 août 1972. — M. Douzans demande à M. le Premier ministre si le Gouvernement français est solidaire de la démarche du secrétaire général des Nations Unies auprès du comité olympique international pour obtenir l'exclusion de la Rhodésie des Jeux olympiques et s'il ne craint pas que la décision du comité olympique international, qui semble avoir cédé au chantage de l'Organisation de l'unité africaine, constitue un redoutable précédent et que désormais pour avoir l'honneur et le privilège d'affronter leurs camarades noirs aux prochaines olympiades, les athlètes blancs ne se voient obligés de solliciter l'aval d'Addis Abbede. Les peuples de race blanche qui ont édifié en Afrique depuis un siècle des hôpitaux, des écoles, des routes, des centrales électriques, etc., éprouvent-ils un tel complexe de culpabilité ou ont-ils perdu à ce point le sens de leur dignité qu'ils ne ressentent comme une insulte cette nouvelle forme de ségrégation, totalement incompatible avec l'esprit qui a toujours animé jusqu'à ce jour les Jeux olympiques.

QUESTIONS ECRITES

Article 139 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire, qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

Moyen-Orient (union de l'Égypte et de la Libye).

25731. — 11 août 1972. — M. Claudius-Petit demande à M. le Premier ministre quelles peuvent être, dans la situation politique actuelle au Moyen-Orient et la complexité des relations entre les Etats dans cette région d'une part, et la politique française dans

cette partie du monde d'autre part, les conséquences de la fusion à terme annoncée par leurs gouvernements respectifs de l'Egypte et de la Libye sur l'exécution du marché de fourniture d'avions de combat à la République de Libye en cours d'exécution.

Construction : primes non convertibles.

25736. — 12 août 1972. — **M. de Poulpiquet** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les fâcheuses conséquences qui découlent du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 interdisant de commencer les travaux de construction avant l'accord de principe d'octroi de primes non convertibles, alors que dans le Nord-Finistère le délai d'attribution est de trois ans. Il lui demande si le Gouvernement envisage de faire sortir incessamment les nouvelles modalités d'aide à la construction qui devaient se substituer au régime des primes non convertibles et si de nouveaux modes de financement seront examinés pour l'habitat rural en particulier.

Ropatriés (loi d'indemnisation).

25739. — 12 août 1972. — **M. Schloesing** demande à **M. le Premier ministre** s'il peut lui indiquer, compte tenu du rythme actuel de l'indemnisation prévue par la loi du 15 juillet 1970, dans quel délai l'ensemble des dossiers d'indemnisation déposés seront liquidés.

Ropatriés (loi d'indemnisation).

25740. — 12 août 1972. — **M. Schloesing** demande à **M. le Premier ministre** quel est le nombre des dossiers déposés par les bénéficiaires de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France; quel est le nombre des dossiers examinés et le nombre des dossiers liquidés au 1^{er} août 1972, ventilés par départements. Il lui demande s'il peut lui préciser également le montant moyen de l'indemnisation accordée par département et l'indemnisation réelle moyenne, après déduction des indemnités particulières, des subventions complémentaires de reclassement et autres déductions prévues par la loi du 15 juillet 1970.

Agriculture : crédits d'équipements du budget 1973.

25756. — 12 août 1972. — **M. Pierre Villon** expose à **M. le Premier ministre** que les éléments connus des prévisions budgétaires du ministère de l'Agriculture pour 1973 laissent apparaître une grave insuffisance des crédits d'équipements de l'agriculture. Ces crédits — déjà très insuffisants en 1972 — ne feraient l'objet que d'un relèvement voisin de la hausse des prix. Il serait ainsi inférieur de moitié à celui voté pour 1972. En fait, la plupart des crédits d'investissements de l'agriculture seraient simplement reconduits, mis à part ceux du remembrement. Il en serait de même pour les équipements des industries agricoles et alimentaires. Quant aux grands aménagements régionaux, leur dotation serait sévèrement amputée. Il s'agit là d'un choix grave qui relègue l'agriculture à un rang de seconde zone. C'est une politique qui aggravera la situation déjà difficile des exploitations familiales et qui donne une saveur bien particulière aux paroles de **M. le Président de la République**, prononcées le 6 août dernier à Aurillac, en faveur de ce type d'exploitation. C'est une politique nuisible à la fois à notre économie agricole et à l'équilibre socio-économique du pays. En attirant fermement son attention sur ces problèmes graves, il lui demande s'il n'entend pas prendre en temps utile les décisions nécessaires pour accroître, dans de notables proportions, les crédits affectés aux équipements agricoles dans le budget 1973.

Transports routiers : chauffeurs.

25761. — 12 août 1972. — **M. Peyreffitte** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les conditions de travail très rigoureuses des chauffeurs professionnels des entreprises de transport par terre. Il lui demande s'il n'envisage pas d'interdire aux poids lourds de rouler du samedi 12 heures au dimanche 24 heures ainsi que les jours fériés. Une telle réglementation, en vigueur dans plusieurs pays du Marché commun, assurerait une meilleure sécurité sur les routes en fin de semaine. Déjà appliquée en France sur certains axes de circulation, elle a d'ailleurs donné des résultats satisfaisants. Elle répondrait notamment au souci des pouvoirs publics

d'instaurer une plus grande justice sociale en permettant aux intéressés d'avoir un minimum de vie de famille. Il exprime le souhait que cette disposition s'inscrive dans un ensemble plus large de mesures facilitant en particulier le reclassement de ces travailleurs en cas de retrait du permis de conduire et améliorant les conditions d'attribution de la retraite compte tenu de la difficulté d'exercer cette profession au-delà de soixante ans.

Inspection générale des finances.

25777. — 17 août 1972. — **M. Sauzedde** indique à **M. le Premier ministre** que l'inspection générale des finances est le seul corps de fonctionnaires pour lequel il n'est prévu aucun « tour extérieur », le recrutement étant exclusivement assuré par l'école nationale d'administration. Il lui demande : 1° pour quelles raisons l'inspection générale des finances ne bénéficie pas d'un recrutement par promotion interne dans d'autres corps ou au titre du « tour extérieur » ; 2° quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la situation particulière que connaît à cet égard l'inspection générale des finances.

Fonctionnaires (accès des femmes aux grands corps).

25793. — 19 août 1972. — **M. Sauzedde** indique à **M. le Premier ministre** que selon les principes généraux du droit, tels qu'ils découlent de la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Constitution, notamment son préambule, la fonction publique est ouverte à tous les citoyens, sans distinction d'opinion, de religion ou de sexe, dès lors qu'ils satisfont aux conditions posées par le recrutement de chaque corps. Dans ces conditions, et dès lors que les femmes sont aujourd'hui admises, en principe, dans tous les corps de fonctionnaires (notamment à l'armée par l'intermédiaire de l'école polytechnique), il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° pour quelles raisons aucune femme n'a encore été nommée à l'inspection générale des finances et dans le corps préfectoral ; 2° quelles mesures il compte prendre pour modifier, en conséquence, les statuts et les conditions de nomination des deux corps précités, afin de mettre le droit et le fait en harmonie avec les principes généraux susrappelés ; 3° pour quelles raisons aucune femme n'a encore été nommée, soit par promotion interne, soit au tour extérieur, au grade de conseiller d'Etat ou de conseiller maître à la Cour des comptes ; 4° quelles mesures il compte prendre pour que le recrutement des deux corps visés au 3° ci-dessus soit modifié afin que les femmes puissent normalement y avoir accès comme les hommes.

Crimes de guerre : Klaus Barbie.

25835. — 24 août 1972. — **M. Virgile Barel** expose à **M. le Premier ministre** l'indignation ressentie par les démocrates français à l'annonce du refus du gouvernement de Bolivie d'extrader le criminel de guerre Klaus Barbie responsable de la mort de millions de patriotes français dont Jean Moulin et Max Barel. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de souligner la gravité de ce refus qui est en somme, une réponse insolente du Président de la République de Bolivie à la lettre de **M. le Président de la République française** qui, évoquant l'attachement des Français aux souvenirs de la Résistance, demandait l'extradition de Klaus Barbie. Il lui demande si, devant cette attitude du Gouvernement bolivien, il n'estime pas nécessaire d'entreprendre une démarche auprès de l'organisation des nations unies pour obliger la Bolivie à respecter la loi de l'O.N.U. dont elle est membre, loi exigeant la poursuite et le châtiement des criminels de guerre nazis afin que l'opinion publique soit assurée que les auteurs des crimes contre la paix et l'humanité n'échappent pas à un juste châtiement.

Police

(haut fonctionnaire détaché auprès d'un chef d'Etat étranger).

25837. — 24 août 1972. — **M. Léon Feix** fait part à **M. le Premier ministre** de la surprise de nombreux Français en apprenant, à l'occasion de récents événements, que le Gouvernement a détaché auprès d'un chef d'Etat étranger un haut fonctionnaire de police français, chargé de tâches particulières de sécurité. Il lui demande s'il peut lui indiquer : 1° les textes qui ont permis ce détachement et l'autorité qui a pris la décision ; 2° le nombre de « spécialistes » du même ordre actuellement détachés et auprès de quels services de sécurité étrangers le sont-ils.

FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES DE L'INFORMATION

O.R.T.F. (passage à la télévison des mauvais conducteurs).

25818. — 23 août 1972. — M. Vollquin attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur un accord qui serait conclu entre la station régionale de l'O.R.T.F. de Bordeaux-Aquitaine et la C.R.S. n° 4 tendant à faire passer sur le petit écran les « mauvais conducteurs » qui circuleront le mercredi 23 août sur la route nationale 10 au Sud de Bordeaux, et qui seraient ensuite obligés de s'expliquer, sans être verbalisés. Il s'agit là d'une initiative qui appelle plusieurs remarques : a) il y a détournement de l'usage normal et de la vocation de l'O.R.T.F., dont les ressources émanent du budget de l'Etat ou de la redevance des usagers ; b) en aucun cas la mesure préconisée de faire « paraître » le « délinquant » ne saurait être considérée comme légale et elle ne devrait pas permettre à l'O.R.T.F. ou à la police d'obliger l'intéressé à être confronté avec les téléspectateurs.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Centres de loisirs sans hébergement (directeurs et moniteurs).

25817. — 22 août 1972. — M. Carpentier demande à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) : 1° si, compte tenu des dispositions de la circulaire ministérielle du 17 septembre 1971 prévoyant la formation des moniteurs et directeurs dans les centres de loisirs sans hébergement, les directeurs et moniteurs en possession des diplômes les autorisant à exercer en colonies de vacances peuvent être habilités à diriger ou encadrer les centres précités. En effet, il semblerait anormal qu'un diplôme de directeur ou de moniteur de colonies de vacances ne soit pas valable pour les centres de loisirs, l'encadrement d'une colonie de vacances étant un travail plus complexe que l'encadrement d'un centre sans internat. Dans la négative, ces dispositions obligerait lesdits cadres à de multiples stages, ce qui paralyserait encore le recrutement déjà difficile de l'encadrement des colonies de vacances ; 2° si un instituteur, titulaire du C.A.E.I. (certificat d'aptitude à l'enfance inadaptée), qui est reconnu apte à diriger une colonie de vacances, ne pourrait pas également être autorisé à diriger un centre de loisirs.

AFFAIRES CULTURELLES

Expositions (Grand Palais).

25820. — 23 août 1972. — M. Poniatowski demande à M. le ministre des affaires culturelles : 1° s'il ne lui semblerait pas plus exact de qualifier l'exposition présentée actuellement au Grand Palais de « Douze ans de canulars contemporains » et non pas de « Douze ans d'art contemporain » ; 2° si la présentation, dans le cadre de cette exposition, d'un tube d'urine intitulé « mon urine 1962 » comme une œuvre d'art lui paraît véritablement répondre à une définition artistique et justifier le patronage officiel donné à cette exposition ; 3° de connaître la décomposition exacte de l'ensemble des dépenses, y compris de gardiennage et de fonctionnement, afférent à cette exposition. S'il est évident en effet que chacun doit être libre d'exposer même ses sottises, il n'y a pas lieu de les faire patronner et financer officiellement par la collectivité ; 4° il lui demande enfin pourquoi la plupart des grands artistes contemporains n'ont pas participé à cette exposition dite « d'art contemporain ».

AFFAIRES ETRANGERES

Rapatriés (négociations avec les Etats étrangers dépossesseurs).

25738. — 12 août 1972. — M. Schloesing rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que la loi du 15 juillet 1970, relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de leurs biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, a prévu que « cette contribution a le caractère d'une avance sur les créances détenues à l'encontre des Etats étrangers ou des bénéficiaires de la dépossession ». Il lui demande : 1° s'il peut lui préciser l'état des négociations qu'il a entreprises, pays par pays, pour faire reconnaître ces créances ; 2° s'il envisage de saisir la Cour de La Haye ou toute autre instance compétente en cas de carence des Etats débiteurs et quelles assurances il a pu obtenir pour la liquidation de cet irritant contentieux.

Moyen-Orient (conflit israélo-arabe).

25764. — 16 août 1972. — M. Cousté rappelle à M. le ministre des affaires étrangères qu'une heureuse initiative de concertation des politiques étrangères des six pays de la Communauté européenne avait été prise en vue d'examiner les positions relatives de chacun à l'égard de la situation au Moyen-Orient. Il lui demande si, pour tenir compte des récentes déclarations du président Sadate et de Mme Golda Meir, le moment n'est pas venu pour les six Etats de la Communauté et les candidats à l'adhésion, à l'initiative de la France, de proposer des conditions de paix acceptables tant par Israël que par l'Egypte. L'Europe prouverait, en la circonstance, l'importance de son rôle, notamment à l'égard de la paix et de la prospérité en Méditerranée. Elle pourrait ainsi compléter d'une manière utile, par ses moyens propres, ceux que ne manqueraient pas de fournir, pour une solution pacifique, les Nations-Unies.

AFFAIRES SOCIALES

Travailleurs étrangers : communes d'habitation.

25742. — 12 août 1972. — M. Odru indique à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que la concentration des travailleurs immigrés dans les municipalités communistes de la banlieue, qui ne correspond ni aux intérêts de la population locale, ni à ceux des immigrés, constitue une charge insupportable pour les villes ouvrières. C'est ainsi qu'à Montreuil, où existent déjà sept foyers, la préfecture propose la création de quatre nouveaux centres pour travailleurs africains (alors que la plupart travaillent à Paris et à Boulogne-Billancourt), en exigeant que la ville prenne à sa charge toutes les autres dépenses, notamment l'apport de terrain et le raccordement du réseau. Ce sont donc les travailleurs montreuillois, déjà lourdement imposés, qui devraient payer pour que le patronat puisse exploiter avec le maximum de profit ces travailleurs immigrés. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cet état de fait et en particulier : 1° pour réaliser une répartition équitable des travailleurs immigrés dans les différentes communes de la région parisienne ; 2° pour débloquer des fonds supplémentaires afin de construire les foyers ou logements nécessaires, sans amputer le budget, déjà insuffisant ; 3° pour imposer au grand patronat qui réalise d'énormes profits en exploitant les immigrés, sa contribution financière à leur logement ; 4° pour exiger des pays, pour qui l'exportation de main-d'œuvre est source de devises, une participation effective au financement du logement de leurs ressortissants ; 5° pour la promulgation d'une loi régissant les hôtels garnis et tous les locaux locatifs et permettant de sévir contre ceux qui spéculent sur la situation dramatique faite aux travailleurs immigrés par le pouvoir et le patronat.

Travailleurs étrangers : communes d'habitation.

25743. — 12 août 1972. — M. Odru attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le fait que les travailleurs immigrés sont dirigés systématiquement, lors de leur arrivée dans la région parisienne, vers les municipalités communistes de la banlieue. Ainsi, c'est à Saint-Denis que devaient se rendre les 50 travailleurs maliens arrêtés, alors qu'ils venaient de passer clandestinement la frontière italienne après avoir payé des sommes considérables aux modernes négriers. On voit même les journaux gouvernementaux du Portugal encourager leurs ressortissants à aller s'installer dans les villes de Seine-Saint-Denis plutôt que dans le XVI^e arrondissement ou à Neuilly. C'est ainsi que la Seine-Saint-Denis compte 130.000 immigrés, qu'une ville de 100.000 habitants comme Montreuil en compte plus de 10.000, et qu'on enregistre une proportion encore supérieure à Gennevilliers ou à Nanterre. Cette concentration entraîne la formation de véritables ghettos qui, à partir de la discrimination sociale ainsi établie, favorise les actes de discrimination raciste. Il lui demande quelles mesures immédiates le Gouvernement responsable de la politique d'immigration, entend prendre pour en finir avec la situation inhumaine ainsi faite aux travailleurs immigrés.

Congés payés : interrompus par la maladie.

25751. — 12 août 1972. — M. Andrieux expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales les faits suivants : l'employée d'une entreprise qui en raison des congés annuels a cessé complètement son activité durant la période du 3 au 28 juillet a subi une maladie dont le début a été constaté médicalement à la date du

7 juillet. La fin de la maladie dûment déclarée au service de contrôle de la sécurité sociale coïncide avec la date de reprise de l'activité de l'entreprise. L'employée demande le 31 juillet à la direction de l'entreprise l'autorisation de prendre les jours de congés dont elle n'avait pu bénéficier du fait de l'arrêt du travail; Le 4 août par lettre recommandée l'employeur refuse cette autorisation contestant le droit de l'ouvrier aux congés interrompus par la maladie. Il lui demande s'il peut lui faire connaître sa position sur ce sujet.

Agence nationale pour l'emploi : personnel.

25753. — 12 août 1972. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation exposée ci-après, de certaines catégories de personnel de l'agence nationale pour l'emploi, établissement public créé par l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 et placé sous sa tutelle, et il lui demande quelles mesures il envisage d'adopter, et dans quels délais, pour remédier aux anomalies signalées, compte tenu des suggestions exprimées.

1. Fonctionnaires affectés : Les fonctionnaires des services du travail et de la main-d'œuvre dépendant du ministère des affaires sociales affectés dans les services de l'A. N. P. E., en application des articles 2 et 3 de l'arrêté du 27 mai 1968, dispositions qui font référence — anormalement du fait que l'agence n'est pas une administration — aux règles applicables en matière de mutation définies par les articles 48 et 49 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, continuent d'être rémunérés sur la base du traitement et des indemnités attachés à leur grade, alors que, pour des tâches identiques ou équivalentes exécutées dans les mêmes locaux et conditions, les agents, directement recrutés par l'A. N. P. E. et soumis au règlement du personnel annexé à l'arrêté du 27 mai 1968, bénéficient, à ancienneté égale, de rémunérations supérieures, notamment dans les emplois dits d'exécution. Cet état de fait, qui bafoue le principe « à travail égal, salaire égal » et qui constitue un très fâcheux exemple, est d'autant plus scandaleux que l'une des motivations de l'A. N. P. E., dont la vocation sociale est par ailleurs incontestable, est d'œuvrer « pour un meilleur emploi ». En conséquence, il semble souhaitable, pour mettre un terme à cette situation anormale, de permettre aux fonctionnaires actuellement affectés d'opter pour leur détachement auprès de l'A. N. P. E., dans les conditions prévues par le décret modifié n° 59-309 du 14 février 1959.

2. Personnel statutaire : par note du 20 février 1970, la direction nationale de l'A. N. P. E. a fixé l'indice initial applicable lors du recrutement de certaines catégories de personnel. Cette note prévoit des indices de recrutement distincts pour les agents recrutés dans la région parisienne et ceux recrutés en province; la différence, au détriment des agents de province, pouvant atteindre, notamment pour la catégorie des prospecteurs-placiers, 20 p. 100. Cette mesure discriminatoire à l'égard des personnels travaillant hors de la région parisienne, constitue, en fait, un super abattement de zone, d'autant plus injustifié que la rémunération des agents de l'A. N. P. E. est déterminée suivant le régime en vigueur dans la fonction publique (art. 5 et 6 du règlement du personnel) qui comporte déjà, sous forme d'indemnité de résidence, un correctif géographique, dont la suppression, par intégration au traitement proprement dit, est d'ailleurs demandée par l'ensemble des organisations syndicales. En conséquence, il semble nécessaire, par souci d'équité, d'abroger les mesures discriminatoires décidées par la direction nationale de l'A. N. P. E. à l'encontre des agents de province, lors de la fixation des indices minima de recrutement; la carrière des agents lésés devant être reconstituée, avec effet rétroactif, indépendamment des mesures d'avancement dont ces agents auraient pu, ultérieurement, bénéficier.

Exploitants agricoles : retraite anticipée (inaptitude au travail).

25758. — 12 août 1972. — M. Chazelle indique à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les exploitants agricoles ne peuvent prétendre à l'obtention d'une retraite anticipée que s'ils sont reconnus totalement inaptes au travail. Il lui demande s'il ne serait pas équitable que les exploitants agricoles puissent obtenir la retraite anticipée pour inaptitude si leur taux d'invalidité est au moins égal à 50 p. 100, ainsi qu'il en a été décidé pour les salariés agricoles dont le taux d'invalidité a été abaissé à 50 p. 100.

Veuves (amélioration de leur situation).

25760. — 12 août 1972. — M. Chazelle demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il compte prendre en considération la situation des veuves d'assurés sociaux qui, au moment du décès de leur mari, du fait de leur âge ou de charges familiales, bien

qu'elles n'aient pas atteint soixante-cinq ans, se trouvent souvent dans une situation difficile. Il lui demande si elles ne pourraient immédiatement bénéficier d'une pension de réversion et si, par ailleurs, il ne conviendrait pas d'allonger le délai de un an, actuellement en vigueur, pour que ces veuves d'un assuré social, elles-mêmes non salariées, puissent bénéficier des prestations en nature de l'assurance maladie. Il lui demande enfin si des textes allant dans le sens d'une plus grande humanisation de la législation concernant les veuves sont actuellement en préparation.

Pensions de retraite (assurance décès).

25768. — 16 août 1972. — M. Jacques Richard signale à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales les difficultés financières que rencontrent les retraités lors du décès de leur conjoint. Alors que les salariés en activité bénéficient d'une assurance décès qui permet, d'une part, de faire face aux dépenses d'obsèques et, d'autre part, de pallier souvent dans l'immédiat, une perte de ressources, les retraités ne bénéficient d'aucune protection de ce genre. Il lui demande si, dans le cadre de la politique d'aide aux personnes âgées actuellement poursuivie par le Gouvernement, il ne lui apparaît pas souhaitable d'étendre aux retraités les dispositions relatives à l'assurance décès applicables aux salariés.

Mineurs (travailleurs de la mine) : sécurité sociale des retraités.

25786. — 17 août 1972. — M. Ramette attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur une grave et préjudiciable anomalie qui frappe les retraités des mines. Les agents des mines ayant un régime dit « spécial » en ce qui concerne la sécurité sociale dans les mines bénéficient de la gratuité totale en ce qui concerne les : consultations, visites, soins hospitaliers, soins dentaires, etc. pour les agents et leur famille, moyennant une retenue d'un certain pourcentage sur leur traitement. Or, au moment de la retraite, si l'agent demeure sur place il continue à bénéficier des mêmes avantages ainsi que les personnes à sa charge, ou il doit aller demeurer dans une région « dite minière » pour pouvoir continuer à bénéficier des avantages cités plus haut. Mais si ce même agent quitte le pays minier pour quelques raisons que ce soit, il se voit retirer tous ces avantages, et, est rattaché d'office au régime général de la sécurité sociale par l'intermédiaire de la caisse primaire de ce service dont dépend la région où il va habiter, et de ce fait il perd la gratuité totale de tout, alors qu'il a effectué les mêmes versements que s'il restait dans les mines. Les mineurs retraités habitant en dehors des régions minières sont indignés d'une telle injustice. Il lui demande s'il ne croit pas urgent d'y mettre fin en accordant aux retraités mineurs et à leur famille habitant en dehors des zones minières, le maintien des avantages de sécurité sociale dont bénéficient les autres retraités mineurs.

Emploi (Société pétrolière et chimique).

25789. — 18 août 1972. — M. Houël porte à la connaissance de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les employés techniciens, cadres et ingénieurs d'une importante société sont très inquiets de leur situation. En effet pèse sur ce personnel une inquiétante menace de licenciement. L'agence de Lyon de cette société qui est une société à vocation pétrolière, pétrochimique et chimique, emploie cent vingt-six personnes, notamment vingt-cinq ingénieurs et quatre-vingt-cinq techniciens. Alors que le carnet de commande de cette société sur le plan de la région lyonnaise semble pouvoir assurer une vie normale de l'agence, une menace de licenciements importants pèse cependant sur les intéressés. Lors de sa visite à Lyon, ce personnel avait eu l'occasion de remettre à M. le ministre en fonctions à cette époque une plaquette concernant la situation de cette société. Or, à ce jour, ni les services du ministère n'ont répondu à ce personnel, ni la direction de l'agence ne semble pour le moment revenir sur la décision de licenciement. Devant l'inquiétude qui s'est emparée du personnel concerné, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour empêcher ces licenciements qui ne semblent pas justifiés.

Allocation de logement : plafond de ressources.

25791. — 18 août 1972. — M. Becam suggère à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales de reviser les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 30 juin 1961 et de la circulaire 110 S.S. du 10 septembre 1962 qui stipulent que la totalité des revenus de toutes les personnes ayant vécu plus de six mois au foyer de

l'allocataire au cours de l'année de référence et s'y trouvant encore au terme de ladite année entrent intégralement en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de logement. Il lui signale, à titre d'exemple, le cas d'une veuve ayant cinq enfants, dont trois à charge, à qui l'allocation de logement a été supprimée en fonction de ces dispositions. S'il est exact que la totalité des revenus dépasse le plafond permettant l'attribution de ladite allocation, il est également vrai que cette personne n'a pas la disposition de la plus large partie des revenus de ses deux fils majeurs. Au moment où de nouvelles dispositions votées par le Parlement étendent fort heureusement le bénéfice de l'allocation de logement à de nouvelles catégories sociales, il lui paraît équitable d'assouplir les dispositions du décret et de la circulaire précités, qui ne répondent plus à la réalité des situations. Il serait possible de tenir compte dans le calcul de l'allocation, soit de la totalité des personnes présentes au foyer et d'une partie seulement des ressources des enfants non à charge, soit des seuls enfants à charge de l'allocataire.

Pensions de retraite: affiliation à plusieurs régimes.

25799. — 19 août 1972. — M. Jousseume rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le décret n° 50-133 du 20 janvier 1950 a pour but de garantir aux assurés qui ont été affiliés successivement à plusieurs régimes de retraite, et notamment au régime des pensions civiles et militaires et au régime général de la sécurité sociale, des avantages équivalents à ceux qu'ils auraient obtenus s'ils avaient été soumis au régime général pendant l'ensemble des périodes d'assurance qu'ils ont passées sous l'un ou l'autre régime postérieurement au 1^{er} juillet 1930. La législation actuelle de l'assurance vieillesse du régime général ne permettait jusqu'à présent de tenir compte que d'un maximum de trente années d'assurances. De ce fait, la part des pensions dont ce régime doit assumer la charge en application du décret du 20 janvier 1950 est actuellement calculée en tenant compte de cette disposition afin que les assurés qui ont été affiliés successivement à plusieurs régimes de retraite ne soient pas favorisés par rapport à ceux qui ont été soumis au seul régime général durant l'intégralité de leur carrière. En raison des mesures figurant dans la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions vieillesse du régime général de sécurité sociale et des régimes des travailleurs salariés agricoles, qui permettront d'ici 1975 la prise en compte par le régime général de sécurité sociale de trente-sept années et demie d'assurance, il lui demande s'il peut envisager une modification des dispositions du décret n° 50-133 du 20 janvier 1950.

Sécurité sociale: cotisations versées par les titulaires de deux pensions.

25800. — 19 août 1972. — M. Jousseume rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le décret n° 70-159 du 26 février 1970 prévoit que les titulaires de deux pensions de retraite ne doivent verser la cotisation de sécurité sociale que sur une seule pension. Le texte précise que cette cotisation doit s'appliquer à la pension de retraite qui correspond au plus grand nombre d'années. Les anciens militaires se trouvent généralement lésés par ce texte car leur pension militaire correspond à un nombre d'années plus élevé que celui ayant donné naissance à leur pension du régime général de sécurité sociale. Ils sont en conséquence astreints à verser une cotisation à la caisse militaire de sécurité sociale pour bénéficier des prestations médicales qu'ils auraient normalement perçues gratuitement en raison de leur retraite du régime général de sécurité sociale. Il lui demande s'il peut faire étudier ce problème afin que dans le décret précité du 16 février 1970 le mot « années » soit remplacé par « années de services effectifs ».

Assurances sociales (régime général): pension d'invalidité.

25801. — 19 août 1972. — M. Jousseume rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'article 4 du décret n° 55-1657 du 16 décembre 1955 prévoit que le cumul d'une pension de retraite d'un régime spécial (par exemple d'une retraite militaire) avec une pension d'invalidité du régime général de sécurité sociale n'est autorisé que dans la limite du salaire du travailleur valide de même catégorie professionnelle que celle du pensionné. Il lui fait observer que cette disposition est d'autant plus regrettable que la pension militaire perçue par un retraité se trouvant dans cette situation a été constituée par celui-ci grâce au prélèvement de 6 p. 100 sur sa solde effectué pendant toute la durée de sa carrière militaire. Il lui demande s'il n'estime pas que les dispositions en cause sont parfaitement inéquitables et il souhaiterait qu'une étude soit entreprise afin de modifier les dispositions du décret précité du 16 décembre 1955.

Postes et télécommunications: auxiliaire licenciée à soixante et un ans.

25812. — 22 août 1972. — M. Chazelle demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales si les dispositions de la loi n° 72-635 du 5 juillet 1972 sont bien applicables à une auxiliaire des P. T. T. licenciée tout dernièrement à la suite de modifications de tournées et qui est âgée de soixante et un ans.

Prisonniers de guerre: pensions de retraite.

25814. — 22 août 1972. — M. Vinatier appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le cas des personnes dont les années de captivité ne sont pas prises en compte pour la retraite. Il en est ainsi des prisonniers de guerre qui n'étaient pas immatriculés aux assurances sociales avant le début de la guerre. Pourtant, les années de prison leur ont causé les mêmes problèmes de santé qu'aux personnes couvertes par les assurances sociales avant la veille des conflits. Il lui demande s'il n'estime pas devoir proposer que les années de captivité soient comptées pour le calcul de la retraite d'une façon générale.

Naturalisation: service militaire.

25816. — 22 août 1972. — M. Sauzedde demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il peut lui faire connaître quelles seraient, pour un citoyen de nationalité italienne, né en 1940 et demeurant en France depuis vingt-cinq ans, marié, père de trois enfants et directeur d'une entreprise industrielle, les conséquences d'une naturalisation du point de vue militaire et si, en particulier, la nationalité française entraînerait pour lui l'obligation d'accomplir immédiatement son service militaire actif.

Prestations familiales: allocation de salaire unique.

25826. — 24 août 1972. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le Parlement a voté la suppression de l'allocation de salaire unique pour les familles ayant des ressources relativement élevées, à la condition que les familles ayant des ressources modestes reçoivent une majoration importante de cette prestation. Des conditions de ressources avaient été indiquées au Parlement pour les nouveaux bénéficiaires. Or, le texte fixe une condition d'âge pour les enfants, qui aboutit à limiter très fortement le nombre des bénéficiaires, alors qu'il est évident que ce sont les enfants plus âgés qui coûtent le plus cher. Il lui demande donc ce qu'il entend faire pour se conformer à la volonté du législateur, telle qu'elle ressort des débats et, d'autre part, s'il peut lui faire connaître à combien de familles l'allocation de salaire unique a été supprimée et à combien de familles l'allocation majorée est maintenant versée, ainsi que l'économie et le coût supplémentaire de la prestation modifiée.

Handicapés mentaux: centres de rééducation professionnelle.

25827. — 24 août 1972. — M. Mario Bénard appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les difficultés de placement des handicapés mentaux, adolescents et adultes d'intelligence normale, dans des centres de rééducation professionnelle. Il lui expose tout d'abord que les formalités à accomplir en ce qui concerne les assurés sociaux du régime général pour l'obtention d'une prise en charge de la rééducation professionnelle nécessitent la constitution d'un dossier complexe comprenant: une fiche sociale établie par une assistante sociale; un dossier médical rempli par le médecin formulant la demande; un compte rendu d'examen psychotechnique établi par un psychologue du ministère du travail; un examen médical pratiqué par le médecin du travail; un accord du médecin conseil de la sécurité sociale; enfin l'avis de la commission d'orientation des infirmes du département où ceux-ci ont été soignés, la décision définitive étant prise par la C. D. O. I. du département d'origine. C'est avec ce dernier avis que la prise en charge est délivrée par la caisse d'origine. Entre le début des formalités et l'obtention de la prise en charge il s'écoule un délai de six mois minimum, ce qui est beaucoup trop long. Il convient en outre d'observer que le droit à la rééducation professionnelle, s'il est ouvert à tous les assurés sociaux bénéficiaires de l'assurance maladie, devenus par suite de maladie ou d'accident incapables à exercer leur profession ou ne pouvant le faire qu'après une nouvelle adaptation, ne peut concerner que des assurés qui s'y sont ouverts droit par l'exercice d'une activité professionnelle antérieure. Lorsque l'assuré

est assuré volontaire ou ayant droit d'un assuré il n'a pas droit à la rééducation professionnelle. Un dossier analogue à celui des assurés sociaux doit être constitué et après refus de la caisse d'affiliation il donne lieu à une demande d'aide sociale. Les délais d'accord sont toujours très longs, la demande devant passer par la mairie puis par la préfecture. Il conviendrait de raccourcir au maximum ces délais dans l'intérêt des handicapés qui finissent par se décourager. Parallèlement aux formalités qui viennent d'être rappelées, d'autres sont entreprises auprès des centres de rééducation professionnelle susceptibles d'accepter ces malades. Or, il n'existe pas en France de centres de rééducation professionnelle spécialisés pour handicapés mentaux. Quelques places peuvent être offertes dans des centres pour handicapés physiques mais uniquement dans la mesure où les effectifs le permettent. Les conséquences de ces difficultés sont très graves et plus particulièrement du point de vue humain. Lorsqu'un malade ayant déjà effectué une préformation apprend qu'il ne peut bénéficier d'une rééducation professionnelle complète, il connaît généralement une rechute. Son avenir, tant psychiatrique que socio-professionnel est gravement compromis. En outre, sur le plan financier les conséquences sont très importantes. La plupart des malades appartiennent à un milieu familial pathogène et il est particulièrement contre-indiqué de les laisser inactifs. A défaut de placement en centres de rééducation professionnelle ils ne peuvent généralement que retourner dans un centre psychiatrique où l'état du malade continue à se détériorer. Il lui demande en conséquence s'il faut envisager des dispositions permettant que : 1° les formalités de reclassement professionnel soient beaucoup plus rapides dans l'intérêt du convalescent et dans celui des organismes payeurs ; 2° que le droit à la rééducation soit étendu aux ayants droit qui n'ont pas travaillé parce qu'ils suivaient une scolarité et qu'il en soit de même pour les assurés volontaires ; 3° que des centres spécialisés pour handicapés psychiques soient créés ou que, tout au moins dans l'immédiat, un certain nombre de lits soient réservés aux handicapés psychiques dans tous les centres pour handicapés physiques.

Pensions de retraite : cumul avec un salaire.

25828. — 24 août 1972. — M. Bégue demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur quels textes se fonde une caisse professionnelle de retraites pour réclamer le remboursement des sommes versées au titre de pension de vieillesse à un ouvrier qui se trouve dans les conditions suivantes : l'intéressé a atteint soixante-cinq ans en 1967. Liquidés, ses droits lui valent une pension de retraite égale à 307,69 F par trimestre, qui deviendront 351,99 F en 1970. Il est marié, et considère qu'il ne peut pas subvenir aux besoins élémentaires de son ménage avec cette somme. Au lieu de solliciter l'aumône publique, il s'engage dans une entreprise coopérative où il est payé au-dessous du S. M. I. G. la première année, au taux du S. M. I. G. les années suivantes. Le 1^{er} avril 1972, il cesse toute activité. A ce moment-là, la caisse de retraite en question l'invite à reverser les sommes perçues de 1957 à 1972, soit au total 5.775,12 F, dont il ne possède évidemment pas le premier centime. Quelles que soient les dispositions en vigueur, il lui demande s'il ne lui paraît pas expédient d'autoriser le cumul d'un salaire avec une pension lorsque cette dernière est manifestement insuffisante, plutôt que d'accueillir les retraités de l'espèce à mourir d'inanition ou à devenir une charge supplémentaire pour les contribuables, par l'entremise de l'aide sociale.

Prestations familiales : aide aux vacances.

25832. — 24 août 1972. — M. Fortuit expose à M. le ministre des affaires sociales que la participation accordée par les caisses d'allocations familiales dans le cadre de l'aide aux vacances, ne peut être accordée que pour un séjour compris entre le 1^{er} juin et le 30 septembre. Les textes précisent même « sauf cas particuliers qui pourront être spécialement examinés sur demande ». Il semble que cette disposition s'accorde mal avec le souci d'étalement des congés. En effet, il ne peut y avoir de véritable politique sociale dans ce domaine, que si l'aide apportée aux familles n'est pas assortie de conditions contraignantes au mouvement général du progrès et à l'évolution qui pourrait inciter un plus grand nombre de familles à choisir pour leurs vacances des dates leur assurant avec une plus grande tranquillité de meilleures vacances à meilleur prix. Il lui demande donc s'il ne lui semble pas opportun de modifier, en conséquence, les différentes dispositions restrictives que la réglementation peut encore comporter à cet égard.

Prestations familiales : aide aux vacances.

25833. — 24 août 1972. — M. Fortuit demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales quelle est la politique générale du Gouvernement en matière d'aide aux vacances pour les familles

les plus défavorisées. Il lui demande, notamment, s'il peut lui faire connaître : 1° les caractéristiques générales de cette aide ; 2° la charge qu'elle représente pour le budget social de la Nation, d'une part, et pour le budget de l'Etat, d'autre part ; 3° le nombre de familles concernées par ces interventions.

Prestations familiales : bons vacances.

25834. — 24 août 1972. — M. Fortuit expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le remboursement des bons vacances, s'effectue parfois avec de longs délais. Ces retards ont pour effet de gêner le fonctionnement et la bonne gestion des organismes chargés de mettre en œuvre la politique sociale d'aide aux vacances, et il lui demande dans ces conditions, si des mesures peuvent être prises afin de remédier à cet inconvénient.

Prestations familiales : majoration.

25838. — 24 août 1972. — Mme Chonavel appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la dégradation des allocations familiales par rapport à la hausse continue du niveau général des prix. L'augmentation de 6 p. 100 au 1^{er} août n'a pas permis aux allocations familiales, loin s'en faut, de rattraper le pouvoir d'achat qu'elles ont perdu en dix ans. Les excédents des prestations familiales s'élevaient à près de 8 milliards de francs et permettraient un relèvement de 25 p. 100 de toutes les prestations et pour toutes les familles. C'est pourquoi la revendication présentée par les organisations familiales, d'un relèvement immédiat de 10 p. 100 des allocations familiales, avec suppression des abattements de zone n'a rien d'exagérée. Elle lui demande quelles mesures il entend prendre : 1° pour que cette augmentation ait lieu sans retard ; 2° pour que les fonds affectés aux prestations familiales ne servent plus à financer des mesures relevant du budget de l'Etat mais soient intégralement redistribués aux familles.

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Rentes viagères (contrat stipulé en quintaux de vin).

25729. — 11 août 1972. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural la situation d'un agriculteur ayant cédé ses terres en rente viagère, le contrat étant stipulé en quintaux de vin. Il lui demande, dans ce cas, quelle référence doit être retenue pour le calcul de la rente viagère, le contrat spécifiant que le prix sera celui de campagne.

Vins : appellation d'origine simple.

25767. — 16 août 1972. — M. Hauret appelle l'attention du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les difficultés que ne manqueront pas de soulever l'application du décret du 21 avril 1972 et la circulaire du 8 juillet 1972 en particulier en matière d'appellation d'origine simple. En attendant qu'une solution équilibrée soit trouvée à cet important problème, il lui demande s'il peut envisager des délais d'application compte tenu des usages certains, de la promotion qui était ainsi accordée à des vins de qualité et des difficultés d'ordre social qui peuvent en découler.

Voirie rurale.

25775. — 17 août 1972. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur les difficultés croissantes que rencontrent les communes rurales pour entretenir leur voirie. Depuis dix ans, de très gros efforts ont été faits pour desservir les fermes, voire les résidences secondaires en milieu rural. Mais maintenant se pose le problème de l'entretien de ces voiries indispensables à un milieu rural moderne. Dès lors, il lui demande si d'une part, le Gouvernement ne pourrait pas envisager la création d'un fonds d'aide à l'entretien de la voirie rurale ; d'autre part, si on ne pourrait pas envisager un système de prêts bonifiés susceptible d'aider les communes à assumer ses charges de plus en plus lourdes.

Salariés agricoles : assurance-chômage.

25824. — 24 août 1972. — M. Desnais expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que les mutations au niveau des exploitations agricoles liées aux impératifs de l'évolution rapide

des techniques, condamne au chômage un nombre important de salariés agricoles, de cadres surtout spécialement ceux qui, arrêtés à un certain âge, n'ont plus les possibilités de retrouver un travail dans d'autres secteurs eux-mêmes souvent encombrés. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre à ces salariés agricoles l'assurance chômage dont bénéficient déjà tous les autres salariés.

Fonds national de solidarité : agriculteurs bénéficiaires de P. V. D. 1963.

25830. — 24 août 1972. — M. Lucien Richard appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur l'injustice dont sont victimes les premiers bénéficiaires de l'indemnité viagère de départ, c'est-à-dire ceux qui perçoivent l'indemnité prévue par le décret n° 63-455 du 6 mai 1963. Il lui expose, en effet, que les intéressés présentant une demande d'attribution d'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité voient exclure du calcul de leurs ressources le seul élément fixe de l'indemnité viagère de départ, l'élément mobile étant par contre pris en considération. Or, depuis l'intervention du décret n° 69-1029 du 17 novembre 1969 (art. 23), le calcul des ressources ouvrant droit à l'allocation supplémentaire du F. N. S. est effectué compte non tenu de l'indemnité viagère de départ. Il s'ensuit que les premiers bénéficiaires de P. V. D. sont pénalisés par rapport aux ultérieurs de P. V. D. nouveau régime, lorsqu'ils sollicitent l'attribution de l'allocation supplémentaire du F. N. S. Après avoir pris connaissance des réponses apportées par son prédécesseur aux questions déposées à ce sujet par M. Chazelle (n° 20213) et par M. Méric (n° 10832), réponses respectivement parues aux *Journal officiel* (Débats A. N.) du 24 novembre 1971 (p. 6038) et *Journal officiel* (Débats Sénat) du 18 janvier 1972 (p. 7), il lui demande s'il ne pourrait envisager d'inclure le texte législatif, auquel il est fait allusion in fine dans ces réponses, dans le projet de loi (n° 1409) relatif à l'indemnité viagère de départ, et qui, ayant fait l'objet d'une adoption en première lecture par les deux Assemblées, doit être soumis à l'examen du Parlement dès la prochaine session.

Calamités agricoles : intempéries d'août 1972.

25836. — 24 août 1972. — M. Pierre Villon rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que les graves intempéries qui se sont produites dans le mois d'août ont provoqué des dégâts considérables dans plusieurs régions de notre pays. Le département de l'Allier, du Lot-et-Garonne, du Gers, de la Meuse ont été particulièrement touchés. Les destructions de récoltes vont rendre difficile la vie de nombreux exploitants qui devront attendre une année entière avant d'espérer une rentrée financière, alors qu'ils ont à faire face aux dépenses de la campagne en cours et à celles de la prochaine. En outre, les bâtiments d'habitation et d'exploitation ont souvent souffert, ce qui va encore exiger des dépenses pour leur remise en état. Enfin, le cheptel lui-même a en quelques endroits, la Meuse notamment, été plus ou moins atteint. Des dégâts ont été également causés à de nombreuses autres habitations de non exploitants. Les pluies incessantes de ce mois d'août ont entraîné des pertes très élevées pour les céréales, notamment pour les blés. Il est connu que les dispositions de la législation actuelle relatives aux calamités agricoles et publiques ne permettent pas une aide financière adéquate, d'autant que leur mise en œuvre est particulièrement lente. Il faut attendre en général plus d'une année avant la publication au *Journal officiel* du décret de déclaration de zone sinistrée. Les dépenses de réparation des dégâts causés aux bâtiments ont à supporter la charge de la T. V. A. qui, dans la plupart des cas, dépasse le montant de la subvention finalement octroyée aux sinistrés. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il compte prendre pour : 1° attribuer dans les délais les plus rapides une aide financière conséquente à tous les sinistrés des orages et aux petits et moyens producteurs de céréales dont la récolte a été compromise ; 2° accélérer la publication du décret attribuant le caractère de calamités agricoles aux dommages subis par les agriculteurs au cours du mois d'août 1972 ; 3° faire exonérer de la T. V. A. les dépenses de réfection des bâtiments d'habitations et d'exploitations des communes sinistrées.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, ÉQUIPEMENT, LOGEMENT ET TOURISME

Transports routiers : chauffeurs.

25763. — 12 août 1972. — M. Alain Peyrefitte attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les conditions de travail très rigoureuses des chauffeurs professionnels des entreprises de trans-

port par terre. Il lui demande s'il n'envisage pas d'interdire aux poids lourds de rouler du samedi 12 heures au dimanche 24 heures ainsi que les jours fériés. Une telle réglementation, en vigueur dans plusieurs pays du Marché commun, assurerait une meilleure sécurité sur les routes en fin de semaine. Déjà appliquée en France sur certains axes de circulation, elle a d'ailleurs donné des résultats satisfaisants. Elle répondrait notamment au souci des pouvoirs publics d'instaurer une plus grande justice sociale en permettant aux intéressés d'avoir un minimum de vie de famille. Il exprime le souhait que cette disposition s'inscrive dans un ensemble plus large de mesures facilitant en particulier le reclassement de ces travailleurs en cas de retrait du permis de conduire et améliorant les conditions d'attribution de la retraite, compte tenu de la difficulté d'exercer cette profession au-delà de soixante ans.

Routes : route nationale 96 Cannes—Barrême.

25772. — 17 août 1972. — M. Massot rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la route nationale 96, pour la section comprise entre Cannes et Barrême n'a pas été retenue, malgré son importance touristique, pour figurer au schéma directeur des grandes liaisons routières; cependant, pour cette même route, un projet avait été inscrit au V^e Plan pour un montant de travaux d'un million de francs. Il est surprenant que ce projet, dont la réalisation est indispensable, n'ait pas été inscrit au VI^e Plan. On ne saurait trouver une excuse à cette omission en invoquant le fait que la route concernée est désormais comprise dans le réseau des routes de deuxième catégorie dépendant du département, car le « déclassement de route » imposé par l'Etat ne saurait préjudicier à une situation acquise. Il lui demande quelle mesure sera prise pour remédier à une telle injustice, qui est de nature à compromettre gravement l'état de la route entre Barrême et Grasse et quels crédits seront mis à la disposition du département des Alpes-de-Haute-Provence pour rendre enfin possible la réalisation de travaux déjà prévus au décret n° 67-1260 du 28 novembre 1967, travaux dont l'urgence n'est plus à démontrer.

ANCIENS COMBATTANTS

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre : « rapport constant ».

25757. — 12 août 1972. — M. Duromea rappelle à M. le ministre des anciens combattants que l'ensemble des associations d'anciens combattants et victimes de guerre a manifesté, clairement et unanimement, au cours de la journée d'action du 10 juin, qu'il ne considérerait nullement la question de l'application du rapport constant comme réglée. L'esprit de la loi du 27 février 1948 était l'instauration d'une parité rigoureuse entre les pensions militaires d'invalidité et celles des victimes de guerre et le traitement brut des fonctionnaires ayant servi à l'établissement de cette loi, à savoir les huissiers de 1^{re} classe, au huitième échelon de leur carrière. Or, l'interprétation de la loi et les atteintes qui lui ont été portées ont entraîné une dévaluation des pensions de guerre. Si, en considérant la nouvelle hiérarchie des salaires établie pour les catégories C et D, par les décrets des 27 janvier 1970, la parité semble à première vue respectée, on s'aperçoit à l'examen qu'il n'en est rien. En effet, il existe parmi les huissiers un groupe supérieur, dit groupe II, divisé lui aussi en huit échelons, dont le dernier à l'indice majoré 205. Les dispositions prises quant à l'avancement de cette catégorie de fonctionnaires permettront à pratiquement, chacun d'entre eux de terminer sa carrière au huitième échelon du groupe II, ce qui représente, au 1^{er} janvier 1971, un traitement de 12.112 francs alors que la pension à 100 p. 100 ne s'élève qu'à 10.513 francs. Au 1^{er} janvier 1974, l'indice de la pension à 100 p. 100 restera à 171 majoré, alors que l'indice de l'huissier sera passé à 205 majoré. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre des mesures pour une application loyale du rapport constant et afin qu'une commission tripartite soit réunie au plus tôt pour en examiner les modalités.

Tuberculose : indemnité de soins.

25783. — 17 août 1972. — M. Virgile Barel demande à M. le ministre des anciens combattants quel est le nombre actuel de bénéficiaires de l'indemnité de soins aux tuberculeux.

Déportés politiques (étrangers naturalisés français).

25807. — 19 août 1972. — M. Triboulet rappelle à M. le ministre des anciens combattants que l'article R. 327 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre précise les conditions d'obtention du titre de déporté politique. Il est, en

particulier, prévu par ce texte que les étrangers, qui justifient des conditions exigées des Français, peuvent bénéficier du titre de départé politique à condition qu'ils aient commencé à résider en France avant le 1^{er} septembre 1939. Il lui expose à cet égard la situation d'un Yougoslave départé politique en 1941 après l'occupation de son pays par les troupes allemandes. Après avoir été interné en Yougoslavie, il fut déporté dans un camp situé en France. Evadé de ce camp, il s'engagea dans les forces françaises de l'intérieur et obtint, par la suite, la carte de combattant volontaire de la Résistance. Il fut d'ailleurs naturalisé français en 1955. Malgré ses titres de guerre, l'intéressé ne peut bénéficier de la carte de départé politique. Il lui demande s'il lui paraît souhaitable de modifier le texte précité de telle sorte que le titre de départé politique puisse être attribué aux étrangers déportés politiques à partir de leur pays d'origine et qui, engagés par la suite dans un mouvement de résistance en France, ont été ultérieurement naturalisés français.

COMMERCE ET ARTISANAT

Marchés administratifs : adjudication.

25776. — 17 août 1972. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat s'il n'y aurait pas lieu d'aménager la procédure d'adjudication, lorsque des groupements artisanaux concourent à ces adjudications. Dans certains cas en effet, l'un des membres du groupement risque d'être écarté pour certaines raisons, tenant par exemple à un équipement mal approprié. Il est regrettable que ce soit l'ensemble du groupement qui se trouve alors récusé par la défaillance de ses membres. Il lui demande si une suspension de la procédure ne pourrait pas alors avoir lieu pour permettre aux autres artisans membres du groupement, de rechercher un partenaire nouveau susceptible de pallier au membre défaillant. L'adjudication reprendrait alors son cours lorsqu'un délai aurait été laissé aux artisans pour pouvoir faire face à cette nouvelle situation. Il lui demande, d'autre part, si dans l'adjudication des marchés d'Etat ou de collectivités locales, certaines nouvelles mesures ne peuvent pas être prises pour favoriser au maximum la consultation des artisans locaux.

DEFENSE NATIONALE

Militaires (frais de déménagement).

25730. — 11 août 1972. — M. Poudevigne attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les difficultés sérieuses qui résultent, pour les militaires de carrière, et notamment pour les marins, d'une décision prise récemment d'après laquelle ceux d'entre eux qui reçoivent une nouvelle affectation hors de la ville de garnison ou du port où ils ont été précédemment affectés, sont tenus, pour obtenir le remboursement des frais de déplacement de leur mobilier, de présenter à l'approbation du service administratif et du service de la solde dont ils dépendent quatre devis et des inventaires du mobilier établis par deux entreprises de déménagement différentes. Cette obligation entraîne de tels retards, que bien souvent l'intéressé ne peut obtenir l'autorisation en temps voulu pour effectuer le déménagement à la date prévue. Il doit alors supporter soit un double voyage, soit des frais de gardiennage de son mobilier dans son ancienne ville de résidence. En outre, à la suite de l'augmentation des tarifs de la S. N. C. F., l'administration de la marine a invité ses ressortissants à opter pour le déménagement par route. Mais les possibilités de déménagement par voie routière se trouvent limitées en raison des problèmes que cela pose aux entreprises de déménagement. Celles-ci, en effet, disposent de matériel ferroviaire et de matériel routier et, jusqu'à présent, elles pouvaient réaliser une sorte d'équilibre, suivant la disponibilité de ces matériels, entre l'utilisation du mode ferroviaire et celle du mode roulier. Cela ne sera plus possible si les déménagements se font uniquement par la route. Pour cette raison, beaucoup de marins craignent de ne pouvoir faire effectuer leur déménagement aux dates qu'ils souhaitent. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de revoir ce problème, étant fait observer qu'il semblerait souhaitable que tout déménagement de mobilier de marins ou de militaires puisse s'effectuer sans devis préalable, étant entendu que l'administration pourrait faire contrôler le volume du mobilier soit avant l'embarquement de celui-ci, soit après sa livraison et, contrairement, le cas échéant, l'entreprise de déménagement à rectifier sa facture.

Marine nationale :

retraite des ouvriers et chefs ouvriers ex-immatriculés.

25746. — 12 août 1972. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que les ouvriers et chefs ouvriers ex-immatriculés qui ne constituent plus aujourd'hui qu'un

petit nombre de retraités demandent depuis plus de vingt-trois ans leur intégration à l'échelle de solde n° 4 qui leur avait été accordée dans un premier temps au lendemain de la guerre mais qui leur a été retirée par la suite. Il lui demande s'il n'estime pas devoir enfin donner satisfaction à cette revendication de ces retraités de la marine dont les répercussions budgétaires ne peuvent être que minimes.

*Rapatriés : travailleurs de l'Etat
(ministère de la défense nationale).*

25747. — 12 août 1972. — M. Pierre Villon demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale s'il n'estime pas que la suppression ou la réduction des droits acquis par les travailleurs de l'Etat rapatriés d'Afrique du Nord constitue une violation du principe de non-rétroactivité qui est opposée aux retraités lorsqu'ils demandent à bénéficier de certaines améliorations du régime des pensions instaurées ultérieurement à leur départ à la retraite et il lui demande s'il n'estime pas devoir garantir le maintien de ces droits acquis.

*Maisons de retraite :
personnel de l'administration des armées.*

25748. — 12 août 1972. — M. Pierre Villon attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur le fait que, à la différence d'autres administrations ou services publics, l'administration des armées n'a créé aucune maison de retraite pour ses ressortissants et notamment pour les travailleurs de l'Etat retraités. Il lui demande s'il n'estime pas devoir procéder à la réalisation de tels établissements.

Sécurité sociale militaire.

25749. — 12 août 1972. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que la centralisation du service de sécurité sociale militaire à Toulon a eu pour conséquence que les prestations de ce service ne sont réglées qu'avec un retard de plusieurs mois. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à ces retards et notamment s'il n'estime pas que l'installation d'un bureau payeur dans chaque région militaire s'imposerait pour atteindre ce but.

*Marine nationale :
officiers marins, quartiers-maitres en retraite et veuves.*

25779. — 17 août 1972. — M. Tony Larue attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les problèmes des officiers marins, quartiers-maitres en retraite et veuves. Devant le décalage croissant entre les mesures de revalorisation indiciaire accordée à ceux-ci par rapport aux personnels de la fonction publique, il lui demande s'il ne jugerait pas nécessaire de créer une commission de rattrapage au sein du conseil supérieur de la fonction militaire, qui permettrait : 1° de déterminer le déclassement des militaires vis-à-vis de leurs homologues de la fonction publique et des ouvriers et techniciens des arsenaux ; 2° d'examiner les possibilités de modification des règles d'affiliation et du régime de coordination de la sécurité sociale ainsi qu'une révision du code des pensions.

Armes nucléaires et Alliance atlantique.

25790. — 18 août 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, si les travaux entrepris par le centre d'expérimentation du Pacifique sur l'île d'Ealo sont bien destinés à étudier la possibilité de poursuivre la mise au point des armes de la F.N.S. par des expérimentations souterraines qui seraient tout aussi inutiles ou coûteuses que les précédentes mais auraient l'avantage de ne pas sensibiliser l'opinion. Il lui demande aussi dans quelle mesure sont exacts les rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis pourraient fournir à la France des données secrètes concernant la mise au point des armes nucléaires en échange d'un assouplissement de la position française à l'égard de l'O.T.A.N. En réponse à une question antérieure, il lui rappelle qu'il a affirmé que son récent voyage aux Etats-Unis, au cours duquel il eut des entretiens avec le secrétaire à la défense, M. Melvin Laird, était « normal ». Il lui demande s'il faut entendre par là qu'il s'agissait de « normaliser » la situation de la France dans l'Alliance atlantique.

Militaires : enfants.

25809. — 21 août 1972. — M. Longueue rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale qu'une commission présidée par un médecin général a étudié il y a quelques années « les répercussions des conditions de vie des familles de militaires sur le comportement des enfants ». Il lui demande : 1° quelles ont été les conclusions de cette étude ; 2° quelles suites ont été données au rapport établi par la commission.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Emploi : Société pétrolière et chimique.

25788. — 18 août 1972. — M. Houël porte à la connaissance de M. le ministre du développement industriel et scientifique que les employés, techniciens, cadres et ingénieurs d'une importante société sont très inquiets pour leur situation. En effet pèse sur ce personnel une inquiétante menace de licenciement. L'agence de Lyon de cette société, qui est une société à vocation pétrolière, pétrochimique et chimique, emploie 126 personnes, notamment 25 ingénieurs et 85 techniciens. Alors que le carnet de commande de cette société sur le plan de la région lyonnaise semble pouvoir assurer une vie normale de l'agence, une menace de licenciements importants pèse cependant sur les intéressés. Lors de sa visite à Lyon, ce personnel avait eu l'occasion de remettre à M. le ministre en fonctions à cette époque, une plaquette concernant la situation de cette société. Or à ce jour, ni les services du ministère n'ont répondu à ce personnel, ni la direction de l'agence ne semble pour le moment, revenir sur la décision de licenciement. Devant l'inquiétude qui s'est emparée du personnel concerné il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour, conjointement avec son collègue M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales, empêcher tout licenciement et en ce qui le concerne, examiner la possibilité de donner les moyens à cette société de poursuivre son action dans la région lyonnaise.

ECONOMIE ET FINANCES

Succession (droits dc) : legs au profit d'une société protectrice des animaux.

25726. — 11 août 1972. — M. Gerbet attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la question d'une éventuelle suppression des droits de succession pour les legs en faveur des œuvres de protections animales. Récemment, une société protectrice des animaux régulièrement déclarée a reçu en legs un terrain dont le produit de la vente a été en grande partie absorbé par les droits de succession, la redevance versée à ce titre s'élevant à 39.000 francs. Un tel prélèvement effectué à l'encontre d'une société de bienfaisance apparaît excessif et constitue une injustice qui entraînerait si elle était mieux connue la rarefaction et même la suppression de tout acte de disposition gratuit en faveur d'une œuvre de cette nature. La reconnaissance d'utilité publique nécessite la constitution d'un dossier difficile à établir. L'Etat, après s'être assuré de la bonne marche et de la saine gestion d'une société de cette nature pourrait accorder l'exonération des droits de succession qui apparaît d'autant plus souhaitable que les sociétés protectrices des animaux sont contraintes pour assurer leur fonctionnement de faire appel à des subventions locales ou départementales qui sont ainsi absorbées et bien au-delà par les droits de succession à solder quand des donateurs estiment devoir léguer tout ou partie de leur fortune pour permettre à des sociétés de cette nature de continuer leurs activités bienfaitrices. Il lui demande s'il n'envisage pas une initiative législative de cette nature que les parlementaires ne peuvent prendre sans tomber sous l'interdiction de l'article 40 de la Constitution.

Libertés individuelles (mise sur ordinateur des fichiers administratifs).

25737. — 12 août 1972. — M. Poniatowski attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les risques que pourrait faire courir au respect des libertés individuelles la mise sur ordinateur des principaux fichiers administratifs. Il lui demande : 1° quel est le contenu exact du répertoire d'identification des personnes mis sur ordinateur par l'I. N. S. E. E. ; 2° comment les données de ce répertoire seront utilisées par les autres administrations et s'il est envisagé d'établir des connections entre les fichiers informatisés ; 3° quelles dispositions sont prises par l'I. N. S. E. E. pour que soit strictement respectée la loi du 7 juin

1951 sur l'obligation et le secret en matière de statistiques ; 4° quelles précautions sont prises pour que les administrations ne risquent pas de porter atteinte aux libertés individuelles par le rapprochement des fichiers qu'elles détiennent.

Rapatriés (loi d'indemnisation).

25741. — 12 août 1972. — M. Schloesing demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui indiquer le montant des crédits affectés en 1970, 1971 et 1972, à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, en application de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970, et le montant de crédits d'indemnisation versé de ce fait aux ayants droit au 1^{er} août 1972.

Hôtel Martinez de Cannes.

25745. — 12 août 1972. — M. Virgile Barel demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il est vrai que l'hôtel Martinez de Cannes, actuellement et depuis vingt-sept ans sous séquestre par décision de justice et géré par l'administration des domaines, serait mis en vente et transformé, au moins en partie, en appartements, opération financière qui aboutirait au licenciement de près de 400 employés et à la diminution du potentiel hôtelier de la Côte d'Azur. Il lui demande s'il est exact que son ministère ait envisagé la remise des intérêts de retard dus par la Société des grands hôtels de Cannes, c'est-à-dire l'Hôtel Martinez, ce qui explique la tentative de reprise par les prétendus héritiers de l'ex-proprétaire condamné pour collaboration avec l'ennemi, reprise au bénéfice d'un groupe financier, de surcroît étranger. Il lui demande s'il compte prendre toutes mesures pour que le fonds hôtelier que constitue l'hôtel Martinez soit sauvegardé et pour éviter la scandaleuse spoliation actuellement managée.

Expropriation : cessions amiables d'immeubles consenties à l'Etat.

25755. — 13 août 1972. — M. Rieubon expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes du cahier des clauses et conditions générales des cessions amiables d'immeubles consenties à l'Etat, après déclaration d'utilité publique, les prix de vente ne sont pas productifs d'intérêts. D'autre part, il résulte de la combinaison de l'article 17 du décret n° 61-164 du 13 février 1961 et des articles 43 à 47 de l'instruction ministérielle du 9 novembre 1961 pour l'application dudit décret, que des intérêts moratoires peuvent être réclamés par les cédants si, à l'expiration du délai de trois mois du jour de l'acte de cession amiable, le règlement du prix n'est pas intervenu. Il semble qu'il y ait donc une certaine contradiction entre ces deux textes, bien que l'administration s'en défende en faisant une subtile distinction sur le caractère juridique de ces intérêts, qui constitueraient, selon elle, des dommages intérêts, sanctionnant le retard apporté par l'Etat acquéreur au paiement du prix, mais non des intérêts d'un capital représenté par ce prix. Quel que soit le caractère de ces intérêts, il apparaît, en toute hypothèse, que la stipulation du cahier des clauses et conditions générales est de nature à induire en erreur les parties qui, se fiant à l'interdiction formelle du service d'intérêts, pourraient s'abstenir d'accomplir les formalités exigées par le décret du 13 février 1961 et ne pas bénéficier ainsi des intérêts prévus par ce texte. Il lui demande en conséquence s'il ne lui semble pas qu'il serait opportun de prévoir dans le cahier des clauses et conditions générales des cessions amiables, la possibilité de bénéficier du service d'intérêts dans les conditions prescrites par le décret susvisé.

T. V. A. : évaluation du crédit de T. V. A.

25769. — 16 août 1972. — M. Henri Michel demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, dans le cas où le crédit de la taxe à la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 1968 est déterminé en faisant le produit de la moyenne mensuelle des achats par le taux de la taxe en vigueur, il faut ajouter à ces achats le taux de la taxe à la valeur ajoutée dont le contribuable est redevable à compter du 1^{er} janvier 1968, de façon à ce que les entreprises commerciales n'aient pas à payer un impôt supérieur à celui qu'elles devraient normalement acquitter si l'impôt était calculé sur leur marge comme l'a désiré le législateur.

Maires exerçant la profession d'agent d'assurance.

25770. — 16 août 1972. — M. Pierre Lagorce demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les dispositions de l'article 175 du code pénal aux termes duquel les maires ne peuvent traiter avec

les communes qu'ils représentent sont applicables aux maires exerçant la profession d'agents généraux d'assurance ou d'agents d'assurance, dès lors que le conseil municipal a expressément désigné la compagnie d'assurance à laquelle la commune désire demander la couverture du risque dans sa délibération.

Coiffeurs : prix et taxation.

25773. — 17 août 1972. — M. Schloesing rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances les légitimes revendications des artisans coiffeurs. Alors que les charges de cette profession s'accroissent sans cesse malgré une compression de main-d'œuvre qui entraîne une forte augmentation de chômage, le Gouvernement, loin de rendre la liberté aux prix, conduit dans ce secteur une politique étroitement dirigée et maintient une taxation indirecte extrêmement élevée. Etant donné la situation très préoccupante de ce secteur économique indispensable, où les fermetures de salons de coiffure paraissent se multiplier, il lui demande s'il n'envisage pas de reconsidérer sa position et de rendre, tout au moins aux artisans coiffeurs, la liberté de fixation de leurs tarifs.

Vignette automobile - assureurs.

25780. — 17 août 1972. — M. Planeix indique à M. le ministre de l'économie et des finances, à la suite de la réponse faite à sa question écrite n° 24386 du 15 mai 1972 (cf. *Journal officiel*, Assemblée nationale, p. 3210), qu'il ne semble pas avoir saisi le sens de cette question. Il lui fait observer, en effet, qu'il n'entendait pas l'interroger sur le contenu des dispositions du code général des impôts en ce qui concerne la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, puisque ce sont justement ces dispositions, qu'il connaît bien, qui ont motivé la question. Au contraire, s'agissant de dispositions annexées au code et, de ce fait, de nature réglementaire (décrets ou arrêtés), il souhaitait connaître pour quels motifs la catégorie professionnelle particulière, visée dans la question, avait été exclue du bénéfice de l'exonération, alors que d'autres catégories, qui utilisent leur véhicule à des fins professionnelles, d'une manière analogue, bénéficiaient de l'exemption. Dans ces conditions, et en lui faisant grâce du rappel de la réglementation en vigueur, il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° pour quels motifs les textes réglementaires relatifs à l'exonération de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ont exclu de l'exemption les véhicules appartenant aux professionnels visés dans la question n° 24386 ; 2° s'il pense pouvoir modifier les textes en cause pour accorder l'exonération aux intéressés et, dans la négative, pour quelles raisons il souhaite maintenir telles quelles les dispositions rappelées dans la réponse parue le 15 juillet 1972.

Assurances incendie : taxes sur les primes.

25787. — 17 août 1972. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre de l'économie et des finances que les primes d'assurance contre l'incendie qui sont frappées en France d'une taxe de 30 p. 100, ne sont imposées en Italie que de 15 p. 100, en R. F. A. de 7 p. 100, dans le Benelux de 5 à 8 p. 100 et qu'il n'y a aucune taxe de ce genre en Grande-Bretagne. De ce fait, les entreprises françaises sont défavorisées par rapport à leurs concurrents des autres pays de la Communauté économique européenne. La récente majoration des primes d'assurance de 20 p. 100 aggrave encore cette disparité. Il lui demande ce qu'il compte faire pour aboutir à une égalisation des taxes dans les pays de la communauté et s'il n'esime pas raisonnable de prévoir dans la prochaine loi de finances une réduction de la taxe sur les assurances les ramenant à 8 p. 100 ce qui représenterait la moyenne de ces pays et qui rendrait plus supportable aux assurés français la hausse de 20 p. 100 des primes décidée par les compagnies.

Inspection générale des finances.

25794. — 19 août 1972. — M. Sauzedde indique à M. le ministre de l'économie et des finances que les membres de l'inspection générale des finances sont recrutés pour effectuer des tâches de vérification et de contrôle des finances publiques prises dans leur sens le plus général. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° les effectifs du corps de l'inspection générale des finances au 1^{er} janvier 1972 ; 2° le nombre d'inspecteurs des finances affectés à des tâches de vérifications et de contrôles ; 3° le nombre d'inspecteur des finances en position de détachement, ventilés entre les cabinets ministériels, les administrations centrales (postes de

direction et assimilés) de chaque ministère, les entreprises publiques, les sociétés nationalisées, les sociétés d'économie mixte, les banques nationalisées, les compagnies d'assurance, etc. ; 4° le nombre d'inspecteurs en position de disponibilité, avec une ventilation par motifs de disponibilité.

Pensions de retraite civiles et militaires (majoration pour enfants).

25796. — 19 août 1972. M. Aibert Bignon expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 9 du décret n° 66-809 du 28 octobre 1966 pris pour l'application de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 stipule que les fonctionnaires titulaires d'une pension militaire proportionnelle avant le 1^{er} décembre 1964 et qui lors de leur radiation des cadres au titre de l'emploi civil après le 30 novembre 1964, réunissent trente ans de services civils et militaires ou vingt-cinq ans des mêmes services, dont quinze ans de services actifs civils ou de la catégorie B, pourront prétendre au titre de la pension militaire proportionnelle et du chef de leurs enfants légitimes ou naturels reconnus élevés depuis leur naissance jusqu'à l'âge de seize ans, à la majoration prévue par l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Il lui demande dans ces conditions quelle est la situation d'un fonctionnaire civil remplissant les conditions ci-dessus à l'âge de quarante-huit ans, ayant donc accompli trente ans de services civils et militaires, au regard du code, c'est-à-dire quels sont ses droits à pension civile, et s'il doit obligatoirement bénéficier d'une pension civile pour percevoir les majorations familiales sur sa pension militaire proportionnelle alors que l'article 9 précité ne fait mention que d'avoir simplement accompli trente années de services civils et militaires.

Assurances incendie (taux sur les primes).

25797. — 19 août 1972. — M. Bizet rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'assemblée plénière des sociétés d'assurances contre l'incendie a décidé avec l'accord du ministère de l'économie et des finances de majorer de 20 p. 100 toutes les primes incendie des risques industriels et commerciaux. Cette mesure est applicable dès le 1^{er} août 1972 pour les contrats incendie nouveaux, les remplacements ou avenants et dès l'échéance du 1^{er} décembre 1972 pour les contrats anciens. Ces primes d'assurances sont frappées en France d'une taxe de 30 p. 100 alors que dans les pays de la C. E. E. cette taxe est la suivante : Grande-Bretagne, taxe nulle ; Italie, taxe de 15 p. 100 ; Allemagne fédérale, taxe de 7 p. 100 ; Benelux, taxe de 5 à 8 p. 100. Il est regrettable que de telles disparités existent en matière d'imposition sur les primes d'assurances entre les différents pays du Marché commun ; c'est pourquoi, il lui demande s'il envisage, dans le cadre de la prochaine loi de finances pour 1973, de ramener la taxe en cause de 30 p. 100 à 10 p. 100.

Sociétés civiles professionnelles (régime fiscal et social).

25798. — 19 août 1972. — M. Calmejane expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, suivant les dispositions de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966, les membres de certaines professions libérales ne peuvent s'associer qu'au sein d'une société civile professionnelle, qui ne bénéficie pas du statut des sociétés commerciales. D'autre part, les membres adhérents sont soumis au régime fiscal des sociétés de personnes. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas possible, au moment où l'on tend à admettre de plus en plus la notion de salaire de l'exploitant individuel, de permettre à ces sociétés civiles professionnelles d'opter fiscalement et socialement pour le régime des sociétés de capitaux, leur régime général restant celui prévu par la loi, notamment au plan juridique, indispensable en matière de responsabilité. Si cette option était accordée, les professionnels, membres adhérents, pourraient être affiliés au régime général de la sécurité sociale, la notion de salaire intervenant pour chacun des intéressés, les bénéficiaires étant soumis à l'impôt sur les sociétés, et les distributions taxées comme celles des sociétés de capitaux.

Testaments-partage (droits d'enregistrement).

25802. — 19 août 1972. — M. Murat expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il trouve surprenante la réponse donnée à la question écrite n° 24141 posée par M. Vitter (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 15 juillet 1972, p. 3209). Le principe qui consiste à taxer un testament plus lourdement sous prétexte qu'il n'a été fait par un père en faveur de ses enfants au lieu d'avoir été fait par une personne sans postérité en faveur de ses héritiers est contraire à la plus élémentaire équité et ne peut résulter que d'une interprétation aberrante des textes en vigueur. Les explications fournies pour tenter de justifier cette disparité

de traitement ne l'ayant aucunement convaincu, il lui demande avec instance s'il ne compte pas prendre d'urgence toutes mesures nécessaires destinées à supprimer la grave injustice dont sont victimes de nombreuses familles françaises alors qu'elles mériteraient d'être récompensées.

Douanes (marchandises importées en franchise).

25803. — 19 août 1972. — **M. Murat** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un voyageur de plus de quinze ans, non frontalier, venant d'Allemagne après avoir traversé la Suisse, peut ramener légalement en franchise, retour du même voyage, les marchandises d'origines suivantes: origine Allemagne: divers limités en valeur, marchandises non exclues, toutes conditions remplies, factures à l'appui: 600 francs; divers limités en quantité: néant; et origine Suisse: divers limités en valeur: néant; divers limités en quantité: cigarettes: 200 untlés, vin tranquille: 2 litres. Dans la négative, il lui demande si ce voyageur, du fait qu'il a opté pour le régime C.E.E. en ce qui concerne les marchandises objet d'une limitation en valeur pour l'octroi de la franchise, ne peut bénéficier de la franchise pour les cigarettes et le vin achetés en Suisse, ceci bien que n'ayant pas acheté de cigarettes, vins, parfums, etc. en Allemagne.

Contraventions de police (montant des recettes).

25804. — 19 août 1972. — **M. Nollou** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quel est le montant global des recettes pour les années 1970-1971, provenant des diverses infractions au code de la route se rapportant en général à la circulation. Il lui demande, en outre, dans quelle proportion le produit de ces recettes est affecté au fonds d'investissement routier.

Rapatriés (moratoire des prêts de réinstallation).

25805. — 19 août 1972. — **M. Jean-Pierre Roux** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 2 de la loi n° 69-892 du 6 novembre 1969 qui institue des mesures de protection juridique en faveur des rapatriés a suspendu à titre provisoire et jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures législatives d'indemnisation, les obligations financières contractées par les rapatriés en vue de leur réinstallation. Ces dispositions ne sont applicables qu'aux contrats signés au plus tard le 8 novembre 1969, date d'application du texte en cause. Il lui fait remarquer à ce sujet que les rapatriés ont tous obtenu un prêt de réinstallation mais que différents cas peuvent se présenter en ce qui concerne les conditions d'attribution de ce prêt. Ceux qui ont demandé et ont obtenu un prêt de réinstallation avant le 8 novembre 1969 bénéficient des dispositions de la loi. Ceux qui ont sollicité ce prêt après le 8 novembre 1969 ne peuvent prétendre au moratoire. D'autres rapatriés ont demandé l'octroi du prêt de réinstallation plusieurs mois avant novembre 1969 mais en raison des longs délais administratifs ne se le sont vu octroyer que postérieurement au 8 novembre 1969. Ils ne peuvent donc en vertu des dispositions précédemment rappelées bénéficier des dispositions du moratoire ce qui constitue une regrettable injustice car ce sont les lenteurs administratives qui les privent de cet avantage. Il paraît anormal de leur faire supporter les conséquences de ces lenteurs puisqu'une instruction plus rapide de leur dossier aurait permis de le prêt sollicité leur soit octroyé avant le 8 novembre 1969, ce qui aurait entraîné sa moratorisation. Compte tenu des arguments qu'il vient de lui développer, il lui demande s'il ne peut pas envisager le dépôt d'un projet de loi interprétatif afin que les effets du moratoire s'appliquent aux rapatriés ayant présenté une demande de prêt de réinstallation avant le 8 novembre 1969.

Impôts (contrôles fiscaux).

25806. — 19 août 1972. — **M. Le Theule** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation paradoxale à laquelle peuvent conduire certains excès des contrôles fiscaux, tels qu'ils sont actuellement pratiqués. Il lui signale à ce sujet des contrôles qui ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 1972, c'est-à-dire à une époque surchargée tant pour les services comptables des sociétés que pour leurs conseils experts-comptables chargés d'arrêter les bilans et de satisfaire aux exigences des déclarations fiscales des résultats de l'exercice, et qui ont particulièrement perturbé les travaux des responsables administratifs qui assurent toujours, dans les petites et moyennes

entreprises, les nombreuses tâches nécessaires. Il ressort, dans un de ces cas, que l'administration fiscale n'a trouvé aucune opération susceptible de faire l'objet d'une notification de redressement qui aurait été causée par des irrégularités comptables. En effet, aucun redressement n'a eu lieu en matière de T.V.A. En matière d'impôt sur les sociétés, les investigations comptables ne faisant surgir aucune irrégularité, il a été recherché, pour justifier le rejet d'une déduction fiscale de report déficitaire dû à des exercices antérieurs, un arrêt du conseil d'Etat rendu le 20 décembre 1946 (req. n° 78.259 - 8° SS; RO 23° Vol. p. 103; R.I. 6635). On peut se demander si, entre autre, la loi du 12 juillet 1965 et son décret du 23 octobre 1965 n'ont pas apporté, en la matière, des réformes profondes. Tel est le cas, semble-t-il, des obligations qui imposent aux sociétés la production d'états comptables particuliers spécialement destinés à l'administration fiscale. Il lui demande s'il ne convient pas, dans la mesure où ces états ont été régulièrement remplis et communiqués dans les délais, de considérer que l'administration est liée par ces déclarations en ce qui concerne la qualification des faits et l'observation des règles de forme attachées à certaines déductions. En effet, la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 23 mars 1967 ont considérablement renforcé les conditions juridiques de fonctionnement des sociétés et imposé des règles d'évaluation comptable différentes des règles fiscales. Il s'ensuit que l'autonomie du droit fiscal, renforcée par l'existence d'une déclaration distincte sur documents comptables spéciaux, conduit les sociétés à dissocier, dans certains cas, le bilan fiscal du bilan social. Dans ces cas les écritures sociales passées en comptabilité générale — bien que sincères et régulières — peuvent ne pas systématiquement coïncider avec les déclarations fiscales, sans que ces faits puissent être qualifiés de frauduleux (exemple: provision pour congés payés). Il importe, en conséquence, de préciser au regard de ces règles, pour le moins paradoxales, la valeur à attribuer aux déclarations fiscales annuelles, en cas de contrôle, afin d'éviter aux petites et moyennes entreprises le désagrément de se voir, en cas d'investigation, à la merci d'une administration soucieuse de justifier l'opportunité de ses contrôles par des redressements systématiques. Il souhaiterait savoir s'il n'estime pas qu'il est difficile d'admettre que la direction générale des impôts puisse encore, pour des questions de forme ou de fond, s'inspirer de décisions intervenues dans le cadre d'une interprétation de textes anciens, depuis largement modifiés.

Testaments partage (droits d'enregistrement).

25810. — 21 août 1972. — **M. Dassé** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que de multiples réclamations lui ont été adressées par de nombreux parlementaires en vue d'obtenir la modification de la réglementation inéquitable concernant l'enregistrement des testaments. En principe, tous ces actes sont enregistrés au droit fixe, même s'ils ont pour résultat de diviser les biens du testateur. Cependant, si le partage a été fait par un ascendant entre ses descendants, le droit fixe est remplacé par un droit proportionnel beaucoup plus élevé. Les explications fournies pour tenter de justifier cette surprenante disparité de traitement n'ont aucune valeur. L'administration admet qu'il existe une différence entre les effets juridiques d'un partage ordinaire et ceux résultant d'un testament par lequel une personne sans postérité a réparti sa succession entre ses héritiers ou de simples légalaires, puisque le premier de ces actes est enregistré au droit proportionnel et le second au droit fixe. Cette distinction doit être également observée quand un testament a été rédigé par un père de famille en faveur de ses enfants. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre des mesures pour mettre fin à la grave injustice dont ces derniers sont victimes.

Leasing (réglementation du crédit).

25821. — 23 août 1972. — **M. Gion** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que certaines publicités de vendeurs professionnels promettent aux éventuels clients un « crédit total au moyen du leasing » et lui rappelle les dangers de telles opérations, tant à l'égard des acquéreurs, que de l'économie de la nation. Il lui demande si, dans ce cas, la réglementation protectrice du crédit ne devrait pas s'appliquer. Si au plan juridique, l'opération du leasing se distingue nettement de la nature de la vente à tempérament, au plan économique il apparaît cependant qu'elle constitue le moyen idéal de crédit et de financement. Il semble donc paradoxal que le leasing échappe à la réglementation du crédit, alors que la vente à tempérament implique un paiement comptant minimum et une durée contrôlée de crédit. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à ce sujet.

I. R. P. P. (honoraires perçus en « tiers payant »).

25829. — 24 août 1972. — M. Trémeau demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il considère que les honoraires perçus en « tiers payant » (cliniques conventionnées, certains dispensaires, accidents du travail, art. 64, etc.) peuvent être considérés comme des revenus déclarés par des tiers. Dans l'affirmative, et bien que le rapport du conseil des impôts ne fasse pas état de ce type de recettes, qui constitue cependant, pour nombre de médecins, la majeure partie, voire la totalité de leurs revenus, il lui demande s'il ne lui paraît pas légitime de soumettre ces honoraires aux règles usuelles d'imposition.

Avoué (I. R. P. P., emprunt contracté pour l'acquisition d'une charge).

25831. — 24 août 1972. — M. Robert expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation d'un avoué associé dans une société civile professionnelle d'avocats qui contracte personnellement un emprunt pour acquérir la charge d'avoué qu'il apporte à la société civile professionnelle d'avocats. Il lui demande si les intérêts afférents à cet emprunt sont déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu de la part qui lui revient dans le bénéfice social.

EDUCATION NATIONALE

Bourses d'enseignement (barème d'attribution).

25732. — 11 août 1972. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que les bourses d'Etat du second degré ont été créées pour que l'Etat puisse apporter une aide aux familles les moins favorisées afin de leur permettre d'assumer une partie des charges entraînées par la scolarité de leurs enfants. Ces bourses sont attribuées en application d'un barème qui tient compte de différents critères concernant les familles qui en font la demande. Depuis 1969 des aménagements ont été apportés chaque année à ce barème afin d'améliorer le système d'attribution des bourses et de lui apporter la souplesse indispensable. Il n'en demeure pas moins que dans les régions rurales certaines familles aux ressources modestes, en particulier celles d'ouvriers agricoles, des salariés exerçant une activité peu rémunératrice de commerçants et d'artisans se voient fréquemment refuser des bourses qui pourront être accordées plus facilement à d'autres catégories socio-professionnelles. Il lui demande, compte tenu de cette situation de fait, qui lui a déjà été signalée par de nombreux parlementaires, s'il ne peut envisager d'autres modifications au barème actuellement applicable afin qu'il soit remédié à un état de choses qui cause un grave préjudice à de trop nombreuses familles.

Médecine (enseignement).

25733. — 12 août 1972. — M. André Rossi demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il n'y a pas lieu de compléter les dispositions du décret n° 66-601 du 27 juillet 1966 modifié et de l'arrêté d'application : le décret n° 66-601 prévoit en son article 11, dernier alinéa : « sont également dispensés de stage pratique les Internes nommés au concours des hôpitaux figurant sur la liste arrêtée par le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique ». D'autre part, l'arrêté d'application du 27 juillet 1966 précise en son article 19 : « Tout candidat ajourné à un des examens de clinique ne peut s'y présenter qu'après avoir effectué un nouveau stage d'une durée de deux mois ». Il lui demande dans quel sens doit être compris le terme de « nouveau stage » en ce qui concerne les Internes nommés au concours, où doivent être effectués ces stages supplémentaires et si lesdits stages doivent être accomplis dans un autre centre hospitalier comment ils peuvent se libérer des obligations professionnelles contractées vis-à-vis du centre hospitalier où ils ont été nommés.

Equipement scolaire (école maternelle à Caluire (Rhône)).

25752. — 12 août 1972. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'état de dénuement dans lequel se trouve le quartier Bissardon, à Caluire (Rhône), en matière d'école maternelle. La construction de cette école, dont les locaux actuels se trouvent imbriqués dans l'école primaire, est prévue depuis très longtemps. La contenance du terrain sur lequel elle sera construite est assez particulière mais une école maternelle de six classes peut y être bâtie et correspondrait approxi-

mativement aux besoins actuels du quartier car la construction d'une seconde école maternelle n'est pas envisagée. Par contre, il serait aberrant d'envisager une école maternelle classique de quatre classes, complétée dès le départ par des locaux préfabriqués. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre la construction rapide (les enfants étant actuellement accueillis dans de mauvaises conditions) de cette école, avec la possibilité de créer six classes au lieu de quatre.

Equipement scolaire :

C. E. S. et C. E. T. à Neuville-sur-Saône (Rhône).

25754. — 12 août 1972. — M. Houël demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il envisage, à Neuville-sur-Saône (Rhône), la construction d'un C. E. S. et d'un C. E. T. Un C. E. S. devait être construit en 1971. Les travaux ne sont pas commencés. Les besoins de ces établissements étant de plus en plus criants, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient réalisés rapidement ces écoles, comme l'ont réclamé les parents d'élèves, les enseignants et les délégués départementaux de l'éducation nationale du canton.

Examens, concours et diplômes (B. P. comptable).

25766. — 16 août 1972. — M. Bécam rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que les P. E. T. T. titulaires du baccalauréat, du B. E. C. 2, du B. S. E. C. et du B. P. comptable sont classés en 3^e catégorie, tandis que le B. T. S. comptable et le D. E. C. S. permettent d'accéder à la 2^e catégorie. Observant que le B. P. comptable obtenu il y a quelques années (ancien régime, arrêté du 21 février 1949) permettait à ses titulaires d'exercer une profession libérale comme comptables agréés et le permet encore jusqu'en fin 1972, qu'il les dispense en outre de l'examen probatoire au D. E. C. S. comme en dispensent le B. T. S. comptable et les diplômes d'école supérieure de commerce, il lui apparaît qu'une équivalence de fait est admise. Il lui demande en conséquence d'examiner la possibilité d'établir une équivalence de diplômes entre les titulaires du baccalauréat et du B. P. comptable « ancien régime » avec le B. T. S. et de permettre ainsi un équitable reclassement des personnels enseignants concernés.

Education nationale (personnel de l'enseignement supérieur, de la recherche et des bibliothèques).

25771. — 16 août 1972. — M. Tony Larue attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation critique des personnels de l'enseignement supérieur, de la recherche et des bibliothèques. En effet, un grand nombre d'entre eux ne sont que contractuels auxiliaires ou vacataires et ne bénéficient d'aucune sécurité d'emploi, ni de garantie de carrière. Cette politique de défonctionnarisation systématique nuit à la qualité de l'enseignement et de la recherche. Les statuts nationaux existants en ce qui concerne les personnels titulaires demandent également à être améliorés, harmonisés et simplifiés. Dans l'enseignement supérieur les chargés de cours et les chargés de fonctions rémunérés à l'heure remplacent les enseignants chercheurs à plein temps. Dans la recherche, depuis 1968, la diminution des crédits a porté un coup très grave à l'activité de ce secteur. Faute de création des postes nécessaires, les carrières sont bloquées et les possibilités de promotion aussi gravement compromises que les possibilités d'intégration. Il lui demande instamment si à l'occasion du budget de 1973, les crédits nécessaires ne seront pas attribués à ces secteurs si importants pour l'activité nationale afin que s'arrête la dégradation des situations des personnels concernés.

Bourses d'enseignement : entrée dans le second cycle.

25774. — 17 août 1972. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'inquiétude de certains parents devant les révisions systématiques des dossiers de bourse entreprises à l'occasion de l'entrée des enfants dans le second cycle. Ces révisions peuvent sans doute s'avérer très utiles dans la mesure où la situation des parents s'est sensiblement modifiée. Mais il est à craindre que dans certains cas, les modestes augmentations de salaires obtenues par le chef de famille fassent perdre le bénéfice des bourses, si les barèmes en vigueur demeurent les mêmes que les années précédentes. Aussi, y a-t-il un risque pour certaines familles de se voir retirer le bénéfice des

bourses qui leur ont permis pourtant jusque-là de scolariser leurs enfants dans de bonnes conditions. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que ces révisions n'entraînent des suppressions de bourses injustifiées.

Etablissements scolaires : nationalisation des C. E. G.

25782. — 17 août 1972. — **M. Boulay** indique à **M. le ministre de l'éducation nationale** que d'après une réponse à une question écrite, parue au *Journal officiel* du Sénat, le 1^{er} août 1972, 9,4 p. 100 des C. E. G. étaient nationalisés, dans l'ensemble de la France, en 1971-1972. Toutefois, ces mêmes renseignements font ressortir que le département du Puy-de-Dôme n'avait que deux C. E. G. nationalisés sur un total de trente-neuf, soit 5,1 p. 100. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que le rythme des nationalisations des C. E. G. s'accélére dans le Puy-de-Dôme pour atteindre rapidement la moyenne nationale, ce qui suppose, dans l'immédiat, la nationalisation d'un ou deux C. E. G. supplémentaires.

*Enseignement secondaire
(classes de transition et classes pratiques).*

25792. — 18 août 1972. — **M. Becam**, convaincu de l'importance des classes de transition et classes pratiques dans la réforme de l'enseignement, attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les « frontières » psychologiques ou matérielles qui peuvent s'élever entre elles et les classes de cycle long. Il lui demande s'il ne pense pas que l'intégration dans le corps des P. E. G. C. des professeurs enseignant dans ces classes, pourrait constituer une mesure concrète de nature à favoriser la réussite de cette réforme, en valorisant cet enseignement.

INTERIEUR

Communes (personnel affecté au traitement de l'information).

25728. — 11 août 1972. — **M. Le Theule** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que le décret n° 71-343 du 29 avril 1971 a précisé les fonctions et le régime indemnitaire des fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics affectés au traitement de l'information. Il lui demande quelles dispositions sont envisagées afin de faire bénéficier le personnel communal affecté au traitement de l'information d'indemnités analogues à celles prévues par le décret précité en faveur des agents de l'Etat.

*Armes à feu
(réglementation de leur vente et détention).*

25735. — 12 août 1972. — **M. Peronnet** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelles mesures il entend prendre pour renforcer la réglementation de la vente et de la détention de différents types d'armes à feu telles que carabines, pistolets, etc., à la suite de la recrudescence d'actes criminels ou d'accidents.

Police (personnel) : Pas-de-Calais.

25781. — 17 août 1972. — **M. Delells** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'il a attiré fréquemment son attention tant à la tribune de l'Assemblée nationale que sous diverses formes (questions écrites, lettres, interventions au conseil général), sur l'insuffisance des effectifs des services de police. Une affaire judiciaire en cours qui sensibilise profondément l'opinion publique a notamment mis en évidence la nécessité de renforcer les différents services chargés de la sécurité de la population, celle-ci étant de plus en plus inquiète devant la recrudescence des crimes et délits de toutes sortes. Il lui rappelle que dans la région Nord-Pas-de-Calais huit meurtres de femmes sont restés impunis depuis dix ans. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue de renforcer les services de police de la région Nord-Pas-de-Calais.

O. R. T. F. (passage à la télévision des mauvais conducteurs).

25819. — 23 août 1972. — **M. Volquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur un accord qui serait conclu entre la station régionale de l'O. R. T. F. de Bordeaux-Aquitaine et la C. R. S. n° 4, tendant à faire passer sur le petit écran les « mauvais conducteurs » qui circuleront le mercredi 23 août sur la R. N. 10

au sud de Bordeaux, et qui seraient ensuite obligés de s'expliquer sans être verbalisés. Il s'agit là d'une initiative qui appelle plusieurs remarques : a) il y a détournement de l'usage normal et de la vocation de l'O. R. T. F. dont les ressources émanent du budget de l'Etat ou de la redevance des usagers ; b) en aucun cas, la mesure préconisée de faire « paraître » le « délinquant » ne saurait être considérée comme légale et elle ne devrait pas permettre à l'O. R. T. F. ou à la police d'obliger l'intéressé à être confronté avec les téléspectateurs.

JUSTICE

Experts comptables (inscription au tableau de l'ordre).

25727. — 11 août 1972. — **M. Mazeaud** rappelle à **M. le ministre de la justice** que l'article 27 du décret n° 70-147 du 19 février 1970 portant règlement d'administration publique relatif à l'ordre des experts comptables et comptables agréés, dispose qu'il doit être mis fin au recrutement de nouveaux comptables agréés après le 31 décembre 1972. Il s'ensuit que les personnes titulaires, à la date de publication de la loi du 31 octobre 1968, de l'un des diplômes ou certificats réglementaires ne pourront plus, après la date précitée, demander leur inscription au tableau de l'ordre en qualité de comptable agréé alors qu'au contraire, avant la mise en application de la loi susmentionnée, elles bénéficiaient d'un droit d'inscription illimité. Il lui demande s'il ne serait pas possible de procéder à l'inscription de ces personnes au tableau de l'ordre dans une section spéciale — par exemple : « membres honoraires », permettant à tout moment, la mutation à l'une des six sections existantes de telle sorte que les intéressés ne perdent pas les avantages acquis au moment de l'obtention de leur diplôme. Il souligne que dans d'autres circonstances, il a été précisé que les droits acquis par les comptables agréés seraient sauvegardés (*Journal officiel* du 25 janvier 1969, p. 195) et qu'il serait donc équitable que les mêmes principes soient appliqués pour les personnes non encore inscrites au tableau de l'ordre.

Vente à domicile et démarchage.

25734. — 12 août 1972. — **M. Michel Rocard** demande à **M. le ministre de la justice** dans quelle mesure le fait pour une société d'études de marchés de se rendre chez des particuliers et de leur proposer à des fins publicitaires, au terme d'une enquête, un produit payable en mensualités, est assimilable à du démarchage et de la vente à domicile et, dans l'affirmative, si cette procédure est conforme à la législation en vigueur sur le démarchage et la vente à domicile, et notamment à la loi récemment votée par le Parlement. Dans le cas contraire, il lui demande s'il ne voit pas dans cette confusion entretenue entre vente promotionnelle à domicile et études de marchés un abus ou une source d'abus et, dans l'affirmative, quelles mesures concrètes il entend prendre pour y remédier.

Testaments (définition du testament partage).

25750. — 12 août 1972. — **M. Busfin** demande à **M. le ministre de la justice** s'il peut lui confirmer qu'un testament contenant un legs en faveur d'un bénéficiaire autre que les enfants du testateur n'est pas un testament partage, car il modifie la vocation héréditaire de ces derniers, qui auraient dû normalement recueillir la totalité des biens du défunt.

Groupements d'achat de commerçants détaillants.

25765. — 16 août 1972. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre de la justice** les faits suivants : la loi n° 72-652 du 11 juillet 1972 organise d'une manière impérative les groupements d'achat de commerçants détaillants, mais elle ne donne aucune définition de commerçant détaillant. Ceci est particulièrement gênant car il est difficile dans certains cas d'affirmer que telles entreprises peuvent être ou non qualifiées de « commerçants détaillants ». Or si elles ont constitué entre elles un groupement d'achats sous forme de groupement d'intérêt économique, la plus grande incertitude règne sur la validité de ce dernier et, qui plus est, elles s'exposent éventuellement à des sanctions pénales. Aussi serait-il souhaitable que soit établie de façon très claire et précise cette qualification. Si celle-ci ne peut être établie par voie législative, il lui demande s'il ne lui serait pas possible d'indiquer ce qu'il faut entendre par « commerçant détaillant » et, en particulier, si l'on doit considérer ou non au sens de la loi précitée comme des commerçants

détailants les entreprises ayant très précisément l'objet suivant : 1° installation de chauffage et matériel sanitaire; 2° vente au détail d'accessoires de sanitaire et de produits d'entretien, le produit de la vente au détail ne représentant qu'un faible pourcentage du chiffre d'affaires total des entreprises considérées.

Usure (contrats de leasing).

25822. — 23 août 1972. — M. Glon attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le non-respect par certains contrats dits « de leasing » des dispositions de la loi du 28 décembre 1966 relative à la répression de l'usure. Il apparaît en effet, que, particulièrement dans le cas des biens d'équipement acquis par des particuliers (voiture, bateau, caravanes, etc.), les contrats dits « de leasing » proposés par les vendeurs professionnels ne puissent pas être distingués, malgré leur originalité juridique, des autres procédés de financement mis à la disposition des consommateurs, prêts d'argent, ventes à tempérament ou ventes à crédit, dont les règles sont fixées par la loi de 1966. En conséquence, il serait paradoxal que les consommateurs qui recourent à une formule présentée comme plus moderne ne bénéficient pas, en raison d'une particularité juridique, de la protection efficace voulue par le législateur. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que des abus ne puissent ainsi avoir lieu.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Téléphone (personnel du central d'Issoire).

25811. — 22 août 1972. — M. Planelx indique à M. le ministre des postes et télécommunications que le passage en automatique du central téléphonique d'Issoire (Puy-de-Dôme), en octobre 1973, comportera des conséquences particulièrement graves pour les personnels qui s'y trouvent actuellement affectés. Il lui fait observer, en effet, qu'une vingtaine d'agents auxiliaires devront vraisemblablement être licenciés et qu'une dizaine d'autres emplois d'auxiliaires se trouveront supprimés lors du passage en automatique des centres locaux les plus importants du groupement d'Issoire. Quant aux 38 agents titulaires, leur nombre se trouvera réduit à 12, ce qui contraindra 26 agents à quitter Issoire faute de postes à pourvoir. Il apparaît donc que si la mise en automatique du central d'Issoire comportera d'incontestables avantages pour les usagers, il n'en sera pas de même pour les employés des P. T. T. qui seront, en quelque sorte, victimes du progrès technique. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° afin de maintenir les emplois d'auxiliaires en changeant les affectations des agents intéressés; 2° afin de permettre aux agents titulaires qui devront quitter le central téléphonique de rester, s'ils le désirent, sur place ou d'être affectés dans les environs les plus immédiats d'Issoire.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

Sites (protection des) : massif des Atpilles.

25813. — 22 août 1972. — M. Charles Privat demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, s'il peut lui confirmer qu'il a bien fait savoir à la Société Péchiney « qu'aucune extension de son installation ou de son exploitation ne serait autorisée, l'exploitation entreprise ne devant en aucun cas être l'amorce d'une industrialisation du massif des Atpilles ». En cas de réponse affirmative, il lui demande s'il peut lui indiquer : 1° sur quelle disposition légale s'appuie sa position. En effet, après avoir étudié les termes des décrets de concession du 6 août 1968 et notamment le cahier des charges annexé, on remarque que l'autorisation d'ouvrir un chantier ne dépend pas uniquement du ministère des affaires culturelles (dont les droits ont été délégués à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement), mais en dernier ressort d'une commission d'arbitrage. Les pouvoirs de cette commission n'étaient pas définis de façon précise; 2° si cette commission a un droit de décision ou si elle est simplement consultative.

SANTÉ PUBLIQUE

Hôpitaux (personnel) : indemnité horaire pour travail de nuit.

25744. — 12 août 1972. — M. Lamps attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur l'arrêté du 17 août 1971, paru au *Journal officiel* du 8 septembre 1971, qui a institué une majoration de l'indemnité horaire pour travail de nuit dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics. Cette majoration, dite de « travail intensif » n'est versée qu'aux agents travaillant dans

certaines services limitativement énumérés par l'arrêté susvisé. Le personnel hospitalier ne comprend pas cette restriction. Dans la réalité, la pénurie des effectifs en service de nuit impose à tous les agents un travail intensif. Il est donc anormal que pour un travail égal, des agents touchent un salaire très différent suivant le service dans lequel ils sont affectés. Il s'ensuit un mécontentement généralisé parmi des agents dont le dévouement est indiscutable et qui ont le sentiment d'une injustice à leur égard. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'étendre par une mesure générale le bénéfice de cette majoration d'indemnité horaire à tous les employés effectuant un travail de nuit dans les services de soins.

Fonds national de solidarité (recouvrement des allocations sur l'actif successoral).

25759. — 12 août 1972. — M. Chazelle attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation de nombreux bénéficiaires de l'allocation du fonds national de solidarité dont le montant est susceptible d'être recouvré à leur décès lorsque l'actif net de leur succession est au moins égal à 40.000 F. Ce montant de l'actif successoral ayant été fixé par décret du 13 novembre 1969, il lui demande s'il ne conviendrait pas de relever ce minimum et s'il peut lui indiquer où en sont les études entreprises à ce sujet depuis plusieurs mois.

Médecine scolaire.

25778. — 17 août 1972. — M. Denvers demande à M. le ministre de la santé publique s'il envisage de mettre rapidement fin aux insuffisances de la médecine scolaire et de prendre toutes mesures utiles pour donner aux services de l'hygiène scolaire les moyens dont elle a besoin et s'il est exact que nombre de médecins refusent d'en assurer l'application faute d'un tarif d'honoraires satisfaisant, compatible avec la qualité des services demandés.

Handicapés (maison familiale de vacances).

25784. — 17 août 1972. — Mme Vallant-Couturier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation de la maison familiale « La Joie de vivre », qui se trouve à Habère-Poche, en Haute-Savoie. Par suite de la suppression de subventions dont la demande avait pourtant été acceptée en 1969, cette maison connaît de grandes difficultés de fonctionnement. Or, le caractère spécial de cette maison, seule maison familiale de vacances aménagée pour les handicapés physiques et leur famille, justifié, semble-t-il, l'attribution des crédits nécessaires à sa bonne marche. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il a déjà prises ou compte prendre pour permettre le fonctionnement normal de cette maison.

Auxiliaire médical (diplôme).

25808. — 21 août 1972. — M. de Montequiou demande à M. le ministre de la santé publique quelle est la validité d'un diplôme d'auxiliaire médical obtenu et enregistré sous l'identité d'une personne se prétendant du sexe féminin alors que son état civil fait état d'un prénom différent et d'un sexe masculin, et s'il n'estime pas que la pratique d'une profession de santé dans de telles conditions est de nature à tromper les malades sur la personnalité réelle de celui qui les soigne.

Allocation de logement (locataires de H. L. M.).

25815. — 22 août 1972. — M. Delells attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la nécessité de reviser les modalités d'attribution de l'allocation-logement aux locataires des H. L. M. Les ressources prises en considération pour la détermination des droits étant celles de l'année civile antérieure à celle de l'examen du dossier, il s'ensuit qu'il n'est pas tenu compte des modifications intervenues postérieurement dans la situation familiale ou dans la situation des ressources. C'est le cas notamment de la maladie, du chômage du chef de famille ou lorsque ce dernier quitte le foyer. Il lui demande s'il peut lui indiquer quels correctifs il compte introduire en vue de donner à l'application de la législation la souplesse nécessaire et d'assurer, par voie de conséquence, la justice et l'équité souhaitables.

Auxiliaire médical (diplôme).

25825. — 24 août 1972. — Mme Aymé de la Chevrière demande à M. le ministre de la santé publique quelle est la validité d'un diplôme d'auxiliaire médical obtenu et enregistré sous l'identité

d'une personne se prétendant du sexe féminin alors que son état civil fait état d'un prénom différent et d'un sexe masculin. Elle lui demande en outre s'il n'estime pas que la pratique d'une profession de santé dans de telles conditions est de nature à tromper les malades sur la personnalité réelle de celui qui les soigne.

TRANSPORTS

Transports routiers (chauffeurs).

25762. — 12 août 1972. — M. Alain Peyrefitte attire l'attention de M. le ministre des transports sur les conditions de travail très rigoureuses de transport par terre. Il lui demande s'il n'envisage pas d'interdire aux poids lourds de rouler du samedi 12 heures au dimanche 24 heures ainsi que les jours fériés. Une telle réglementation, en vigueur dans plusieurs pays du Marché commun, assurerait une meilleure sécurité sur les routes en fin de semaine. Déjà appliquée en France sur certains axes de circulation, elle a d'ailleurs donné des résultats satisfaisants. Elle répondrait notamment au souci des pouvoirs publics d'instaurer une plus grande justice sociale en permettant aux intéressés d'avoir un minimum de vie de famille. Il exprime le souhait que cette disposition s'inscrive dans un ensemble plus large de mesures facilitant en particulier le reclassement de ces travailleurs en cas de retrait du permis de conduire et améliorant les conditions d'attribution de la retraite compte tenu de la difficulté d'exercer cette profession au-delà de soixante ans.

S. N. C. F. (Haut-Gard).

25785. — 17 août 1972. — M. Roucaute attire l'attention de M. le ministre des transports sur la protestation des délégués du personnel et des organisations syndicales s'élevant contre la suppression de la gare de Tamaris (Gard) entraînant la suppression de six emplois et la mutation à Nîmes de cinq agents sédentaires du dépôt d'Alès. De telles décisions étant préjudiciables à l'ensemble de l'économie de la région, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la S. N. C. F. maintienne les effectifs actuels de l'ensemble de ses services dans le Haut-Gard afin que le chemin de fer puisse jouer véritablement son rôle de service public.

Aérodromes (redevances aéroportuaires).

25795. — 19 août 1972. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre des transports que le décret n° 72-435 du 19 mai 1972 a modifié les articles R. 2242 et R. 2243 du code de l'aviation civile concernant les redevances aéroportuaires. Il résulte de ce texte que le taux des redevances pour atterrissage des aéronefs de six tonnes et plus, est déterminé par arrêté interministériel après avis du conseil supérieur de l'aviation marchande. Par contre, le taux des redevances pour atterrissage des aéronefs de moins de six tonnes est fixé « par la personne qui fournit les services » c'est-à-dire par les aéroports eux-mêmes. Une instruction du secrétariat général à l'aviation civile fixe les modalités d'application et « fourchettes » suggérées en ce qui concerne les taxes d'atterrissage de ces avions de moins de six tonnes. Les majorations envisagées par rapport aux dispositions actuellement en vigueur iraient de 800 p. 100 à 1.400 p. 100. Il lui demande si ces augmentations sont bien celles qui sont prévues et souhaiterait savoir, dans l'affirmative, ce qui peut justifier de telles augmentations. Il lui demande également, d'envisager les mesures nécessaires pour que ne soient pas appliquées des décisions dont l'effet serait, à coup sûr, catastrophique pour les usagers.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Détention (visite d'un député à un détenu).

24173. — M. Griotteray expose à M. le Premier ministre qu'il avait demandé au ministre de la justice l'autorisation de rendre visite dans la prison de Bonneville à M. Gérard Nicoud, dirigeant d'une organisation professionnelle qui avait exprimé le désir de le rencontrer personnellement. En vertu de son pouvoir discrétionnaire le ministre de la justice a opposé un refus. M. Griotteray a alors maintenu sa demande. Il lui apparaît en effet difficilement concevable qu'un élu, qui dès décembre 1971, s'est enquis du régime pénitentiaire appliqué à Gérard Nicoud, ne puisse aller sur place constater les conditions de détention d'un condamné. Par ailleurs, dans l'atmosphère d'incompréhension qui entoure manifestement

les relations d'une catégorie sociale défavorisée avec les pouvoirs publics, un entretien entre un député de la majorité et le responsable le plus qualifié de l'organisation professionnelle la représentant, était de nature à favoriser l'apaisement. Il demande à M. le Premier ministre, initiateur résolu de la politique de concertation, s'il entend faire prendre les dispositions permettant une rencontre susceptible de renouer un dialogue nécessaire. (Question du 16 mai 1972.)

Réponse. — Ayant fait l'objet d'une mesure de grâce accordée par M. le président de la République, M. Gérard Nicoud a été mis en liberté le 6 juillet 1972.

FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES DE L'INFORMATION

Fonctionnaires : titularisation des auxiliaires et contractuels des services publics.

23412. — M. Paquet expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que de nombreux auxiliaires, contractuels et vacataires qui occupent un emploi important dans le fonctionnement des administrations et des services publics de l'Etat attendent depuis plusieurs années leur titularisation dans leur poste. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les intéressés puissent obtenir rapidement la titularisation dans leurs fonctions. (Question orale du 4 avril 1972, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Réponse. — Le Gouvernement se préoccupe de la situation des agents non titulaires et s'efforce de faciliter leur accès dans les corps de fonctionnaires. Il s'inspire du souci de tenir compte des services que ces agents ont déjà accomplis — souvent d'une manière pleinement satisfaisante — mais aussi de celui de ne pas pénaliser les fonctionnaires qui ont préparé des concours difficiles et sélectifs. C'est ainsi que le recrutement comporte des concours internes ouverts aux agents non titulaires ayant accompli un certain temps de service. En vue d'inciter les agents non titulaires à se présenter à ces concours, l'article 5 du décret n° 61-204 du 27 février 1961 modifié pour la catégorie B et l'article 6 du décret n° 70-79 du 27 janvier 1970 pour les catégories C et D permettent de prendre en compte, pour le classement des intéressés, une fraction importante de leurs services publics antérieurs. De telles incitations semblent plus conformes à l'équité que ne le serait la généralisation d'une politique d'intégrations automatiques menée par dérogation aux règles normales d'accès à la fonction publique. Il est rappelé toutefois que le décret n° 65-528 du 26 juin 1965 autorise en permanence la titularisation des agents de catégorie D ayant quatre ans de service et que le système mis en place par ce texte est en vigueur.

O. R. T. F. — Réception des émissions de télévision.

23778. — M. Pierre Cornet rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) qu'au cours de la discussion du budget de l'O. R. T. F. devant l'Assemblée nationale (Journal officiel débats A. N. du 17 novembre 1970) M. le secrétaire d'Etat chargé des relations avec l'Assemblée nationale avait évoqué le problème des zones de montage qui ne peuvent recevoir les émissions de télévision et spécialement celles de la deuxième chaîne. Tout en indiquant qu'il y avait une limite aux services publics de l'O. R. T. F., il avait déclaré que l'office installerait dans les prochaines années 475 réémetteurs (150 en première chaîne et 325 en deuxième chaîne) pour une dépense d'environ 48 millions de francs. Il ajoutait que l'office envisageait de procéder au rachat de 445 réémetteurs qui avaient été financés par les collectivités locales. Il précisait, enfin, que l'office était prêt à aider au financement des infrastructures. Il lui expose à ce sujet que l'attention de l'O. R. T. F. a été appelée sur les conditions de diffusion de la deuxième chaîne à Saint-Julien-Boutières dans l'Ardèche. L'office fit savoir que la mise en service du réémetteur de Saint-Martin-de-Valamas pouvait permettre maintenant l'équipement du réémetteur local, qui outre Saint-Julien comprend la commune d'Intres dans sa zone d'action. L'office ne prenant en charge que les installations desservant plus de 1.000 habitants, ces deux communes comptant au total 521 habitants ne peuvent donc prétendre à cet équipement. Il était précisé que les collectivités en cause pouvaient envisager ce financement dont le montant s'élevait à environ 50.000 F. Le service régional de l'O. R. T. F. ajoutait qu'en cas d'accord sur le financement une étude serait entreprise, qu'un devis serait proposé à la collectivité et que sa signature entraînerait la mise en fabrication du matériel technique et la livraison dans les cinq à six mois qui suivraient. Il lui fait remarquer combien il est regrettable qu'une dépense qui serait d'un montant relativement faible pour l'office soit laissée à la charge de deux

communes comptant environ 500 habitants. Il est évident que si le service public de l'O. R. T. F. a des limites, il doit cependant être tenu compte de l'isolement des villages de montagne et du peu de distractions qui sont offertes à leurs habitants. Pour ces raisons qui lui semblent très importantes, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'un effort accru soit fait afin de supprimer les zones d'ombres empêchant la réception des émissions de télévision en zones montagneuses. Dans le cas particulier évoqué il souhaiterait que l'équipement à réaliser soit pris en charge par le budget de l'O. R. T. F. (Question du 25 avril 1972.)

Réponse. — En application des dispositions prises par la direction générale de l'Office de radiodiffusion-télévision française le 31 décembre 1970, l'Office ne prenait effectivement en charge que l'installation des réémetteurs desservant utilement plus de 1.000 habitants. Ces dispositions ont été reprises dans le contrat de programme passé entre l'Etat et l'Office pour une période de quatre ans allant du 1^{er} janvier 1972 au 31 décembre 1975. Cet effort représente, pendant la durée du VI^e Plan, deux cents millions de francs environ consacrés à l'installation, au renouvellement ou à l'entretien des émetteurs prévus pour couvrir les « zones d'ombre ». Plus précisément, pour l'année en cours, 50 à 60 émetteurs en première chaîne, 100 à 110 en deuxième chaîne seront mis en service aux frais de l'Office. En outre, l'Office de radiodiffusion-télévision française, afin d'aider les collectivités locales intéressées auxquelles incombent les frais d'infrastructure, contribue à ces dépenses en versant aux départements, sur les indications de la Datar, une subvention dont le montant pour l'ensemble du territoire s'élève à un million de francs par an et ce pendant dix ans. C'est dire combien l'Office de radiodiffusion-télévision française est soucieux de soulager les charges des collectivités locales; mais, ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, il existe au point de vue financier certaines contraintes qui font que les communes de Saint-Julien, Boutières et intras, ne totalisant que 521 habitants, ne peuvent malheureusement pas bénéficier de la prise en charge par l'Office de leur équipement. Par contre, elles peuvent solliciter auprès d'organismes adéquats des aides au financement pour la mise en place des installations nécessaires, étant bien entendu que les frais d'exploitation et d'entretien de ces dernières seront entièrement à la charge de l'Office. De plus, en l'état actuel, elles peuvent bénéficier d'attributions de canaux d'émission. Cette solution sera bientôt impossible faute de canaux disponibles et la seule voie restera alors le procédé plus coûteux de la télédistribution.

Handicapés (en apprentissage: prestations familiales).

24612. — M. J. Le Theule expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) qu'un fonctionnaire est père d'une fille handicapée à 80 p. 100, qui vient d'atteindre sa dix-huitième année. Cette jeune fille est employée comme apprentie vendeuse depuis deux ans, cet apprentissage résultant d'un contrat protégé établi pour une durée de trois ans. Les allocations familiales attribuées au père du fait de cette enfant lui ont été supprimées depuis qu'elle a dépassé sa dix-huitième année. Dans la même situation, un salarié du secteur privé pourrait, dans la plupart des cas, continuer à percevoir les allocations familiales pendant la durée du contrat de sa fille au titre des prestations « extra-légales ». Les prestations extra-légales accordées aux apprentis sous contrat d'apprentissage au-delà de dix-huit ans sont versées à titre facultatif par les caisses d'allocations familiales sur les fonds d'aide sociale dont elles disposent grâce à un prélèvement sur les cotisations des employeurs. Il est extrêmement regrettable qu'il ne puisse en être de même pour les agents de l'Etat, surtout lorsqu'ils sont parents d'enfants retardés dans leur apprentissage par un handicap. Sans doute les crédits budgétaires prévus à cet égard sont-ils fonction des prestations obligatoires fixées par les textes législatifs et réglementaires du régime général des prestations familiales; il conviendrait cependant de prévoir, par exemple, dans la prochaine loi de finances pour 1973, des dispositions permettant de faire face à des situations comme celle qui vient d'être exposée, situations au demeurant fort peu nombreuses. Il lui demande qu'elle est sa position à l'égard de ce problème dont l'aspect humain ne saurait lui échapper. (Question du 6 juin 1972.)

Réponse. — Depuis 1967 les fonctionnaires peuvent se voir attribuer une allocation pour leurs enfants atteints d'un infirmité entraînant au moins 40 p. 100 d'incapacité permanente dans les conditions prévues par le barème d'invalidité visé au sixième alinéa de l'article L. 28 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Cette allocation n'est accordée qu'aux enfants ayant bénéficié des allocations familiales jusqu'à l'âge de vingt ans et poursuivant leurs études au-delà de cet âge. Toutefois, en vertu de la législation sur les prestations familiales, les enfants handicapés de fonctionnaires sous contrat d'apprentissage bénéficient au-delà de seize ans, âge de cessation des prestations, des allocations accordées aux apprentis ayant un contrat d'une durée

normale de deux ans. En suite à cette question écrite l'octroi d'une allocation spéciale aux enfants handicapés dont l'infirmité les oblige à avoir un contrat d'apprentissage plus long a été mise à l'étude entre les ministres intéressés par les soins du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique.

Presse et publications (associations).

24685. — M. Barberot attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur les difficultés sérieuses éprouvées par de nombreuses associations sportives, sociales, artistiques, du fait que la commission paritaire des publications et agences de presse, à l'occasion d'une révision générale des certificats d'inscription, a décidé de retirer à la plupart des publications éditées par lesdites associations le numéro d'inscription qui leur avait été précédemment délivré sous prétexte que le journal ou la revue dont il s'agit n'est pas vendu dans les kiosques et qu'il traite de questions intéressant l'objet de l'association et non d'informations générales. Cette décision fait perdre auxdites associations le bénéfice des exonérations fiscales et du tarif préférentiel dont jouissent les journaux d'information. Or, ces derniers sont en règle générale publiés par des sociétés commerciales à but lucratif, alors que les associations sportives, sociales ou artistiques ne poursuivent aucun but lucratif et ont un objet d'intérêt général. Il lui demande s'il n'envisage pas de revoir ce problème en vue de mettre fin à une différence de traitement profondément choquante. (Question du 6 juin 1972.)

Réponse. — Pour bénéficier des allègements prévus en matière fiscale et postale les journaux et publications doivent remplir un certain nombre de conditions qui sont énumérées notamment à l'article 72 de l'annexe III du code général des impôts, parmi lesquelles celles de présenter un caractère d'intérêt général pour la diffusion de la pensée et d'être habituellement offerts au public à un prix marqué (pour la vente au numéro) ou par abonnement. Ils doivent donc être effectivement vendus, l'éditeur ayant le choix entre la vente au numéro (dans quelque lieu de vente que ce soit), la vente par abonnement ou la vente par les deux procédés à la fois. Aussi le fait qu'une publication ne soit pas mise en vente dans les kiosques n'est pas, comme le pense l'honorable parlementaire, un motif d'exclusion. L'opération entreprise par la commission paritaire des publications et agences de presse a pour but de s'assurer que les publications périodiques qui avaient, dans le passé, reçu un numéro d'inscription et avaient obtenu le bénéfice de ces allègements, continuent à remplir toutes les conditions requises. Elle ne vise donc aucune catégorie de publications en particulier. Toutefois, il est exact que la révision entreprise est faite dans un esprit de rigueur qui n'avait peut-être pas toujours été la règle, notamment pour l'application des dispositions de l'article 72, 4^e et 6^e, e et f, qui visent l'obligation de la vente au public et prévoient l'exclusion du régime de la presse des bulletins dont le prix est compris dans une cotisation à une association ou qui lui servent essentiellement de moyen de propagande ou de liaison avec ses adhérents. Ces dispositions n'interdisent pas, cependant, à de tels organismes, d'éditer une publication périodique dans des conditions qui leur permettent de bénéficier du régime économique de la presse. En ce qui concerne la diffusion, il leur suffit de se comporter comme de véritables éditeurs en demandant à leurs adhérents de souscrire un abonnement distinct de la cotisation correspondant à la simple adhésion. Cette procédure permet en outre aux personnes extérieures au groupement de s'abonner si elles le désirent. Ainsi seraient respectées les dispositions rappelées ci-dessus : la publication ferait l'objet d'une vente effective, les membres du groupement ne la recevant que s'ils en ont préalablement exprimé le désir en souscrivant un abonnement. Pour le fond, il ne suffit pas qu'une association présente un caractère d'intérêt général par les buts qu'elle poursuit pour que la publication qu'elle édite soit admise. La publication doit être appréciée, dans ce cas comme dans tous les autres, indépendamment du caractère et de la nature de l'éditeur. Il est nécessaire qu'elle présente par elle-même le caractère d'intérêt général pour la diffusion de la pensée. Il n'échappera pas à l'honorable parlementaire que cette disposition est la condition même pour qu'une publication puisse réellement être offerte au public, et pour qu'elle incite ce public à l'acheter, qu'il soit ou non membre adhérent du groupement éditeur. Il est d'ailleurs maintenant possible d'affirmer que la plupart des associations ayant un objet d'intérêt général, auxquelles l'inscription de leur publication avait été retirée, et qui ont opéré les modifications nécessaires pour obtenir à nouveau son inscription, se félicitent des résultats obtenus. Il ne paraît donc ni nécessaire, ni opportun, de prendre des dispositions qui ne pourraient avoir pour résultat que de permettre l'envoi périodique et automatique, à tous les adhérents de tous les groupements, d'imprimés qui ne seraient en fait que des circulaires, dont l'intérêt réel, du point de vue général, ne justifierait en aucune manière l'octroi d'une aide de la collectivité publique. Cependant, il est signalé que la commission paritaire interprète de manière très libérale l'obligation relative à la diffusion payante au public au profit

de certaines publications éditées par des associations d'intérêt général, lorsque ces publications ont pour objet l'information sur des grandes causes de caractère humanitaire et présentant de ce fait un caractère philanthropique manifeste.

O. R. T. F. (redevances).

24686. — M. Halbout attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et service de l'information) sur la situation d'un certain nombre de personnes âgées qui, ignorant la réglementation relative à l'octroi de l'exonération de redevance annuelle pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision, découvrent qu'elles peuvent bénéficier d'une telle exonération quelques années après avoir atteint l'âge auquel le droit à exonération était ouvert. Le service des redevances ne leur rembourse alors que le montant d'une redevance annuelle. Il lui demande s'il serait possible de modifier la réglementation actuelle, afin que les intéressés puissent obtenir le remboursement intégral des redevances qu'ils ont versées au-delà de la date à laquelle ils remplissaient les conditions exigées pour avoir droit à l'exonération (Question du 8 juin 1972.)

Réponse. — Le principe selon lequel nul ne peut faire valoir qu'il n'a pas eu connaissance d'un texte, également publié au *Journal officiel*, doit s'appliquer d'autant plus strictement en matière d'exonération de la redevance annuelle pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision que l'entrée en vigueur des décrets étendant le champ de cet avantage s'accompagne toujours d'une campagne de publicité sur les ondes et dans la presse écrite : tel fut le cas après le décret n° 69-579 du 13 juin 1969 reconnaissant aux personnes âgées le droit à l'exemption de la redevance de télévision, réservé jusqu'alors aux mutilés et invalides à 100 p. 100 ; quant au décret n° 70-1270 du 23 décembre 1970, supprimant pour les mêmes personnes âgées toute condition de ressources en matière d'exonération de la redevance de radiodiffusion, il a également fait l'objet d'une publicité sur les antennes, dans le même temps que des plaquettes d'information sur la redevance de radiodiffusion étaient éditées et distribuées à tous les parlementaires ainsi qu'aux professionnels de la radio-électricité. Il est donc difficile de soutenir que l'entrée en vigueur de cet avantage n'a pas fait l'objet d'information de la part de l'Office. C'est pourquoi l'O. R. T. F. accueille favorablement les seules demandes qui lui parviennent dans les deux mois suivant la date d'échéance, ce qui entraîne le remboursement de cette dernière, lorsqu'elle a été payée. Il lui a paru judicieux de s'en tenir ainsi au principe général en application duquel un avantage, quel qu'il soit, ne prend effet, sauf disposition contraire, que du jour de la demande, et pour l'avenir. Cependant, une dérogation temporaire a été admise en faveur des auditeurs concernés par l'article 2 du décret du 23 décembre 1970, aux termes duquel sont exemptés de la redevance les radiorécepteurs détenus par les personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans, ou de soixante ans en cas d'aptitude au travail, à la condition qu'elles vivent seules, ou avec leur conjoint, ou avec une personne ayant elle-même qualité pour être exonérée, sans qu'il soit tenu compte, désormais, de la nature ni du montant de leurs ressources : les chefs des services régionaux de la redevance ont été invités à accueillir de la façon la plus large les demandes présentées par ces auditeurs et auditrices pour les échéances postérieures à la publication du texte réglementaire et à rembourser le trop-perçu en application de l'article 1^{er} du décret n° 69-1053 du 20 novembre 1969, c'est-à-dire lorsque la demande en est présentée dans les deux ans du paiement.

Fonctionnaires (catégorie C).

24708. — M. Cressard appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur les dispositions des articles 11, 12 et 13 du décret du 27 janvier 1970, relatif au reclassement des fonctionnaires des catégories C et D. Ces textes ont reçu leur application au cours de l'année 1971 et les bénéficiaires des mesures prévues ont alors été avisés de leur nouvelle situation. Certaines anomalies paraissent résulter des dispositions en cause. En effet, seuls ont bénéficié de celles-ci les agents issus des listes d'aptitude (ex-agents de bureau) qui se trouvent maintenant reclassés à des échelons plus élevés que leurs homologues, plus âgés dans de nombreux cas, issus de concours ou d'examens. Il lui expose à cet égard la situation d'un auxiliaire classé en catégorie C à l'issue d'un examen subi en 1953, ayant toujours bénéficié d'un avancement accéléré en raison de ses notes, qui se trouve maintenant à un échelon inférieur à des agents plus jeunes, bénéficiaires successivement des listes d'aptitude de 1956 et 1959 dans les cadres C et D. Depuis la création du grade d'agent d'administration principal et même du groupe VII, les agents qui ont déjà bénéficié de deux listes d'aptitude, ont encore eu priorité pour

accéder à ces grades. Il lui demande s'il n'estime pas que les dispositions en cause peuvent avoir un effet regrettable puisque les agents issus d'examens ou de concours se trouvent, en raison de leur déclassement, pénalisés malgré leurs efforts. Afin de remédier à cette situation, il serait souhaitable qu'interviennent : 1° une révision individuelle de carrière de tous les agents du cadre C, par comparaison avec la nouvelle situation des bénéficiaires du décret précité ; 2° la suppression de la condition d'âge et du pourcentage pour l'accès au nouveau groupe VII. (Question du 9 juin 1972.)

Réponse. — La situation évoquée est la conséquence directe des règles qui sont appliquées pour fixer le classement des fonctionnaires des catégories C et D lorsqu'ils sont nommés dans un grade supérieur appartenant à ces mêmes catégories. Depuis le 1^{er} octobre 1956 les intéressés sont classés dans leur nouveau grade à l'échelon égal à celui qu'ils avaient atteint dans leur précédent grade. Toutefois, si ce reclassement procure un gain supérieur à un certain montant, ces fonctionnaires sont placés à un échelon inférieur déterminé de telle sorte que ce montant ne soit pas dépassé. Ce montant a été fixé initialement à 45 points indiciaires bruts lorsque le nouveau grade était rangé dans les échelles de rémunération autres que les deux échelles les plus élevées ; pour les grades classés dans ces deux échelles il s'élevait à 75 points. Exception faite des cas où cette limitation du gain indiciaire doit être appliquée, ces règles ont pour effet de placer, le plus souvent, le fonctionnaire promu au rang qu'il aurait occupé dans son nouveau grade s'il y avait été recruté directement. Lors de la mise au point des mesures d'application de l'accord du 10 octobre 1969 relatif à la réforme des catégories C et D, il a été admis, à la demande des organisations syndicales signataires de cet accord que le gain indiciaire maximum de 45 points permis jusque-là serait porté à 60 points (ce gain est resté fixé à 75 points pour les fonctionnaires qui accèdent à un grade classé dans le groupe VI). Cet assouplissement apporté aux règles antérieures a eu pour conséquence pratique, d'une part, d'autoriser le classement à échelon égal dans un plus grand nombre de cas et, d'autre part, de permettre le classement dans un échelon plus élevé que précédemment lorsque la limitation du gain indiciaire procuré par la promotion empêche le reclassement à échelon égal. Pour éviter que les fonctionnaires promus à un grade supérieur avant le 1^{er} janvier 1970, date d'entrée en vigueur de la réforme, ne se trouvent moins bien traités que leurs anciens collègues promus à ce même grade après cette date, il a été prévu que les premiers pourraient demander la révision de leur situation dans des conditions qui sont fixées par l'article 13 du décret n° 70-79 du 27 janvier 1970. Ces révisions de carrière n'intéressent pas seulement les fonctionnaires promus à la suite de leur inscription sur une liste d'aptitude, elles concernent aussi ceux qui ont accédé à leur grade par voie d'examen ou de concours. Elles peuvent aboutir aux conséquences signalées, qui ne constituent ni une anomalie, ni un déclassement des agents issus du recrutement direct. En effet, lorsqu'un agent originaire d'un grade inférieur se trouve ainsi reclassé devant un de ses collègues recruté directement dans le grade considéré, le premier a nécessairement une ancienneté de service, au moins égale à celle du second. Il ne peut pas être envisagé de prendre des mesures qui auraient pour effet de remettre indirectement en cause la portée des règles applicables depuis plus de quinze ans pour le classement des fonctionnaires des catégories C et D bénéficiaires de la promotion interne. Il est précisé, en outre, qu'aucune condition d'âge n'est imposée ni pour la promotion au grade d'agent d'administration principal, ni pour l'accès des agents d'administration principaux au groupe VII.

O. R. T. F. (coupe de France de football).

24914. — M. Bernasconi expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que l'O. R. T. F. a diffusé simultanément et en direct le 4 juin 1972 le reportage de la finale de la coupe de France de football sur les deux chaînes de télévision. Il s'agit là d'un événement sportif de toute première importance qui suscite un intérêt énorme au sein de la population. Il convient donc de se féliciter que l'O. R. T. F. ait pu en assurer la transmission. Toutefois, en utilisant simultanément les deux chaînes pour le reportage d'un même événement sportif, on méconnaît les goûts de ceux qui, parmi les téléspectateurs, ne s'intéressent pas aux compétitions sportives. Ces téléspectateurs ont, en fait, été privés de télévision ce dimanche après-midi. Comme d'autre part, un même téléspectateur, fût-il passionné de football, ne saurait suivre un match sur les deux chaînes à la fois, l'O. R. T. F. eût été, semble-t-il, mieux inspirée en diffusant un programme différent sur l'une des deux chaînes et en transmettant ultérieurement le reportage de la Coupe de France à l'intention de ceux qui auraient été empêchés de le suivre en direct. On peut même aller plus loin et dire que deux programmes appartenant à la même catégorie ne devraient jamais être diffusés simultanément.

Il lui demande s'il compte transmettre cette suggestion à l'O. R. T. F. et si c'est à quelque chance d'être retenue. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — La diffusion simultanée d'un grand reportage sur les deux chaînes de télévision revêt un caractère exceptionnel. En effet, les programmes sont en règle générale composés de manières à éviter à la même heure la diffusion sur les deux chaînes d'émissions de même nature, et a fortiori identiques. Ainsi le dimanche après-midi notamment, à l'heure où la première chaîne diffuse un programme de retransmissions sportives, la deuxième chaîne présente pendant le même temps et successivement un magazine d'Information, un concert, un film et un jeu, émissions susceptibles de recueillir l'attention de ceux des téléspectateurs que ne retiennent pas les Informations sportives. L'O. R. T. F. a dû en revanche le 4 juin procéder à une retransmission simultanée de la finale de la Coupe de France pour les raisons suivantes: Il incombait à la deuxième chaîne, qui du fait de la couleur, a vocation à rendre compte de tous les grands événements, de diffuser sur ses antennes un reportage réalisé en direct. Renoncer pour autant à diffuser cette rencontre en direct sur l'autre chaîne aurait eu pour effet de priver de ce reportage attendu les téléspectateurs encore nombreux qui ne disposent que de la première chaîne. Diffuser par ailleurs un match de cette importance en différé sur cette chaîne aurait fait perdre à cet événement son caractère spectaculaire et vécu que seul un reportage en direct pouvait garantir aux téléspectateurs intéressés. Il s'agissait là d'une mesure imposée par l'événement et à laquelle l'O. R. T. F. entend attacher un caractère exceptionnel en maintenant dans la répartition de ses émissions l'équilibre traditionnel que les programmes du dimanche après-midi notamment n'ont pas manqué depuis de retrouver.

O. R. T. F. (championnat du monde de boxe).

25018. — M. Peronnet demande à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'Information) pour quelles raisons le championnat du monde de boxe des poids moyens n'a pas été retransmis en direct par l'O. R. T. F. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — Il est exact que le championnat du monde de boxe des poids moyens qui s'est déroulé au stade de Colombes n'a pu être transmis en direct sur les antennes de télévision de l'Office de radiodiffusion-télévision française. En effet, les organisateurs de cette rencontre n'ont pas accordé à l'Office le droit de la diffuser en direct suivant en l'espèce la ligne de conduite qui est traditionnellement la leur pour tous les combats de boxe qui se tiennent au Palais des Sports de Paris, combats que l'Office n'est jamais autorisé à transmettre en direct.

Fonctionnaires (secrétaires d'administration).

25155. — M. Ansquer rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'Information) la réponse qu'il a bien voulu faire à sa question écrite n° 24277 (parue au Journal officiel, Débats A. N. n° 44, du 14 juin 1972). Cette réponse ne lui semble pas satisfaisante car elle appelle un certain nombre d'observations. Il lui expose à cet égard la situation d'un secrétaire d'administration qui n'a pu passer les trois premiers concours auxquels cette réponse fait allusion et qui n'a pas eu, en outre, connaissance de concours spéciaux. En tout état de cause d'ailleurs, la limite d'âge pour les concours donnant accès aux cadres A des services extérieurs ne permet pas à l'intéressé de s'y présenter. Enfin, les mesures nouvelles autorisant pendant cinq ans sans limite d'âge l'inscription au concours d'attaché paraissent être sans intérêt. En effet, en cas de réussite à l'un de ces concours les candidats seraient nommés attachés stagiaires à un indice de début de carrière qui même si la perte importante de traitement est complétée par une indemnité (ce qui n'est pas prévu dans le statut) bloquerait encore plus complètement une carrière déjà fermée. Les mesures de promotion sociale en cause constituent donc un leurre. En ce qui concerne l'accès au choix, les places correspondent au 1/9 des places attribuées par concours. Cette année, par exemple, 180 places (concours externe et interne réunis) ont été proposées, 16 seront prévues pour les nominations au choix et quelques-unes seulement pour les personnels du cadre B âgés de plus de cinquante ans. Il convient en effet de préciser que tous les agents du cadre B, tant des services extérieurs que centraux, sont candidats à ces postes au choix. Ils sont au nombre de plusieurs centaines. Compte tenu de ces remarques, il lui demande s'il envisage un nouvel examen du problème ayant fait l'objet de sa précédente question. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des services de l'Information a exposé dans la réponse qu'il a adressée à l'honorable parlementaire les possibilités qui restent offertes aux secrétaires d'administration

pour accéder à un corps d'attachés d'administration centrale après les mesures favorables prises au moment de la constitution initiale de ces corps, et lui confirme qu'en raison même de ces possibilités qui permettent d'assurer la promotion sociale par les deux voies traditionnelles du concours interne et du choix, il n'est pas visible d'envisager de nouvelles intégrations dans un corps d'attachés d'administration centrale.

Administration pénitentiaire (personnel).

25173. — M. Bustin attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'Information) sur le malaise qui règne actuellement dans l'ensemble du personnel pénitentiaire malgré les nombreuses réunions des comités techniques paritaires avec les représentants du ministère de la Justice et qui n'ont rien apporté de positif à ces personnels. Les graves événements qui ont eu lieu il y a quelques mois dans de nombreuses prisons de France ont fait la preuve, si elle était encore à faire, de la dignité et du courage de ces personnels. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour une réforme fondamentale du statut qui conduirait à une parité indiciaire et indemnitaire avec la police, ainsi qu'à l'amélioration de leurs conditions de travail. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Les problèmes posés par la situation du personnel de l'administration pénitentiaire ont fait l'objet de larges échanges de vues entre les départements ministériels intéressés. Un accord est intervenu pour procéder à certains ajustements des indices de rémunération du personnel de surveillance.

Fonctionnaires (catégorie B).

25212. — M. Jacques Barrot expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'Information) qu'un vif mécontentement règne parmi les membres des organisations syndicales signataires de l'accord intervenu le 13 novembre 1971, du fait que, contrairement à ce qui avait été prévu dans cet accord, aucune étude sérieuse ne semble avoir été entreprise concernant la réforme des corps de la catégorie B, dont une première étape devait être mise en application au 1^{er} décembre 1972. Cette situation a suscité un malaise dans toutes les administrations qui comportent des agents de la catégorie B et, spécialement, dans les préfectures où les agents de cette catégorie constituent la « cheville ouvrière » de tous les services et dont les personnels se trouvent déjà placés dans une situation défavorisée par suite de la faiblesse des rémunérations, de l'insuffisance des effectifs et des nombreux problèmes demeurés en suspens depuis plusieurs années: réforme du cadre A; transformation d'emplois du cadre D en cadre C; accélération de la réforme des catégories C et D; titularisation des agents départementaux. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en vue d'accélérer les travaux relatifs à la réforme des corps de la catégorie B de manière à permettre la mise en œuvre d'une première étape de cette réforme au 1^{er} décembre 1972, conformément aux stipulations de l'accord intervenu le 13 novembre 1971. (Question du 30 juin 1972.)

Réponse. — L'accord conclu le 13 novembre 1971 avec cinq organisations syndicales représentatives de la fonction publique au sujet de l'évolution des rémunérations des agents de l'Etat pendant l'année 1972, prévoyait que le directeur général de l'administration et de la fonction publique devait présenter les conclusions d'une étude d'ensemble portant sur l'adaptation des carrières dans les corps de la catégorie B. Ces conclusions ont été remises au secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique le 30 juin 1972. Les organisations syndicales signataires de l'accord ont été conviées à en prendre connaissance au cours de réunion de travail qui ont eu lieu les 19 et 26 juillet derniers. De nouveaux échanges de vues sur ce problème doivent avoir lieu le 30 août 1972. Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour que les premières mesures d'application interviennent à la date prévue.

Fonctionnaires (attachés d'administration).

25255. — M. André Beauguilte a l'honneur d'appeler l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'Information) sur la situation critique du corps des attachés d'administration centrale, hiérarchiquement, financièrement et moralement déclassés dans la hiérarchie des corps supérieurs de fonctionnaires. Il lui demande notamment quelles mesures concrètes il compte prendre pour éviter ce déclassement dans les plus prochains mois. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — Le corps des attachés d'administration centrale n'a subi aucun déclassement par rapport aux corps homologues de la

fonction publique. Sa situation a été réexaminée à plusieurs reprises, tant sur le plan statutaire qu'au point de vue indiciaire. Son classement indiciaire net est passé au premier grade de 250-500 à 280-540, au deuxième grade de 325-575 à 410-600. Sa situation se trouve, à cet égard, identique à celle des principaux corps de même niveau. Il est toutefois envisagé d'élargir le pourcentage de la première classe du grade d'attaché principal et d'augmenter la proportion du grade d'attaché principal par rapport à l'effectif du corps. Les attachés d'administration centrale continuent, par ailleurs, à bénéficier d'un débouché privilégié dans le corps des administrateurs civils.

Fonctionnaires (secret professionnel).

25343. — M. Tomasini rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que les fonctionnaires et agents publics de tous grades sont recrutés sans qu'à aucun moment de leur carrière, en dehors des facultés de droit pour les juristes, leur ait été exposée la déontologie de la fonction publique. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de demander aux différentes administrations de l'Etat d'attirer l'attention de leurs subordonnés sur les devoirs du fonctionnaire, en particulier en matière de secret professionnel et sur les sanctions encourues en cas de violation de ce dernier. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Tous les agents de la fonction publique auxquels s'applique le statut général des fonctionnaires sont censés en connaître les dispositions essentielles, et notamment celles qui concernent les obligations auxquelles ils sont soumis en matière de secret professionnel, le statut faisant en l'espèce référence aux règles instituées dans le code pénal. Certaines de ces règles sont applicables à l'ensemble des fonctionnaires et agents publics, d'autres ne concernant que les agents exerçant une activité particulière. Elles ne sont effectivement pas l'objet d'un enseignement exhaustif au sein des établissements scolaires et universitaires. Conscients des lacunes existant sur ce point, mes services et ceux des différentes administrations se sont efforcés de mettre les candidats à divers concours administratifs en mesure de développer leurs connaissances de la déontologie de la fonction publique en faisant figurer au programme des épreuves de ces concours les règles qui fixent l'organisation générale de la fonction publique et les dispositions qui définissent les droits et obligations des fonctionnaires. Il appartient en tout état de cause au supérieur hiérarchique de chacun des fonctionnaires et agents publics de les informer de leurs droits et obligations tant lors de leur recrutement qu'au cours de leur carrière, celui-ci ayant seul compétence pour faire prévaloir ces droits et réprimer les manquements à ces obligations. Compte tenu de ces diverses considérations, il ne paraît pas nécessaire de rappeler aux administrations la mission qui leur incombe pour faire connaître aux personnels placés sous leur autorité les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de secret professionnel.

Assistants sociaux de la fonction publique.

25451. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur les conditions de travail des assistantes sociales de la fonction publique. Leurs salaires sont en effet très inférieurs à ceux des assistantes sociales de la sécurité sociale ainsi qu'à ceux des assistantes des organismes privés, dotés d'une convention collective. D'autre part, ils ne suivent que de très loin l'évolution du coût de la vie. Une telle situation est très préjudiciable au bon fonctionnement de certains services de l'administration sanitaire et sociale, qui ont cependant besoin de personnels nombreux et qualifiés. Elle nuit, en effet, au recrutement de ces personnels dont la pénurie se fait sentir dans la plupart des départements. Elle lui demande s'il envisage de reviser la grille des salaires des assistantes sociales de la fonction publique afin de rendre leur situation identique à celle des catégories équivalentes quant à leurs compétences et leurs responsabilités. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La carrière offerte aux assistantes sociales, les conditions dans lesquelles elles sont employées font l'objet de toute l'attention du Gouvernement. En particulier, le problème, très réel, des disparités de rémunération entre les assistantes des administrations de l'Etat et des collectivités publiques d'une part, et celle relevant des organismes parapublics et privés de l'autre, constitue une de ses préoccupations prioritaires dans ce domaine. Il convient toutefois de rappeler que les traitements servis aux assistantes sociales suivent l'évolution du coût de la vie au même titre que la rémunération des autres fonctionnaires, par le jeu des augmentations générales que le Gouvernement décide chaque année en tenant compte notamment des mouvements de prix et après

consultation des organisations syndicales. Des études approfondies ont été menées sur les problèmes des assistantes sociales, en particulier dans le cadre du groupe de travail sur les carrières sociales dans l'administration. Elles se sont poursuivies dans des instances associant les représentants des services qui emploient des assistantes sociales de telle sorte que le Gouvernement puisse disposer d'une information aussi complète que possible sur la situation de personnels dont la mission revêt une importance que le Gouvernement ne méconnaît pas.

O. R. T. F. (redevances).

25499. — M. Odru attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur les conditions dans lesquelles l'O. R. T. F. (centre national des redevances de Rennes) exige le paiement de redevances retardataires, même quand celles-ci ont, en fait, déjà été réglées et qu'il s'agit de sommes minimes. Un commandement avant saisie est adressé au redevable, l'invitant à effectuer le paiement dans le délai de trois jours sinon « il y sera contraint par toutes les voies de fait, notamment par la saisie et la vente de ses meubles ». Ce commandement est transmis par carte ouverte publique et le redevable est en droit de considérer qu'il porte atteinte à sa considération surtout quand la redevance a déjà été payée et qu'il est honorablement connu au lieu de sa résidence. Ce commandement devant en cas d'absence être remis au maire, le préjudice civique est de plus évident. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la récupération des redevances dues à l'O. R. T. F. ne s'accompagne pas de brimades inutiles. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Dans le cadre de l'action entreprise par l'O. R. T. F. pour améliorer ses relations avec les auditeurs et téléspectateurs, les nombreux formulaires et imprimés que doivent utiliser les services de la redevance ont été récemment modifiés. Certains documents ne peuvent toutefois l'être aussi facilement qu'il pourrait paraître souhaitable du fait que leur texture, ou les indications qu'ils doivent contenir, sont imposées de l'extérieur ; c'est le cas, par exemple, des commandements dont la présentation et les formules sont définies en collaboration avec les P. et T. et dont le dépôt en mairie fait l'objet d'une prescription légale. L'attention de l'honorable parlementaire est d'ailleurs attirée sur le fait que le commandement n'est utilisé que dans des cas extrêmes. En effet, sans qu'il y soit légalement obligé, l'office envoie un premier avis d'avoir à payer, quelques jours avant l'échéance annuelle ; faute de paiement dans les deux mois de cette dernière, l'intéressé reçoit une sommation qui est plus un rappel qu'une sanction puisque le principal de la dette n'est majoré que de 10 p. 100. Bien entendu, si l'abonné demeure encore trois mois sans se libérer, le montant de la redevance fait l'objet d'une deuxième majoration, de 50 p. 100 cette fois. La créance de l'office s'élève ainsi à 160 p. 100 du principal de la dette, mais il convient d'observer que celle-ci aurait dû être acquittée, à ce moment, depuis cinq mois. C'est alors qu'après un « dernier avis avant commandement », qui se situe encore à l'intérieur de la phase amiable du recouvrement, les services de la redevance sont amenés, faute de paiement, à envisager d'entamer la phase contentieuse, par voie de commandement. Cette procédure n'atteint que 5 p. 100 environ des redevables. Les chefs des centres régionaux de la redevance, qui gèrent les comptes des redevables, ont reçu des instructions pour que toutes poursuites soient suspendues en cas de litige à l'instruction dans leurs services. L'abonné ne peut donc se voir notifier de commandement tant que sa dette n'a pas été établie avec certitude, dans son principe comme dans son montant.

Fonctionnaires (attachés d'administration centrale).

25523. — M. Marcus appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur la situation des fonctionnaires faisant partie du corps d'attachés d'administration centrale. Ceux-ci semblent avoir depuis près de dix ans sollicité une modification de leur statut ainsi qu'un réajustement des conditions matérielles qui leur sont faites. C'est ainsi qu'ils souhaitent qu'une amélioration des indices de début et de fin de carrière leur soit accordée ainsi qu'elle l'a été aux différents corps de même catégorie, au cours des derniers mois, et qu'un alignement des primes et indices soit fait sur ceux attribués aux administrateurs civils. Ils demandent également que les conditions actuelles d'ancienneté pour l'accès au principalat soient maintenues. Par ailleurs ils sollicitent qu'une étude soit entreprise en ce qui concerne la création à Paris d'un établissement dans lequel la formation des attachés pourrait être assurée. Il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne les différents points précités en soulignant le profond malaise que ressentent les jeunes attachés devant le blocage des perspectives d'avenir qu'ils pouvaient espérer. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La situation des attachés d'administration centrale (et par voie de conséquence celle des fonctionnaires homologues de la ville de Paris et des affaires étrangères) a été plusieurs fois réajustée depuis dix ans; leur statut particulier a été modifié par sept décrets, un huitième est en cours d'examen; leur classement indiciaire net est passé au premier grade de 250-540, au second grade de 325-575 à 410-600. Quant aux revendications particulières signalées par l'honorable parlementaire, elles appellent les remarques suivantes: 1° les indices de début et de fin de carrière, ainsi qu'il vient d'être indiqué, ont été améliorés au moins autant que ceux des différents corps de même catégorie, puisqu'ils ont été portés respectivement de 250 à 280 et de 575 à 600; 2° le montant des primes et indemnités se trouve automatiquement relevé en même temps que le traitement de base; toutefois les modifications de leur taux est actuellement à l'étude; 3° en ce qui concerne les conditions d'accès au principalat, le projet en cours envisagerait d'élever d'un échelon la condition d'ancienneté requise pour se présenter aux épreuves de sélection, afin que les candidats aient un peu plus d'expérience administrative; dans les corps de même niveau l'ancienneté exigée est nettement plus élevée. En même temps, l'accès au grade d'attaché principal serait amélioré par l'augmentation du pourcentage de l'effectif de ce grade (portée de 25 à 30 p. 100) ainsi que par l'institution d'un tour de promotion au choix simple sans épreuves de sélection; 4° l'intérêt que pourrait présenter une formation d'administration générale préalable à l'entrée en fonction n'a pas échappé au Gouvernement. Cette question est actuellement à l'étude.

Fonctionnaires (attachés d'administration centrale).

25541. — M. Couderc appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur la dégradation de la situation des attachés d'administration centrale. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour améliorer les débouchés des intéressés vers les corps des administrateurs civils et pour revaloriser leur régime indemnitaire et indiciaire. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — L'examen attentif de la situation des attachés d'administration centrale ne fait pas apparaître de « dégradation ». En ce qui concerne tout d'abord les perspectives d'avancement et de débouché les attachés disposent, en fonction du ministère auquel ils appartiennent, et en concurrence avec d'autres corps homologues, de possibilités d'accès à divers grades ou emplois de niveau supérieur. En revanche, l'accès au corps des administrateurs civils constitue pour eux un débouché privilégié, représentant les deux neuvièmes des administrateurs civils issus chaque année de l'école nationale d'administration. C'est ainsi que durant les sept dernières années, quatre-vingt-dix attachés d'administration centrale ont été nommés administrateurs civils. Un souci d'équilibre entre les diverses sources de recrutement du corps des administrateurs civils: recrutement par la voie de l'école nationale d'administration, choix parmi les attachés, choix parmi les fonctionnaires des services extérieurs, conduit à maintenir pour l'instant l'importance du contingent ouvert aux attachés. D'autre part, le montant des primes et indemnités alloués aux attachés se trouve automatiquement relevé en même temps que le traitement de base; toutefois la modification de leur taux est actuellement à l'étude. Enfin, le classement indiciaire des attachés a été amélioré au moins autant que celui des différents corps de même catégorie, puisqu'il a été porté de 250-500 à 280-540 au premier grade, de 325-575 à 410-600 au second grade.

Allocation de chômage (agents non titulaires de l'Etat).

25588. — M. Briane rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que, conformément aux dispositions du décret n° 68-1130 du 16 décembre 1968, l'allocation pour perte d'emploi instituée par l'article 21 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 en faveur des agents non titulaires des administrations de l'Etat, ne peut être servie qu'aux agents employés de manière permanente et recrutés depuis au moins trois mois à la date de leur licenciement par un engagement à durée indéterminée ou comportant une clause de tacite reconduction ou d'une durée au moins égale à un an, ainsi qu'aux agents ayant effectué un service continu pendant au moins une année, quelle que soit la durée pour laquelle ils ont été engagés et la forme de leur engagement. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'étendre le bénéfice de ladite allocation aux agents qui ont accompli un service continu d'une durée inférieure à une année, cette durée pouvant être fixée, par exemple, à six mois, compte tenu du préjudice qu'ils ont subi par suite de leur licenciement. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — L'honorable parlementaire demande d'envisager l'extension du bénéfice de l'allocation pour perte d'emploi, telle qu'elle est prévue par l'article 21, alinéa 1°, de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967, et par le décret n° 68-1130 du 16 décembre 1968, aux agents licenciés ayant accompli un service continu d'une durée égale ou supérieure à six mois et inférieure à un an. Les auteurs des textes ont voulu que les agents remplissent certaines conditions de permanence et de continuité dans l'accomplissement de leur service pour bénéficier de ladite allocation. Le délai d'une année prévu dans les textes susvisés constitue dans cet esprit un seuil au-delà duquel il est impossible de prévoir l'octroi de l'allocation pour perte d'emploi. Par ailleurs, le décret n° 72-512 du 22 juin 1972 (Journal officiel du 27 juin 1972) fixe les règles relatives au licenciement des agents non fonctionnaires des administrations de l'Etat et prévoit sous certaines conditions le versement de l'indemnité de licenciement.

Fonctionnaires (attachés d'administration centrale).

25612. — M. Calméjane appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur la situation des fonctionnaires du corps des attachés d'administration centrale qui souhaitent, depuis près de dix ans, une modification de leur statut et un réajustement des conditions matérielles qui leur sont faites. Ils proposent, notamment: que les indices de début et de fin de carrière soient améliorés, comme l'ont été ceux de différents corps de même catégorie; que les primes et indemnités qui leur sont allouées soient proportionnellement alignées sur celles des administrateurs civils, qui ont été plusieurs fois revalorisées (il y a trois ans, le rapport était de un pour les attachés et de deux pour les administrateurs, actuellement il est passé de un pour les attachés et de six pour les administrateurs, avec effet rétroactif du 1^{er} janvier 1971); que les deux classes du grade principal et du grade normal soient supprimées pour permettre à chacun d'atteindre l'indice maximum de son grade (le plafonnement au sommet de la deuxième classe n'est pas exceptionnel en raison de l'insuffisance d'emplois budgétaires au niveau de la 1^{re} classe); que le mode de sélection actuellement utilisé pour le principalat soit abandonné et remplacé par un avancement normal; que leur unique débouché vers le corps des administrateurs soit amélioré (actuellement 6 à 8 p. 100 seulement des attachés sont concernés chaque année). Il lui demande s'il lui semble souhaitable suivant certains projets de décrets, de modifier au désavantage des attachés d'administration centrale un statut qui a déjà rencontré une forte opposition de leur part, et s'il ne lui semblerait pas plus opportun, au contraire, d'améliorer celui-ci, suivant les propositions faites par les intéressés, ce qui amènerait un plus large recrutement et autoriserait la promotion interne de personnels expérimentés. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — La situation des attachés d'administration centrale a été plusieurs fois réajustée depuis dix ans; leur statut particulier a été modifié par sept décrets, un huitième est en cours d'examen. Quant aux revendications particulières signalées par l'honorable parlementaire, elles appellent les remarques suivantes: 1° les indices de début et de fin de carrière ont été améliorés au moins autant que ceux des différents corps de même catégorie; c'est ainsi que l'indice de début de carrière a été porté de 250 à 280 (indices nets), l'indice terminal du premier grade a été porté de 500 à 540, celui du deuxième grade de 575 à 600; 2° le montant des primes et indemnités se trouve automatiquement relevé en même temps que le traitement de base, toutefois la modification de leur taux est actuellement à l'étude; 3° l'existence de classes ne saurait avoir pour objet d'empêcher la totalité des fonctionnaires d'atteindre l'indice maximum; dans le système de la carrière qui est à la base de la fonction publique française, les classes constituent un moyen de distinguer les meilleurs, ou d'inciter les moins bons à s'améliorer. Il n'est donc pas envisagé de les supprimer. En ce qui concerne spécialement le corps des attachés, la proportion de la 1^{re} classe du premier grade est de 45 p. 100, pourcentage qui demeure très favorable. Celle des attachés principaux est de 25 p. 100, le projet soumis au conseil supérieur de la fonction publique pourrait la porter à 35 p. 100. Le pourcentage total des attachés principaux pourrait être porté à 30 p. 100, contre 25 p. 100 actuellement. On peut ainsi légitimement estimer que les classes ne constituent pas dans les corps d'attachés un obstacle déterminant; 4° l'actuel mode de sélection pour l'accès au grade d'attaché principal est tout à fait comparable à celui qui existe dans les corps de même niveau. Le projet en cours envisage de le compléter par l'institution d'un système de promotion au choix simple; 5° le corps des administrateurs civils ne constitue pas l'unique débouché offert aux attachés, qui disposent, en fonction du ministère auquel ils appartiennent et avec d'autres corps de même niveau, de possibilités d'accès à divers grades ou emplois. Par contre, l'accès au corps des administrateurs civils constitue un débouché réglementairement offert aux attachés; c'est ainsi que durant les sept dernières années, 98 attachés d'administration centrale ont été nommés administrateurs civils. Un souci d'équilibre

entre les diverses sources de recrutement du corps des administrateurs civils (recrutement par la voie de l'école nationale d'administration, choix parmi les attachés, choix parmi les fonctionnaires des services extérieurs), conduit à maintenir pour l'instant l'importance du contingent ouvert aux attachés principaux. Enfin le projet de décret déjà évoqué et auquel fait allusion l'honorable parlementaire est de nature à élargir le recrutement, car il autorise la promotion interne de personnels expérimentés en augmentant la proportion des classes et grade au profit des fonctionnaires ayant acquis une certaine expérience dans les classes et grade inférieurs.

*Pensions de retraite civiles et militaires
(fonctionnaires en zone interdite ou dans des villes bombardées).*

25629. — M. Bouloche demande à M. le Premier ministre (fonction publique et service de l'information) s'il ne serait pas possible d'étendre aux fonctionnaires qui ont exercé pendant la guerre de 1939-1945 en zone interdite ou villes bombardées la même bonification de service (une année par année de service ainsi accomplie) que celle accordée dans le même cas par les articles L. 12 et R. 22 du code des pensions aux fonctionnaires ayant servi dans les mêmes circonstances au cours de la guerre 1914-1918. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — La loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions a conservé, en dépit de leur ancienneté, les dispositions de la législation antérieure qui avaient accordé une bonification de service aux fonctionnaires qui, durant la guerre de 1914-1918, ont été tenus de résider en permanence dans les localités ayant ouvert droit à l'indemnité de bombardement. Les circonstances dans lesquelles s'est déroulée la guerre de 1939-1945 n'ont pas motivé l'octroi d'un avantage analogue. Elles ne permettraient pas de classer les localités selon la procédure qui a été possible pour les hostilités de 1914-1918. Au reste déjà la loi de pensions du 20 septembre 1948, qui précédait celle de 1964, n'avait comporté aucune disposition à cet égard. Il n'est pas envisagé, plus d'un quart de siècle après la dernière guerre, de modifier l'actuelle loi en ce sens.

AFFAIRES CULTURELLES

*Musées (personnels des services commerciaux
de la Réunion des musées nationaux).*

25106. — M. Stehlin expose à M. le ministre des affaires culturelles que les services commerciaux de la Réunion des musées nationaux ne disposent pas encore d'un statut qui leur permettrait, en relevant d'une législation bien définie, de bénéficier des dispositions applicables à l'ensemble des salariés. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étudier dans un proche avenir, avec le concours des intéressés les conditions permettant l'élaboration d'un statut pour cette catégorie de personnels. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. — Les personnels des services techniques et commerciaux de la Réunion des musées nationaux sont régis par un arrêté du 22 janvier 1931 qui avait fait de ces services une régie intéressée. Ce texte est largement dépassé, non seulement du fait de son ancienneté, mais aussi par son inadaptation aux activités commerciales très importantes de la Réunion des musées nationaux qui ont eu pour conséquence une augmentation du nombre des agents. La mise en application d'un statut de ces agents suppose une définition du caractère juridique de la Réunion des musées nationaux et plus spécialement de ses services techniques et commerciaux. Des projets ont été élaborés qui sont encore à l'étude par les ministères de tutelle de l'établissement. Dès qu'une décision sera prise sur la forme de l'établissement, un projet de statut des personnels sera soumis aux autorités compétentes pour l'approuver. En attendant, il est fait application aux personnels des services techniques et commerciaux d'un règlement intérieur provisoire qui leur reconnaît le bénéfice des dispositions essentielles applicables aux salariés.

AFFAIRES ETRANGERES

Etablissements scolaires (Tunisie — gratuité).

23847. — M. Odru expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'à la date du 3 novembre 1971, l'ambassade de France en Tunisie informait les parents d'élèves des établissements français que des droits d'écolage seraient perçus à partir de la rentrée 1972. Cette décision a provoqué la plus vive émotion parmi le personnel enseignant et les parents d'élèves, d'autant qu'aucun texte légal ne permet l'institution de ces droits d'écolage (comme l'atteste la décision du Conseil d'Etat cassant une dispositions analogue prise au Maroc). Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour annuler

sons retard cette décision et sauvegarder ainsi le principe fondamental de la gratuité de l'enseignement public auquel il vient d'être porté une atteinte grave. (Question du 27 avril 1972.)

Réponse. — Les moyens de fonctionnement des établissements français d'enseignement installés dans les pays étrangers et relevant du ministère des affaires étrangères ont deux sources différentes : d'une part le ministère prend directement en charge la rémunération d'une partie des professeurs français et participe aux frais de fonctionnement et d'équipement ; d'autre part une contribution, variable selon les établissements, est demandée aux parents d'élèves sous forme de droits d'inscription, droits de scolarité et droits d'examen. La perception de telles contributions n'est contrairement à la lettre, ni à l'esprit de la législation française : s'agissant d'élèves étrangers, soit nationaux du pays, soit étrangers tiers — et dans le cas particulier de la Tunisie, ils représentent la moitié de l'effectif — il est bien évident que l'Etat français n'assume à leur égard aucune responsabilité touchant l'obligation scolaire et il serait en conséquence anormal que la totalité de la charge de scolarisation de ces enfants pèse en fait, par le biais de l'intervention du ministère des affaires étrangères, sur la collectivité métropolitaine ; pour les élèves français, outre le fait que les textes définissant obligation scolaire et gratuité de l'enseignement sont d'application territoriale, il convient de rappeler qu'en France même la participation financière des collectivités locales au fonctionnement des établissements d'enseignement correspond en fait à une contribution des familles par le biais des impôts locaux dont la perception de droits de scolarité à l'étranger constitue le substitut. En l'absence de ceux-ci, les familles françaises résidant dans des pays où sont installés des établissements d'enseignement bénéficieraient d'une situation privilégiée puisque la totalité des charges de scolarisation pèserait, ici également, sur la collectivité métropolitaine. Au-delà de ces aspects purement juridiques, il convient d'attirer l'attention sur l'esprit dans lequel les modalités d'application sont prises au Maroc et le seront en Tunisie : 1° le produit des droits de scolarité est inscrit au budget de l'établissement sous forme de recettes affectées et est uniquement destiné à l'amélioration de l'enseignement ; leur emploi est décidé au sein de commissions de nature et de composition analogues à ce que sont les conseils d'administration en France. Les droits sont donc perçus au bénéfice direct des enfants intéressés et une procédure de concertation permet d'associer les usagers à leur emploi ; 2° dans le souci de tenir compte des cas sociaux, des exonérations totales ou partielles sont prévues afin d'exempter les parents qui ne disposent pas de ressources suffisantes. Une commission *ad hoc* sera instituée à Tunis pour examiner les cas justifiant l'application de ces dispositions dérogatoires ; 3° il convient enfin de rappeler qu'en Tunisie comme dans les autres établissements français à l'étranger, des bourses d'études sont accordées par le ministère de l'éducation nationale aux enfants issus de familles dont les revenus sont modestes ; outre les mesures dérogatoires — pas de versement de droits de scolarité — les enfants les moins défavorisés peuvent donc bénéficier, comme en France, de moyens financiers leur permettant de poursuivre leurs études.

AFFAIRES SOCIALES

Accidents du travail (veuves d'accidentés).

20022. — M. de Montesquiou fait savoir à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales combien il est regrettable que les études entreprises depuis plus de deux ans, portant sur l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 454 a du code de la sécurité sociale, pour l'attribution d'une rente de conjoint survivant, n'aient pas encore abouti à l'établissement d'un texte tendant à améliorer la législation actuelle. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de soumettre au Parlement, dans un avenir prochain, un projet de loi modifiant l'article L. 454 a susvisé, afin d'améliorer les conditions d'attribution des rentes servies aux conjoints survivants de victimes d'accidents du travail. (Question du 25 septembre 1971.)

Réponse. — Les études auxquelles se réfère l'honorable parlementaire portent non seulement sur les dispositions du a de l'article L. 454 du code de la sécurité sociale relatives au conjoint survivant, mais sur l'ensemble des dispositions de cet article qui concerne les différentes catégories d'ayants droit de la victime d'un accident du travail entraînant le décès. Ces études sont activement poursuivies. Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales ne manquera pas d'en dégager les mesures qui paraîtront justifiées et possibles.

Accidents du travail (veuves d'accidentés).

20588. — M. Paquet demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales si, dans le cadre des récentes dispositions d'ordre social arrêtées par le Gouvernement, il est dans ses intentions de

proposer la modification de l'article L. 454 du code de la sécurité sociale afin que les conditions d'attribution d'une rente aux veuves d'accidentés du travail soit alignées sur celles des autres régimes. (Question du 27 octobre 1971.)

Réponse. — Des études ont été effectivement entreprises au sujet des conditions fixées à l'article L. 454 du code de la sécurité sociale pour l'attribution de rentes aux différentes catégories d'ayants droit du travailleur victime d'un accident mortel du travail. Ces études sont activement poursuivies. Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales ne manquera pas d'en dégager les mesures qui paraîtront justifiées et possibles.

Cadres (chômage).

20901. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les cadres âgés de plus de quarante-cinq ans, qui sont au chômage du fait des fusions des entreprises ou de la politique de décentralisation pratiquée dans le seul but d'augmenter les profits des grandes entreprises privées sans tenir compte de l'intérêt véritable des travailleurs. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation. (Question orale du 16 novembre 1971, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Réponse. — La proportion de cadres âgés tend à se réduire dans l'ensemble des cadres en chômage. Les obstacles que ces derniers rencontrent sur le marché de l'emploi tiennent de moins en moins à l'âge. Cette évolution est confirmée par le fait qu'en 1969, 66 p. 100 des bénéficiaires des allocations d'assurance-chômage étaient âgés de plus de cinquante ans, alors que ce pourcentage n'était plus que de 61,6 p. 100 en mai 1971 et de 59 p. 100 en mai 1972. Pour aider les cadres à surmonter les difficultés auxquelles ils se heurtent sur le marché de l'emploi, les pouvoirs publics ont tout d'abord cherché à développer une politique de formation professionnelle qui les mettent en mesure de s'adapter à l'évolution des techniques et des structures économiques. Plus qu'aucun autre travailleur, le cadre est menacé par le vieillissement de ses connaissances. En outre, une part importante est autodidacte. Les mesures prises dans le domaine de la formation professionnelle, notamment la loi du 16 juillet 1971, portant organisation de la formation professionnelle continue, dans le cadre de l'éducation permanente, prennent à cet égard un relief tout particulier, notamment pour les cadres qui font l'objet de dispositions permettant à 3 p. 100 des travailleurs de cette catégorie dans chaque entreprise d'être simultanément absents pour suivre des stages ou exercer des fonctions d'enseignement. D'autre part, les cadres peuvent bénéficier, même en cas de licenciements individuels survenant du fait d'une fusion, absorption ou restructuration, des avantages que l'accord du 9 juillet 1970 a accordé aux personnels atteints par un licenciement collectif, notamment le droit à un congé formation et au maintien de la rémunération antérieure. Un effort important est par ailleurs accompli par le fonds national de l'emploi pour permettre aux cadres privés d'emploi d'accéder à des cycles de formation favorisant leur reclassement. Le nombre de stagiaires orientés vers les centres de recyclage a triplé depuis 1968. Enfin, le rôle sans cesse croissant, joué par l'agence nationale pour l'emploi, contribue à une plus grande activité du marché du travail pour cette catégorie de salariés. Grâce à un portefeuille d'offres d'emplois qui se diversifie, l'agence se met en mesure de satisfaire un nombre croissant de demandeurs d'emploi de ce niveau et, par l'intermédiaire de la bourse nationale de l'emploi, elle assure la confrontation des offres et demandes de cadres à l'échelle nationale. Son action est complétée par celle de certains organismes qui lui sont liés par convention : l'association pour l'emploi des cadres (A. P. E. C.), ainsi que certaines associations d'anciens élèves de grandes écoles. Ces prolongements permettent à l'agence d'être présente dans des milieux à la fois proches des entreprises et des institutions d'enseignement. Elle contribue par là à donner au marché de l'emploi des cadres une plus grande activité et une plus grande cohérence.

Accidents du travail : veuves d'accidentés.

21035. — M. Sallenave expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les conditions d'attribution des rentes services aux ayants droit en cas d'accident du travail suivi de décès, telles qu'elles sont fixées par l'article L. 454 du code de la sécurité sociale, donnent lieu à des inégalités choquantes auxquelles il est souhaitable de remédier sans tarder. Il lui demande si les études entreprises depuis plus de deux ans pour améliorer cette législation sont sur le point d'aboutir, et s'il n'estime pas équitable d'envisager : 1° une disposition tendant à permettre l'appréciation des droits des

ayants droit à la date du décès de la victime, et non plus à la date de l'accident ; 2° l'attribution exceptionnelle d'une rente de conjoint survivant à la veuve ayant rempli le rôle de tierce personne auprès d'un grand mutilé du travail quelle que soit la cause du décès de ce dernier et même s'il est médicalement impossible de prouver que ce décès est directement imputable aux conséquences de l'accident, étant fait observer que, dans l'immédiat, et à titre transitoire, il pourrait être accordé à cette veuve une majoration spéciale de l'avantage de vieillesse auquel elle peut prétendre, ladite majoration pouvant être fixée à 40 p. 100 du montant maximum de la majoration pour tierce personne servie au titre de la législation sur les accidents du travail ; 3° la possibilité de cumul de la rente de veuve au taux spécial de 50 p. 100 et d'une pension de vieillesse ou d'invalidité, ainsi que la possibilité de cumul de cette rente avec une allocation non contributive dans les limites d'un plafond de ressources à déterminer ; 4° l'application aux conjoints survivants de victimes d'accident du travail de dispositions analogues à celles prévues par la loi n° 66-345 du 3 juin 1966, de manière à permettre aux conjoints remariés de recouvrer le bénéfice de la rente initiale en cas de nouveau veuvage ou de divorce. (Question du 23 novembre 1971.)

Réponse. — Les études dont fait mention l'honorable parlementaire portent effectivement sur l'ensemble des conditions fixées à l'article L. 454 du code de la sécurité sociale pour l'attribution de rentes aux différentes catégories d'ayants droit de la victime d'un accident du travail entraînant le décès. Toutefois, il ne peut être envisagé, sans dénaturer le caractère de réparation forfaitaire attaché à la législation, de prévoir l'attribution de rentes d'accident du travail dans le cas où le décès ne résulte pas de l'accident. Les études entreprises sont activement poursuivies dans le cadre des recherches tendant à mettre au point un ensemble de mesures répondant à la volonté exprimée par le Gouvernement d'améliorer les situations les plus défavorisées.

Accidents du travail : ayants droit des victimes d'accidents.

21036. — M. Sallenave expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les ayants droit de victimes d'accidents du travail suivis de décès peuvent prétendre, d'une part, à une indemnité forfaitaire de frais funéraires et, d'autre part, à un capital décès égal à 90 fois le gain journalier soumis à cotisation. Cependant, en attendant l'attribution de ces prestations, d'un montant d'ailleurs très modeste, la famille se trouve bien souvent démunie de toutes ressources. Il lui demande si, compte tenu de la situation particulièrement difficile dans laquelle les ayants droit de victimes d'accidents du travail se trouvent placés, il ne lui semble pas équitable d'envisager les mesures suivantes : 1° abrogation de l'article 383 du code de la sécurité sociale qui interdit le cumul du capital décès et de l'indemnité pour frais funéraires ; 2° attribution, en cas d'accident mortel survenu à l'assuré, d'une allocation aux ayants droit versée à titre de prestation obligatoire, et non pas au titre des prestations supplémentaires, ainsi que cela est prévu par les deux arrêtés du 9 juillet 1971, le montant devant être sensiblement supérieur au montant maximal (990 F) prévu par les deux arrêtés susvisés, si l'on veut qu'elle corresponde réellement aux besoins des familles de victimes d'accidents. (Question du 23 novembre 1971.)

Réponse. — 1° Il n'est pas envisagé d'abroger les dispositions de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale. 2° Les dispositions des arrêtés du 9 juillet 1971 prévoyant sous forme d'une prestation supplémentaire l'attribution en cas d'accident mortel survenu à l'assuré, d'une allocation à l'un ou à plusieurs de ses ayants droit, offrent aux caisses primaires d'assurance maladie la possibilité d'agir efficacement au titre de leurs fonds d'action sanitaire et sociale auprès des familles que frappe brutalement la disparition accidentelle de l'assuré. Le montant maximal de l'allocation ou des allocations attribuées à la suite de l'accident mortel est égal au cinquième du montant maximal du capital décès, soit : $\frac{5490}{5} = 1.098$ francs depuis le 1^{er} janvier 1972.

Accidents du travail : veuves d'accidentés remariées.

21228. — M. Chazelle appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la grave injustice que constitue la situation particulière réservée aux veuves remariées d'accidentés du travail. En effet, en cas de rupture d'une nouvelle union, si celle-ci ne leur a laissé aucun avantage financier personnel elles ne peuvent retrouver de droit leur ancienne pension. Il lui demande en conséquence s'il ne juge pas nécessaire de prendre des mesures rapides pour mettre fin à une situation si manifestement contraire à l'équité. (Question du 1^{er} décembre 1971.)

Accidents du travail : veuves d'accidentés remariées.

21411. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** le cas des victimes d'accidents du travail qui peuvent obtenir une rente en réparation de leur préjudice. Leurs veuves bénéficient de la réversion de cette rente dans une certaine proportion. Mais, si elles se remarient, elles perdent totalement ce bénéfice. Et c'est aussi d'une manière définitive qu'elles le perdent : en effet, si leur nouveau mariage est rompu par un second veuvage, ou par un divorce, elles ne peuvent pas bénéficier à nouveau de la rente, dans quelque proportion que ce soit. Il serait équitable que la somme accordée à l'origine en réparation du préjudice causé par l'accident fût remise à la disposition de l'intéressée dès lors qu'elle se retrouve dans la même situation qu'au décès de son premier mari. Un vœu dans ce sens a été émis par l'union nationale des femmes seules et femmes chefs de famille lors de son assemblée générale tenue à Marseille le 25 septembre 1971. Il lui demande son point de vue sur la question. (Question du 9 décembre 1971.)

Accidents du travail : veuves d'accidentés remariées.

21561. — **Mme Vaillant-Couturier** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation des veuves d'accidentés du travail qui voient leur rente supprimée en cas de remariage et ne peuvent en recouvrer le bénéfice en cas de nouveau veuvage ou de divorce. Ces dispositions conduisent à des situations particulièrement pénibles. Ainsi, dans le cas de la veuve remariée et de nouveau seule avec ses enfants issus du premier mariage, le bénéfice de la perte initiale devrait lui être attribué de nouveau étant donné qu'elle est redevenue chef de famille. Il en est de même pour celles dont les seules possibilités sont d'aller grossir les rangs des personnes âgées sans ressources. Ces femmes demandent que leur soit reconnu (comme cela existe pour d'autres régimes) le droit de recouvrement de leur rente sans autres restrictions que celles basées sur les avantages acquis au cours du second mariage et le nombre d'enfants issus du premier mariage. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de satisfaire ces justes revendications. (Question du 18 décembre 1971.)

Accidents du travail : veuves d'accidentés remariées.

25042. — **M. Poirier** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que la veuve d'un mutilé du travail remariée et redevenue veuve ne recouvre pas le droit à la pension de réversion liée au décès de son premier mari. Cette revendication constitue une aspiration légitime des intéressés qui ne comprennent pas la différence de traitement avec les veuves de guerre. Il lui demande s'il envisage de modifier la législation actuelle afin d'apporter un commencement de solution partielle au problème plus général des veuves civiles. (Question du 23 juin 1972.)

Réponse. — En vertu des dispositions de l'article L. 454-a du code de la sécurité sociale, la rente de conjoint survivant cesse effectivement de lui être servie dans le cas où il se remarie. Elle est alors définitivement remplacée par un capital égal à trois annuités de rente. Toutefois, ce rachat est, le cas échéant, différé jusqu'au seizième anniversaire du plus jeune orphelin. La possibilité de rétablir le droit à une rente, au profit du conjoint remarié dont le nouveau mariage vient à être dissous, fait l'objet d'un examen dans le cadre des études portant notamment sur l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 454 du code de la sécurité sociale pour l'attribution des rentes d'ayant droit, notamment des rentes de conjoint survivant et, plus généralement, sur la situation des veuves civiles. Ces études sont activement poursuivies.

Charbonnages de France : personnel des houillères (bénéfice de campagne pour la retraite).

23123. — **M. Dupont-Fauville** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que le temps de campagne effectué, pendant la guerre 1939-1945, par le personnel des entreprises nationalisées ainsi que les fonctionnaires d'Etat est compté double dans le calcul de leur retraite. Or, cette bonification n'est pas accordée au personnel des houillères. Il y a là une regrettable anomalie, c'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accorder l'avantage en cause au personnel des Charbonnages de France. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les avantages dits de « campagne double » n'ont été jusqu'à présent accordés qu'aux agents des services publics ayant la qualité d'anciens combattants. Il semble particulièrement difficile d'envisager l'extension d'une telle mesure aux agents des exploitations minières qui sont, pour partie, des entreprises privées. Alors que, d'une manière générale, les périodes de mobilisation ne sont retenues

pour l'ouverture et le calcul des droits à pension de vieillesse dans les différents régimes d'assurance vieillesse que sous certaines conditions, il convient d'observer que les mineurs bénéficiant de dispositions favorables permettant de prendre en compte, pour le calcul de la retraite, toutes les périodes pendant lesquelles les affiliés ont dû cesser le travail dans une exploitation minière ou assimilée du fait de la guerre ou des circonstances politiques nées de celle-ci.

Assurances sociales (régime général) : bases de calcul des indemnités journalières.

23262. — **M. Macquet** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que l'indemnité journalière servie par l'assurance maladie des salariés est calculée de la manière suivante : en cas de paie mensuelle elle est égale à un soixantième du montant ayant donné lieu à cotisations de la dernière paie ; en cas de paie à la quinzaine elle est égale à un soixantième du montant ayant donné lieu à cotisations pour les deux dernières paies. Il lui expose à ce sujet la situation d'un ouvrier dont le salaire subit des variations importantes d'un mois à l'autre. Suivant qu'il exécute ou non des heures supplémentaires son salaire mensuel oscille entre 1.500 francs et 2.200 francs. Lorsque l'intéressé est en arrêt de travail pour raison de maladie l'indemnité journalière qu'il perçoit peut être faible si la dernière paie sur laquelle cette indemnité est calculée correspond à un mois de salaire où aucune heure supplémentaire n'a été effectuée. Il lui demande si les salariés se trouvant dans une situation analogue à celle qui vient d'être exposée ne pourraient être assimilés aux salariés effectuant un travail continu ou présentant un caractère saisonnier. Pour ces derniers en effet l'indemnité journalière est égale à un sept cent vingtième du montant des paies ayant donné lieu à cotisations au cours des douze mois qui précèdent de date à date l'arrêt de travail. Ce mode de calcul lorsque les salaires varient d'une manière importante d'un mois à l'autre serait beaucoup plus équitable. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette suggestion. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret du 29 décembre 1945, le gain journalier servant de base au calcul de l'indemnité journalière est égal au un trentième du montant ayant donné lieu à précompte de la ou des deux dernières paies antérieures à la date de l'interruption de travail, suivant que le salaire ou le gain est réglé mensuellement ou deux fois par mois. Les dispositions actuellement en vigueur ne permettent pas d'assimiler des salariés dont le traitement est versé régulièrement chaque mois — malgré les éventuelles variations de leur gain mensuel dues aux heures supplémentaires effectuées — à des assurés appartenant aux professions à caractère saisonnier ou discontinu.

Accidents du travail : veuves d'accidentés remariées.

23379. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il ne lui paraîtrait pas opportun que, comme pour les veuves de guerre, les veuves d'accidentés mortels du travail, dont la rente d'ayant droit a été supprimée par suite de remariage et dont le nouveau mariage a été dissous par suite de décès ou de divorce, recouvrent l'intégralité de leur rente, sans considération d'âge ou de ressources personnelles, à compter de la date de dissolution du second mariage, pourvu qu'un délai de trois ans se soit écoulé depuis l'indemnisation prévue par l'article L. 454 du code de la sécurité sociale. Cette mesure pourrait être subordonnée aux deux conditions suivantes : 1° n'avoir retiré aucun avantage du second mariage, comme pension de réversion, pension alimentaire ou nouvelle rente d'ayant droit ; 2° avoir eu et élevé au moins un enfant issu du premier mariage. (Question du 4 avril 1972.)

Réponse. — En vertu des dispositions de l'article L. 454-a du code de la sécurité sociale, la rente de conjoint survivant cesse effectivement de lui être servie dans le cas où il se remarie. Elle est alors définitivement remplacée par un capital égal à trois annuités de rente. Toutefois, ce rachat est, le cas échéant, différé jusqu'au seizième anniversaire du plus jeune orphelin. La possibilité de rétablir le droit à une rente, au profit du conjoint remarié dont le nouveau mariage vient à être dissous, fait l'objet d'un examen dans le cadre des études portant notamment sur l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 454 du code de la sécurité sociale pour l'attribution des rentes d'ayant droit, notamment des rentes de conjoint survivant et, plus généralement, sur la situation des veuves civiles. Ces études sont activement poursuivies.

Maladies professionnelles (eczéma des coupeurs verriers).

23432. — **M. Maujolan du Gasset** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que M. H. est coupeur verrier de profession. Pour accomplir son travail, il est obligé de plonger

les mains dans du pétrole et des dérivés de celui-ci (essence, gas-oil). Or, le contact avec ces corps déclenche des poussées d'eczéma violentes et inguérissables dans les conditions médicales actuelles. Il s'agit donc d'une allergie acquise dans le travail. Or, la liste des maladies professionnelles prévue dans le décret du 31 décembre 1946, complété postérieurement, ne prévoit pas cette maladie dans la liste des quarante-huit maladies retenues. Il lui demande s'il n'envisagerait pas une extension du tableau desdites maladies professionnelles indemnisables. (Question du 5 avril 1972.)

Réponse. — Il a été constaté, en effet, que le contact direct de la peau des mains avec certains produits, tels que ceux mentionnés par l'honorable député, était susceptible de déclencher, chez des personnes présentant une sensibilité particulière, des réactions d'eczéma. L'étude des problèmes que posent les affections allergiques en relation avec le travail a été confiée à un groupe de travail constitué par la sous-commission des maladies professionnelles de la commission d'hygiène industrielle. En raison de la complexité de ces problèmes il y a lieu de penser que cette étude devra se poursuivre durant un certain temps. Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales ne manquera pas d'en suivre les développements. En ce qui concerne le cas particulier qui a retenu l'attention de l'honorable parlementaire, il y aurait intérêt à ce que ce dernier veuille bien faire parvenir, à son sujet, toutes indications utiles au ministre d'Etat chargé des affaires sociales qui fera procéder à une enquête.

Marins du commerce et de la pêche : (accidents du travail).

23510. — M. DENVERS demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il envisage d'obtenir l'application aux marins du commerce et de la pêche et à leurs ayants droit des règles prévues par le code de sécurité sociale, en matière d'accidents du travail. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — L'étude des aménagements susceptibles d'être apportés au régime de sécurité sociale des gens de mer, notamment en matière d'accidents du travail, relève plus particulièrement de l'initiative de M. le ministre des transports. Ainsi qu'il l'a récemment indiqué à ce dernier, le ministre d'Etat chargé des affaires sociales est tout disposé à faire participer ses services aux réunions de travail que son collègue envisagerait à cet effet en relation avec les autres départements ministériels compétents.

Accidents du travail : veuves d'accidentés remariées.

23580. — M. PAUL DURAFFOUR appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation des veuves des morts par accident du travail dont la rente d'ayant droit a été supprimée par suite de remariage et dont le nouveau mariage a été dissout par suite de décès ou de divorce. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de modifier l'article L. 454 1^{er} a) du code de la sécurité sociale afin que ces veuves puissent recouvrer l'intégralité de leur rente, sans considération d'âge ou de ressources personnelles, à compter de la date de dissolution du second mariage ou de la date d'effet de la présente loi, pourvu qu'un délai de trois ans se soit écoulé pour celles ayant perçu l'indemnisation prévue par l'article L. 454 du code de la sécurité sociale. En toute hypothèse, deux conditions devront être réunies : 1^{er} n'avoir retiré aucun avantage du second mariage comme pension de reversion, pension alimentaire ou nouvelle rente d'ayant droit ; 2^o avoir eu et élevé au moins un enfant issu du premier mariage. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — En vertu des dispositions de l'article L. 454 a) du code de la sécurité sociale, la rente de conjoint survivant cesse effectivement de lui être servie dans le cas où il se remarie. Elle est alors définitivement remplacée par un capital égal à trois années de rente. Toutefois, ce rachat est, le cas échéant, différé jusqu'au seizième anniversaire du plus jeune orphelin. La possibilité de rétablir le droit à une rente, au profit du conjoint remarié dont le nouveau mariage vient à être dissous, fait l'objet d'un examen dans le cadre des études portant notamment sur l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 454 du code de la sécurité sociale pour l'attribution des rentes d'ayant droit, notamment des rentes de conjoint survivant et, plus généralement, sur la situation des veuves civiles. Ces études sont activement poursuivies.

Invalides à 80 p. 100 (octroi d'une allocation mensuelle majorée pour aide d'une tierce personne).

23583. — M. LAVIELLE rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales la réponse qu'il a bien voulu faire le 31 juillet 1971 à une précédente question (n° 18937) concernant l'application de l'article 169 du code de la famille instituant une

allocation majorée pour tierce personne aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans invalides à 80 p. 100. Il semble que l'interprétation la plus large du texte qui a été retenue par l'administration de l'action sanitaire et sociale ne soit pas appliquée par les services de la sécurité sociale. Il lui demande si l'injustice flagrante née de cette divergence d'interprétation entre ces deux administrations ne nécessite pas une décision rapide qui rétablirait une situation plus équitable. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 310 du code de la sécurité sociale, la majoration pour tierce personne est accordée dès l'instant que l'invalidé, étant absolument incapable d'exercer une profession quelconque est, en outre, dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie. L'attribution de la majoration pour tierce personne au titre de l'assurance invalidité n'intervient qu'après qu'il ait été médicalement constaté que l'état physique de l'assuré justifie la présence constante de cette tierce personne. Cependant, l'article L. 316 du code de la sécurité sociale prévoit que la majoration comme la pension d'invalidité elle-même est toujours susceptible de révision en raison d'une modification de l'état d'invalidité. A cet effet, les caisses de sécurité sociale font procéder régulièrement à des contrôles tant médicaux qu'administratifs et les assurés, dont l'état physique ne justifie plus le maintien de la majoration pour tierce personne, se la voient supprimer ainsi que ceux qui ne bénéficient pas effectivement de l'assistance de cette tierce personne. Celle-ci a donc bien, dans l'esprit des promoteurs de la législation des assurances sociales, le caractère d'une indemnité pour remboursement de frais occasionnés aux personnes qui sont dans l'obligation d'avoir recours à la tierce personne et qui y ont recours effectivement.

Assurances sociales du régime général (indemnités journalières et pensions d'invalidité).

23695. — M. RIBES rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'indemnité journalière de maladie servie par le régime général de sécurité sociale a été fixée par l'article L. 290 du code de la sécurité sociale à la moitié du gain journalier de base. Par ailleurs, le montant minimum de l'indemnité journalière attribuée aux assurés sociaux dans le cas où l'interruption de travail se prolonge d'une façon continue au-delà du sixième mois est fixé à 1/365 du montant minimum de la pension d'invalidité. Lorsque l'assuré a trois enfants au moins à charge, au sens des dispositions relatives à l'assurance maladie, ce minimum est porté aux quatre tiers du montant ci-dessus. Toutefois, le montant de cette indemnité ne peut dépasser le salaire moyen résultant des cotisations versées pour le compte de l'assuré au cours du trimestre civil précédant l'arrêt de travail (décret n° 55-840 du 27 juin 1955). En ce qui concerne l'assurance invalidité des salariés, le montant de la pension d'invalidité varie selon le groupe dans lequel l'invalidé est classé. Pour le deuxième groupe, qui comprend les invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque, la pension est égale à 50 p. 100 du salaire annuel moyen (art. 3 du décret n° 61-272 du 28 mars 1961). Les indemnités dont bénéficient ces malades ou invalides, surtout lorsqu'ils ont des charges familiales, sont insuffisantes pour leur permettre de subvenir aux besoins normaux de leur famille. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de porter la base de calcul des indemnités journalières et des pensions d'invalidité au moins aux deux tiers du salaire de référence. Cette majoration pourrait intervenir grâce à des augmentations successives échelonnées sur plusieurs années. (Question du 22 avril 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'arrêté du 22 décembre 1955, le montant minimum de l'indemnité journalière de l'assurance maladie est fixé à 1/365 du montant minimum de la pension d'invalidité et est attribué aux assurés sociaux dans le cas où l'interruption de travail se prolonge d'une manière continue au-delà du sixième mois. Lorsque l'assuré a trois enfants ou plus à sa charge, ce minimum est majoré d'un tiers. Ces prescriptions sont valables en ce qui concerne les travailleurs saisonniers ou exerçant une activité discontinuée et sont en général favorables à ces catégories de travailleurs qui, en raison de la nature de leur activité, perçoivent au départ une indemnité journalière relativement faible. En ce qui concerne l'assurance invalidité, le montant de la pension est égal, selon les catégories d'invalides, à 30 et 50 p. 100 du salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des dix années d'assurance précédant le dernier arrêt de travail. Lorsque l'assuré ne compte pas dix années d'assurance, la pension est calculée sur les salaires perçus au cours des années d'assurance accomplies depuis l'immatriculation. Les pensions d'invalidité sont revalorisées le 1^{er} avril de chaque année par application de coefficients fixés par arrêtés. Les suggestions de l'honorable parlementaire quant aux modifications de la réglementation en vigueur ne manqueront pas d'être examinées avec toute l'attention que leur importance requiert.

Préretraite (période de chômage).

23722. — M. Paquet demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales quelles mesures sont prévues pour éviter qu'un cadre privé d'emploi à la suite de la faillite de l'entreprise dans laquelle il exerçait ses activités professionnelles risque d'être lésé dans ses intérêts légitimes pour le calcul de la préretraite à laquelle il pourrait prétendre. (Question du 25 avril 1972.)

Réponse. — Le montant de la préretraite étant calculé, aussi bien dans le régime de la loi du 18 décembre 1963 que dans celui de l'accord conventionnel du 27 mars 1968 sur la base du salaire des trois derniers mois d'activité, il n'apparaît pas qu'un cadre privé d'emploi à la suite de la faillite de l'entreprise dans laquelle il exerçait ses activités professionnelles puisse être lésé dans ses intérêts pour la détermination de la préretraite à laquelle il peut prétendre. Si l'honorable parlementaire fait allusion à des cas particuliers, toujours susceptibles de se produire, la généralité de la question ne permet pas d'en connaître les données, ce qui empêche d'apporter des éléments de réponse précis.

Accidents du travail (veuves d'accidentés remariées).

23927. — M. Chazalon expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'en application de l'article L. 454 a (4^e alinéa) du code de la sécurité sociale, la rente viagère attribuée au conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps de la victime d'un accident du travail suivi de mort est supprimée en cas de nouveau mariage de l'intéressé, si celui-ci n'a pas d'enfant. Cette suppression de la rente est maintenue si le second mariage se trouve dissout à la suite du décès du nouveau conjoint, ou d'un divorce. Or, lorsqu'il s'agit de pension d'invalidité de veuf ou de veuve, l'article L. 328 du code de la sécurité sociale, modifié par la loi n° 66-345 du 3 juin 1966, permet à la personne dont la pension a été supprimée à la suite d'un remariage, de recouvrer son droit à pension en cas de divorce ou de nouveau veuvage. Il serait souhaitable que des dispositions analogues à celles qui figurent à l'article L. 328 susvisé soient insérées dans l'article L. 454 du code afin que le conjoint survivant d'une victime d'accident du travail, dont la rente d'ayant droit a été supprimée par suite de remariage, recouvre l'intégralité de sa rente, sans considération d'âge ou de ressources personnelles, à compter de la date de dissolution du second mariage par décès ou par divorce. Pour les personnes qui ont perçu l'indemnité prévue à l'article L. 454 a (4^e alinéa), on pourrait prévoir qu'un délai de trois ans après le paiement de cette indemnité devrait être écoulé avant le rétablissement de la rente. Il serait également possible de réserver le droit au rétablissement de la rente aux personnes qui n'ont retiré aucun avantage du second mariage, tel que pension de réversion, pension alimentaire ou nouvelle rente d'ayant droit. Il lui demande s'il n'envisage pas d'insérer dans le projet de loi en préparation relatif à l'amélioration de la situation des veuves une disposition modifiant l'article L. 454 du code de la sécurité sociale dans le sens envisagé dans la présente question. (Question du 3 mai 1972.)

Réponse. — En vertu des dispositions de l'article L. 454 a du code de la sécurité sociale, la rente de conjoint survivant cesse effectivement de lui être servie dans le cas où il se remarie. Elle est alors définitivement remplacée par un capital égal à trois annuités de rente. Toutefois, ce rachat est, le cas échéant, différé jusqu'au seizième anniversaire du plus jeune orphelin. La possibilité de rétablir le droit à une rente, au profit du conjoint remarié dont le nouveau mariage vient à être dissous, fait l'objet d'un examen dans le cadre des études portant notamment sur l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 454 du code de la sécurité sociale pour l'attribution des rentes d'ayant droit, notamment des rentes de conjoint survivant, et, plus généralement, sur la situation des veuves civiles. Ces études sont activement poursuivies.

Formation professionnelle (programmes d'action des entreprises).

23941. — M. Berger rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'article 13 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente dispose que tout employeur qui occupe au minimum dix salariés « doit concourir au développement de la formation professionnelle continue en participant chaque année au financement d'actions de formation du type de celles définies à l'article 10 de la présente loi. » Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'employeurs occupant au moins cinquante salariés, ceux-ci ne sont considérés comme s'étant conformés aux dispositions qui

leur sont imposées que si, après avoir satisfait aux obligations prévues à l'article 14, ils justifient en outre « que le comité d'entreprise a délibéré sur les problèmes propres à l'entreprise relatifs à la formation professionnelle continue pendant l'année au titre de laquelle ils se sont acquittés de ladite obligation, avant que ne soient prises les décisions générales concernant l'application de la présente loi. » Il lui expose à cet égard qu'il existe de nombreuses sociétés, notamment dans la distribution, qui ont un effectif pouvant comprendre plusieurs centaines de personnes, mais dont aucun établissement n'a plus de cinquante salariés. Ces sociétés sont donc exclues du champ d'application de la loi sur les comités d'entreprises. Or, elles ont intérêt à mettre sur pied ou à poursuivre un programme de formation. Il lui demande, s'agissant des entreprises en cause, si l'approbation des délégués du personnel suffit pour valider le programme de formation. (Question du 4 mai 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par la loi du 16 mai 1946, la constitution d'un comité d'entreprise est obligatoire dans toutes les entreprises employant au moins cinquante salariés. Ce texte se référant à la notion d'entreprise et non à celle d'établissement, c'est donc, pour son application dans les entreprises comportant des établissements multiples, au niveau de l'entreprise qu'il convient d'apprécier les effectifs. Il s'ensuit que les sociétés dont fait état l'honorable parlementaire, et dont l'effectif total dépasse le seuil de cinquante salariés, sont tenues de constituer un comité d'entreprise alors même que le nombre de travailleurs employés dans chacun de leurs établissements demeure en deçà de ce seuil. Il n'y a donc pas lieu de prévoir, en ce qui les concerne, des dispositions dérogeant pour l'application de l'article 15 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971.

Médecins (honoraires des médecins conventionnés).

24012. — M. Cousté demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales si, conformément aux engagements contenus dans la convention passée le 1^{er} novembre dernier entre le corps médical et les caisses de la sécurité sociale, certains honoraires des médecins ont été revalorisés le 1^{er} mai, et de combien. (Question du 9 mai 1972.)

Réponse. — A la suite de longues négociations sur le montant global de la revalorisation des tarifs d'honoraires pour l'année conventionnelle 1972-1973 et sa répartition entre les différents types d'actes médicaux, les délégations des caisses nationales d'assurance maladie et celles de la confédération des syndicats médicaux français, et de la fédération des médecins de France avaient abouti le 8 juin 1972 à un compromis accepté par les uns et les autres, prévoyant deux étapes d'augmentation (1^{er} juillet et 15 novembre 1972) et représentant une progression globale de 6,36 p. 100 de la masse des honoraires médicaux. Par la suite, respectivement les 24 et 25 juin, les instances délibérantes des deux organisations médicales refusèrent la signature d'un avenant modifiant les tarifs conventionnels sur les bases ainsi prévues, avenant qui, soumis à l'approbation des ministres intéressés, eût permis la mise en application des nouveaux tarifs conformément à la procédure décrite par la convention. En refusant la signature de l'avenant tarifaire, les instances confédérales ont néanmoins préconisé aux médecins d'appliquer les tarifs résultant des propositions du 8 juin. Dans le souci de préserver les intérêts des assurés sociaux, les caisses nationales ont alors décidé, à titre provisoire et tout à fait exceptionnel, de demander aux caisses locales de prendre pour base maximale des remboursements, pour les actes médicaux dispensés aux assurés sociaux à compter du 1^{er} juillet 1972, les tarifs d'honoraires figurant dans les propositions sur lesquelles les délégations s'étaient mises d'accord le 8 juin 1972. Compte tenu de ces circonstances particulières de la révision tarifaire cette année, les ministres chargés de la tutelle des organismes n'ont pas fait obstacle, à titre tout à fait exceptionnel également, à la mise en application de la décision précitée. Les nouveaux tarifs, ainsi pratiqués, apportent une augmentation de 1 franc aux consultations, qui sont ainsi : pour les généralistes de 21 francs dans la région parisienne et de 20 francs en province, pour les spécialistes de 33 francs et 31 francs, pour les neurologues et psychiatres de 48 francs et 45 francs. Le tarif de la lettre-clé K (actes de chirurgie et de spécialités) passe de 5,20 francs à 5,35 francs et le forfait thermal de 110 francs à 120 francs.

Infirmiers (convention avec la sécurité sociale).

24195. — M. Chazalon demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales si une nouvelle convention nationale est intervenue entre les caisses de sécurité sociale et les organisations syndicales d'auxiliaires médicaux et si les clauses de cette convention répon-

dent aux vœux formulés par les infirmières et les infirmiers en ce qui concerne, d'une part, la possibilité pour les assurés de s'adresser à l'auxiliaire de leur choix, sans être mis pour cela en face de difficultés financières les empêchant d'exercer ce libre choix, et, d'autre part, l'inclusion dans la convention de clauses relatives à la création de centres de soins. (Question du 17 mai 1972.)

Réponse. — Les dispositions de la loi n° 71-525 du 3 juillet 1971 relative aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les praticiens et auxiliaires médicaux permettent la conclusion de conventions nationales entre les caisses nationales d'assurance maladie et les organisations syndicales nationales les plus représentatives de chacune des catégories professionnelles intéressées. Ces conventions déterminent les obligations des caisses d'assurance maladie et celles des praticiens ou des auxiliaires médicaux et fixent les tarifs dus à ces derniers pour les soins dispensés aux assurés sociaux. Elles n'entrent en vigueur qu'après approbation par arrêté des ministres concernés. En ce qui concerne les auxiliaires médicaux une convention nationale a été conclue le 29 mai 1972 et approuvée le 14 juin 1972, pour les masseurs kinésithérapeutes (cf. *Journal officiel* du 18 juin 1972). Pour les infirmières et infirmiers, dont les vœux préoccupent plus particulièrement l'honorable parlementaire, des pourparlers sont en cours, entre les caisses nationales d'assurance maladie et les organisations syndicales les plus représentatives de cette catégorie professionnelle, en vue de la conclusion d'une convention nationale. Un avant-projet de convention, établi au cours de réunions de travail entre les représentants des uns et des autres, a déjà fait l'objet d'un premier examen par les administrateurs de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés. Des questions sont encore en suspens pour lesquelles les représentants des caisses et représentants de la profession doivent à nouveau se rencontrer. Favorable au principe d'une convention nationale pour les infirmières et infirmiers, le ministre d'Etat chargé des affaires sociales suit le déroulement des négociations qui ont lieu à ce propos entre les intéressés mais il ne peut, s'agissant pour l'instant d'un avant-projet, se prononcer sur son contenu. Il veillera en tout cas, et notamment lorsqu'un texte sera soumis à son approbation, aux points signalés par l'honorable parlementaire tenant au libre choix de l'auxiliaire médical par le malade et à la création de centres de soins infirmiers, pour lesquels d'ailleurs il existe déjà des dispositions dans le cadre des conventions départementales actuelles.

Invalides de guerre (cures thermales, indemnités journalières).

24230. — M. Gissinger expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les bénéficiaires de l'article L. 115 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre peuvent suivre des cures thermales annuelles pour soigner les affections pour lesquelles leur pension a été accordée. Ces cures sont effectuées sous la responsabilité du service de santé des armées du ministère d'Etat chargé de la défense nationale. Une instruction du 20 octobre 1970 prévoit que pour effectuer sans interruption de deux années une nouvelle cure faisant suite à une série de trois cures (ou plus), les bénéficiaires de l'article L. 115 doivent faire l'objet d'une décision ministérielle, après avis de la commission du thermalisme du service de santé des armées. Si, en raison de leur état de santé, les demandeurs peuvent suivre des cures thermales pendant plus de trois années de suite, le problème se pose à eux du versement des indemnités journalières auxquelles ils peuvent normalement prétendre s'ils sont salariés. En effet, en application de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale, les assurés malades ou blessés de guerre, qui bénéficient de la législation des pensions militaires, perçoivent les indemnités journalières pendant des périodes de trois ans séparées par une interruption de deux ans sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'attribution lors de chaque interruption de travail. Il lui demande si les bénéficiaires de l'article L. 115 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre auxquels ont été appliquées les dispositions de l'instruction précitée, du 20 octobre 1970 peuvent percevoir les indemnités journalières pendant les périodes excédant trois ans sans que soit exigée l'interruption de deux années résultant de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale. (Question du 18 mai 1972.)

Réponse. — En vertu des dispositions de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale, les indemnités journalières sont servies aux assurés malades ou blessés de guerre qui bénéficient de la législation des pensions militaires, en cas d'arrêt de travail dû à l'affection d'origine militaire, pendant des périodes de trois années séparées par une interruption de deux ans, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'attribution lors de chaque interruption de travail et que leur incapacité physique de reprendre ou de continuer le travail soit reconnue par le médecin conseil des assurances sociales. Il a toutefois été admis que dès l'instant où l'assuré a repris le travail pendant une période d'une durée de deux ans, il s'ouvre

droit, pour l'affection d'origine militaire, à une nouvelle période de trois ans d'attribution des indemnités journalières. La question de l'abrogation de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale a fait l'objet d'un examen approfondi en liaison avec le département des anciens combattants et victimes de guerre, mais il n'a pas paru opportun de donner suite à cette revendication.

Sécurité sociale (travailleurs allant à l'étranger).

24588. — Mme Ploux expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que Mlle X..., licenciée d'anglais, enseignant dans le premier cycle d'un établissement public, interromp son année scolaire en France pour enseigner en Irlande jusqu'à la fin de l'année scolaire. Or, cotisant à la sécurité sociale en Irlande, elle ne pouvait bénéficier des prestations, les droits à celles-ci n'étant ouverts qu'après six mois de cotisations. A l'expiration des six mois passés en Irlande, elle rentre en France et ne peut conserver le bénéfice du régime de la sécurité sociale française en raison de son séjour à l'étranger. Si elle s'inscrit à l'assurance volontaire, elle ne pourra bénéficier des prestations que trois mois après son inscription et sera donc non garantie par la sécurité sociale pendant : 1° six mois en Irlande; 2° trois mois en France, malgré la non-interruption de ses cotisations versées en France, puis en Irlande. Elle lui demande si des conventions bilatérales ne pourraient pas être prises avec l'Irlande et les autres pays afin d'éviter de telles situations, très dommageables aux travailleurs allant à l'étranger. (Question du 6 juin 1972.)

Réponse. — La situation exposée par l'honorable parlementaire nécessiterait des précisions complémentaires quant à la nationalité et à la situation de l'intéressée, d'une part, à l'égard de la sécurité sociale française, et, d'autre part, à l'égard du statut général de la fonction publique française (fonctionnaire ou agent contractuel). Il y aurait lieu d'indiquer également si l'intéressée exerce habituellement son activité soit en France, soit en Irlande. Ce n'est qu'en possession de toutes les données spécifiques du problème soulevé qu'il pourra être répondu de manière circonstanciée à l'honorable parlementaire. Les inconvénients signalés illustrent un état de fait dû au manque de coordination des législations au plan international. En effet, la coordination des législations de sécurité sociale entre la France et l'Irlande n'existe pas pour le moment, en l'absence de texte international (convention ou accord de sécurité sociale) entre ces deux pays. Il n'en sera plus ainsi lorsque le règlement n° 1400/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leurs familles se déplaçant à l'intérieur de la Communauté économique européenne entrera en vigueur, en principe à la date du 1^{er} avril 1973, et s'appliquera aux quatre Etats (dont l'Irlande) ayant nouvellement adhéré à la C. E. E. Néanmoins, même dans ce cas, ledit règlement ne pourrait s'appliquer à la demanderesse si elle était fonctionnaire, cette catégorie d'assurés se trouvant bénéficier d'un statut spécial (notamment pour les risques vieillesse et invalidité). Il faut réserver toutefois le cas particulier du séjour temporaire.

Prestations familiales et prénatales.

24789. — M. Habib-Deloncle attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation au regard des prestations prénatales et familiales des ménages dans lesquels le mari exerce soit à titre intermittent, soit à titre permanent une profession non salariée tandis que la femme est salariée à plein temps; il lui demande si, dans ce cas, le ménage ne devrait pas avoir une option en faveur du régime le plus avantageux au lieu d'être assujéti au régime du chef de famille; il lui fait observer qu'une réponse négative constituerait un encouragement à l'union libre au sein de laquelle la femme célibataire conserverait tous les droits. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — Peuvent prétendre aux prestations familiales pour leurs enfants à charge, les personnes qui exercent une activité professionnelle normale ou qui justifient de l'impossibilité d'exercer une telle activité. Le droit aux prestations familiales est ouvert par priorité du chef du père. Quand celui-ci ne remplit pas les conditions d'ouverture du droit, les prestations peuvent être accordées du chef de la mère si cette dernière exerce une activité. En outre, lorsque la femme salariée peut prétendre de son chef à des prestations supérieures à celles auxquelles ouvre droit son mari, son droit subsidiaire peut être également pris en considération. Le bénéfice des allocations prénatales n'est pas subordonné à l'exercice d'une activité professionnelle. Elles sont versées par l'organisme ou service dont relève le chef de famille et au même taux pour tous. Il faut déduire de ces dispositions que c'est donc toujours le régime le plus favorable dont bénéficie la famille.

Industrie électrique (formation professionnelle).

24867. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les difficultés rencontrées par le personnel des entreprises d'installations électriques de la région du Nord. L'Electricité de France exige désormais, et à juste titre d'ailleurs, que 20 p. 100 de l'effectif des entreprises subissent dans un centre qualifié un stage d'initiation au raccordement sous tension. Or, le centre de formation habilité se situe à Lyon et les ouvriers sont ainsi astreints à un déplacement long et onéreux. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire, en raison du nombre de candidats et de l'importance économique des deux départements, la création d'un centre de stage dans la région du Nord. (Question du 16 juin 1972.)

Réponse. — Les sections de formation professionnelle d'adultes d'électriciens sous tension qui fonctionnent actuellement à Lyon ont été créées à la demande du syndicat des entrepreneurs de réseaux de centrales et d'équipement industriel électriques (S. E. R. C. E.) qui avait saisi le ministère du travail, de l'emploi et de la population du problème de l'adaptation des ouvriers qualifiés des entreprises d'installations électriques aux nouvelles exigences de l'E. D. F. en ce qui concerne les travaux sur les lignes à haute tension. Cette implantation a été choisie en raison de l'environnement pédagogique que représentent les autres sections de F. P. A. du centre de Lyon, axées notamment sur l'électricité, et des possibilités techniques de fonctionnement de ces sections qui requièrent un espace suffisant. Compte tenu du coût des investissements, il ne peut en effet être envisagé d'implanter ces sections en dehors de centres de l'A. F. P. A. déjà existants. Cette condition n'est actuellement réalisée dans aucun des centres de F. P. A. de la région Nord, et il ne semble pas possible de donner, dans l'immédiat, satisfaction sur ce point à l'honorable parlementaire. Cependant, la loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle continue ayant prévu une participation financière des employeurs pour le développement de ces actions, la création de sections d'électriciens sous tension par la profession pourrait être réalisée grâce à ce mode de financement. Je suis prêt, pour ma part, à demander à l'A. F. P. A. d'apporter son aide technique et pédagogique à un tel projet.

Maladies professionnelles (silicose).

24925. — M. Deiells expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que dans de très nombreux cas, la pension de silicose des ouvriers des houillères est indemnisée sur la base du salaire « du jour » alors que cette maladie, reconnue après plusieurs années de travail à la surface, a été contractée lors d'une période antérieure d'activité au fond de la mine. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette situation injuste. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — Il résulte des dispositions combinées des articles L. 451 et L. 495 du code de la sécurité sociale, 103 et 108 du décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 relatif à l'application dudit code, que la rente due à la victime d'une maladie professionnelle est calculée d'après la rémunération totale perçue par ladite victime pendant les douze mois qui ont précédé l'arrêt de travail consécutif à la maladie professionnelle. Toutefois, l'article 135 du même décret dispose que « par dérogation aux dispositions de l'article 108, dans le cas où, au moment de l'arrêt du travail, la victime occupait un nouvel emploi ne l'exposant pas au risque de la maladie constatée et dans lequel elle percevait un salaire inférieur à celui qu'elle aurait perçu si elle n'avait pas quitté l'emploi qui l'exposait au risque, ce dernier salaire est substitué au salaire réellement touché. Ce même salaire fictif est pris en considération dans le cas où, à la date de la première constatation médicale de la maladie, dans le délai de prise en charge visé à l'article 71, cinquième alinéa de l'article L. 496 du code de la sécurité sociale la victime n'exerçait plus aucune activité salariée ou assimilée ». Ces dispositions répondent aux préoccupations de l'honorable parlementaire.

Médecine du travail (collectivités locales).

25048. — M. Madrelle demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales si les collectivités locales et les communautés urbaines sont assujetties aux dispositions de la loi du 11 octobre 1946 et textes relatifs à l'organisation des services médicaux du travail. (Question du 23 juin 1972.)

Réponse. — Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales fait connaître à l'honorable parlementaire que les collectivités locales et les établissements publics administratifs tels que les communautés urbaines ne sont pas compris dans le champ d'application de la

loi du 11 octobre 1946, relative à l'organisation des services médicaux du travail et des textes pris pour son application, en ce qui concerne les personnels qui relèvent du statut général des personnels communaux. Toutefois, sont assujettis aux dispositions législatives et réglementaires de la médecine du travail, les salariés des établissements municipaux et départementaux exerçant une activité à caractère industriel et commercial.

Cliniques privées (prix de journée).

25075. — M. Pierre Lejong appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation des cliniques privées, dont les prix de journée sont actuellement fixés à un niveau insuffisant. De ce fait, l'équilibre financier de ces établissements est de plus en plus difficile à réaliser, et il ne leur est pas possible, notamment, de pratiquer à l'égard de leurs employés, les relèvements de salaires qui seraient nécessaires et légitimes. L'augmentation de 4 p. 100 qui est envisagée, est tout à fait insuffisante. Il lui demande pour quelles raisons le Gouvernement refuse d'opérer une hausse des prix de journée des cliniques privées, proportionnelle à l'augmentation constatée dans les prix de revient de ces cliniques, et plus généralement du coût de la vie. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. — Des instructions viennent d'être récemment adressées aux directeurs régionaux de la sécurité sociale afin que les tarifs de responsabilité applicables aux établissements de soins privés soient modifiés dans les proportions suivantes : à dater du 1^{er} juin 1972, majoration de 4 p. 100 des tarifs actuels ; à dater du 1^{er} novembre 1972, augmentation de 2 francs par jour et par malade hospitalisé des tarifs ainsi majorés. Ces mesures tendent à la fois, pour la première augmentation à compenser, compte tenu des ajustements tarifaires antérieurement intervenus, l'alourdissement relatif des charges des établissements et, pour la seconde, à amorcer une remise en ordre des prix de journée en remédiant à certaines disparités actuellement constatées. Par ailleurs, les forfaits de salle d'opération ou de salle de travail devront être augmentés de 4 p. 100 à dater du 1^{er} juin 1972, puis à dater du 1^{er} novembre 1972 affectés d'un pourcentage de majoration égal à celui de la majoration de 2 francs, rapportée aux tarifs de responsabilité journaliers de chaque établissement. Ces augmentations, supérieures à celles accordées au cours des années précédentes, permettront d'améliorer de manière sensible la situation financière de beaucoup de cliniques privées. De plus, un nouvel examen de la procédure des dérogations à accorder aux établissements les plus défavorisés est en cours. Il est enfin signalé à l'honorable parlementaire que, par application de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, de nouvelles dispositions permettront la remise en ordre des tarifs des cliniques privées, en fonction de la qualité du service rendu. En outre, l'institution d'un certain nombre d'organismes de concertation entre l'hospitalisation privée, les caisses d'assurance maladie et les pouvoirs publics est prévue.

Accidents du travail, rentes d'accidents de moins de 10 p. 100.

25225. — M. Ducoloné attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'injustice qu'occasionne la non-revalorisation des rentes d'accidents de travail de moins de 10 p. 100. En effet, si au cours de la vie active cette non-revalorisation ne pose pas de problèmes majeurs, il n'en est pas de même au moment du passage à l'inactivité. En effet, vu l'état de besoin dans lequel se trouvent les personnes âgées, en particulier, du fait que, dans certains cas, l'accident du travail a pu entraîner une gêne professionnelle conduisant à des déclassements, qui ont une incidence sur le montant des pensions vieillesse, il me paraît injuste de ne pas revaloriser ces rentes. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient soumises à la revalorisation annuelle les rentes de moins de 10 p. 100 des que les titulaires auront atteint l'âge de soixante ans. Cette disposition aurait donc un effet de compensation au moment du retrait de la vie active. (Question du 30 juin 1972.)

Réponse. — En vertu des dispositions de la loi du 2 septembre 1954 et de celles de l'article L. 455 du code de la sécurité sociale, seules les rentes d'accidents du travail correspondant à un taux d'incapacité permanente d'au moins 10 p. 100 ainsi que les rentes d'avants droit de la victime d'un accident mortel, font l'objet de l'application des coefficients de revalorisation fixés en exécution de l'article L. 313 dudit code. L'article 1^{er} de la loi du 18 juin 1966 modifiée dispense également que l'allocation d'avant-loi ne peut être attribuée à la victime que lorsque, par suite d'un ou de plusieurs accidents du travail ou maladies professionnelles, le taux d'incapacité permanente est au moins égal à 10 p. 100. Ces dispositions concordantes témoignent de la volonté du législateur de réserver aux catégories susmentionnées le bénéfice des revalorisations. La

victime dont l'incapacité permanente n'atteint pas un taux de 10 p. 100 est, en général, en mesure d'exercer une activité normale sans que sa rémunération subisse de réduction et peut ainsi se procurer une pension de vieillesse normale. D'ailleurs, si les séquelles de l'accident même minimes entraînaient une inaptitude à l'exercice de sa profession la victime pourrait bénéficier d'une rééducation professionnelle. L'extension des mesures de revalorisation aux nombreuses rentes correspondant à des taux d'incapacité permanente inférieurs à 10 p. 100 entraînerait un accroissement des charges de la branche « accidents du travail et maladies professionnelles » qui ne serait pas pas justifié et qui ne peut être envisagé.

Travail temporaire (décrets d'application).

25289. — M. Boscher demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il peut lui indiquer quand paraîtront les décrets d'application se rapportant à la loi n° 72-1 du 3 janvier 1972 sur le travail temporaire. Il serait souhaitable que la publication de ces textes intervienne rapidement, compte tenu du fait que la loi en cause a été promulguée il y a maintenant six mois. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — Trois décrets sont prévus pour l'application de la loi n° 72-1 du 3 janvier 1972 sur le travail temporaire dont l'article 33 vient d'être modifié par la loi n° 72-617 du 5 juillet 1972 relative aux pénalités applicables en cas d'infraction au droit du travail. Le premier ne devra être pris, conformément à l'article 5 de la loi, que si le taux minimum de l'indemnité de précarité d'emploi instituée en faveur des salariés liés par un contrat de travail temporaire n'a pu être établi par voie de convention collective d'ici le 5 janvier 1973. Le deuxième décret visé à l'article 8 de la loi est relatif aux conditions de substitution, pour le paiement des salaires, indemnités et cotisations sociales, de l'utilisateur à l'entreprise de travail temporaire en cas de défaillance de celle-ci. Le troisième décret visé aux articles 32 et 34 de la loi concerne, d'une part, les modalités à retenir pour la déclaration préalable à laquelle sont désormais astreintes les entreprises de travail temporaire, d'autre part, l'énumération des éléments d'information que ces mêmes entreprises sont tenues de fournir. Les deux derniers décrets ont fait l'objet d'avants-projets que les départements ministériels intéressés ont d'ores et déjà approuvés. Ils vont être soumis incessamment à l'examen du Conseil d'Etat.

Congés payés (durée).

25561. — M. Boutard attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur certaines anomalies auxquelles donne lieu l'application des dispositions du 4° alinéa de l'article 54 g du livre II du code du travail, d'après lesquelles, pour la détermination de la durée du congé annuel, sont assimilées à un mois de travail effectif les périodes équivalant à quatre semaines ou à vingt-quatre jours de travail. Dans un arrêt récent de la Cour de cassation (27 janvier 1972, chambre sociale; Manzella contre S. D. E. M.), la notion d'assimilation est interprétée en ce sens que le calcul de la durée du congé doit être fait en prenant en considération, d'abord le mois de travail continu, en second lieu le nombre de semaines groupées par quatre, enfin, seulement le nombre de jours de travail inférieurs à la semaine groupés par périodes de vingt-quatre jours. Cette méthode aboutit dans certains cas à des résultats très défavorables pour les salariés. C'est ainsi qu'elle a pour effet de priver de deux jours de congé un salarié qui, au cours du mois de février (année non bissextile), s'est absenté une seule journée. Il en est de même pour un salarié qui se serait absenté deux jours sur certains mois de trente jours, ne comportant que vingt-cinq jours ouvrables. De telles conséquences n'ont certainement pas été voulues par le législateur et il apparaît indispensable de compléter le texte de manière à éviter ces résultats. Il pourrait être envisagé, par exemple, de lui apporter un amendement prévoyant que, pour la détermination du nombre de jours de congés, il doit être fait application, parmi les trois modes de calcul possibles, de celui qui est le plus avantageux pour le salarié. Il lui demande s'il peut préciser ses intentions à l'égard de ce problème. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — Il ne semble pas que les conséquences signalées par l'honorable parlementaire soient imputables à une ambiguïté du texte de l'article 54 g du livre II du code du travail lui-même, mais à certaines interprétations que l'on a cru devoir lui donner. Si l'on se réfère à une doctrine administrative bien établie, en vertu des dispositions de l'article 54 g susvisé, le droit à un congé annuel minimum (actuellement fixé à deux jours ouvrables) est acquis au salarié dès que celui-ci a accompli, au cours de la période de référence et chez le même employeur, quatre semaines de travail ou

un temps de travail équivalant à vingt-quatre jours, c'est-à-dire vingt-quatre jours si l'horaire hebdomadaire est réparti sur six jours, vingt-deux jours si cet horaire est réparti sur cinq jours et demi, vingt jours s'il l'est sur cinq jours. Il en résulte évidemment que chaque tranche supplémentaire de même durée doit être considérée comme équivalant à un mois et que le travailleur qui justifie de quarante-huit semaines ou de douze fois vingt-quatre jours (ou période équivalente) de services effectifs au cours de l'année de référence a droit à son congé intégral. La règle ainsi prévue a eu notamment pour objet d'éviter que, pour la moindre absence au cours de la période de référence, le salarié ne perde le droit à une partie de son congé. Rien n'indique que le législateur ait voulu donner à cette règle un caractère subsidiaire. On relève d'ailleurs, au premier alinéa de l'article 54 g, une précision indiquant que la durée totale du congé exigible ne doit pas excéder vingt-quatre jours ouvrables. Cette précision serait sans objet si le calcul devait se faire sur la base des mois civils, puisqu'en effet on ne saurait concevoir que le nombre annuel de ceux-ci, multiplié par deux, donne un produit supérieur à vingt-quatre. Au contraire, cette indication prend tout son sens lorsqu'on admet que chaque période de quatre semaines ouvre droit à deux jours de congé; le nombre de ces périodes étant de treize par an, le législateur a entendu écarter l'hypothèse d'une multiplication par ce nombre, qui conduirait à l'attribution d'un congé de vingt-six jours ouvrables. Rien n'indique non plus que le terme « mois » employé dans la loi doive être entendu au sens de « mois civil ». Au contraire, tout amène à écarter cette interprétation puisque, en particulier, les mois civils (tant d'inégales durées, le droit à congé ne saurait dépendre d'un temps de travail variable. Enfin, en se référant aux mois civils et en donnant à la règle des quatre semaines un caractère subsidiaire, on aboutit, dans certains cas où deux salariés ont accompli des durées de services différentes, à attribuer le plus long congé à celui qui compte le moindre temps de travail. Particulièrement significatif à cet égard est le cas du travailleur absent un seul jour en février et qui n'aurait droit qu'à vingt-deux jours de congé, alors qu'un autre, ayant eu de courtes absences pendant chacun des mois de la période de référence, mais totalisant quarante-huit semaines de travail, aurait droit à vingt-quatre jours de vacances. Cette seule conséquence, qui n'a peut-être pas été assez nettement ressentie jusqu'à présent, suffirait à montrer que le mode de calcul dont il s'agit est contestable.

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL.

Lait (vente du lait entier par demi-litre).

23738. — M. Habib-Deloncle attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur une question qui a soulevé de multiples protestations tant dans la population que parmi les commerçants concernés. Il lui demande quelles raisons ont motivé la décision prise par la direction des prix concernant la suppression de la vente du lait entier par demi-litre; il est actuellement impossible de se procurer cette quantité autrement qu'en lait écrémé; ceci porte préjudice particulièrement aux personnes âgées vivant seules et qui sont dans l'obligation d'acheter le lait par litre pour bénéficier de toutes ses propriétés. Cette mesure paraît tout à fait anormale et il serait souhaitable qu'elle soit annulée et que puisse être rétablie la vente en demi-litre de lait entier. (Question du 25 avril 1972.)

Réponse. — Le type d'emballage qui fait l'objet de la demande de l'honorable parlementaire est prévu par les arrêtés préfectoraux portant fixation des prix de lait de consommation entier. Ce sont les entreprises laitières qui ont décidé de ne plus le présenter à la vente aux consommateurs. Les pouvoirs publics, bien qu'ils n'aient pas la faculté de contraindre les entreprises laitières dans ce domaine, recherchent cependant à faire revenir celles-ci sur leur décision en raison de la gêne qu'elle entraîne pour certaines catégories de consommateurs.

Tourisme (zones de rénovation rurale de montagne).

24315. — M. Bernard-Reymond attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur l'insuffisance des mesures prévues en faveur des agriculteurs qui, dans les zones de rénovation rurale, entreprennent une reconversion totale vers une activité touristique en créant, par exemple, des auberges rurales et des centres d'hébergement de jeunes classes de neige, colonies de vacances. Alors que des subventions sont accordées pour certaines activités touristiques d'appoint — telles que les gîtes ruraux — aucune aide financière n'est prévue pour la pleine reconversion, bien que celle-ci présente un intérêt général bien supérieur du point de vue de l'avenir de l'agriculture et de l'économie en général. Il serait souhaitable d'envisager l'octroi d'une subvention égale

à 10 p. 100 des investissements totaux avec un plafond d'investissement qui pourrait être fixé à 500.000 francs. En matière de prêts, ceux du crédit hôtelier sont limités à 80 p. 100 des investissements effectivement engagés, le terrain n'étant pas pris en compte dans la dépense, s'il est la propriété de l'emprunteur. Il serait souhaitable que le financement du crédit hôtelier soit porté pour de tels investissements à 80 p. 100 ou qu'un autre établissement financier, dans les mêmes conditions de crédit, relaie le crédit hôtelier pour les 20 p. 100 supplémentaires. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre en vue d'offrir aux agriculteurs des zones de montagne des possibilités financières de reconversion totale aux formes particulières du tourisme rural. (Question du 23 mai 1972.)

Réponse. — Ainsi que le rappelle la question posée, l'aide de l'Etat en faveur des activités touristiques propres à améliorer le revenu des exploitations agricoles, notamment dans les zones de montagne et les zones de rénovation rurale, n'a cessé de progresser au cours des dernières années. Aux subventions pour la constitution de gîtes ruraux sont venues s'ajouter les aides maintenant prévues pour l'installation de chambres d'hôte et de camping à la ferme. Pour augmenter les ressources ainsi consacrées à cette action, de nouveaux crédits au titre de la conversion des exploitations pourront être affectés à ces équipements. Une expérience a été lancée l'an dernier pour développer le tourisme à la ferme dans cinq départements du Midi. Si les résultats en sont positifs, cette mesure pourra être étendue à d'autres zones de rénovation rurale, en particulier en montagne. Il est exact cependant que la base réglementaire de ces interventions, nonobstant une interprétation de plus en plus large, fait référence à la notion d'exploitation agricole, à laquelle il n'est plus possible de se rattacher dès lors qu'il s'agit de supprimer complètement un domaine agricole pour le remplacer par une entreprise consacrée à l'hôtellerie et au tourisme. Encore le ministère de l'agriculture et du développement rural peut-il intervenir dans ces cas par les aides qu'il accorde à la formation professionnelle de l'agriculteur désirant acquérir une qualification dans une autre activité, telle que l'hôtellerie, ainsi qu'aux acquisitions permettant d'agrandir une exploitation. Ce pourrait être en l'occurrence le cas de l'exploitant qui reprendrait les terres laissées par l'agriculteur qui se reconverterait totalement dans l'hôtellerie ou une activité annexe. En tout état de cause, les textes en vigueur n'ont d'autre finalité que de permettre l'affectation la plus judicieuse possible des ressources budgétaires qu'il est possible de dégager en faveur du développement des zones de rénovation rurale. Cette limitation oblige à une certaine prudence dans l'adoption de nouvelles mesures, qui risqueraient de se traduire par une réduction des aides dont bénéficient les personnes exerçant, au moins partiellement, une activité agricole dont le maintien demeure un objectif prioritaire pour le développement rural des zones considérées. Les questions se rapportant au crédit hôtelier sont plus particulièrement de la compétence du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme.

Bâtiments d'élevage (subventions).

24361. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'il lui a entendu déclarer à l'Assemblée nationale qu'il avait satisfait les dossiers de demandes de subvention pour bâtiments d'élevage, au cours de l'année 1971, et que, pendant l'année 1972, il pourrait subventionner des nouvelles demandes selon des normes modifiées fixant un prix tenant compte du nombre de bêtes que le bâtiment doit abriter. Or, de divers côtés, il lui est signalé qu'il est répondu aux éleveurs qui font des demandes qu'il reste des dossiers de 1971 en instance et que les nouvelles demandes ne seront honorées qu'en 1973; ce qui, compte tenu de la sous-production française de porcs et de la nécessité de produire plus de viande bovine lui paraît très grave. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour aider les agriculteurs, et en particulier les jeunes agriculteurs, qui veulent moderniser leurs bâtiments d'élevage. (Question orale du 25 mai 1972, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Réponse. — En 1971, le retard subsistant en matière d'attribution de subventions au titre de l'aide spécifique aux bâtiments d'élevage a pu effectivement être apuré, c'est-à-dire que la totalité des demandes en instance au 31 décembre 1970 dans les directions départementales de l'agriculture ont été financées au cours du 1^{er} semestre 1971. Parmi les demandes nouvelles déposées à partir du 1^{er} janvier 1971, celles qui ont été présentées dans le cadre d'un programme réalisé par un groupement de producteurs ont notamment pu être honorées. Les autres le seront sur les crédits ouverts en 1972. Si un certain retard continue à subsister, il n'en reste pas moins qu'un effort particulièrement important a été fait en matière d'aide aux bâtiments d'élevage et que le retard constaté au cours des années antérieures a été largement résorbé. Cet effort se poursuit aussi bien dans le secteur de la production bovine que dans celui de la production porcine où l'application du plan de rationna-

lisation a permis un développement considérable. En 1970 et 1971 en effet ont été créées 200.000 places de truies et 1.000.000 de places de porcs. Des plans de rationalisation ont également été mis en place dans les secteurs bovin et ovin et c'est en 1971, un total de près de 200.000.000 de francs de subvention qui a été attribué au titre de l'aide spécifique aux bâtiments d'élevage. Un chiffre comparable est prévu pour 1972. Aux subventions ainsi attribuées s'ajoutent des prêts à taux réduit du crédit agricole dont un arrêté du 25 avril 1972 a prévu l'octroi jusqu'au 31 décembre 1972.

Successions (droit préférentiel d'attribution).

24762. — M. Ducray attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur le fait que si le décret n° 76-783 du 27 août 1970 a prévu que serait portée de 180.000 francs à 400.000 francs la limite de valeur d'une exploitation agricole pour l'exercice du droit préférentiel d'attribution, par contre ce texte ne peut encore entrer en application par suite du retard apporté par les commissions *ad hoc* à fixer le S. M. I. dans chaque département. Il attire son attention sur le fait que, d'une manière pratique, la limite actuelle de 180.000 francs ne correspond plus à la valeur des exploitations en Beaujolais dont les plus modestes atteignent facilement le chiffre de 400.000 francs et lui demande s'il n'estime pas indispensable en accord avec ses collègues les ministres intéressés, que toutes dispositions utiles soient prises pour que la détermination des S. M. I. départementales soit fixée très prochainement. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — Le décret d'application n° 69-689 du 19 juin 1969 de la loi 68-1245 du 31 décembre 1968 a précisé que les surfaces minima d'installation sont fixées pour chaque région naturelle agricole par arrêté du ministre de l'agriculture pris sur proposition des commissions départementales des structures et après avis de la commission nationale prévue à l'article 182 du code rural. La fixation de ces nouvelles surfaces n'a pu jusqu'à présent intervenir compte tenu du refus des organisations professionnelles agricoles de participer aux travaux des commissions départementales des structures chargées de présenter des propositions à cet effet. Le ministre de l'agriculture se préoccupe de rechercher, avec lesdites organisations, au niveau national, un accord qui conduise à la reprise de l'activité de ces commissions sur ce point particulier de leurs compétences.

Economie montagnarde

(décret d'application de la loi du 3 janvier 1972).

24859. — M. Leroy-Beaulieu rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que les mesures prévues par la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 sont immédiatement applicables dans les communes classées zone de montagne en application de l'article 1110 du code rural. Par contre, les autres régions d'économie montagnarde susceptibles de bénéficier également de ces dispositions doivent être délimitées dans des conditions définies par décret. Il lui demande dans quel délai peut être envisagée la publication du décret visé ci-dessus comme de ceux devant fixer certaines conditions d'application de cette loi. (Question du 16 juin 1972.)

Réponse. — Toutes dispositions voulues ont été prises pour l'élaboration de la réglementation nécessaire à l'application de la loi du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale des régions d'économie montagnarde. Le Conseil d'Etat, en effet, sera saisi dans quelques jours des projets de décrets ci-après, concernant respectivement : a) la délimitation des régions d'économie montagnarde; b) la réglementation des associations foncières pastorales; c) le fonctionnement des groupements pastoraux; d) les prêts à moyen terme susceptibles d'être accordés par le crédit agricole mutuel aux associations foncières pastorales et aux groupements pastoraux. Les dispositions réglementaires ainsi prises devraient pouvoir être publiées et entrer en application avant la fin de l'année en cours.

Alcools (distillation).

24878. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural quel est le nombre de viticulteurs qui, ayant souscrit un contrat de stockage, peuvent bénéficier, compte tenu du minimum imposé de 30 p. 100, de la distillation à 7,10 francs et pour quel volume global. (Question du 16 juin 1972.)

Réponse. — Dans le cadre de la distillation exceptionnelle, il a été donné suite à 874 demandes de distillation, formulées par des producteurs indépendants ou des coopératives, pour un volume global de vin de 2.639.476 hectolitres au bénéfice des conditions particulières accordées pour les détenteurs de contrats de stockage à long terme.

*Exploitations agricoles
(vente d'une terre exploitée par un fermier).*

24998. — **M. Pierre Lelong** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que, lorsqu'il est procédé à la vente amiable d'une terre à usage agricole exploitée par un fermier, celui-ci n'est pas tenu informé des personnes qui se portent acquéreurs, ni des conditions proposées. Seule la S. A. F. E. R. bénéficie, en ce domaine, d'une situation exceptionnelle. Il lui demande les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible, jusqu'à présent, d'étendre au bénéfice des fermiers les dispositions prévues pour les S. A. F. E. R. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — Les raisons qui ont motivé la nécessité pour les S. A. F. E. R. de connaître l'identité de l'acquéreur ne s'appliquent pas mutatis mutandis au preneur en pace. En premier lieu les S. A. F. E. R. ne peuvent contrarier l'exercice du droit de préemption du fermier. D'autre part elles ne sont fondées à intervenir dans une transaction que pour réaliser une meilleure restructuration que celle qui résulterait du libre jeu de l'offre et de la demande. La connaissance du bénéficiaire est donc indispensable. Le droit de préemption constitue pour le fermier un privilège exorbitant du droit commun, c'est pourquoi la loi a strictement délimité les conditions d'application de ce droit. Il n'est pas certain que la suggestion présentée par l'honorable parlementaire apporte un avantage substantiel au fermier, puisque la connaissance de l'identité de l'acquéreur et à condition qu'il connaisse aussi la composition de la famille, ne permettrait qu'une appréciation relative des chances que le preneur pourrait avoir de continuer à exploiter le bien vendu. Quoi qu'il en soit, l'étude de cette délicate question a déjà été abordée avec les organisations professionnelles et elle sera poursuivie avec diligence.

Matériel agricole (zones de montagne).

25156. — **M. Pierre Cornet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur les dispositions du décret n° 72-14 du 4 janvier 1972 portant octroi d'avantages particuliers au titre de la mécanisation agricole en montagne. Il lui fait observer que l'article 2 de ce texte prévoit la publication d'un arrêté précisant les caractéristiques techniques auxquelles doit répondre chacun des matériels visés à l'article 1^{er} du décret, compte tenu des besoins de l'agriculture de montagne. L'article 3 du même décret concerne la publication d'un arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'agriculture qui doit fixer, par catégorie de matériel répandant aux caractéristiques exigées, le montant forfaitaire de la subvention maximum susceptible d'être accordée. Le retard apporté à la publication de ces deux arrêtés est extrêmement regrettable, c'est pourquoi il lui demande s'il envisage leur publication prochaine. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — L'arrêté ministériel fixant les caractéristiques techniques auxquelles doivent répondre les matériels de montagne a été pris le 18 janvier 1972. Il sera publié en même temps que l'arrêté interministériel fixant le montant forfaitaire des subventions accordées par catégorie de matériel, texte en instance de signature.

Fonds national de solidarité (plafond de ressources).

25170. — **M. Lucas** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** l'injustice dont sont victimes les bénéficiaires des I. V. D. attribuées avant le décret du 17 novembre 1969. En effet, ces titulaires d'indemnités viagères de départ (ancien régime) doivent faire figurer dans le calcul des ressources donnant droit à l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité une partie de leur I. V. D. (élément mobile), alors que les nouveaux bénéficiaires ne sont pas tenus de faire figurer leur I. V. D. dans leur ressource minimum. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas devoir supprimer la prise en compte partielle des I. V. D., attribuées par le décret du 6 mai 1963, dans le calcul des ressources donnant droit à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Il est exact que dans la mesure où leurs ressources propres dépassent un certain plafond les bénéficiaires de l'indemnité viagère de départ ancien régime peuvent voir le montant de leur allocation supplémentaire du fonds national de solidarité réduit à due concurrence. Cet état de chose n'avait pas échappé au ministre mais les études approfondies de ce problème n'ont pas permis le lui trouver une solution favorable. Cette distorsion résulte en fait de l'évolution inévitable de l'I. V. D., les nouvelles dispositions ayant été prises en vue de lui assurer une plus grande efficacité sur le plan de l'aménagement foncier. Il ne paraît pas possible par ailleurs

de prendre une mesure d'égalisation en étendant aux anciens attributaires la procédure nouvelle excluant en totalité l'I. V. D. du calcul des ressources des intéressés car elle serait contraire au principe fondamental de la non-rétroactivité des lois et aux prescriptions de l'article 30 du décret n° 69-1029 du 17 novembre 1969. En outre une mesure d'égalisation aurait des répercussions non négligeables sur la gestion du fonds national de solidarité alimenté uniquement par le budget de l'Etat et qui est assurée par un autre département ministériel. En tout état de cause, il convient de remarquer que depuis 1968, date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, deux correctifs appréciables ont été apportés en faveur des intéressés anciens attributaires. D'une part, leurs ressources sociales — retraites et allocations — on été majorées de 44 p. 100 et, d'autre part, le plafond des ressources servant de base à l'allocation de l'allocation supplémentaire a été relevé de 35,5 p. 100. Il en résulte que parmi les anciens bénéficiaires de l'I. V. D. seuls ceux qui ont des ressources importantes et d'une autre origine que sociale ou qui perçoivent un élément mobile élevé, parce qu'ils jouissaient de revenus cadastraux substantiels, restent pratiquement concernés.

Industries agricoles (Etablissements locataires-gérants de France-Elevage à Lanester).

25181. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que le comité d'entreprise des établissements locataires-gérants de France-Elevage, à Lanester (Morbihan), fabriquant des unités de déshydratation de fourrages se plaint du comportement de la Société d'engineering dépendant de l'institut technique des céréales et des fourrages de Paris. Cette société serait sortie de son rôle de conseil technique pour prendre partie d'un point de vue commercial au détriment des établissements de Lanester. Il lui demande s'il peut vérifier la validité de cette grave accusation et, dans le cas où elle serait confirmée, quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à ces pratiques. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — La Société d'engineering pour l'élevage (S. E. E.) est une société privée (société anonyme), récemment fondée par différents organismes professionnels agricoles. Les activités de la société sont essentiellement orientées vers l'étude des équipements, leur mise en place, l'organisation de l'exploitation des ensembles de matériel, le conseil de fonctionnement et la formation des techniciens utilisateurs. Ses domaines d'activités sont les investissements d'élevage : séchage et stockage de grains et des fourrages (déshydratation) et bâtiments d'élevage. Les missions qui lui sont confiées par les coopératives désireuses de s'équiper vont du simple conseil à la maîtrise d'œuvre complète. Pour remplir sa missions, la S. E. E. est dans la nécessité de considérer la production des divers constructeurs dont aucun d'entre eux n'a de participation dans son capital. Des informations recueillies, il ne semble pas que cette société ait favorisé ou défavorisé tel ou tel constructeur.

Semences, graines et plants (vente de semences en emballages scellés).

25185. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur un projet de réglementation de la vente des graines potagères dont l'application serait prévue pour juillet 1972. Ce projet prévoirait que les semences même non certifiées ne pourraient être vendues qu'en emballages scellés inviolables dont les poids seraient fixés arbitrairement. Cela obligerait les marchands grainiers à ne plus détailler en fonction des quantités nécessaires à chacun de leurs clients utilisateurs, les lots plus ou moins importants qu'ils reçoivent des producteurs grainiers, sauf à solliciter autorisation, présence d'un contrôleur, apposition de vignette contrôle payante, tenue obligatoire d'une comptabilité matière, etc. L'approvisionnement des marchands grainiers qui sont tributaires des saisons et par conséquent de besoins différents selon les cas, deviendrait alors difficile, sinon impossible. D'ailleurs la réglementation prévue, appliquée déjà aux graines de semences fourragères, a eu des effets tellement néfastes qu'elle a stérilisé la production et que la France autrefois exportatrice est devenue pays importateur. Pour les autres variétés, l'administration est constamment obligée de pratiquer des dérogations à ses propres décrets, donnant ainsi la preuve de leur inutilité. Il lui demande, dans ces conditions, s'il n'estime pas nécessaire, devant l'opposition unanime de l'ensemble de la profession qui par sa fédération nationale groupe producteurs et détaillants, de surseoir au projet de réglementation prévu. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Les projets de règlement dont il est fait état ne feront qu'appliquer les dispositions de la directive de la Communauté économique européenne concernant la commercialisation des semences de légumes, adoptée le 29 septembre 1970 et entrée en

vigueur le 1^{er} juillet 1972. Cette directive prévoit que les semences de légumes, pour être librement commercialisables dans l'ensemble de la Communauté, doivent répondre à certaines caractéristiques et appartenir à deux catégories : semences certifiées avec contrôle a priori de l'Etat, semences standard, avec contrôle a posteriori. Des dispositions particulières ont été prévues pour la vente en petits emballages. Ceux-ci ont été définis de telle sorte que leur contenu réponde aux exigences des amateurs de jardin et aux besoins des maraichers pour les cultures d'importance réduite. Les textes français ont été élaborés en tenant le plus grand compte des possibilités des entreprises, que ce soit au stade de la production ou du détail. C'est ainsi que le fractionnement du contenu des sacs ou le conditionnement des lots peuvent être effectués par les établissements producteurs grainiers ou marchands grainiers spécialistes, ce qui répond aux principales préoccupations des organisations professionnelles représentatives. Il convient enfin de préciser que ces règlements techniques ont été étudiés, modifiés et acceptés par ces organisations groupées au sein du groupement national interprofessionnel des semences.

Alcools (prestation d'alcool vinique).

25278. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que, depuis la dernière réglementation applicable en matière de prestation d'alcool vinique, les viticulteurs déclarant une récolte inférieure à 50 hectolitres ne sont pas astreints à prestation. Par contre, à ceux qui déclarent plus de 50 hectolitres, le montant de ce qui leur est demandé est calculé à partir du premier hectolitre. Il lui demande s'il n'y a pas là quelque chose d'injuste et de choquant, et s'il ne pense pas devoir instituer une sorte de franchise de 50 hectolitres, applicable à chaque déclaration. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — L'article 7 du règlement 1171/71 du Conseil des communautés européennes du 3 juin 1971, modifié par l'article 1^{er} du règlement 2292/71 du conseil du 26 octobre 1971, ne soumet pas à l'obligation de prestations d'alcool vinique les producteurs isolés qui, au cours d'une campagne viticole, n'ont pas obtenu une production de vin supérieure à 50 hectolitres. Au-dessous de ce seuil, en effet, les difficultés et les frais de collecte sont tels qu'ils condamnent l'opération. Il n'est pas souhaitable de faire bénéficier de cette exonération les viticulteurs déclarant une récolte supérieure à 50 hectolitres, compte tenu de l'intérêt qui résulte de la fourniture de ces prestations dans le cadre de la politique d'amélioration qualitative de la production qui est poursuivie tant sur le plan français qu'au niveau communautaire.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EQUIPEMENT DU LOGEMENT ET DU TOURISME

Catastrophe d'Argenteuil.

23152. — M. Léon Felix rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme les conséquences de la catastrophe qui a eu lieu à Argenteuil le 21 décembre 1971 : vingt morts, des dizaines de blessés, de très importantes destructions. Depuis lors, d'autres explosions, en France et à l'étranger, ont fortement ému l'opinion publique et attiré l'attention sur la nécessité de prendre les mesures qui s'imposent en vue de garantir au maximum la sécurité des personnes et des immeubles, en premier lieu dans les cités et les grands ensembles immobiliers. Il lui demande ce qu'il a déjà fait et ce qu'il compte faire en ce sens, afin d'éviter le renouvellement de tels drames. (Question orale du 25 mars 1972, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Réponse. — A la suite de la catastrophe d'Argenteuil et pour compléter les indications qui lui ont été données à l'occasion de la réponse à une précédente question écrite l'honorable parlementaire a souhaité être informé de ce que le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme avait déjà fait et de ce qu'il comptait faire afin d'éviter le retour de tels drames. Une commission interministérielle a été spécialement chargée d'examiner les modifications à apporter aux règlements applicables en ce domaine. Il a été demandé à Gaz de France et aux régies et distributeurs de gaz non nationalisés de vérifier systématiquement et le cas échéant de remettre en état, l'accès, la signalisation et le fonctionnement des dispositifs extérieurs permettant de suspendre l'arrivée du gaz dans les bâtiments collectifs d'habitation alimentés en moyenne pression. La surveillance de l'accès et de la signalisation de ces dispositifs par les propriétaires ainsi que les conditions de dépôt des clés de commande et de leur emploi ont été fixées par un arrêté préfectoral type, dont le texte a déjà été publié dans de nombreux départements. La liste des immeubles

alimentés en moyenne pression a été communiquée aux services de secours et de lutte contre l'incendie et aux inaires afin que ces derniers puissent notifier aux propriétaires concernés que leurs immeubles sont visés par les dispositions précitées. Le groupe de travail poursuit ses recherches sur l'amélioration des matériaux utilisés et la qualification des personnels chargés de les mettre en œuvre. La consistance des recommandations techniques définitives influera sur les procédures employées pour les mettre en application ainsi que sur le partage des tâches entre le Gaz de France, les installateurs, les propriétaires, les usagers et éventuellement certains organismes de contrôle. Cette étude devrait aboutir à des propositions concrètes avant la fin de l'année 1972, d'ores et déjà les trois décisions suivantes ont été prises : interdiction des brasures à l'étain dites tendres ; obligation d'utiliser des tubes en acier, à l'exclusion de la série extra légère, pour celles des conduites intérieures qui ne sont pas protégées par une gaine ou un dispositif de protection permettant l'aération ; obligation de faire passer à l'extérieur des bâtiments les canalisations d'alimentation des chaufferies en terrasse.

Primes à la construction.

24177. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme quelles sont les grandes lignes de la nouvelle réglementation relative à l'attribution des primes destinées à encourager l'accession à la propriété et indiquer pour quelles raisons de nombreux dossiers de demande sont actuellement classés en attente. (Question du 16 mai 1972.)

Réponse. — En application de l'article 22 du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 relatif aux primes, aux bonifications d'intérêt et aux prêts à la construction, les primes non convertibles en bonifications d'intérêt sont désormais réservées aux personnes qui construisent le logement qu'elles occuperont personnellement, ou qui constituera l'habitation principale de leurs ascendants ou descendants, ou de ceux de leur conjoint. Par ailleurs, des primes convertibles en bonifications d'intérêt, et des prêts spéciaux immédiats du Crédit foncier, éventuellement assortis de suppléments familiaux, peuvent être accordés aux accédants à la propriété d'un logement neuf destiné à l'habitation principale. La qualité de ces prêts a été revalorisée d'environ 25 p. 100, ce qui les a portés, en ordre de grandeur, à 70 p. 100 du prix de revient maximum réglementaire des logements. Leur durée est de vingt ans, le taux d'intérêt, de 6 p. 100 pendant les dix premières années, est, sauf dans certains cas, limitativement défini, porté à 9 p. 100 à l'issue de la dixième année. Les prêts spéciaux immédiats du Crédit foncier ne peuvent, comme précédemment, être accordés qu'aux personnes dont les ressources se situent au-dessous de plafonds réglementaires. Par contre, aucune limite de ressources n'a été fixée pour l'octroi des prêts immobiliers conventionnés (P. I. C.) qui remplacent les anciens prêts spéciaux différés du Crédit foncier. Le montant des P. I. C. peut atteindre 80 p. 100 du prix du logement, dans la limite des maximums réglementaires. Le taux d'intérêt est progressif, de 7,25 à 10 ou 10,50 p. 100, le taux maximum et l'échelonnement de la progression variant avec la durée du prêt. Il est, pour conclure, rappelé qu'il n'existe pas de droit à la prime à la construction. Celle-ci constitue un avantage accordé dans la limite des crédits ouverts, à cet effet, dans le budget de l'Etat. En raison de cette même limite, et dans la mesure où le nombre des demandes déposées excède les possibilités budgétaires de financement, des délais courent, inévitablement, entre la demande et l'obtention éventuelle de la prime. Ces délais peuvent toutefois varier selon les demandes, en fonction des priorités fixées par les préfets, dans le cadre des instructions générales que leur adresse chaque année le ministre de l'équipement et du logement. Pour 1972, ces instructions ont été données par circulaire du 29 novembre 1971, publiée au Journal officiel du 6 janvier 1972.

Jardins (opération Maine-Montparnasse).

24657. — Mme de Hauteclocque rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la couverture des voies de la Société nationale des chemins de fer français, dans le cadre de l'opération Maine-Montparnasse, est prévue au plan d'aménagement du secteur et que sa réalisation fait l'objet d'études précises sur le plan technique, notamment en ce qui concerne la réalisation de jardins sur dalles. Cet espace vert qui devrait couvrir une superficie de 4 hectares et demi sera indispensable à la santé des habitants de ce quartier, dont le nombre se trouvera grossi de l'apport de 10 à 12.000 personnes et qui, si cet aménagement ne devait pas se réaliser, se trouverait particulièrement démunis aussi bien d'un lieu de promenade et de loisirs indispensable dans ce quartier surpeuplé que de

l'oxygène nécessaire à l'existence du citoyen. Cependant, il apparaît que la difficulté est grande de rassembler les crédits très importants, nécessités par une telle réalisation. La tour s'élève, s'achève, les bureaux s'équipent, les appartements s'achèvent ou se louent, mais on ne voit pas apparaître le début de la construction de cet espace vert, élément indispensable pourant, à la perfection de cette réalisation d'urbanisme moderne. Elle lui demande donc : 1° si l'aménagement des voies de la Société nationale des chemins de fer français en espace vert est toujours prévu ; 2° comment sera réalisé son financement et si l'on ne pourrait pas prévoir l'appoint de capitaux privés qui viendraient s'ajouter aux crédits demandés à l'Etat et à la ville de Paris, ce qui semblerait une juste compensation aux désagréments et aux difficultés de toutes sortes imposées à ce quartier parisien par l'implantation d'un ensemble considérable et qui, conformément aux mœurs modernes d'urbanisme et aux exigences de l'environnement ne saurait s'achever de façon satisfaisante si l'on devait abandonner la création de cet espace de verdure, élément indispensable de toute cité moderne. (Question du 7 juin 1972.)

Réponse. — La question de la réalisation d'un espace vert au-dessus des lignes S. N. C. F. de la gare Montparnasse, qui a fait l'objet d'études au cours des dernières années, reste en cours d'examen et relie tout particulièrement l'attention. Il est toutefois à noter que la création d'un jardin sur dalle n'était pas prévue dans l'opération Maine-Montparnasse, la S. N. C. F. n'ayant donné son accord à cette réalisation que sous réserve qu'il n'en résulte aucune charge pour elle. Les éléments de solution doivent donc être recherchés, en fonction de cette réserve. Par délibération du 28 mars 1968, le conseil de Paris a donné un accord de principe au projet et invité le préfet à lui soumettre un mémoire relatif au financement de l'opération et aux participations escomptées. La ville de Paris ne peut en effet faire face seule à cette charge et d'autres sources de financement sont à réunir. En ce sens la question d'une participation financière a été posée aux constructeurs des secteurs I, II et IV de l'opération Maine-Montparnasse, dont les façades sont implantées en bordure même du futur jardin. Un accord sur le principe de cette participation est intervenu en 1968 mais sans que les contributions individuelles aient été déterminées. Les négociations avec les propriétaires riverains doivent donc être reprises à cet égard, en vue d'aboutir à un engagement amiable. Un réexamen de ces différentes possibilités est actuellement effectué au sein de la préfecture de Paris, les conclusions devant être présentées au conseil de Paris à une prochaine session.

Construction (participation des employeurs).

25358. — M. Marc Jacquet rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que dans certains cas exceptionnels il est admis par mesure de bienveillance, par analogie avec la réglementation concernant l'attribution de la prime convertible, qu'une aide à salarié puisse être accordée dans le cadre du 1 p. 100 patronal deux ans au maximum après la date de déclaration d'achèvement des travaux. Cette mesure est prise alors par dérogation aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 12 du décret n° 66-287 du 7 novembre 1966. Il lui fait observer que malgré cette dérogation la limite de deux ans paraît dans bien des cas insuffisante. En effet, les appartements réalisés dans le cadre des programmes d'accession à la propriété se vendent actuellement difficilement et souvent plus de deux années après la déclaration d'achèvement des travaux. Il en résulte qu'un certain nombre de salariés risquent de se voir refuser le prêts à l'accession à la propriété aux candidats qui acquièrent les ne tiennent pas compte des réalités de la conjoncture. Il lui demande s'il n'estime pas, compte tenu de la situation actuelle, qu'une circulaire devrait être prise autorisant les C. I. L. à consentir des prêts à l'accession à la propriété aux candidats qui acquièrent les derniers logements des programmes qui se vendent lentement. En effet, si la mesure générale qui a pour effet de fixer dans le temps la date limite au-delà de laquelle un logement tombe dans le patrimoine « ancien » après avoir fait partie des logements neufs, apparaît nécessaire, il semble non moins nécessaire que des mesures particulières soient adoptées lorsqu'il s'agit de logements neufs qui n'ont pas encore été occupés. Les candidats à cette forme d'accession à la propriété se trouveront alors placés dans des conditions analogues à celles de ceux qui construisent pour leur propre compte en dehors d'un programme collectif d'accession à la propriété. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — La contribution patronale à l'effort de construction a été créée par la loi en vue de susciter la construction de logements neufs et non pour favoriser l'acquisition de logements déjà construits. Il ne peut, dans ces conditions, être envisagé d'accorder, pour l'octroi de prêts sur les fonds ainsi recueillis, une dérogation générale au délai d'un an après la délivrance du certificat de conformité, prévu par l'article 12 du décret 66-826 du 7 novembre 1966 modifié, relatif

à la participation des employeurs à l'effort de construction. Cependant, l'administration examine avec la plus grande bienveillance les demandes de dérogation individuelle à cette règle de principe justifiées par des considérations de caractère conjoncturel.

Baux de locaux d'habitation (maintien dans les lieux).

25439. — M. Sanglier appelle l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les rigoureuses conséquences qu'a, pour certains locataires, l'application du troisième alinéa de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 complétée notamment par le décret n° 66-428 du 24 juin 1966 qui majore de 50 p. 100 le montant du loyer des locaux pour lesquels le droit au maintien dans les lieux a été, postérieurement au 1^{er} juillet 1966, transmis aux descendants majeurs ou aux ascendants qui vivaient effectivement depuis plus d'un an avec l'occupant des locaux considérés. Or, il advient que ces personnes se trouvent placées au décès dudit occupant qui leur ouvre droit au maintien dans les lieux, dans une situation pécuniaire difficile parce qu'elles n'exercent aucune activité rémunérée en raison soit de leur âge, soit d'un handicap physique. Il est bien certain que la majoration de loyer qui est imposée aux intéressés dans de telles circonstances et en vertu des dispositions susrappelées, est susceptible de constituer pour eux une charge souvent insupportable que l'équité commande d'alléger. Il lui demande si des conditions tenant aux ressources, à l'âge et à l'invalidité ne pourraient pas être introduites dans le texte de l'article 27 (3^e alinéa) de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1948, pour exonérer en tout ou en partie de la majoration en cause, les ascendants et les descendants majeurs qui satisferaient à l'une de ces conditions. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Les cas d'exonération de la majoration de 50 p. 100 de la valeur locative, appliquée dans l'hypothèse visée par la présente question écrite, sont limitativement énumérés par l'article 27 de la loi 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 modifiée, relative notamment aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation. Dans cette énumération ne figurent que le conjoint du locataire ou de l'occupant, ou son héritier mineur. Il n'est pas envisagé d'étendre le bénéfice de l'exonération en cause, ce qui irait à l'encontre de la recommandation, déjà inscrite dans le V^e Plan, de tendre au retour à l'unité du marché du logement local. Il convient en effet de considérer que les personnes concernées par les dispositions réglementaires susvisées ont droit au maintien dans les lieux, et sont de ce fait privilégiées.

Equipement et logement : dessinateurs d'exécution.

25504. — M. Berthelot appelle l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur la situation des dessinateurs d'exécution de son ministère. Ils constatent que, malgré l'augmentation des tâches confiées aux différents services et le niveau de connaissances de plus en plus élevé demandé aux agents, ils ont su s'adapter aux besoins nouveaux sans en être payés de retour. La majorité d'entre eux effectuent des travaux débordant très largement les attributions de leur statut (relevés topographiques, études de projets de routes, assainissement, ouvrages d'art, relations avec les entreprises sur chantier, instruction des dossiers permis de construire, rédaction de bordereaux des prix, C. P. S., etc) et ce, depuis des années. Les dessinateurs sont particulièrement attachés au passage de tout leur corps dans le groupe VI avec glissement en échelle chevron dans le groupe VII conformément à la plateforme intersyndicale du plan Masselin de juin 1968. De plus, l'administration, reconnaissant de ce fait que de nombreux dessinateurs font le travail de personnel de cadre B, s'était engagée à fournir la liste des intéressés remplissant cette fonction. Depuis deux ans que cet engagement a été pris, rien n'a été communiqué par le ministère à ce jour. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour : 1° que soit rapidement connue la liste des dessinateurs faisant le travail de personnel de cadre B ; 2° que le corps des dessinateurs puisse passer dans le groupe VI. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Le corps des dessinateurs d'exécution (service de l'équipement) est classé, depuis le 1^{er} janvier 1970, dans le groupe V institué par le décret n° 70-78 du 27 janvier 1970. L'échelle indiciaire qui lui a été accordée est celle qui a été retenue pour l'ensemble des personnels des services du dessin par la commission chargée de la mise en œuvre de la réforme des catégories C et D. Cependant, pour tenir compte du niveau des fonctions exercées par certains dessinateurs, il a été proposé récemment aux départements de l'économie et des finances et

de la fonction publique de créer un grade de dessinateur principal réservé, dans la limite de 20 p. 100 de l'effectif total du corps, à l'avancement des dessinateurs et qui constituerait pour les meilleurs d'entre eux un débouché au niveau du groupe VI. Par ailleurs, en vue de favoriser la promotion interne, des dispositions particulières ont déjà été prises pour faciliter le passage des dessinateurs d'exécution dans le corps des techniciens des travaux publics de l'Etat. C'est ainsi que le concours interne d'assistant technique est ouvert à raison de 15 p. 100 des emplois à pourvoir aux fonctionnaires âgés de quarante ans au plus et justifiant de quatre ans de services. En outre, 10 p. 100 des emplois à pourvoir sont offerts par la voie d'un examen professionnel aux fonctionnaires âgés de quarante ans au moins et comptant dix années de services effectifs dans un emploi de la catégorie C. Les dessinateurs d'exécution ont donc la possibilité d'accéder à un corps de catégorie B pendant toute la durée de leur carrière.

ANCIENS COMBATTANTS

Prisonniers de guerre (blessures de guerre).

23729. — M. Nollou expose à M. le ministre des anciens combattants qu'un militaire prisonnier de guerre en 1940, interné en Allemagne, a été blessé par suite d'un bombardement allié sur son camp d'internement. Du fait de cette blessure par éclat de bombe, il a été réformé et rapatrié en France, avec le bénéfice d'une pension d'invalidité au taux de 60 p. 100. La mention blessures de guerre lui a été refusée car ne sont considérées comme blessures de guerre que les blessures reçues du fait de l'ennemi. Or, ce militaire prisonnier de guerre était interné en territoire ennemi. Il lui demande s'il entend considérer comme blessures de guerre celles dont les prisonniers en territoire ennemi ont été victimes par suite de bombardements alliés. (Question du 25 avril 1972.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'en matière de pensions militaires d'invalidité, seule la blessure reçue en unité combattante est qualifiée de blessure de guerre.

DEFENSE NATIONALE

Défense nationale (programmeurs sous contrat).

25349. — M. Hébert attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la situation des programmeurs sous contrat de la direction technique des constructions et armes navales et de la marine. Le statut de ces personnels avait été défini par le décret du 14 septembre 1962 dont l'abrogation entraîne l'arrêt du recrutement de tout personnel sous contrat. En effet, la loi du 23 décembre 1970 a posé en principe qu'il n'y avait pas dans la fonction publique de corps spécifique de personnel spécialiste du traitement de l'information, cette discipline intéressant tous les secteurs d'activité et devant pouvoir n'être exercée que pendant une partie de la carrière normale des agents qui s'y consacrent. Les programmeurs sous contrat, dont le nombre est très restreint (quatorze à Cherbourg, soixante au total à la D.T.C.N. et à l'état-major marine), sont indispensables au fonctionnement des centres de traitement de l'information. Leur départ entraînerait de graves perturbations. Ces personnels, qui sont souvent fort jeunes et de grande qualité, s'inquiètent de voir le déroulement de leur carrière compromis malgré les assurances qui leur avaient été fournies lors de leur recrutement. Il y aurait donc lieu de fixer leur sort au plus tôt. Une intégration à un corps de fonctionnaires de la catégorie B après concours semble avoir été envisagée, mais cette solution ne paraît pas convenir au corps des techniciens d'études et fabrication. Dans cette hypothèse, outre un problème d'indice, se poserait le problème de fonction, les techniciens d'études et fabrication assurant des fonctions d'encadrement. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu d'envisager pour ces personnels la transformation des contrats du décret de 1962 en contrats du décret du 3 octobre 1949 portant statut des agents sur contrat du ministère de la défense nationale. La catégorie B semble en effet convenir pour recueillir les programmeurs en fonction. Elle aurait l'avantage de permettre un avancement en échelon et en outre d'assurer à ces personnels une progression régulière de leur rémunération que ne comportait d'ailleurs pas le décret de 1962. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — La situation de l'ensemble des programmeurs sur contrat en service dans les administrations de l'Etat est réglée par le décret n° 71-342 du 29 avril 1972 pris en application de la loi n° 70-1211 du 23 décembre 1970. En vertu des articles 11 à 14 de ce texte les programmeurs sur contrat bénéficient de

larges facilités d'intégration ou de recrutement dans des corps de fonctionnaires. Ceux qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire pourront demeurer régis par le décret n° 62-1085 du 14 septembre 1962 s'ils n'ont pas été titularisés. Ces mesures offrent aux intéressés des garanties suffisantes. Il n'est donc pas apparu nécessaire de les compléter par la possibilité de changer la nature du contrat dans le sens préconisé par l'honorable parlementaire. d'autant plus qu'une telle solution aurait été contraire aux principes définis par la loi du 23 décembre 1970.

Ouvriers de l'Etat (arsenal de Roanne).

25505. — M. Pierre Villon expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que les ouvriers (à statut, saisonniers et journaliers) de l'atelier de construction de l'arsenal de Roanne sont inquiets et mécontents du retard apporté aux nombreux problèmes en suspens. Ils demandent l'ouverture de véritables négociations afin que leurs revendications soient satisfaites, notamment : réduction du temps de travail sans diminution de salaire ; arrêt des réductions d'effectifs et intégration des mensualités au statut ; attribution du treizième mois (moitié prime de vacances, moitié fin d'année) ; revalorisation et indexation des primes de travaux insalubres et dangereux ; garantie de 10 p. 100 de changements de catégorie par an ; satisfaction des revendications catégorielles (A. E. T., imprimeurs ; radio-dépanneurs, gardiens-veilleurs, surclassements, etc.) ; amélioration du régime des retraites ; suppression des abattements de zones ; concrétisation plus rapide dans les textes des engagements pris par l'administration. Solidaire de ces revendications, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour les satisfaire. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est invité à se référer à la réponse faite à la question écrite n° 22475 posée par M. Ballanger (Journal officiel, Débats parlementaires de l'Assemblée nationale n° 16 du 15 avril 1972, page 889) pour la plupart des revendications exposées. Deux points particuliers méritent toutefois les précisions suivantes : 1° la réduction de l'horaire hebdomadaire de travail des ouvriers de la défense nationale fait présentement l'objet de discussions avec le département des finances en vue de trouver une solution au cours des prochains mois ; 2° des dispositions concernant l'intégration de la moitié de l'effectif des radio-dépanneurs ont été incluses dans les mesures nouvelles proposées pour le budget 1973.

Militaires

(hommes de troupe français d'origine nord-africaine).

25522. — M. Leroy-Beaulieu attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur le fait qu'un certain nombre d'hommes de troupe d'origine nord-africaine, ayant opté pour la nationalité française et arrivant à quinze ans de service, se trouvent, à l'heure actuelle, rendus à la vie civile sans aucune formation professionnelle et avec une retraite plus que minime, alors qu'ils ont souvent de lourdes charges familiales. En effet, ces hommes de troupe, servant dans des régiments, doivent obligatoirement prendre leur retraite au bout de quinze ans de service alors que s'ils servaient dans un centre mobilisateur ou dans des unités sédentaires, ils pourraient continuer à servir jusqu'à la limite d'âge de cinquante ans. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas possible : 1° d'affecter automatiquement ces hommes de troupe, au bout de quinze ans de service, dans un centre mobilisateur ou dans des unités sédentaires ; 2° dans le négatif, d'envisager de donner à ces hommes de troupe qui ont choisi la France une formation professionnelle qui leur permettrait de réintégrer la vie civile dans les meilleures conditions, et cela afin d'éviter que ces hommes de troupe, qui ont choisi de suivre nos drapeaux, se retrouvent chômeurs, sans aucun métier, et soient souvent dans certains bureaux de main-d'œuvre, primés par la main-d'œuvre nord-africaine dont certains éléments ont servi dans l'armée de la soi-disant libération algérienne. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — 1° La loi et la réglementation actuellement en vigueur autorisent exceptionnellement les hommes du rang sous contrat qui en font la demande à servir au-delà de quinze ans de service et jusqu'à l'âge de cinquante ans dans des emplois sédentaires. Mais cette procédure exceptionnelle ne peut normalement s'appliquer qu'à des personnels possédant un niveau d'instruction générale leur permettant d'effectuer des petits travaux de bureau ou de tenir la comptabilité élémentaire des matériels existant dans un centre mobilisateur par exemple. Elle permet donc de résoudre d'une façon satisfaisante un nombre très limité de cas particuliers. 2° En revanche, les dispositions prises en matière de formation professionnelle des engagés permettent aux hommes du rang nord-africains, justifiant d'un certain niveau de connaissances générales, d'être admis, quelques

mois avant de quitter l'armée, dans un centre de formation professionnelle. Par ailleurs, des études sont en cours en vue de rechercher la possibilité d'admettre en stage de pré-formation, les engagés de niveau général particulièrement faible.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Centre national de la recherche scientifique (personnel).

24767. — M. Benoist demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique, à la suite des grèves récentes au centre national de la recherche scientifique, ce qu'il compte faire pour améliorer les conditions de travail dans ce secteur important de la recherche et, en particulier, pour éviter que la situation de pénurie qui y existe depuis trop longtemps ne conduise à compromettre gravement l'avenir des laboratoires français en ne recrutant qu'un nombre très réduit de chercheurs et techniciens, en laissant sans traitement certains jeunes chercheurs, en licenciant d'autres et en bloquant l'évolution de carrière de tous les personnels. Il lui demande si, avant même que le prochain budget pour 1972 n'apporte une amélioration financière, il ne conviendrait pas de prendre des mesures telles que la réforme des statuts des personnels, apportant à tous les garanties de la fonction publique et, en particulier, un nouveau régime de retraites et de pensions ainsi que la suppression des zones de salaires. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — Pour comprendre les difficultés actuelles du centre national de la recherche scientifique, qui retiennent toute l'attention du ministre chargé de la recherche, il convient de rappeler que l'expansion en matière de création d'emplois de chercheurs qui a caractérisé la fin du V^e Plan n'avait pas été accompagnée d'une augmentation proportionnelle des crédits de fonctionnement. Ceux-ci ont au contraire subi une forte diminution dans les années 68-70. Un déséquilibre croissant entre l'augmentation des postes de chercheurs et les moyens qui leur étaient fournis a en conséquence perturbé la vie interne des laboratoires. Ce sont les inconvénients de cette situation auxquels le VI^e Plan entend remédier, en mettant l'accent en priorité sur le renforcement des moyens en matériel et en fonctionnement des chercheurs. L'adoption d'un rythme de création d'emplois relativement réduit devrait ainsi permettre un assainissement progressif de la situation et une amélioration notable du fonctionnement des laboratoires. Par voie de conséquence, des mesures devraient être prises pour améliorer la carrière des chercheurs tout en favorisant une saine mobilité. Ce problème figurera à l'ordre du jour du prochain comité interministériel de la recherche. Les précisions suivantes peuvent de plus être données à l'honorable parlementaire: 1° Il est exact qu'au budget de 1972 le nombre de postes nouveaux de chercheurs et de techniciens n'est pas très important. En effet, comme il a été indiqué plus haut, l'accent a été mis en priorité sur le renforcement des moyens en matériel et en fonctionnement des chercheurs. Au surplus, le centre devrait faire face à une importante augmentation des dépenses du personnel en raison du nombre croissant de chercheurs promus par ancienneté dans les échelons élevés; 2° Les non-renouvellements de contrat d'attachés de recherche pratiqués en 1971 n'ont pas été dus à l'insuffisance du nombre de postes budgétaires, mais ont été prononcés pour des motifs d'ordre strictement scientifique. Au total, le nombre des attachés de recherche dont le contrat n'a pas été renouvelé n'a guère dépassé la cinquantaine; 3° Des efforts sensibles ont été faits en 1972 pour faciliter l'évolution des carrières des chercheurs et des techniciens: a) en ce qui concerne les chercheurs, le nombre des promotions au grade de chargé de recherche comme au grade de maître de recherche sera supérieur en 1972 à ce qu'il a été en 1971, b) en ce qui concerne les ingénieurs et les techniciens, les changements de catégories qui pourront être accordés en 1972 seront plus importants qu'en 1971; 4° Des textes sont actuellement à l'étude tant en ce qui concerne le statut des ingénieurs, techniciens et administratifs que celui des chercheurs. Ils tendront à apporter au personnel du C.N.R.S. des améliorations de carrière, en tenant compte de la vocation propre de celui-ci; 5° La direction du C.N.R.S. et la D.G.R.S.T. étudient les conditions dans lesquelles le régime de retraites des personnels du C.N.R.S., déjà substantiellement amélioré par la création de l'IRCANTEC, pourrait encore faire l'objet d'adaptations compatibles avec la vocation propre de ces personnels.

Electricité de France (Béthune).

24946. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur la situation particulièrement défavorable qui serait faite au personnel du centre

de distribution Electricité de France-Gaz de France de Béthune par la suppression de ce centre. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour prévenir les effets néfastes qu'aurait auprès de la clientèle de la région de Béthune la construction d'un centre de remplacement à Amiens pour résoudre les graves problèmes sociaux provoqués par le déplacement de trois cents familles et la suppression à Béthune de trois cents emplois. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — La nouvelle organisation des services de la distribution d'Electricité de France et de Gaz de France dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme aura, en effet, pour conséquence la suppression du centre de distribution de Béthune. Cependant, les relations avec le public et les clients industriels d'E.D.F. et de G.D.F. n'auront pas à souffrir de la nouvelle organisation, les services opérationnels restant sur place et devant être améliorés dans les prochaines années. S'il est certain que la suppression du centre de Béthune entraînera le transfert à Amiens et à Arras d'un certain nombre de postes de travail, il n'est pas possible en l'état actuel des études d'en préciser le nombre, qui sera de toute façon inférieur à celui avancé par l'honorable parlementaire. Le personnel du centre de Béthune sera transféré dans d'autres unités d'Electricité de France et de Gaz de France, sans doute en grande majorité dans les centres d'Amiens et d'Arras. Les problèmes humains posés par ces transferts de lieu de travail seront tous examinés avec le souci d'aboutir aux meilleures solutions possibles, dans le sens des directives données à ce sujet par les directions générales d'Electricité de France et de Gaz de France.

Automobiles (accessoires).

25158. — M. Dupont-Fauville rappelle à M. le ministre du développement industriel et scientifique que les constructeurs d'automobiles mettent en place sur les véhicules neufs des accessoires qui leur sont fournis par des sous-traitants, ces accessoires devant répondre à des normes bien précises, soit dans le domaine de la sécurité, soit dans le domaine de la lutte contre la pollution. Par contre lorsque les pièces en cause doivent, en cours d'usage des véhicules automobiles, être changées, elles peuvent être remplacées par d'autres pièces apparemment analogues mais qui ne répondent pas aux mêmes normes. Cette pratique est regrettable, c'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il envisage afin que les accessoires automobiles qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients, soit au point de vue de la sécurité des automobilistes, soit en raison de la pollution qu'ils peuvent provoquer, soient soumis, lorsqu'il s'agit de pièces de remplacement aux mêmes normes que celles exigées en première monte par les constructeurs. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Il est exact que pour assurer la sécurité des usagers ou pour lutter contre la pollution que peuvent provoquer les véhicules automobiles, certaines pièces ou accessoires de ceux-ci doivent correspondre à des cahiers des charges annexés au code de la route. La commercialisation et l'utilisation de ces équipements ne sont possibles — qu'ils soient destinés à la fabrication des automobiles (première monte) ou à leur réparation — que s'ils ont été dûment homologués par l'administration. Mais pour les autres éléments constitutifs des véhicules, l'homme de l'art, responsable de son travail, peut librement utiliser des pièces ou accessoires différant de ceux utilisés d'origine par les constructeurs. Cette liberté est nécessaire car elle permet une concurrence entre les fabricants d'équipements ce qui maintient les prix les plus justes au bénéfice final des usagers.

ECONOMIE ET FINANCES

Notaires (honoraires).

21455. — M. Dellaune expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'au cours du V^e Plan il a été procédé par la S.E.M.A. à une enquête approfondie sur le notariat français. Les résultats de cette enquête ont prouvé que le produit brut des études ressortait à un peu plus d'un pour cent des capitaux exprimés dans les actes et que ce produit brut avait diminué d'environ un tiers depuis dix ans, par suite de l'augmentation des charges et de la non-revalorisation du tarif en vigueur depuis 1956. Le dossier a été transmis par le conseil supérieur du notariat français à M. le ministre de la justice qui, après étude, l'a lui-même transmis à M. le ministre de l'économie et des finances, avec avis favorable. La revalorisation du produit brut des études porte en fait sur deux points: le premier est un rehaussement des honoraires fixes, dont le minimum actuel est sans rapport avec le coût réel, surtout dans le notariat rural, ainsi que l'a prouvé l'enquête de la S.E.M.A.; le second est non un rehausse-

ment du pourcentage des honoraires proportionnels, mais un élargissement des tranches qui s'harmoniserait avec les prix pratiqués dans l'immobilier. En conséquence il lui demande les raisons pour lesquelles les résultats de cette enquête ont été rejetés par ses services, malgré l'avis favorable du ministre de la justice, et souhaiterait qu'un nouvel examen soit effectué, toutes les branches de la société française, sauf le notariat depuis quinze ans, ayant reçu dans le domaine du revenu diverses satisfactions. (Question du 14 décembre 1971.)

Notaires (honoraires).

24305. — M. Deliaune rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances sa question écrite n° 21455, parue au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 15 décembre 1971, page 6739. Malgré plusieurs rappels cette question qui date maintenant de plus de cinq mois n'a toujours pas obtenu de réponse. Comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème soulevé il lui en renouvelle les termes et lui expose à nouveau : qu'au cours du V^e Plan, il a été procédé par la S.E.M.A. à une enquête approfondie sur le notariat français. Les résultats de cette enquête ont prouvé que le produit brut des études ressortait à un peu plus de 1 p. 100 des capitaux exprimés dans les actes et que ce produit brut avait diminué d'environ un tiers depuis dix ans, par suite de l'augmentation des charges et de la non-revalorisation du tarif en vigueur depuis 1958. Le dossier a été transmis par le conseil supérieur du notariat français à M. le garde des sceaux, qui, après étude, l'a lui-même transmis à M. le ministre de l'économie et des finances, avec avis favorable. La revalorisation du produit brut des études porte en fait sur deux points : le premier est un rehaussement des honoraires fixes, dont le minimum actuel est sans rapport avec le coût réel, surtout dans le notariat rural, ainsi que l'a prouvé l'enquête de la S.E.M.A. ; le second est, non un rehaussement du pourcentage des honoraires proportionnels, mais un élargissement des tranches qui s'harmoniserait avec les prix pratiqués dans l'immobilier. Il lui demande pour quelles raisons les résultats de cette enquête ont été rejetés par ses services, malgré l'avis favorable de M. le garde des sceaux, et souhaiterait qu'un nouvel examen soit effectué, toutes les branches de la société française, sauf le notariat depuis quinze ans, ayant reçu dans le domaine du revenu diverses satisfactions. (Question du 23 mai 1972.)

Réponse. — Les demandes de revalorisation des tarifs des notaires, présentées par le conseil supérieur du notariat, ont fait l'objet d'un examen très attentif par les services du ministère de l'économie et des finances. La valeur de ces tarifs doit être jugée en fonction de l'évolution des recettes qu'ils procurent aux notaires. Cette évolution est différente selon les caractéristiques des tarifs applicables : les émoluments proportionnels, dont les bases de calcul ont été établies en 1953, ont évolué en fonction de l'importance des capitaux traités ; une révision en hausse des deux tranches inférieures au barème de ces émoluments a été effectuée en application du décret n° 68-1060 du 27 décembre 1966 ; les émoluments fixes, qui rémunèrent forfaitairement les notaires pour un certain nombre d'actes (brevets, minutes, procurations...) font l'objet de réévaluations régulières, pour tenir compte de l'évolution du coût de la vie ; la dernière réévaluation résulte du décret n° 66-1060 du 27 décembre 1966. La révision de cette tarification nécessite une analyse approfondie, fondée sur la connaissance de l'évolution, très variable, des revenus résultant de ses différents éléments. A l'appui de ses demandes de revalorisation, le conseil supérieur du notariat a présenté une étude fournie par un organisme privé. Or cette étude, quel que soit l'intérêt qu'elle présente par ailleurs, résulte d'une enquête portant sur un échantillon très limité (trois études notariales) alors que la précédente revalorisation avait été fondée sur une enquête portant sur quatre-vingt-dix-huit études. De plus, les conclusions sont établies à partir de comparaisons qui ne peuvent suffire pour évaluer le niveau des tarifs pratiqués : il n'est pas possible, notamment, de considérer que les recettes doivent évoluer de manière strictement parallèle aux capitaux traités — ces derniers variant en fonction de l'augmentation des affaires et du mouvement des prix. Il a même été observé que l'accroissement des recettes résultant des tarifs applicables aux opérations d'augmentation de capital était tel que, dans certains cas, les notaires ont été amenés à consentir des abandons partiels d'honoraires. C'est pourquoi le ministère de l'économie et des finances a demandé un complément d'étude, et constitué dans ce but, en plein accord avec le garde des sceaux, une mission d'enquête, dirigée par un inspecteur général des finances et par un magistrat. Les rapports des enquêteurs viennent d'être déposés et leurs conclusions font actuellement l'objet d'un examen, à l'issue duquel les modifications compatibles avec les objectifs généraux de la politique des prix pourront être apportées aux tarifs en cause.

Chèques postaux (publicité).

22363. — M. Lebon demande à M. le ministre de l'économie et des finances (commerce) s'il a fait des représentations auprès de son collègue des postes et télécommunications qui a confié à La Redoute, à Roubaix, une publicité véhiculée par l'intermédiaire des enveloppes des chèques postaux, cela au moment où les commerçants subissent les inconvénients du développement des grandes surfaces et des formes commerciales comme celle citée ci-dessus. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — La publicité sur les enveloppes utilisées par le service des chèques postaux n'est contraire à aucune disposition législative ou réglementaire. Elle est ouverte à tous les annonceurs et ses recettes contribuent à la couverture des charges d'exploitation de ce service. La question posée par l'honorable parlementaire comporte donc une réponse négative.

Coopératives scolaires (taxe sur la valeur ajoutée).

24328. — M. Gissinger appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'application aux coopératives scolaires des dispositions de l'article 17 de la loi n° 1199 du 21 décembre 1970. L'article 12 de la loi n° 70-576 du 3 juillet 1970 prévoit que les associations constituées et déclarées selon les règles de la loi du 1^{er} juillet 1901 peuvent être imposées forfaitairement et ainsi bénéficier de la décade générale si l'impôt annuel est compris entre 1.200 francs et 4.800 francs et de la franchise si cet impôt est au-dessous de 1.200 francs. Comme dans beaucoup d'associations nationales les coopératives scolaires deviennent par adhésion des sections locales de l'office central de la coopération à l'école, association créée en application de la loi de 1901 et reconnue d'utilité publique. Dans l'application de l'ancienne taxe sur les spectacles, il était d'usage de tolérer l'exonération pour les quatre premières manifestations de l'année organisées par les sections locales considérées séparément, comme pour l'association elle-même. Par contre, la décade et l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée semblent devoir s'appliquer uniquement à l'association, non à ses sections locales considérées séparément. Afin de permettre à celles-ci de bénéficier des mêmes avantages que l'association dont elles dépendent, deux solutions peuvent être envisagées : soit que chaque section locale se constitue elle-même en association, type loi 1901 ; soit que le législateur prévoit un additif en faveur des sections locales. La transformation de la section locale en association loi 1901 entraîne des démarches compliquées pour un petit groupement et risque de nuire à l'unité de l'association nationale. D'autre part, si elle est possible pour les sections locales composées de membres adultes, elle ne l'est pas pour les coopératives scolaires composées de membres mineurs. Il ne saurait non plus être question d'introduire des adultes dans l'administration d'une coopérative scolaire de même structure pédagogique que la classe ou l'établissement. Cette ingérence serait contraire à l'esprit et aux buts de la coopération scolaire. La dérogation en faveur des sections locales d'une association nationale existe peut-être dans l'esprit des textes en ce qui concerne les associations scolaires. Les circulaires ministérielles du 11 février 1954 et du 28 janvier 1955 prévoient que les associations scolaires dont les membres sont évidemment mineurs sont dispensées de déclaration à la préfecture et officialisées par déclaration à l'inspection académique. Il suffit de se référer à l'esprit de ces circulaires pour assimiler les coopératives scolaires à ces associations scolaires, étant entendu qu'elles sont officialisées par leur adhésion à l'office central de la coopération à l'école, association nationale reconnue d'utilité publique. Il peut également être fait référence aux instructions officielles de l'éducation nationale qui recommandent la pratique de la coopération à l'école et aux instructions du 15 juillet 1963 et du 18 septembre 1964 qui rendent obligatoire la création d'une coopérative dans les classes terminales pratiques et les classes de transition. Le paradoxe d'un impôt frappant une institution officiellement recommandée et même rendue obligatoire dans certains cas a sans doute échappé au législateur. Il lui demande en raison des arguments qu'il vient de lui exposer s'il entend retenir la seconde solution proposée, à savoir la diffusion d'une instruction administrative assouplissant le régime général : soit en étendant aux coopératives scolaires les avantages accordés à l'association nationale, l'office central de la coopération à l'école ; soit en les considérant elles-mêmes comme associations scolaires dispensées de la déclaration prévue par la loi 1901. (Question du 2 mai 1972.)

Coopératives scolaires (taxe sur la valeur ajoutée).

24458. — M. Vancalster expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 12 de la loi n° 576 du 3 juillet 1970 prévoit que les associations constituées et déclarées selon les règles de la loi du 1^{er} juillet 1901 peuvent être imposées forfaitairement

et ainsi bénéficier de la décote générale si l'impôt annuel est compris entre 1.200 francs et 4.800 francs et de la franchise si cet impôt est au-dessous de 1.200 francs. Comme dans beaucoup d'associations nationales, les coopératives scolaires deviennent par adhésion des sections locales de l'office central de la coopération à l'école, 101bis, rue du Ranelagh, Paris (16^e), association déclarée à la préfecture de police le 3 mai 1928 sous le numéro 166172 (*Journal officiel* du 22 février 1930) et reconnue d'utilité publique (*Journal officiel* du 9 décembre 1968). Dans l'application de l'ancienne taxe sur les spectacles, il était d'usage de tolérer l'exonération pour les quatre premières manifestations de l'année organisées par les sections locales considérées séparément, comme pour l'association elle-même. Par contre, la décote et l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée semblent devoir s'appliquer uniquement à l'association, non à des sections locales considérées séparément. Afin de permettre à celles-ci de bénéficier des mêmes avantages que l'association dont elles dépendent, deux solutions peuvent être envisagées : soit que chaque section locale se constitue elle-même association type loi de 1901, soit que le législateur prévoit un additif en faveur des sections locales. 1. La transformation de la section locale en association de loi 1901 entraîne des démarches compliquées pour un petit groupement et risque de nuire à l'unité de l'association nationale. D'autre part, si elle est possible pour les sections locales composées de membres adultes, elle ne l'est pas pour les coopératives scolaires de membres mineurs. Il ne saurait être question non plus d'introduire des adultes dans l'administration d'une coopération scolaire qui est une structure pédagogique de la classe ou de l'établissement. Cette ingérence serait contraire à l'esprit et aux buts de la coopération scolaire. 2. La dérogation en faveur des sections locales d'une association nationale existe peut-être dans l'esprit des textes en ce qui concerne les associations scolaires dont les membres sont évidemment mineurs qui étaient dispensés de déclaration à la préfecture et officialisées par déclaration à l'inspection académique. Il suffit de se référer à l'esprit de ces circulaires pour assimiler les coopératives scolaires à ces associations scolaires, étant entendu qu'elles sont officialisées par leur adhésion à l'office central de la coopération à l'école, association nationale reconnue d'utilité publique. Il peut également être fait référence aux instructions officielles de l'éducation nationale qui recommandent la pratique de la coopération à l'école et aux instructions du 15 juillet 1963 et du 18 septembre 1964 qui rendent obligatoires la création d'une coopérative dans les classes terminales pratiques et les classes de transition. Le paradoxe d'un impôt frappant une institution officiellement recommandée et même rendue obligatoire dans certains cas a sans doute échappé au législateur. Il lui demande donc s'il entend assurer la diffusion d'une instruction administrative assouplissant le régime général : soit en étendant aux coopératives scolaires les avantages accordés à l'association nationale l'office central de la coopération à l'école, soit en les considérant elles-mêmes comme associations scolaires dispensées de la déclaration prévue par la loi de 1901. (Question du 30 mai 1972.)

Coopératives scolaires (taxe sur la valeur ajoutée).

24720. — M. de Montesquiou attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des coopératives scolaires en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Ces coopératives, qui sont des sociétés d'élèves gérées par ceux-ci avec le concours des maîtres, en vue d'activités communes, sont, la plupart du temps, composées de membres mineurs. Elles ne peuvent, de ce fait, être transformées en associations constituées et déclarées selon les règles fixées par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elles représentent des sections locales de l'office central de la coopération à l'école, lequel est constitué lui-même sous forme d'association déclarée et reconnue d'utilité publique, à laquelle s'appliquent les dispositions de l'article 12 de la loi n° 70-576 du 3 juillet 1970 lui permettant de bénéficier de la franchise et de la décote pour les opérations imposables à la taxe sur la valeur ajoutée. Sous le régime de l'impôt sur les spectacles, applicable antérieurement au 1^{er} janvier 1971, les coopératives scolaires bénéficiaient, au même titre que l'office central de la coopération à l'école, de l'exonération d'impôt pour les quatre premières manifestations de l'année organisées par elles. Il est donc normal que, sous le régime de la taxe sur la valeur ajoutée, les coopératives scolaires bénéficient des mêmes avantages fiscaux que l'association dont elles dépendent et que, par conséquent, les dispositions de l'article 12 de la loi du 3 juillet 1970 leur soient applicables. Cela est d'autant plus souhaitable que les manifestations organisées par ces coopératives constituent une partie importante de leurs ressources et qu'elles ont elles-mêmes un caractère culturel. Il lui demande : 1° si les dispositions de l'article 4 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier actuellement soumis au Parlement sont susceptibles de résoudre de manière satisfaisante le cas des coopératives scolaires, celles-ci étant considérées comme « groupements légalement constitués qui ne poursuivent pas un but lucratif » ; 2° dans la

négative, s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles par voie de circulaire administrative en vue : soit d'étendre aux coopératives scolaires les avantages accordés à l'office central de la coopération à l'école ; soit de les assimiler aux associations scolaires, visées par les circulaires des 11 février 1954 et 28 janvier 1955, en les dispensant de déclaration à la préfecture, lesdites coopératives étant officialisées par leur adhésion à l'office central de la coopération à l'école. (Question du 9 juin 1972.)

Coopératives scolaires (taxe sur la valeur ajoutée).

24804. — M. Bernard-Reymond attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des coopératives scolaires en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Ces coopératives, qui sont des sociétés d'élèves gérées par ceux-ci avec le concours des maîtres, en vue d'activités communes, sont, la plupart du temps, composées de membres mineurs. Elles ne peuvent, de ce fait, être transformées en associations constituées et déclarées selon les règles fixées par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elles représentent des sections locales de l'office central de la coopération à l'école, lequel est constitué lui-même sous forme d'association déclarée et reconnue d'utilité publique, à laquelle s'appliquent les dispositions de l'article 12 de la loi n° 70-576 du 3 juillet 1970 lui permettant de bénéficier de la franchise et de la décote pour les opérations imposables à la taxe sur la valeur ajoutée. Sous le régime de l'impôt sur les spectacles, applicable antérieurement au 1^{er} janvier 1971, les coopératives scolaires bénéficiaient, au même titre que l'office central de la coopération à l'école, de l'exonération d'impôt pour les quatre premières manifestations de l'année organisées par elles. Il est donc normal que, sous le régime de la taxe sur la valeur ajoutée, les coopératives scolaires bénéficient des mêmes avantages fiscaux que l'association dont elles dépendent et que, par conséquent, les dispositions de l'article 12 de la loi du 3 juillet 1970 leur soient applicables. Cela est d'autant plus souhaitable que les manifestations organisées par ces coopératives constituent une partie importante de leurs ressources et qu'elles ont elles-mêmes un caractère culturel. Il lui demande : 1° si les dispositions de l'article 4 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier actuellement soumis au Parlement sont susceptibles de résoudre de manière satisfaisante le cas des coopératives scolaires, celles-ci étant considérées comme « groupements légalement constitués qui ne poursuivent pas un but lucratif » ; 2° dans la négative, s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles par voie de circulaire administrative en vue : soit d'étendre aux coopératives scolaires les avantages accordés à l'office central de la coopération à l'école ; soit de les assimiler aux associations scolaires, visées par les circulaires des 11 février 1954 et 28 janvier 1955, en les dispensant de déclaration à la préfecture, lesdites coopératives étant officialisées par leur adhésion à l'office central de la coopération à l'école. (Question du 14 juin 1972.)

Coopératives scolaires (taxe sur la valeur ajoutée).

24805. — M. Boudet attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des coopératives scolaires en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Ces coopératives, qui sont des sociétés d'élèves gérées par ceux-ci avec le concours des maîtres, en vue d'activités communes, sont, la plupart du temps, composées de membres mineurs. Elles ne peuvent, de ce fait, être transformées en associations constituées et déclarées selon les règles fixées par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elles représentent des sections locales de l'office central de la coopération à l'école, lequel est constitué lui-même sous forme d'association déclarée et reconnue d'utilité publique, à laquelle s'appliquent les dispositions de l'article 12 de la loi n° 70-576 du 3 juillet 1970 lui permettant de bénéficier de la franchise et de la décote pour les opérations imposables à la taxe sur la valeur ajoutée. Sous le régime de l'impôt sur les spectacles, applicable antérieurement au 1^{er} janvier 1971, les coopératives scolaires bénéficiaient, au même titre que l'office central de la coopération à l'école, de l'exonération d'impôt pour les quatre premières manifestations de l'année organisées par elles. Il est donc normal que, sous le régime de la taxe sur la valeur ajoutée, les coopératives scolaires bénéficient des mêmes avantages fiscaux que l'association dont elles dépendent et que, par conséquent, les dispositions de l'article 12 de la loi du 3 juillet 1970 leur soient applicables. Cela est d'autant plus souhaitable que les manifestations organisées par ces coopératives constituent une partie importante de leurs ressources et qu'elles ont elles-mêmes un caractère culturel. Il lui demande : 1° si les dispositions de l'article 4 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier actuellement soumis au Parlement sont susceptibles de résoudre de manière satisfaisante le cas des coopératives scolaires, celles-ci étant considérées comme « groupements légalement constitués qui ne poursuivent pas un but lucratif » ; 2° dans la négative, s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles par voie de circulaire administrative en vue : soit d'étendre aux coopé-

ratives scolaires les avantages accordés à l'office central de la coopération à l'école ; soit de les assimiler aux associations scolaires, visées par les circulaires des 11 février 1954 et 28 janvier 1955, en les dispensant de déclaration à la préfecture, lesdites coopératives étant officialisées par leur adhésion à l'office central de la coopération à l'école. (Question du 14 juin 1972.)

Coopératives scolaires (taxe sur la valeur ajoutée).

25032. — M. Soisson attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le régime fiscal des coopératives scolaires. Il lui rappelle qu'en application de l'article 12 de la loi du 3 juillet 1970, les associations, constituées et déclarées selon les règles de la loi du 1^{er} juillet 1901, peuvent être imposées forfaitairement et ainsi bénéficier d'une décade si le montant de l'impôt est compris entre 1.200 et 4.800 francs et d'une franchise si le montant est inférieur à 1.200 francs. Or, en droit, les coopératives scolaires ne sont pas des associations mais des sections locales d'une association nationale : l'office central de la coopération à l'école, association déclarée à la préfecture de police le 3 mai 1928 et reconnue d'utilité publique. Il lui précise que, pour l'application de l'ancienne taxe sur les spectacles, il était d'usage de tolérer une exonération pour quatre manifestations organisées par les coopératives scolaires. L'application du nouveau régime donne lieu à une interprétation parfois restrictive de l'administration fiscale. Aussi lui demande-t-il s'il ne lui semble pas possible soit de considérer les coopératives scolaires comme des associations de la loi de 1901, soit de leur accorder les avantages fiscaux qui sont ceux de l'association nationale dont elles constituent des sections locales. (Question du 23 juin 1972.)

Réponse. — L'article 41 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 prévoit que chaque section locale d'une association de caractère national organisant des spectacles au profit d'activités désintéressées est considérée isolément pour l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée. En vertu de ce texte, les sections locales de l'office central de la coopération à l'école, qui organisent des spectacles de bienfaisance, peuvent, au regard de cette taxe, être prises en compte séparément, faire l'objet d'un forfait distinct de chiffre d'affaires et, le cas échéant, bénéficier isolément du régime de la franchise et de la décade générale, ce qui répond au vœu exprimé par les intéressés en cette matière.

T. V. A. (remboursement des crédits de).

24486. — M. Leroy-Beaulieu appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions du décret n° 72-102 du 4 février 1972 relatif au remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée déductible. Le principe du droit à déduction en matière de taxe sur la valeur ajoutée, tel qu'il avait été appliqué jusqu'à l'intervention de ce texte, comportait certaines limitations. C'est ainsi qu'en application de la règle du butoir les entreprises n'avaient pas toujours la possibilité de déduire la totalité des taxes qui grevaient leurs achats. Le décret du 4 février 1972 devait en principe remédier à ce grave inconvénient. Il lui expose cependant que la formule de remboursement que doivent remplir les demandeurs fait état de dispositions très restrictives puisqu'elle prévoit que l'excédent du crédit de taxe sur la valeur ajoutée dû au titre de l'année 1971 et versé par l'intermédiaire des fournisseurs aux contributions indirectes ne donnera lieu qu'à un remboursement d'un quart, les autres trois quarts étant bloqués jusqu'en 1973 à la disposition de l'administration fiscale. Par ailleurs, le quart remboursable doit atteindre un minimum de 500 francs et ne pas dépasser 5.000 francs. C'est ainsi qu'il a eu connaissance d'une situation particulière dans laquelle l'application des dispositions ainsi rappelées entraîne pour le commerçant demandeur la nécessité d'attendre un an pour être remboursé du total, le quart des sommes qui lui sont dues n'atteignant pas 500 francs. Cette restriction est extrêmement grave dans ce cas car il s'agit d'une petite exploitation et à ce crédit de taxe sur la valeur ajoutée vient s'ajouter celui dû pour l'année 1972 au titre du butoir. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de modifier la formule de remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée fixée par le décret précité de telle sorte que le remboursement annuel total puisse s'effectuer dans une période d'un an. (Question du 31 mai 1972.)

Réponse. — Le décret n° 72-102 du 4 février 1972 qui a supprimé, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, la règle dite du butoir, prévoit le remboursement des crédits de taxe déductible dont disposent les assujettis. Aux termes de l'article 5 de ce texte, les assujettis qui détenaient un crédit au 31 décembre 1971, ont droit au remboursement d'une somme égale au quart du quotient obtenu en divisant la somme des crédits figurant sur les déclarations relatives aux affaires de 1971 par le nombre total de déclarations dépo-

sées au titre de la même année. Dans un souci d'allègement des procédures il a été prévu que la somme à rembourser doit être au moins égale à 500 francs, mais il n'existe pas de limite maximum. En vertu de l'article 3 du décret, les mêmes assujettis peuvent également, depuis le 1^{er} janvier 1972, obtenir le remboursement de leurs crédits de taxe déductible, à concurrence de la fraction supérieure à un crédit de référence égal aux trois quarts du quotient ci-dessus défini, soit au terme de chaque année civile, soit au terme d'un trimestre civil à condition que le remboursement porte sur un montant minimum de 1.000 francs pour l'année ou de 5.000 francs pour le trimestre. Ces seuils ont été fixés en considération des préoccupations déjà évoquées. Dans l'exemple cité par l'honorable parlementaire, le redevable, qui détenait un crédit au 31 décembre 1971, n'a pu faire une demande de remboursement pour un montant au moins égal à 500 francs dans le cadre de l'article 5 du décret et selon toute vraisemblance ses excédents de crédits nouveaux n'atteindront pas 5.000 francs en 1972 de telle sorte qu'ils ne pourront donner lieu à remboursement en cours d'année. Mais une demande pourra être utilement présentée à l'expiration de l'année 1972, à la seule condition qu'elle porte sur un minimum de 1.000 francs.

Obligation d'entretien (I. R. P. P.).

24605. — M. Mazeaud expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 342 du code civil, dans sa nouvelle rédaction, dispose que l'enfant naturel dont la filiation paternelle n'est pas légalement établie peut réclamer des subsides à celui qui a eu des relations avec sa mère pendant la période légale de la conception. Il lui demande : 1° si ces subsides sont admis en déduction du revenu global imposable à l'impôt sur le revenu de leur débiteur en application de l'article 156-II-2° du code général des impôts, nonobstant la circonstance qu'ils ne correspondent pas à l'exécution de l'obligation alimentaire définie par les articles 205 à 211 du code civil mais à l'obligation d'entretien résultant de la présomption de procréation ; 2° si ces mêmes subsides constituent pour la mère de l'enfant naturel un revenu imposable au sens de l'article 82 du code général des impôts. (Question du 6 juin 1972.)

Réponse. — 1° et 2° Compte tenu de leur nature et des conditions de leur attribution, il est admis que les subsides versés à l'enfant naturel en vertu des dispositions de l'article 342 du code civil sont soumis au même régime fiscal que les pensions alimentaires répondant aux conditions fixées par les articles 205 à 211 du même code. Ils sont, par suite, déductibles à ce titre du revenu global de la partie versante, en application des dispositions de l'article 156-II-2° du code général des impôts et imposables au nom du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 158-5 de ce code.

Fiscalité immobilière

(cession de parts indivises d'une société immobilière).

24781. — M. Lehn expose à M. le ministre de l'économie et des finances que deux personnes ont recueilli dans une succession à chacune pour moitié, un immeuble. (Il s'agit de deux frères.) Elles l'ont vendu en 1958. En août 1963, elles ont acquis indivisément des parts dans une société civile immobilière, leur donnant vocation à l'attribution d'un appartement à chacune par moitié, lequel leur a été attribué lors du partage de la société à la même date. Dans cet acte d'acquisition et de partage, les deux personnes ont déclaré que les parts sociales leur appartenant et leur conférant le droit à l'attribution de l'appartement, ont été souscrites à titre de rempli des fonds provenant de la vente en 1958 de l'immeuble susrélé. L'une des deux personnes veut maintenant céder sa moitié indivise à l'autre. Il lui demande si cette licitation peut bénéficier du droit réduit de 1 p. 100 (droit de partage d'une indivision qui aurait le caractère d'une indivision successorale) du fait du rempli effectué. En d'autres termes, le rempli des fonds provenant de l'immeuble vendu a-t-il maintenu à l'appartement acheté le caractère de bien en indivision successorale. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — La licitation de biens acquis en rempli de biens dépendant d'une succession ne peut pas bénéficier du régime fiscal prévu à l'article 3-II-4° c de la loi n° 69-1168 du 26 décembre 1969.

Publicité foncière (taxe de) :

rachat des parts d'un bien immobilier en indivision.

25099. — M. Icart attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur certains problèmes liés à l'application de l'article 3-II (4°, c) de la loi du 26 décembre 1964 portant simplifications fiscales. Il lui demande si, dans le cas où plusieurs collatéraux ont hérité d'un bien immobilier en indivision et où l'un d'entre eux,

désirant racheter la part des autres mais n'ayant pas le moyen de le faire lui-même, demande à l'un de ses descendants de réaliser l'opération, celle-ci peut bénéficier du taux de 1 p. 100 de la taxe de publicité foncière prévue par l'article précité. Une demande de ce type a été refusée par la conservation des hypothèques au motif que l'acquéreur n'était pas co-indivisaire lui-même. Cette interprétation ne paraît pas totalement conforme au texte législatif qui étend le bénéfice du taux réduit aux cessions de droits successifs immobiliers au profit des conjoints, ascendants, descendants ou ayants droit à titre universel des co-indivisaires. En conséquence, il lui demande s'il peut préciser l'interprétation qui doit être donnée de ce texte. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. — Le taux de la taxe de publicité foncière réduit à 1 p. 100 par l'article 3-II (4° c) de la loi n° 69-1168 du 26 décembre 1969 est applicable dans la situation évoquée par l'honorable parlementaire dès lors que la cession intervient entre un membre originaire de l'indivision et le descendant d'un autre membre.

Vignette automobile (assureurs).

25113. — M. Barberot demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il n'estime pas qu'il serait équitable d'exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur les véhicules appartenant aux producteurs de l'assurance et de la capitalisation des services extérieurs de production qui, en raison de leur profession, sont obligés, au même titre que les V.R.P., d'utiliser une voiture pour leurs nombreux déplacements et qui, par la vente des contrats de leur compagnie, contribuent au développement de l'épargne et des placements utilisés directement ou indirectement pour l'expansion économique du pays. (Question du 28 juin 1972.)

Vignette automobile (assureurs).

25484. — M. Jouffroy demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il n'estime pas qu'il serait équitable d'exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur les véhicules appartenant aux producteurs de l'assurance et de la capitalisation des services extérieurs de production qui, en raison de leur profession, sont obligés, au même titre que les V.R.P., d'utiliser une voiture pour leurs nombreux déplacements et qui, par la vente des contrats de leur compagnie, contribuent au développement de l'épargne et des placements utilisés directement ou indirectement pour l'expansion économique du pays. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — L'utilisation d'un véhicule à des fins professionnelles ne peut motiver une exonération de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur que dans les cas limitativement prévus aux articles 299 de l'annexe II au code général des impôts et 121 V de l'annexe IV au même code. Les voitures utilisées par les producteurs de l'assurance et de la capitalisation n'entrant pas dans le champ d'application de ces dispositions, il n'est pas possible de les admettre au bénéfice de l'exemption.

Importations (statistiques).

25124. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il lui avait déjà signalé précédemment qu'il serait très heureux qu'il soit fait une distinction dans les statistiques entre les importations de produits provenant de la Communauté européenne et celles venant des pays tiers. En effet, en particulier pour les produits agricoles, le régime douanier étant nettement différent, il serait très heureux qu'une distinction puisse être faite. Il lui demande s'il ne compte pas prendre des mesures pour qu'il y ait une rubrique spéciale dans le compte des douanes pour les produits provenant des pays associés de la Communauté européenne. Il lui signale que cette façon de faire éviterait des critiques souvent sévères des producteurs français et plus particulièrement des agriculteurs. (Question du 28 juin 1972.)

Réponse. — Les statistiques d'importations reposent, au plan géographique, sur la notion de pays d'origine, au sens de la réglementation douanière (article 34 du code des douanes) et selon les normes fixées par l'office statistique des Communautés européennes et le bureau statistique de l'O.N.U. Sur cette base, les comptes de produits présentent, au niveau de chaque position élémentaire (nomenclature générale des produits à 6 chiffres), les résultats relatifs à chaque pays d'origine ainsi qu'une récapitulation présentée de la façon suivante : pays hors zone franc, dont : C. E. E. : zone franc ; cette récapitulation apparaît également au niveau des positions Intermédiales (nomenclature de Bruxelles à 4 et 2 chiffres). Une ventilation par groupes de produits, agricoles notamment, et par pays et zones géographiques, apparaît également dans les commentaires statistiques trimestriels. Aussi semble-t-il que les précé-

cupations dont l'honorable parlementaire se fait l'écho sont déjà entièrement prises en considération dans la présentation actuelle des résultats du commerce extérieur publiés par la direction générale des douanes et droits indirects.

Vignette automobile (assureurs).

25302. — M. du Halgouët demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne serait pas possible d'accorder la gratuité de la vignette automobile aux producteurs salariés de l'assurance et de la capitalisation des services extérieurs de production. En effet, ces producteurs par la vente des contrats de leur compagnie apportent une masse considérable de placements qui servent à la nation et il est souhaitable que lesdits producteurs, auxquels appartiennent notamment les V.R.P. obtiennent la gratuité de la vignette. (Question du 8 juillet 1972.)

Automobiles (professionnels).

25531. — M. Vigneux appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des professionnels de l'automobile, dont les coûts et les charges augmentent depuis plusieurs années, le renchérissement des prestations de services étant plus rapide que celui des produits industriels. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur de cette profession, dont l'importance est évidente dans une société où l'automobile tient une place aussi large. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La situation des professionnels de l'automobile — prestataires de services — n'a pas échappé à l'attention de la direction générale du commerce intérieur et des prix. Chaque année, des majorations de tarifs ont été admises à l'issue d'entretiens avec les représentants professionnels intéressés et ont pu être pratiquées dans le cadre conventionnel en vigueur au plan départemental. Les taux de ces majorations ont été déterminés en fonction des charges particulières à cette profession.

EDUCATION NATIONALE

Etablissements scolaires : encadrement des élèves internes.

23544. — M. Joanne appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conséquences de la modification des conditions de la vie scolaire et de la transformation des méthodes d'éducation, notamment en ce qui concerne la surveillance. Il lui expose que s'il est exact que l'évolution des établissements d'enseignement ne justifie plus un encadrement et un contrôle aussi stricts que par le passé et que l'aspect réglementaire de la surveillance fait place à son aspect éducatif, il n'en est pas moins souhaitable qu'il soit procédé à une réelle redistribution des emplois existants et à la création de certains autres. Il lui demande par exemple s'il n'estime pas qu'il est urgent et indispensable que soient créés des postes d'adjoints d'éducation que leur formation rendra plus qualifiés pour encadrer les élèves internes en dehors des heures de cours. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — L'évolution des méthodes éducatives a amené le ministère de l'éducation nationale à étudier la notion même de surveillance qui se transforme progressivement en organisation de l'apprentissage de la sécurité et de l'autonomie. La création du corps des conseillers principaux et des conseillers d'éducation répond à cette préoccupation, ainsi que la possibilité offerte aux établissements qui le souhaitent de remplacer la surveillance traditionnelle par une action éducative confiée à des professeurs. La mise en œuvre immédiate et totale du nouveau barème mis au point par les services, qui aurait entraîné une redistribution des emplois de surveillance, ne pouvait évidemment se faire que de façon progressive. Elle a été entreprise par les recteurs dès la rentrée 1971, et sera poursuivie à la prochaine rentrée, le but recherché étant principalement de doter les établissements sous-équipés, notamment les collèges d'enseignement général. En ce qui concerne le problème de l'internat, il convient de noter la diminution considérable du nombre des internes jeunes, due à la multiplication des C. E. S. L'encadrement de jeunes gens généralement plus âgés et qui expriment des besoins nouveaux, le renouvellement de nombreux aspects de la vie d'internat sont actuellement à l'étude dans les services responsables.

Enseignants du second degré.

24032. — M. Robert Ballanger demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui donner des précisions sur la situation du corps des enseignants de second degré (agrégés et

certifiés et lui indiquer en particulier le nombre de professeurs en position de congé de longue durée, le nombre de professeurs qui ont démissionné ou demandé une retraite anticipée. Il lui demande s'il lui serait possible de lui communiquer ces renseignements non seulement pour cette année mais pour les cinq années écoulées. (Question du 9 mai 1972.)

Réponse. — a) Le nombre des professeurs agrégés ou certifiés placés en position de congé de longue durée au cours des cinq dernières années s'établit comme suit par comparaison avec l'effectif total des corps considérés :

ANNÉES	NOMBRE de C. I. D.	NOMBRE de fonctionnaires des corps.	POURCENTAGE
1967-1968	314	47.300	0,66
1968-1969	312	50.800	0,65
1969-1970	412	54.200	0,76
1970-1971	467	57.500	0,81
1971-1972	324 (incomplet).	65.500	»

Ces chiffres permettent de constater une évolution dans le sens d'une certaine augmentation de la proportion des longues maladies parmi le personnel enseignant du second degré. Il faut cependant souligner, en ce qui concerne les maladies mentales qu'une récente étude dont les résultats ont été exposés au mois d'avril à un congrès médical à Versailles a montré que le taux des maladies mentales parmi le personnel enseignant était inférieur au taux moyen national, toutes professions confondues. b) Le nombre des professeurs qui démissionnent est traditionnellement très peu élevé (quelques unités par an). c) Les enseignants titulaires du second degré sont mis à la retraite d'office à soixante-cinq ans. Ils peuvent prendre leur retraite à partir de soixante ans. Ces limites peuvent être modifiées par certaines situations particulières (services de guerre, services à l'étranger, charges de famille). Il n'est pas possible de donner une proportion exacte des âges de retraite, toutes les situations entre soixante et soixante-cinq ans pouvant se présenter. Pratiquement, il est rare que les fonctionnaires masculins de l'enseignement du second degré demandent leur retraite avant soixante-cinq ans. Il en est de même en général pour les femmes célibataires. Les femmes mariées par contre prennent souvent leur retraite à une date plus avancée. Les statistiques n'ont pas de signification précise en ce domaine. En effet, si les corps de titulaires se sont très fortement gonflés durant les dernières années, ils ont également fait l'objet d'un rajeunissement profond qui a diminué l'effet relatif des retraites. En outre, celles-ci reflètent toujours les rythmes des recrutements, et ceux-ci avaient déjà été très irréguliers de 1930 à 1940.

Associations de parents d'élèves.

24468. — M. de Vitton expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la fédération Cornec d'associations de parents d'élèves fait état d'un nombre important d'adhérents, ce qui s'explique par le fait que dans la plupart des établissements scolaires, seuls sont distribués aux élèves lors de la rentrée des bulletins d'adhésion à ladite fédération. L'assurance des enfants étant obligatoire, les parents n'ont de ce fait aucune possibilité de choisir leur association et sont ainsi placés dans l'obligation d'adhérer à cette organisation, adhésion et souscription à l'assurance allant de pair. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'à la prochaine rentrée toutes les associations de parents d'élèves aient la possibilité de faire connaître leur position et de recueillir elles aussi des adhésions. (Question du 30 mai 1972.)

Réponse. — La circulaire n° 72-287 du 27 juillet 1972 rappelle que toutes les associations de parents d'élèves habilitées peuvent prendre connaissance, au cours d'une période de quatre semaines commençant huit jours avant la rentrée, de la liste comportant le nom et l'adresse des parents qui n'auront pas spontanément manifesté leur opposition à cette communication. La circulaire susvisée précise également que les documents dont les différentes associations souhaitent la diffusion doivent être distribués simultanément aux élèves. En matière d'assurance scolaire, toute liberté est laissée aux familles pour choisir l'organisme auprès duquel elles souhaitent assurer leurs enfants. Sans doute ces dispositions ont-elles parfois été tournées. Le ministère de l'éducation nationale met au point un ensemble de mesures visant à ce qu'elles soient mieux respectées.

Enseignants (droits syndicaux).

24543. — M. Odru rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que la loi du 19 octobre 1946, dont les termes ont été confirmés par l'ordonnance du 4 février 1959, a reconnu aux agents de l'Etat le libre exercice du droit syndical dans la fonction publique. La remise en vigueur, au début de la présente année scolaire, par une directive ministérielle, du système des listes nominatives de grévistes, comme certaines initiatives récentes prescrivant l'envoi à l'inspecteur d'académie de l'état nominatif des enseignants qui appliqueraient les consignes de leur syndical (sur les travaux des commissions d'admission en sixième) sont donc en opposition formelle à la fois avec les garanties statutaires des fonctionnaires et avec la Constitution, qui reconnaît à tout citoyen le droit de « défendre ses droits et intérêts par l'action syndicale ». Il lui demande s'il entend annuler cette directive ministérielle afin que le libre exercice du droit syndical soit intégralement assuré dans l'éducation nationale. Mais, ainsi que le précise l'instruction du 14 septembre 1970 de M. le Premier ministre « la reconnaissance du droit syndical demeurerait inefficace si elle n'était accompagnée de la reconnaissance du droit de disposer des moyens nécessaires à son exercice ». Cela suppose en premier lieu que les conditions d'exercice des droits syndicaux soient très largement améliorées et, en particulier, que soient assurés partout le droit à l'affichage syndical, sous le seul contrôle de la section syndicale, et le droit de réunion syndicale, impliquant l'accès à des locaux adaptés aux heures où il est possible de rassembler le personnel. Cela suppose par ailleurs que soit donné, tant aux élus du personnel dans les différents conseils d'établissement qu'aux représentants syndicaux à tous les niveaux, le temps nécessaire pour remplir leur mandat. Or, le volume de décharges de service accordées à titre syndical pour les enseignants de second degré est nettement insuffisant au regard même de ce qui est accordé dans d'autres secteurs de la fonction publique ou des entreprises privées ; l'appréciation de la représentativité des organisations syndicales et l'octroi des dispenses de service demeurent totalement arbitraires. Les personnels concernés demandent : que le nombre des décharges de service accordées au plan national aux différentes organisations syndicales des enseignements de second degré soit rendu public ; que le contingent de dispenses soit considérablement accru, qu'il fasse l'objet d'une négociation avec les organisations syndicales et soit réparti en fonction de leur représentativité appréciée selon les critères traditionnels mais compte tenu de l'ensemble des effectifs titulaires et non titulaires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner à l'instruction du 14 septembre 1970 une application effective dans le secteur des enseignements du second degré. (Question du 1^{er} juin 1972.)

Réponse. — Il est tout d'abord rappelé à l'honorable parlementaire que la circulaire du 14 février 1972 a précisé que les établissements n'auraient plus, lors de l'envoi des comptes rendus relatifs aux grèves, à fournir les copies des justifications nominatives aux services chargés d'effectuer les retenues. Depuis quelques années, et notamment depuis la publication de l'instruction du 14 septembre 1970 du Premier ministre relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique, le nombre de décharges de service accordées aux différentes organisations syndicales représentatives des personnels enseignants du second degré, n'a cessé d'augmenter. De sorte que dans toute la mesure compatible avec les obligations inhérentes à l'accueil des élèves et au service de l'enseignement les directives contenues dans l'instruction précitée ont donné lieu à une application aussi large et aussi souple que possible. L'attribution des allègements de services est effectuée strictement en fonction du niveau de représentativité de chaque organisation syndicale. Le nombre total d'adhérents et les résultats aux différentes élections professionnelles entrent notamment en ligne de compte dans l'appréciation de la représentativité des organisations syndicales et permettent d'avoir une vue d'ensemble de leur audience auprès des personnels qu'ils entendent représenter. Les bénéficiaires de ces décharges sont des mandataires responsables soit au plan national, soit au plan académique. La procédure d'attribution des décharges de service, loin d'apparaître comme une mesure arbitraire, est fondée sur des données exactes et précises, qui permettent l'établissement du contingent global annuel à partir de celui accordé au cours de l'année scolaire précédente en augmentant compte tenu de la progression annuelle des effectifs des personnels enseignants. C'est dire qu'il est tenu compte de cette appréciation générale au moment de l'affectation à chaque organisation syndicale du volume total qui lui est dévolu et en fonction duquel elle fait connaître à l'administration les noms et l'affectation précise des mandataires. Il est précisé à ce propos que durant l'année scolaire 1971-1972 l'ensemble des organisations syndicales représentatives des personnels enseignants du second degré a bénéficié de plus de 218 décharges tant sur le plan national que sur le plan académique. L'instruction du Premier ministre précise, par ailleurs, au sujet des décharges locales, que le choix du niveau devra être essentiellement guidé par le souci d'engager le dialogue là où l'administration est représentée par une autorité ayant des

pouvoirs en matière de gestion des personnels et responsable de l'organisation des services. Ce niveau dépendra de la structure territoriale des services extérieurs de chaque département ministériel. Les instances compétentes des organisations syndicales ont toute facilité pour procéder au fractionnement des décharges complètes entre plusieurs mandataires le plus souvent géographiquement dispersés au sein d'une même académie. En outre, de nombreuses autorisations d'absence sont habituellement consenties aux délégués appelés à participer aux travaux des divers comités et commissions paritaires. Ce qui s'inscrit tout naturellement dans la ligne du texte susvisé : « les fonctionnaires appelés à siéger dans ces instances disposent du temps nécessaire qui leur est accordé sur présentation de la convocation ». Les modalités définies par l'instruction du Premier ministre ont pour objectif de préciser et de favoriser les mesures dont bénéficieraient précédemment les organisations syndicales au niveau de chaque département ministériel. Elles ne visent en aucun cas à mettre en cause ce qui avait été accordé. L'administration de l'éducation nationale a consenti un effort tout particulier, malgré les impératifs budgétaires, pour permettre l'exercice aussi complet et harmonieux que possible des droits syndicaux auxquels sont en droit de prétendre les personnels enseignants au même titre que les autres agents de l'Etat.

Enseignement supérieur : facultés libres : (examens).

24751. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la loi du 12 juillet 1971 manifestait l'intention du législateur d'assurer l'égalité des études devant les examens et l'autonomie pédagogique des facultés libres à condition que les établissements publics acceptent de conclure des conventions dans ce sens. Or, il vient d'être avisé que dans certaines villes universitaires, les pourparlers engagés à cet effet avaient échoué. Les dirigeants des facultés libres ont été informés que leurs étudiants passeraient leurs examens avec ceux de la faculté d'Etat voisine, les épreuves étant communes, et les sujets choisis par les professeurs de la faculté d'Etat sur le programme qu'ils ont enseigné. Les programmes des deux établissements présentant parfois quelques différences, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'il soit tenu compte de cet état de chose, afin qu'aucun préjudice n'en résulte pour les étudiants des facultés libres. (Question du 19 juin 1972).

Réponse. — L'article 5 de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, aménagée en certaines de ses dispositions par la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971, prévoit que des conventions peuvent être conclues entre les universités et les établissements libres d'enseignement supérieur en vue de permettre aux étudiants inscrits dans ces derniers établissements de postuler les diplômes faisant l'objet d'une réglementation nationale. Tout au long de la présente année universitaire des négociations ont été menées sur ce point entre les établissements intéressés. Cependant, dans plusieurs cas, elles n'ont pu aboutir. Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur précitée, le ministre de l'éducation nationale a, dès que la demande lui en a été faite, désigné par arrêté des jurys, constitués d'enseignants de l'enseignement public, qui peuvent d'ailleurs provenir d'établissements universitaires différents. Les modalités d'examen variant actuellement d'une université à l'autre, il a été recommandé aux recteurs d'académie de retenir les modalités appliquées aux étudiants dispensés d'assiduité par les universités avec lesquelles des négociations avaient été menées. Cependant il a été expressément précisé que les examens devraient porter sur les programmes effectivement enseignés aux candidats, sous réserve qu'ils respectent la réglementation relative aux matières d'enseignement obligatoires.

Instituteurs (permutation).

24930. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'existence d'une véritable bourse en matière de permutation de postes d'enseignants du premier degré, particulièrement active entre le Nord de la France et la région méditerranéenne ou toulousaine. Du fait du système adopté pour les mutations, aucune vacance ouverte à des enseignants venant d'autres régions n'est jamais officiellement disponible dans ces dernières régions. Aussi les instituteurs ayant d'impérieuses raisons de tenter de s'y faire muter sont-ils obligés d'avoir recours à cette bourse ou — au cours actuel — la mutation « vaut » de un à trois millions d'anciens francs. Certains journaux fort honorables publient fréquemment des petites annonces relatives à ces « demande onéreuse de permutation ». Il lui demande s'il ne convient pas de mettre bon ordre à cet état de choses et si pour ce faire la méthode qui s'impose ne serait pas d'obtenir que régulièrement un nombre de postes réellement vacants dans les départements en cause soit mis à la disposition de candidats venant d'autres régions de notre pays. (Question du 20 juin 1972).

Réponse. — La mise en place en 1971 d'un système de permutation par ordinaire à l'échelon national traduit le souci de l'administration d'apporter une aide rationnelle aux instituteurs désireux de changer de département. Au demeurant l'application de la loi du 30 décembre 1921 dite « Loi Roustan » modifiée par loi du 4 juin 1970 sur le rapprochement des ménages, apporte en la matière des facilités réelles bien que généralement sous-estimées par les instituteurs.

Enseignants (professeurs de C. E. T. affectés à des postes de professeurs certifiés dans des lycées techniques).

24984. — M. Joanne appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des professeurs d'enseignement théorique technique de C. E. T., affectés sur des postes de professeurs certifiés de construction et mécanique industrielles dans des lycées techniques. Bien que ces postes, ainsi pourvus, ne soient pas déclarés vacants lors des mouvements et que les intéressés soient, pour la plupart d'entre eux, chargés de ces fonctions depuis 1965, il n'en reste pas moins que leur situation est très précaire. Cette position entraîne des difficultés d'ordre pédagogique et administratif. En conséquence, il semblerait souhaitable que les personnels en question soient intégrés dans le cadre des chargés d'enseignement de lycée. Il lui demande s'il envisage des dispositions réglementaires permettant de prendre de telles mesures. (Question du 21 juin 1972.)

Réponse. — Du fait des difficultés considérables de recrutement dans cette discipline, des postes de professeurs certifiés de construction et mécanique industrielles sont effectivement occupés par des professeurs d'enseignement technique théorique de collège d'enseignement technique. Pour la raison indiquée plus haut, les intéressés, comme le relève d'ailleurs l'honorable parlementaire, bénéficient d'une stabilité de fait. L'évolution du recrutement dans la discipline considérée ne paraît pas devoir entraîner à bref délai une remise en cause de cette stabilité. Au demeurant, le corps des chargés d'enseignement étant désormais en voie d'extinction, aucune mesure d'intégration dans ce corps ne peut être envisagée hors les cas prévus à l'article 17 du décret n° 72-582 du 4 juillet 1972, qui ont trait au maintien en vigueur des concours spéciaux de recrutement ouverts aux maîtres auxiliaires et à la possibilité d'en ouvrir d'autres jusqu'au 31 décembre 1974, en vue de la résorption de l'auxiliaariat.

Instituteurs de l'éducation nationale.

24991. — M. Bonhomme demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il pourrait envisager l'organisation de cours à l'échelon départemental afin de permettre aux instituteurs de pouvoir préparer dans de bonnes conditions le brevet supérieur de capacité et les concours de S. A. U. et de S. I. U. Cette préparation départementale, en partie dans le cadre de l'horaire hebdomadaire de service, permettrait aux instituteurs qui le désirent de travailler sérieusement sans avoir à engager d'importants frais de déplacement. Ainsi, les instituteurs du département de Tarn-et-Garonne évaleraient de se rendre à Toulouse pour suivre les cours actuellement organisés pour la préparation des concours de S. A. U. et S. I. U. Il serait également souhaitable qu'une préparation départementale aux concours de conseillers d'éducation soit mise en place à la rentrée prochaine soit sous la forme d'exposés, soit sous la forme de conférences présentées aux instituteurs par des conseillers principaux d'éducation, des professeurs de psychologie et de pédagogie de l'école normale. Actuellement près de mille instituteurs assurent les fonctions de conseillers d'éducation, par arrêté rectoral, dans les collèges d'enseignement général et collèges d'enseignement secondaire, sans bénéficier des avantages de cette catégorie de personnel. Aux sessions de 1971 et de 1972 du concours de recrutement des conseillers d'éducation, trente postes seulement ont été mis en compétition. Pour les deux dernières sessions soixante postes ont été ouverts pour près de six mille candidats. Il semble que quatre instituteurs seulement aient été admis à ce concours, alors qu'un grand nombre des instituteurs occupant cet emploi ont obtenu des résultats tout à fait honorables, ce qui manifeste leur aptitude à devenir conseillers d'éducation. Il souhaiterait que le nombre de postes mis au concours soit considérablement augmenté et qu'un certain nombre de ces postes soient réservés aux instituteurs. Il lui demande enfin s'il peut envisager une revalorisation de la grille indiciaire des intéressés, dont les indices sont restés inchangés depuis 1956. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — Le décret n° 72-293 du 17 avril 1972 publié au Journal officiel du 19 avril 1972 permet aux instituteurs munis du seul B. E. P. C. de se présenter pendant cinq ans aux épreuves du brevet supérieur de capacité pour accéder au corps des instituteurs. La préparation que le centre national de télé-enseignement de Lyon donne aux instituteurs candidats au brevet supérieur de capacité offre les avantages d'une méthode éprouvée, d'un calen-

drier équilibré et d'un programme complet. Elle a en outre le mérite d'être la plus équitable puisqu'elle est la même pour tous. Les instituteurs ont souhaité cependant une préparation complémentaire départementale dans le cadre des horaires de service. Afin qu'ils soient encouragés dans leur effort et qu'ils puissent suivre valablement la préparation organisée par le centre national de télé-enseignement, une décharge de service de trois heures hebdomadaires leur a été accordée sur justification de leur inscription à la préparation par correspondance. D'autre part, pour compléter cette préparation, les intéressés ont été invités à suivre, en qualité d'auditeurs, les journées pédagogiques des instituteurs remplaçants et à assister à trois leçons d'éducation physique et sportive dans une école primaire, de préférence dans une classe d'application. En revanche, aucune mesure n'a été retenue en ce qui concerne une revalorisation de la grille indiciaire des instituteurs, compte tenu des perspectives nouvelles de débouchés qui leur ont été offerts par les décrets du 17 avril 1972. S'agissant de situations différentes, il n'est pas davantage envisagé d'adopter des mesures propres aux instituteurs en vue de leur préparation au concours de conseiller d'éducation, comme cela a été fait pour la préparation au brevet supérieur de capacité. Les intéressés bénéficient déjà de conditions particulièrement favorables puisqu'ils peuvent pendant cinq ans se présenter au concours sans justifier des conditions de titres et de services normalement requises. D'autre part, s'il est exact qu'un très petit nombre de postes ont été mis aux concours des sessions de 1971 et 1972, il paraît néanmoins difficile d'ouvrir plus largement l'accès au corps déjà excédentaire des conseillers d'éducation. En ce qui concerne les préparations organisées en vue des concours de recrutement des secrétaires d'administration ou d'intendance universitaire, rien ne s'oppose à ce que les instituteurs intéressés s'y inscrivent, ces préparations — organisées sur le plan national ou académique — étant traditionnellement ouvertes à tous les candidats remplissant les conditions d'accès à ces concours.

Ecoles maternelles et primaires (restaurants d'enfants).

25061. — M. Barberot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dans un certain nombre de départements, les cantines scolaires ont été remplacées par des restaurants d'enfants qui s'efforcent d'assurer l'alimentation des enfants d'âge préscolaire et scolaire dans des conditions répondant à la réglementation qui a été définie dans la circulaire interministérielle du 9 juin 1971 relative à la « nutrition de l'écolier ». Ces établissements fonctionnent, soit à l'initiative propre des communes, soit à celle d'associations constituées sous le régime de la loi de 1901 qui reçoivent généralement l'aide des communes pour équilibrer leur budget, la participation demandée aux familles ne pouvant couvrir tous les frais. Malheureusement, aucune aide financière de l'Etat n'est prévue, ainsi que cela existe pour les restaurants du deuxième degré et de l'enseignement supérieur. Il en résulte que, pour équilibrer le budget, il est nécessaire de procéder à une augmentation du prix des repas, ce qui risque d'entraîner une diminution sensible du nombre des repas servis. Ce sont alors les enfants qui ont le plus grand besoin des bienfaits sanitaires et éducatifs des restaurants d'enfants qui s'en trouvent privés. Il lui demande s'il ne lui semble pas indispensable de prévoir une participation de l'Etat aux frais de construction, d'équipement et de fonctionnement de ces restaurants d'enfants, en vue de mettre fin à la situation actuelle dans laquelle l'écolier qui suit les classes du premier degré doit payer son repas plus cher que celui du jeune lycéen ou de l'étudiant, étant fait observer par ailleurs que, conformément aux recommandations de l'Unesco, les familles ne devraient avoir à acquitter que les dépenses concernant les denrées alimentaires, l'Etat fournissant aux communes ou aux associations gestionnaires l'apport nécessaire au paiement des autres charges. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. — Les cantines scolaires sont progressivement remplacées par des restaurants d'enfants, mais il ne s'agit là que d'une modification terminologique qui concrétise l'effort entrepris pour rendre plus accueillant l'environnement dans lequel les enfants sont appelés à prendre leurs repas. Le régime des subventions que l'Etat accorde à ces restaurants d'enfants est donc celui qu'il alloue aux cantines scolaires. Les dépenses de fonctionnement des cantines scolaires ou des restaurants d'enfants du premier degré devraient être normalement financées en totalité (comme le principe en a été posé pour les demi-pensions du second degré) au moyen des ressources procurées par le service des repas, les dépenses de la sorte incombant légalement aux familles en vertu de l'obligation alimentaire prévue au code civil. Il convient de remarquer que les cantines scolaires ou les restaurants d'enfants ne relèvent pas de la tutelle financière du ministère de l'éducation nationale; leurs tarifs sont, en effet, fixés par les municipalités ou les associations organisatrices, sous le contrôle du préfet, sans intervention des autorités académiques ou scolaires. En tout état de cause, l'attribution d'une aide généralisée et indifférenciée pour le fonctionnement des cantines scolaires ou des restaurants d'enfants du premier degré ne peut être

envisagée. La préférence a été donnée en ce domaine depuis 1968, sur la demande du ministère des finances, à une forme d'aide plus individualisée, les « bourses de fréquentation scolaire », en faveur d'élèves vraiment nécessiteux, en cas de fermeture ou d'absence d'école dans la commune du domicile familial, et au titre des frais supplémentaires que peut occasionner aux parents l'obligation pour ces enfants d'emporter un « panier », de déjeuner chez l'habitant ou de fréquenter une cantine. En matière de construction et d'équipement, le ministère de l'éducation nationale participe, par voie de subvention, au financement des cantines ou restaurants des écoles maternelles et élémentaires. Cette subvention forfaitaire, fixée par l'arrêté du 31 décembre 1963 modifié, recouvre les dépenses d'acquisitions immobilières, les dépenses de construction, y compris les honoraires d'architecte et les dépenses de premier équipement en matériel.

Enseignants (statuts).

25142. — M. Chazalon expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dans sa réunion du 8 mars 1972, le conseil supérieur de la fonction publique examinant différents projets de statuts des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement, a émis le vœu que le régime disciplinaire des enseignants du second degré, tel que l'établissent les lois du 27 février 1880 et du 10 juillet 1896, comportant sa propre juridiction où siègent de façon prépondérante les représentants élus des personnels intéressés, soit maintenu sous forme de mesure dérogative au statut général conformément à l'article 2 de ce statut, étendu aux personnels correspondants de l'enseignement technique et amélioré dans le sens de l'épanouissement des libertés et franchises universitaires. Ce vœu répond, semble-t-il, au désir manifesté par les organisations syndicales d'enseignants qui font observer qu'en raison de la nature particulière de leurs fonctions, l'application du régime disciplinaire de droit commun prévu pour la fonction publique ne leur apporterait pas les garanties que comportent les dispositions actuelles. Il lui demande dans quelle mesure il lui semble possible de tenir compte de ce vœu lors de la rédaction définitive des statuts actuellement en préparation. (Question du 28 juin 1972.)

Réponse. — Les projets de statut concernant les personnels enseignants du second degré, élaborés au cours de la présente année scolaire, viennent de faire l'objet d'une publication au *Journal officiel* sous la forme des décrets n° 72-580 à 72-583 du 4 juillet 1972. Le régime disciplinaire défini par ces statuts est, à quelques aménagements près, celui qui a été institué depuis 1946 par le statut général de la fonction publique pour s'étendre à tous les fonctionnaires et qui leur a été appliqué à la satisfaction générale. Il s'applique également depuis dix-neuf ans aux professeurs de collège d'enseignement technique, depuis dix ans à ceux des lycées techniques, depuis trois ans aux professeurs d'enseignement général de collège, soit à près de 100.000 professeurs du second degré. L'unification progressive des corps des personnels enseignants qui comporte aussi l'unification de leur régime disciplinaire ne peut donc être recherchée que dans cette voie. Il convient de souligner que le régime disciplinaire du statut de la fonction publique a été adapté pour tenir compte des spécificités de la fonction enseignante. D'une part, l'échelle des sanctions a été rendue plus humaine et, par sa gradation, plus adaptée à la gravité des divers délits ou fautes professionnelles. D'autre part, les conseils académiques et, en appel, le conseil supérieur de l'éducation nationale, conservent leur rôle de juridiction pour l'application de l'interdiction d'enseigner, peine complémentaire d'une suspension ou d'une révocation. Tout en respectant les droits des fonctionnaires, ces deux séries de mesures permettront donc une autorité plus nuancée.

Etablissements scolaires

(lycée technique de la rue de France, à Villeurbanne).

25168. — M. Hooël rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale sa question écrite n° 2466 du 26 novembre 1968 à laquelle il a été répondu le 8 février 1969. Il apparaît depuis cette époque que les choses ont évolué et que, actuellement, est en cours de construction un lycée technique avec collège annexé, boulevard Marcel-Sembat, à Vénissieux. Il semble que lorsque cet établissement ouvrira ses portes, le lycée technique de la rue de France, à Villeurbanne, cessera ses activités. Dans ces conditions, compte tenu de l'évolution de cette situation, il lui demande s'il ne pense pas donner son accord aux demandes de mutation qui seront présentées par le personnel de l'établissement et également si, pour sauvegarder les avantages acquis par les professeurs du collège d'enseignement technique de la rue de France, il ne pense pas donner à ceux-ci la priorité à leur nomination aux postes vacants dans la région lyonnaise. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Une circulaire ministérielle n° 69-98 du 20 février 1969 a posé le principe de la priorité d'affectation dans la même localité ou à défaut dans la localité voisine, pour les professeurs titulaires du second degré dont le poste est supprimé à la suite d'une mesure de carte scolaire : suppression d'établissement, de cycle, de section. Ces dispositions sont permanentes. Elles sont applicables également aux professeurs titulaires des C. E. T. Il semble donc que, dans le cas signalé, les professeurs touchés par la fermeture du lycée technique de Villeurbanne seront réaffectés dans l'agglomération lyonnaise, et qu'ils n'ont pas lieu de s'inquiéter. L'opération touchant l'ouverture et la fermeture des lycées techniques indiqués ne sera d'ailleurs pas réalisée à la rentrée 1972.

Enseignants (maîtres auxiliaires de l'enseignement technique).

25232. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que l'article 2 du décret n° 60-386 du 22 avril 1960, sur les titres et capacités dans les écoles techniques privées, dispose que : « Les maîtres ayant assuré un service d'enseignement pendant l'une des trois années : 1957-1958, 1958-1959, 1959-1960, sans avoir les titres requis demeureront soumis au régime antérieur et qu'il leur sera délivré un certificat d'exercice ». D'autre part, la circulaire ministérielle du 6 décembre 1968 (*Bulletin officiel de l'éducation nationale*, p. 3375) précise que « les titulaires d'un certificat d'exercice, au cas où ils changeraient d'établissement, doivent être considérés comme remplissant les conditions réglementaires exigées pour occuper un emploi identique à celui qu'ils ont quitté ». Il lui demande si les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique remplissant les mêmes conditions que leurs collègues de l'enseignement technique privé ont les mêmes droits. (*Question du 1^{er} juillet 1972.*)

Réponse. — Les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique public peuvent être recrutés sans aucun diplôme, sur leurs seules références professionnelles, au quel cas ils sont classés en troisième catégorie. Quant à l'ancienneté, elle est conservée au maître auxiliaire qui change d'académie. D'autre part, des concours spéciaux ouverts ces dernières années ont conduit à titulariser un nombre important d'auxiliaires.

Enseignants (professeurs agrégés).

25256. — M. de Montesquiou se référant à la réponse donnée par M. le ministre de l'éducation nationale à sa question écrite n° 23538 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 19 mai 1972, p. 1709) souligne à nouveau le déclassement indiciaire dont sont victimes les professeurs agrégés pour lesquels la position dans la hiérarchie des rémunérations de la fonction publique est bloquée à la limite de la grille indiciaire, alors que de nombreux corps autrefois à parité avec celui des professeurs agrégés ont aujourd'hui franchi cette limite et accèdent soit en classe exceptionnelle, soit même en classe normale, aux échelles lettres. Il insiste sur la nécessité d'assurer aux professeurs agrégés des possibilités de promotion interne qui leur font aujourd'hui défaut et lui demande s'il peut dès maintenant préciser quelles mesures il entend prendre, soit à l'occasion de la préparation du projet de loi de finances pour 1973, soit par voie réglementaire, afin d'améliorer cette situation, et s'il envisage pas notamment une généralisation des chaires supérieures à l'ensemble des classes préparatoires aux grandes écoles. (*Question du 8 juillet 1972.*)

Réponse. — La carrière des professeurs agrégés n'apparaît pas aussi bloquée et leur situation aussi défavorisée que semble le laisser entendre l'honorable parlementaire. L'agrégé, dont l'indice terminal net atteint 650, dispense normalement son enseignement dans les classes du second degré et les classes préparatoires aux grandes écoles. Dans cette dernière hypothèse, il convient de remarquer que son obligation de service est allégée et que, au lieu d'avoir un horaire hebdomadaire de quinze heures, il bénéficie d'un horaire de neuf, dix ou douze heures selon la classe dans laquelle il enseigne. Mais les professeurs agrégés ont aussi vocation à enseigner dans l'enseignement supérieur qui constitue donc pour eux un débouché normal et privilégié, d'autant plus ouvert que les besoins de l'enseignement supérieur augmentent considérablement et que les créations d'emplois sont très nombreuses. La hiérarchie des corps des personnels de l'enseignement supérieur leur étant dès lors ouverte, il leur est possible de devenir maîtres assistants et, d'autre part, d'accéder aux corps de l'université et à leurs indices élevés.

Instituteurs de l'éducation nationale.

25266. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation suivante : au moment où s'engagent les négociations salariales dans la fonction publique et où, notam-

ment, les problèmes du reclassement indiciaire des diverses catégories de fonctionnaires sont à l'étude, les instituteurs de l'ex-plan de scolarisation en Algérie demeurent exclus de ces négociations. Enfermés dans un corps en voie d'extinction ce qui leur interdit toute possibilité de promotion, les instituteurs, fonctionnaires d'Etat, n'appartiennent à aucune des catégories prévues dans le statut de la fonction publique. Bloqués entre un indice minimum 178 et un indice maximum 317, ils constituent le seul corps de fonctionnaires exclu de tous les reclassements indiciaires consentis depuis 1956 aux catégories A, B, C et D de fonctionnaires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre un rajustement de leurs indices et un reclassement en catégorie B, pour permettre, grâce à la formation permanente et à des recyclages appropriés, l'intégration des instituteurs dans des corps de « surveillants généraux », des personnels de l'administration ou de l'intendance universitaire, de bibliothécaires et de documentalistes dont ils assurent depuis des années les fonctions sans en avoir les avantages. (*Question du 8 juillet 1972.*)

Réponse. — Trois décrets en date du 17 avril 1972, publiés au *Journal officiel* du 19 avril 1972, permettent aux instituteurs de se présenter aux examens ou concours spéciaux en vue de leur accès au corps des instituteurs, des secrétaires d'administration et d'intendance universitaires et de faire acte de candidature aux concours internes de recrutement des attachés d'administration et d'intendance universitaires. Un premier décret permet aux instituteurs munis du seul B. E. P. C. de se présenter pendant cinq ans aux épreuves du brevet supérieur de capacité pour accéder au corps des instituteurs. Jusqu'en 1967 les instituteurs ne pouvaient subir les épreuves de cet examen que s'ils étaient possesseurs du brevet élémentaire ou de la première partie du baccalauréat. Ce décret permet également pendant la période de cinq années aux instituteurs de faire acte de candidature à un concours spécial de recrutement des secrétaires d'administration et d'intendance universitaires. Les deux autres décrets sont relatifs au recrutement dans le corps des attachés d'administration et d'intendance universitaires. Les dispositions prises rendent possible la candidature des instituteurs à ce concours. S'agissant du concours de conseiller d'éducation, il est à noter que les instituteurs bénéficient déjà de conditions particulièrement favorables puisqu'ils peuvent, pendant cinq ans, se présenter au concours sans justifier des conditions de titres et de services normalement requises. En revanche, aucune mesure n'a été retenue en ce qui concerne une revalorisation de la grille indiciaire des instituteurs, compte tenu des perspectives nouvelles de débouchés qui leur ont été offertes par les décrets du 17 avril 1972.

Observatoire de Nice (fonctionnement).

25273. — M. Virgile Barel attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation de l'observatoire de Nice. On sait, en effet, que de gros efforts ont été faits depuis dix ans pour développer un centre de recherche de qualité en province, à Nice, en particulier, en restaurant et en améliorant les instruments existants, et en évitant des équipes de recherche de pointe. Ces efforts se trouvent maintenant gravement compromis par un manque de postes particulièrement criant : il y a sept personnes pour assurer le service administratif, pour un établissement couvrant 45 hectares et comprenant 110 personnes, ainsi qu'un important centre de calcul et jouant un rôle scientifique international ; un seul jardinier et une équipe d'entretien de trois personnes pour un domaine posant de nombreux problèmes. Le personnel chargé du nettoyage est en nombre insuffisant. Il y a dans le personnel de service six vacataires ne bénéficiant d'aucune sécurité d'emploi. Enfin, à l'observatoire, sept jeunes chercheurs travaillent actuellement sans poste stable et, pour certains, sans aucun revenu. Face à cette situation, l'observatoire a été amené à prendre des mesures très graves : le manque de débouchés a conduit à la suspension du diplôme d'études approfondies d'astrophysique, ce qui revient à arrêter la formation de tous nouveaux jeunes chercheurs. La pénurie de personnels techniques administratifs et de service fait que l'accueil à l'observatoire de nouveaux chercheurs paraît plus que problématique et que même les chercheurs hébergés depuis un an ou deux voient leur intégration fortement compromise. Cette situation est d'autant plus préjudiciable que l'observatoire a connu jusqu'ici une expansion sans précédent et qu'il serait regrettable de voir celle-ci s'arrêter au moment où l'ensemble des autorités régionales, départementales et locales prennent de plus en plus conscience de son importance sur le plan : 1° de la recherche fondamentale et appliquée ; 2° des observations scientifiques d'astronomie et de position ; 3° de la culture scientifique générale... (colloques, conférences, visites, tourisme, etc.). En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient débloqués les crédits nécessaires à son fonctionnement. (*Question du 8 juillet 1972.*)

Réponse. — La situation de l'observatoire de Nice a fait l'objet d'un examen attentif lors de la répartition des moyens figurant

à la loi de finances. Ainsi, au titre de l'exercice budgétaire de l'année 1971, quatre emplois de personnel technique contractuel, type C. N. R. S., de haut niveau, dont un emploi d'ingénieur, ont été attribués à l'observatoire de Nice. Cette dotation importante, tant en ce qui concerne le nombre des emplois que leur niveau de qualification, a permis à cet établissement de faire face dans des conditions satisfaisantes aux problèmes qui se présentent à lui en matière de fonctionnement. En ce qui concerne l'année 1972, compte tenu des propositions émises par le conseil des observatoires, un emploi d'astronome adjoint pourra vraisemblablement être affecté à l'observatoire de Nice. Par contre, en ce qui concerne les personnels administratifs, techniques et de service, les moyens mis à la disposition du ministère de l'éducation nationale au titre du présent exercice budgétaire n'ont pas permis, compte tenu des priorités sur le plan national, d'envisager pour ces catégories des créations d'emplois supplémentaires au bénéfice de l'observatoire de Nice. Il convient de noter toutefois que la situation en emplois de cet établissement est, à bien des égards, tout à fait comparable à celle des autres observatoires. La situation de l'ensemble des observatoires fera l'objet d'un nouvel examen au titre du budget de l'année 1973.

Instituteurs (logement).

25365. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** le cas de deux instituteurs, mari et femme, enseignant dans la même commune, l'un en primaire, l'autre en maternelle, et bénéficiant d'un logement de fonction. Le mari vient d'être nommé professeur au collège d'enseignement technique d'une commune voisine. Il lui demande si chacun de ces enseignants a droit à un logement gratuit en chaque commune, ou si l'épouse enseignante doit habiter avec son mari et, dans l'affirmative, si une indemnité doit lui être versée. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Dès qu'un instituteur n'exerce plus effectivement sa fonction dans l'une des classes publiques élémentaires d'une commune, cette dernière n'est plus tenue de lui fournir un logement ou, à défaut, une indemnité compensatrice de logement. Dans le cas d'espèce soumis par l'honorable parlementaire, le mari étant nommé professeur dans un collège d'enseignement technique, établissement du second degré, a perdu le droit au logement ou à l'indemnité compensatrice. En revanche, l'épouse enseignante dans une école publique maternelle doit être logée par la commune.

Enseignants (régime disciplinaire).

25379. — **M. Andrieux**, considérant que **M. le ministre de l'éducation nationale** a l'intention, malgré les protestations des intéressés et de leurs organisations syndicales, de réformer le régime disciplinaire traditionnel des professeurs agrégés et certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement de l'enseignement secondaire pour lui substituer le régime général en vigueur dans la fonction publique, considérant que le conseil supérieur de la fonction publique réuni le 8 mars 1972 a donné un avis défavorable à un tel projet et qu'il a de plus adopté le vœu suivant : « Le conseil supérieur de la fonction publique, réuni le 8 mars 1972, émet le vœu que le régime disciplinaire des professeurs agrégés et certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement, tel que l'établissent les lois du 27 février 1880 et du 10 juillet 1896, comportant sa propre juridiction où siègent de façon prépondérante les représentants élus des personnels intéressés, soit maintenu sous forme de mesure dérogatoire au statut général, conformément à l'article 2 de ce statut, étendu aux personnels correspondants de l'enseignement technique et amélioré dans le sens de l'épanouissement des libertés et des franchises universitaires ». Il lui demande s'il a renoncé à cette réforme et s'il entend, tenant compte des traits spécifiques de la fonction enseignante, respecter la tradition républicaine en la matière. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Les projets de statut concernant les personnels enseignants du second degré élaborés au cours de la présente année scolaire viennent de faire l'objet d'une publication au *Journal officiel* sous la forme des décrets n° 72-560 à 72-583 du 4 juillet 1972. Le régime disciplinaire défini par ces statuts est, à quelques aménagements près, celui qui a été institué depuis 1946 par le statut général de la fonction publique pour s'étendre à tous les fonctionnaires et qui leur a été appliqué à la satisfaction générale. Il s'applique également depuis dix-neuf ans aux professeurs de collège d'enseignement technique, depuis dix ans à ceux des lycées techniques, depuis trois ans aux professeurs d'enseignement général de collège, soit à près de 100.000 professeurs du second degré. L'unification progressive des corps des personnels enseignants qui comporte aussi l'unification de leur régime disciplinaire ne

peut donc être recherchée que dans cette voie. Il convient de souligner que le régime disciplinaire du statut de la fonction publique a été adapté pour tenir compte des spécificités de la fonction enseignante. D'une part, l'échelle des sanctions a été rendue plus humaine et, par sa gradation, plus adaptée à la gravité des divers délits ou fautes professionnelles. D'autre part, les conseils académiques — et, en appel, le conseil supérieur de l'éducation nationale — conservent leur rôle de juridiction pour l'application de l'interdiction d'enseigner, peine complémentaire d'une suspension ou d'une révocation. Tout en respectant les droits des fonctionnaires, ces deux séries de mesures permettront donc une autorité plus nuancée.

Enseignants (professeurs agrégés).

25381. — **M. Dupuy** considérant d'une part le déclassement actuel des professeurs agrégés, dont la position dans la hiérarchie des rémunérations de la fonction publique est bloquée à la limite de la grille indiciaire, alors que de nombreux corps autrefois à parité avec celui des professeurs agrégés ont aujourd'hui franchi cette limite et accèdent soit en classe exceptionnelle, soit même en classe normale, aux échelles lettres, considérant d'autre part la nécessité d'assurer aux professeurs agrégés des possibilités de promotion interne qui aujourd'hui font défaut, demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles mesures il entend proposer au Parlement, dans le cadre du projet gouvernemental de budget pour 1973, afin de porter remède à cette situation notamment par la voie d'une généralisation des chaires supérieures à l'ensemble des classes préparatoires aux grandes écoles. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — La carrière des professeurs agrégés n'apparaît pas aussi bloquée et leur situation aussi défavorisée que semble le laisser entendre l'honorable parlementaire. L'agrégé, dont l'indice terminal net atteint 650, dispense normalement son enseignement dans les classes du second degré et les classes préparatoires aux grandes écoles. Dans cette dernière hypothèse, il convient de remarquer que son obligation de service est allégée et que, au lieu d'avoir un horaire hebdomadaire de 15 heures, il bénéficie d'un horaire de 9, 10 ou 12 heures selon la classe dans laquelle il enseigne. Mais les professeurs agrégés ont aussi vocation à enseigner dans l'enseignement supérieur qui constitue donc pour eux un débouché normal et privilégié, d'autant plus ouvert que les besoins de l'enseignement supérieur augmentent considérablement et que les créations d'emplois sont très nombreuses. La hiérarchie des corps des personnels de l'enseignement supérieur leur étant dès lors ouverte, il leur est possible d'une part de devenir maîtres assistants et d'autre part d'accéder aux corps supérieurs de l'université et à leurs indices élevés.

Ecoles normales (remboursement des frais d'études).

25383. — **M. Ramette** fait observer à **M. le ministre de l'éducation nationale** que certains jeunes gens et jeunes filles, reçus au concours d'entrée en seconde des écoles normales et qui échouent au baccalauréat en dépit de qualités cependant reconnues par leurs professeurs et leurs chefs d'établissement, à savoir : assiduité, régularité du travail, comportement irréprochable ou pour cause de maladie, se voient tenus de rembourser leurs frais d'études normales. Il fait valoir que leur échec peut dès lors être imputé aux insuffisances du concours d'entrée sur le plan de la sélection et de l'orientation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le bénéfice de l'exonération complète du remboursement de leurs frais d'études leur soit accordé ou soit en tout cas accordé à ceux d'entre eux qui s'engagent à servir dans la fonction publique pendant une période de dix ans correspondant à l'engagement décennal. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'article 70 (nouveau) du décret du 18 janvier 1887 modifié par le décret n° 46-1358 du 6 juin 1946, les candidats aux concours des écoles normales primaires s'engagent à servir dix ans dans l'enseignement public. Aux termes de l'article 87 (nouveau) de l'arrêté du 18 janvier 1887, modifié par l'arrêté du 7 juin 1946, le père ou tuteur du candidat l'autorise à contracter cet engagement et s'engage à rembourser, lui-même, le cas échéant, les frais d'études de son fils ou pupille. Les écoles normales primaires sont actuellement en pleine mutation et leur réorganisation continue à faire l'objet d'une étude approfondie ; il n'est pas possible de modifier, sur un point particulier, les règles organiques qui régissent ces établissements. Par ailleurs, il n'apparaît pas que les échecs au baccalauréat des normaux puissent être imputés à des erreurs d'orientation. Ces erreurs se manifestent surtout après le baccalauréat, quand les élèves maîtres affrontent les programmes de la formation pédagogique. Il importe

de rappeler que des exonérations partielles importantes (se montant au tiers du débit) sont accordées lorsque les élèves sont exclus pour résultats scolaires insuffisants ou échec aux examens et non par mesure disciplinaire. De plus, si l'exclusion est due à une maladie ou une infirmité, entraînant l'incapacité à l'enseignement, l'exonération totale du remboursement est accordée de plein droit. Enfin, dans tous les cas où la situation des débiteurs est digne d'intérêt, les demandes de remise gracieuse ou totale sont étudiées avec la plus grande bienveillance par les services du ministère de l'économie et des finances et tout spécialement si les anciens élèves se destinent à rester au service de l'Etat dans une autre administration.

Equipement scolaire (C. E. S. de Villecresnes (94)).

25392. — M. Dupuy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la construction d'un C. E. S. était prévue dans la zone de Villecresnes (94). En raison de l'augmentation des effectifs scolaires, la construction d'un tel établissement s'avère impérieuse; il permettrait de décongestionner le lycée Guillaume-Budé, à Limeil-Brévannes, dont les effectifs sont devenus piéthoriques. Il lui demande si, en raison de l'urgence, la construction de ce C. E. S. est bien inscrite au budget pour 1973. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — La commune de Villecresnes (Val-de-Marne) fait partie du secteur scolaire de Boissy-Saint-Léger (district scolaire de Limeil-Brévannes). Les études effectuées par les services académiques à l'occasion de la révision de la carte scolaire des établissements publics d'enseignement du second degré du département du Val-de-Marne conduisent à estimer nécessaires pour la desserte du secteur de Boissy-Saint-Léger au niveau du premier cycle, à l'horizon 1978, les implantations suivantes : 1° un collège d'enseignement secondaire de 1.200 places, avec section d'éducation spécialisée, à construire à Boissy-Saint-Léger; 2° un collège d'enseignement secondaire de 900 places, avec section d'éducation spécialisée, à construire à Villecresnes ou dans une autre commune du secteur. Pour que ces opérations puissent être financées, il convient qu'elles soient retenues dans les options prioritaires des autorités régionales et inscrites, en rang utile, parmi les propositions d'investissements présentées par le préfet de région. Or, seule la construction du collège d'enseignement secondaire prévu à Boissy-Saint-Léger figure sur la liste de propositions établie par le préfet de la région parisienne au titre du programme pluriannuel 1973-1975. Compte tenu du rang que cette opération occupe sur ladite liste, il n'est pas possible pour l'instant de fixer l'année de son financement.

Enseignants (professeurs techniques adjoints).

25481. — M. Chazalon attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur divers problèmes posés par la situation administrative des professeurs techniques des lycées techniques. Les réformes tendant à favoriser la promotion de l'enseignement technique ayant entraîné une transformation des méthodes et du contenu de l'enseignement devraient s'accompagner d'une revalorisation de la situation indiciaire des professeurs techniques adjoints. Ceux-ci considèrent que les nouvelles conditions de recrutement prévues devraient entraîner leur intégration dans la catégorie des professeurs certifiés. Ils attendent, d'une part, depuis plusieurs années, un aménagement de leurs obligations de service hebdomadaire, destiné à leur permettre l'adaptation pratique des techniques nouvelles à leur enseignement. Enfin, pour faciliter une formation permanente réelle, il serait souhaitable qu'ils bénéficient de certaines décharges de services. Il lui demande s'il peut préciser ses intentions à l'égard de ces diverses requêtes. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — L'évolution des enseignements technologiques conduit à faire appel dans des proportions plus importantes aux services de professeurs techniques. Simultanément, les besoins en professeurs techniques adjoints des lycées techniques diminuent. Dans ces conditions, le ministre de l'éducation nationale a été amené à prévoir d'accroître le recrutement des premiers et de restreindre celui des seconds. Cette mesure n'a évidemment aucune incidence sur le classement indiciaire des professeurs techniques adjoints, dont la situation demeure inchangée et qu'il n'est pas envisagé d'intégrer systématiquement parmi les professeurs techniques. Le problème des obligations de service des professeurs techniques adjoints demeure non résolu, les propositions gouvernementales de fixation du service à vingt et une heures par semaine ayant été rejetées par les organisations syndicales du personnel. Il n'est pas, d'autre part, envisagé d'accorder à ces fonctionnaires des décharges de service.

Etablissements scolaires (personnel de surveillance).

25486. — M. Chazalon expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, d'après certaines informations données aux conseils d'administration de plusieurs établissements secondaires de la région atéphanoise, il serait envisagé de supprimer plusieurs postes de surveillants pour la prochaine rentrée scolaire. Cette réduction d'effectifs ne manquera pas d'aggraver une situation déjà très difficile aussi bien pour les enseignants que pour les surveillants et les élèves. Aussi, l'annonce de cette mesure a-t-elle suscité des inquiétudes bien légitimes parmi les parents, qui constatent que les effectifs actuels sont déjà trop réduits. Il lui demande de bien vouloir indiquer si de telles informations sont exactes et, dans l'affirmative, comment il envisage de concilier cette diminution du nombre des surveillants avec la nécessité de maintenir dans les établissements en cause le minimum de discipline nécessaire pour assurer la sécurité des élèves et l'efficacité de l'enseignement. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Le problème de la surveillance est un problème d'ordre général; il n'est pas propre à l'académie de Lyon. L'évolution des établissements d'enseignement ne justifie plus, en effet, un encadrement et un contrôle aussi stricts que par le passé et l'aspect réglementaire de la surveillance doit faire place à son aspect éducatif. Il paraît souhaitable notamment qu'un nombre de plus en plus grand de professeurs puissent consacrer une partie de leur service à l'animation éducative; des expériences ont été entreprises à cet effet dans quelques établissements pendant l'année scolaire 1971-1972 et pourront être développées à la prochaine rentrée. Cette évolution explique que le ministère de l'éducation nationale accorde plus d'importance à la réorganisation d'ensemble des services de surveillance qu'à une augmentation massive du nombre des surveillants. Un nouveau barème des normes d'encadrement, ayant pour objet d'organiser une répartition plus équitable des emplois de surveillance, a donc été proposé aux recteurs. Ces derniers sont amenés, pour son application, à supprimer des emplois dans les établissements les mieux dotés pour les affecter aux établissements sous-équipés, notamment aux collèges d'enseignement général. Ces transferts seront effectués de façon progressive pour permettre aux établissements touchés par les suppressions d'emplois de s'adapter à cette nouvelle situation.

Equipement scolaire (Beynat (19). — C. E. G.).

25498. — M. Léon Feix appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation et les perspectives du collège d'enseignement général de Beynat (Corrèze). La population et la municipalité de Beynat et des communes voisines ont, durant la dernière période, manifesté leur désir de voir maintenu le C. E. G. implanté à Beynat depuis 1957. Jusqu'ici ce C. E. G. a été rattaché au secteur de Meyssac. Or, le C. E. G. de Beynat (bien qu'il ne recrute pour l'instant que pour la section de type II) comptait, durant l'année scolaire qui s'achève, 147 élèves, parmi lesquels environ 90 internes. Le recrutement, pour la rentrée prochaine, a été réduit de façon autoritaire à trois communes du canton (Beynat, Serilhac, Le Pescher), ce qui met en cause, à brève échéance, l'existence même de l'établissement. Les parents déplorent d'autant plus cette décision que le C. E. G. de Meyssac ne dispose pas d'un internat. Le relief accidenté de la région de Beynat rend le passage difficile et dangereux l'hiver. Une expérience de quatorze années prouve qu'il existe une large base de recrutement pour le C. E. G. de Beynat. Son inscription sur la carte scolaire pourrait donc être accompagnée de la création d'un secteur scolaire qui engloberait, outre les sept communes du canton de Beynat, les communes suivantes : Ménoire, Neuville, Albussac, Le Chastang, La Chapelle-aux-Brocs... où le C. E. G. de Beynat recrute actuellement une part de ses effectifs. Aux raisons d'ordre purement scolaire qui justifient cette décision s'ajoute le fait que la présence d'un tel établissement à Beynat est un important facteur d'animation culturelle. L'activité du foyer culturel et rural de Beynat est, pour une part essentielle, tributaire de l'existence du C. E. G. (corps enseignant et élèves). En même temps, cet établissement constitue un important facteur d'animation économique dont bénéficient le commerce et l'artisanat locaux. Il lui demande en conséquence les dispositions qu'il envisage pour que le C. E. G. de Beynat soit inscrit sur la carte scolaire dans les meilleurs délais. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Selon les termes du décret n° 71-449 du 11 juin 1971, le secteur scolaire correspond dans tous les cas à la zone de recrutement d'un établissement public de premier cycle implanté au chef-lieu du secteur. Le C. E. G. de Beynat est situé dans le secteur scolaire de Meyssac, localité chef-lieu du secteur et siège de l'établissement de premier cycle. Le nombre des élèves à scolariser dans le secteur de Meyssac en 1978 a été estimé à 340, ce qui correspond à un établissement de premier cycle de 400 places. En

conséquence est proposée, dans le cadre de la révision de la carte scolaire, la construction à Meyssac d'un C.E.G. de 400 places avec un internat de 96 places. Cet établissement permettra d'accueillir dans les meilleures conditions l'ensemble des élèves du secteur scolaire de Meyssac. Toutefois, dans l'attente de la réalisation du nouvel établissement, la situation de fait actuelle sera maintenue.

Equipement universitaire (unité d'enseignement et de recherche de médecine et de pharmacie de Saint-Etienne-du-Rouvray - Rouen).

25502. — M. Leroy exprime à M. le ministre de l'éducation nationale son étonnement que, par une décision prise conjointement par M. le ministre de l'éducation nationale et M. le ministre de la santé publique et rendue publique par M. le directeur des hôpitaux au ministère de la santé, lors d'une visite au centre hospitalier régional universitaire de Rouen, les projets de construction de l'U.E.R. de médecine et de pharmacie sur le territoire de la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, dans la banlieue Sud de Rouen, ainsi que le centre hospitalier lié à cet équipement étaient retardés d'une décennie. Devant cette remise en cause d'options déjà prises, il lui demande si la déclaration précitée doit être considérée comme une décision définitivement arrêtée. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Le 16 juin 1972, l'implantation de l'U.E.R. de médecine et de pharmacie de Rouen au Madrillet a fait l'objet d'une réunion du ministère de l'éducation nationale. Le ministère de la santé publique, le cabinet et les directions concernées du ministère de l'éducation nationale, les responsables administratifs et universitaires locaux y étaient représentés. Les décisions suivantes ont été approuvées pour l'ensemble des participants : L'éducation nationale confirme sa volonté d'implanter des équipements universitaires au Madrillet, en particulier l'U.E.R. de médecine et de pharmacie (premier et deuxième cycle). A titre transitoire, les étudiants de P.C.E.M. seront logés à Mont-Saint-Aignan, dans les locaux des U.E.R. scientifiques et dans des locaux à programmer en 1973 suffisamment banalisés pour revenir par la suite à la faculté des sciences. La construction dans le cadre d'un marché pluriannuel du second cycle au Madrillet est liée à l'implantation d'autres activités et en particulier à la création d'H.L.M. à Grandquevilly pour l'hébergement des étudiants et à l'ouverture du restaurant du centre de formation des adultes qui serait agréé pour la restauration des étudiants. Ces décisions montrent la volonté de l'éducation nationale de participer au rééquilibre de l'agglomération rouennaise par le développement de la rive gauche. Toutefois, les équipements universitaires ne peuvent être considérés en dehors de leur environnement ; leur implantation est liée à la présence d'autres équipements qui permettront d'ailleurs de réduire les charges de restauration et d'hébergement particulièrement lourdes dans la première phase de développement d'un nouveau pôle universitaire. L'implantation à titre transitoire du P.C.E.M. à Mont-Saint-Aignan permet, tout en ménageant l'avenir, de développer les efforts de pluridisciplinarité et d'utiliser au maximum les locaux scientifiques existants.

Enseignants (services de la préfecture de la Seine).

25503. — M. Gosnat expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un professeur licencié d'enseignement en anglais depuis novembre 1957 et ayant exercé sa profession sans interruption depuis 1958 dans les établissements publics d'enseignement vient de recevoir son arrêté de reclassement au 4^e échelon. Or, cet arrêté fait abstraction de dix années de carrière, c'est-à-dire pour la période durant laquelle ce professeur dépendait des services de la préfecture de la Seine, ce qui lui occasionne une perte importante de son traitement et ne manque pas de l'inquiéter pour ses droits à la retraite. Il lui demande si une telle situation concerne, à sa connaissance, d'autres enseignants et, de toute façon, quelles mesures il compte prendre pour que ce professeur dont l'activité au sein de l'éducation nationale est évidente puisse entrer en pleine possession de ses droits. (Question du 19 juillet 1972.)

Réponse. — La prise en compte des services antérieurs obéit au sein de la fonction publique à des règles spécifiques et très restrictives : seules des dispositions expresses permettent d'y déroger. Le règlementation propre au corps enseignant, en l'occurrence le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951, prévoit dans son article 6 que seuls les services effectués en qualité de professeur titulaire dans les écoles de l'ancien département de la Seine peuvent être rappelés dans l'ancienneté d'échelon. En conséquence, les services accomplis en qualité d'auxiliaire dans ces mêmes services ne sont pas susceptibles d'être rappelés. Thus les professeurs justifiant de tels services se trouvent dans la même situation. Aucune modification des textes en vigueur n'est actuellement envisagée.

Etablissements scolaires (personnel de direction).

25519. — M. Leroy-Beaulieu rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le décret n° 69-494 du 30 mai 1969, dont le but essentiel a été de revaloriser la fonction de chef d'établissement du second degré, élimine de cette revalorisation les pensions de tous les retraités ayant cessé leurs fonctions avant le 1^{er} janvier 1968 ; il semble que le ministère de l'éducation nationale a établi un projet de décret susceptible de corriger ce que les dispositions en cause ont manifestement d'inéquitable. Ce décret, actuellement soumis au ministère de l'économie et des finances, ferait l'objet d'une opposition de la part de celui-ci. Il lui demande si cette opposition existe et, dans l'affirmative, s'il envisage d'intervenir auprès de son collègue M. le ministre de l'économie et des finances afin que puisse être publié un texte qui aurait pour résultat de remédier à une très regrettable anomalie. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Un projet de décret préparé par le ministre de l'éducation nationale en vue d'étendre aux chefs d'établissements retraités avant le 1^{er} janvier 1968, date d'effet du décret du 30 mai 1969, le bénéfice des nouvelles pensions n'a pu, en l'état actuel, recevoir l'accord des autres départements ministériels intéressés. Des études sont néanmoins poursuivies afin d'apporter une solution à ce problème.

INTERIEUR

Voirie (redevance des riverains).

24593. — M. Louis Terrenoire expose à M. le ministre de l'intérieur qu'ayant procédé à des travaux de viabilité, une municipalité qui avait négligé, en 1962, d'entamer une procédure régulière pour réclamer aux propriétaires riverains la plus-value résultant des équipements par elles payés, s'était mise d'accord avec certains d'entre eux pour convenir, a posteriori, avec ceux-ci, de leur participation par le versement d'une redevance au mètre carré, payable à la première mutation des terrains. Postérieurement, le conseil municipal de la commune a décidé unilatéralement d'indexer la somme à réclamer aux redevables sur le coût de la construction calculé par l'I. N. S. E. E. Cette délibération a été approuvée par l'autorité préfectorale. Il lui demande : 1° a) si la municipalité est bien fondée à réclamer la somme convenue dans les conventions arrêtées en 1962, cette somme, semble-t-il, ne pouvant être réclamée qu'aux propriétaires ayant donné leur accord à la convention ; b) si la municipalité peut imposer les contribuables qui avaient refusé de signer la convention ; c) si elle peut unilatéralement décider de l'indexation des sommes fixées en 1962 ; d) dans la négative, si un propriétaire s'étant laissé influencer par la municipalité et ayant payé la somme indexée, réclamée par la municipalité, est-il fondé à en demander la restitution, ledit propriétaire ayant payé le receveur municipal pour éviter les poursuites dont il était menacé, déclarant par écrit faire réserve de tous ses droits ; 2° devant quelle juridiction le contribuable désirant faire opposition au titre de recouvrement doit s'adresser. (Question du 6 juin 1972.)

Réponse. — La procédure entamée par une municipalité pour réclamer aux propriétaires riverains la plus-value résultant des équipements par elle payés peut trouver sa justification dans les prescriptions de l'article 26 de la loi-cadre du 7 août 1957, voire dans l'article 55 de l'ordonnance du 23 octobre 1958. Mais, lorsqu'il y a eu expropriation l'article 20 de l'ordonnance de 1958 stipule que « le juge statue sur cette augmentation par une disposition distincte ; le montant de la plus-value se compense en tout ou partie avec l'indemnité d'expropriation ». Si, en revanche, il n'y a pas eu expropriation, les souscriptions particulières consenties par les propriétaires pour l'exécution d'une opération de voirie sont des souscriptions volontaires consenties par les intéressés, afin de faciliter le financement de l'opération et d'assurer la date de son lancement. On se trouve donc devant un quasi-contrat. Il paraît donc juridiquement discutable qu'un conseil municipal puisse unilatéralement relever le montant des participations ou indexer celles-ci sur l'indice de la construction. Qui plus est, l'article 72 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967 dispose que sauf exceptions limitativement énumérées, aucune participation ne peut plus être demandée aux constructeurs en dehors de la taxe locale d'équipement. Dans ces conditions : 1° a) si certains propriétaires ont donné leur accord sur le paiement de la redevance, et sauf irrégularités que seul le juge peut constater, ces propriétaires sont liés par leur engagement ; b) une municipalité ne peut imposer d'autorité des contribuables qui ont refusé de signer la convention ; c) une municipalité ne peut décider unilatéralement de l'indexation des sommes fixées en 1962 ; d) un propriétaire ayant payé sous réserve la somme indexée est fondé à réclamer la restitution du supplément de

dépense causé par l'indexation. 2° Un différend de l'espèce étant lié à l'exécution de travaux publics, c'est à la juridiction administrative qu'il appartiendrait éventuellement de se prononcer sur les recours formés par les riverains.

Police (fêtes locales et bals).

24995. — M. Grondeau appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les manifestations violentes qui se produisent fréquemment à l'occasion de fêtes locales ou de bals et plus particulièrement les samedis ou dimanches soir. Dans certains cas des participants à ces fêtes ont été blessés gravement. Il serait souhaitable que les bals et manifestations organisés en particulier par les comités et syndicats de fêtes de bienfaisance puissent bénéficier de la présence gratuite et du soutien direct des forces de police nationale afin d'assurer le maintien de la sécurité des populations. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette suggestion. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — La multiplication des scènes de violences dans les bals de fin de semaine qui préoccupe à juste titre l'honorable parlementaire, a retenu toute l'attention du ministre de l'Intérieur. Les services de police s'efforcent, en fonction des circonstances de temps et de lieu, d'effectuer une surveillance de ces bals dans le cadre de leur mission générale de police sur la voie publique et dans les lieux publics. Les effectifs actuels ne permettent malheureusement pas d'affecter à la sécurité de ce genre de manifestations des fonctionnaires de police à poste fixe, mais seulement d'effectuer des patrouilles. Ces services et interventions sont exécutés gratuitement et ne donnent lieu à aucune rémunération de la part des comités des fêtes.

Sapeurs-pompiers professionnels (accès à cette profession).

25239. — M. Lavieille demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il ne pourrait pas faire bénéficier les fils de sapeurs-pompiers professionnels désireux de reprendre la profession paternelle d'un système de bonification de points au concours d'accès à la fonction sur le modèle de celui en vigueur à la Société nationale des chemins de fer français. C'est-à-dire : bonification de 20 p. 100 pour les pupilles de la Nation ; bonification de 15 p. 100 pour les enfants d'un agent mort en service commandé ; bonification de 10 p. 100 pour les enfants d'un agent en activité ou en retraite. (Question du 1^{er} juillet 1972.)

Réponse. — L'arrêté du 20 octobre 1971 (Journal officiel du 10 novembre 1971) a fixé les conditions de recrutement des sapeurs-pompiers professionnels non officiers. Il n'est en effet pas prévu de bonification de points en faveur des catégories de candidats citées par l'honorable parlementaire. Il convient d'observer qu'il ne s'agit pas, en réalité, d'un concours mais d'un examen qui comprend trois épreuves écrites, à savoir : une dictée du niveau du certificat d'études primaires, deux problèmes simples d'arithmétique, une rédaction sur un sujet d'ordre général et des épreuves d'aptitude physique obligatoires. Les candidats n'ont jamais fait état jusqu'à présent de difficultés rencontrées à cet examen et le service national de la protection civile n'a enregistré aucune doléance à ce sujet ; il va néanmoins procéder à une étude de la question.

Communes (personnel [limite d'âge de recrutement des maîtres-nageurs]).

25285. — M. François Bénard, se référant à sa question écrite n° 25284 relative aux difficultés de recrutement des maîtres-nageurs par les communes, demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il ne lui paraîtrait pas possible d'envisager à titre temporaire une nouvelle dérogation à la limite d'âge de recrutement des personnels communaux titulaires fixée par le décret n° 62-544 du 5 mai 1962 (art. 4.) en particulier pour cette catégorie d'agents, les candidats ayant dépassé la limite d'âge de trente ans prévue par ce texte préférant offrir leurs services à des organismes privés pratiquant des rémunérations supérieures plutôt que d'accepter des emplois d'auxiliaires communaux n'offrant ni stabilité d'emploi ni possibilité de promotion. Cette situation incite au demeurant de nombreuses communes à confier la gestion de leur bassin de natation à des organismes privés qu'elles subventionnent par ailleurs, tournant ainsi les barèmes officiels prévus pour les maîtres-nageurs et créant une situation de surenchère perpétuelle à l'égard des communes désireuses de respecter une stricte légalité. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — Un projet de décret tendant à proroger pour une nouvelle période de trois ans, à compter de la date d'expiration

du décret n° 67-951 du 23 octobre 1967, les dispositions du décret n° 62-544 du 5 mai 1962 permettant de reculer jusqu'à quarante ans l'âge limite d'accès aux emplois communaux avait été présenté par le ministre de l'Intérieur. Compte tenu de l'avis défavorable émis par la commission nationale paritaire du personnel communal, il n'avait pas été donné suite à ce projet. Mais, étant donné les nombreuses demandes dont le ministre de l'Intérieur a été saisi, une nouvelle procédure tendant à permettre le recul de la limite d'âge actuellement en vigueur est d'ores et déjà engagée.

Rapatriés (indemnité particulière en faveur des rapatriés âgés et invalides).

25438. — M. Sanglier demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il peut lui faire connaître la suite qui a été donnée par son département aux demandes présentées antérieurement à l'intervention du décret n° 66-111 du 24 février 1966 par des rapatriés pour obtenir l'indemnité particulière prévue par l'article 37 du décret n° 62-261 du 10 mars 1962 et primitivement rejetées par ses services, motif pris que les requérants ne possédaient outre-mer que des biens mobiliers, l'arrêt du Conseil d'Etat n° 66-768 du 22 décembre 1965 ayant établi que le bénéfice de ladite indemnité ne pouvant pas être réservé aux seuls possesseurs de biens immobiliers et le décret déjà cité du 24 février 1966 qui a édicté cette exigence étant entré en vigueur dans les conditions du droit commun et ne pouvant, par conséquent, s'appliquer qu'aux demandes formulées à partir du 28 février 1966 puisqu'il ne comporte pas, dans son libellé, de date d'effet rétroactive. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — L'indemnité particulière constitue une aide à caractère social instituée au profit des rapatriés âgés ou invalides qui avaient accompli outre-mer un effort particulier de prévoyance notamment pour l'acquisition d'un toit destiné à abriter leurs vieux jours. C'est pourquoi, dès l'origine et avant l'intervention du décret n° 66-111 du 24 février 1966, remplaçant l'article 37 du décret n° 62-261 du 10 mars 1962, l'arrêté du 10 mars 1962, relatif à l'attribution des indemnités particulières, faisait uniquement référence aux biens immobiliers. Ainsi, est-ce dans cet esprit que l'administration a toujours été amenée à opposer une fin de non-recevoir aux demandes fondées sur la perte de biens mobiliers. Certes, à l'occasion de l'examen du recours fondé par un rapatrié contre une décision de cette nature le Conseil d'Etat a, le 22 décembre 1965, estimé que l'arrêté précité était restrictif. Toutefois, selon les principes mêmes du contentieux administratif, la portée de l'arrêt était strictement limitée aux seules parties à l'instance et ne pouvait donc avoir d'effet à l'égard des autres rapatriés, lesquels disposaient, à l'époque, des mêmes possibilités de recours contentieux que l'auteur de l'action qui a provoqué la décision de la Haute assemblée.

Passeports (timbre fiscal).

25445. — M. Henri Michel expose à M. le ministre de l'Intérieur que les personnes désirant obtenir la délivrance ou la prorogation d'un passeport doivent joindre à leur dossier un timbre fiscal de 50 francs et deux photos. Or ces timbres ne sont pas toujours disponibles dans les bureaux de tabac. Les postulants sont ainsi contraints de se rendre auprès d'un bureau de l'enregistrement, ce qui suppose, souvent, un long déplacement. Il lui demande s'il n'estime pas devoir donner des instructions pour que les personnes faisant une demande de délivrance ou de prorogation de passeport puissent remplacer le timbre fiscal par un mandat postal ou un chèque d'un montant équivalent. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — En l'état actuel de la réglementation, les demandeurs peuvent acquitter la taxe, soit en fournissant un timbre fiscal, soit en effectuant un versement en numéraire, soit en adressant un mandat au régisseur de la préfecture, soit enfin en remettant un chèque bancaire ou postal. L'obligation pour l'administration d'accepter tous ces modes de paiement a été rappelée par divers textes et notamment par l'article 7 du décret n° 64-486 du 28 mai 1964. Mon département a appelé à plusieurs reprises l'attention des préfets sur l'intérêt qu'il attachait au respect de ces dispositions, destinées à faciliter et simplifier les démarches du public. Ces mesures répondent donc aux desiderata de l'honorable parlementaire. J'insiste à nouveau auprès des préfets pour qu'elles soient strictement appliquées.

Enfance inadaptée (personnels des établissements spécialisés communaux).

25535. — M. Delhalle appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les difficultés de recrutement de personnel spécialisé dans les établissements pour enfants inadaptés gérés directement par les

collectivités locales. En effet, ce personnel, psychologues, moniteurs, éducateurs, éducateurs spécialisés, kinésithérapeutes, etc., ne trouve pas de classification dans la nomenclature actuelle des employés communaux et l'on est obligé de pratiquer des assimilations particulièrement difficiles qui, en début de carrière, sont particulièrement préjudiciables aux intéressés. Il lui demande si la nomenclature des employés communaux ne pourrait pas être révisée en fonction de ces emplois ou bien quelles mesures il compte prendre afin que ce personnel puisse avoir un statut correspondant à ses capacités. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — Les difficultés signalées par l'honorable parlementaire en matière de recrutement de personnels spécialisés dans le domaine de l'enfance inadaptée ne sont pas propres aux établissements sociaux gérés directement par les collectivités locales. Les psychologues, moniteurs, éducateurs, éducateurs spécialisés, kinésithérapeutes auxquels ont recours des municipalités pour le fonctionnement des établissements en cause ne constituent pas à proprement parler des « catégories spécifiques », car la qualification de ces agents est homologuée à celle de leurs collègues exerçant dans les services départementaux hospitaliers ou de l'aide sociale à l'enfance. Les modalités de recrutement et de rémunération de ces personnels étant fixées réglementairement, le principe constant de l'assimilation des emplois se justifie donc dans les cas énumérés ci-dessus sans qu'il soit nécessaire de procéder à une modification du tableau indicatif des emplois communaux donnés par l'arrêté du 3 novembre 1958 ou à l'élaboration de statuts particuliers.

Accidents du travail (agent communal).

25571. — M. Lebas expose à M. le ministre de l'Intérieur le cas d'un agent titulaire des collectivités locales, qui, victime d'un accident de service en 1969, consolidé en mai 1971 et titulaire d'une I. P. P. de 30 p. 100, bénéficie de l'allocation temporaire d'invalidité. Toutefois, cet agent, dont l'état nécessite toujours un traitement, doit parfois cesser son travail. La compagnie d'assurances qui assure la ville, employeur de cet agent, après expertise par ses médecins conseils, reconnaît la consolidation et invite l'intéressé à s'adresser, en cas de besoin de soins, à la caisse de maladie en précisant l'état chronique. Il lui demande si cette pratique est légale et si ce n'est pas au contraire à la compagnie d'assurances de continuer à assurer le versement des prestations et des remboursements de soins. Il souhaite également savoir l'organisme qui prendrait en charge le blessé en cas de rechute ou d'aggravation de l'état de santé de celui-ci. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'article 544 du code de l'administration communale, les agents communaux victimes d'un accident de service bénéficient jusqu'à la reprise de leurs fonctions de l'intégralité de leur traitement et du remboursement des honoraires et frais médicaux et pharmaceutiques directement entraînés. L'agent victime d'un accident du travail, qui a repris ses fonctions après consolidation de son état de santé, ne peut, en cas de rechute ou d'aggravation de son état de santé, être privé du bénéfice des avantages prévus par l'article 544 précité, s'il est établi par la commission départementale de réforme que le nouvel arrêt de travail et les frais qui en découlent sont la conséquence directe et exclusive de l'accident initial. Si la commune a souscrit un contrat avec une compagnie d'assurances pour la garantie du risque accident du travail, il appartient à cette dernière d'assurer la charge de ces frais.

Communes (statut du personnel communal).

25617. — M. Mauger rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que l'article 7 de la loi n° 72-658 du 13 juillet 1972 portant modification du code de l'administration communale et relative à la formation et à la carrière du personnel communal a prévu que des arrêtés du ministre de l'Intérieur fixent, compte tenu de l'importance des communes et des fonctions exercées, les règles applicables au recrutement et à l'avancement des agents communaux. Il lui demande s'il envisage de faire figurer dans ces arrêtés les dispositions applicables de façon générale dans la fonction publique, dispositions permettant de réserver un neuvième des emplois figurant sur les tableaux d'avancement aux agents répondant à certaines conditions d'ancienneté et de qualification et de permettre ainsi à ces personnels d'accéder sans concours à un grade supérieur. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — Les articles nouveaux 503.1, 508.1, 508.2 et 508.3, introduits dans le code de l'administration communale par les articles 6, 10, 17 et 18 de la loi n° 72-658 du 12 juillet 1972 portant modification du code de l'administration communale et relative à la formation et au recrutement du personnel communal, prévoient expressément, en faveur des agents communaux, un système de

promotion sociale. Ces derniers auront donc la possibilité d'accéder sans concours à l'emploi supérieur. Il n'existe pas, a priori, de raison de penser que les conditions de mise en jeu de ce système puissent être différentes de celles en vigueur pour les fonctionnaires de l'Etat occupant des emplois homologues.

JUSTICE

Régimes pénitentiaires (réforme).

24476. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de la Justice où en est la publication du projet de réforme du système pénitentiaire, publication qui avait été solennellement promise par M. le garde des sceaux après les mouvements de protestation des détenus dans treize maisons d'arrêt et centrales. Il lui rappelle à ce sujet qu'il avait indiqué que cette réforme devait s'appuyer sur les résultats des enquêtes menées à la suite de ces mouvements. Il lui demande : 1° à quelle date doit avoir lieu la publication de ce projet ; 2° s'il lui paraît normal qu'on ait inculpé des détenus dont l'action a permis que soit alertée enfin la vigilance de ses services et que soit enfin posé devant l'opinion publique le problème du système pénitentiaire. (Question du 30 mai 1972.)

Réponse. — 1° Un projet de loi modifiant le code de procédure pénale, notamment en ce qui concerne l'exécution des peines, a été déposé le 30 juin 1972 sur le bureau du Sénat qui doit l'examiner à sa rentrée parlementaire. Un décret modifiant la troisième partie du code de procédure pénale dans ses dispositions également relatives à l'exécution des peines sera publié dans les prochaines semaines au *Journal officiel*. 2° Il est strictement conforme aux principes édictés par la législation de tous les pays que la responsabilité pénale des personnes ayant fomenté des violences ou pris une part active à ces violences puisse être recherchée. Au demeurant les détenus savent que pour « alerter » la chancellerie il leur suffit de saisir le garde des sceaux par lettres qui ne sont soumises à aucun contrôle. Si cette procédure avait été suivie dans les établissements visés par l'honorable parlementaire, elle aurait immédiatement provoqué une enquête approfondie.

Testaments (droits d'enregistrement).

25190. — M. Paul Alduy expose à M. le ministre de la Justice qu'aux termes de l'article 1079 nouveau du code civil, le testament-partage ne produit que les effets d'un partage. On en déduit qu'un testament qui produit des effets autres que ceux d'un partage n'est pas un testament-partage. Or, un testament par lequel un ascendant a légué à chacun de ses descendants des biens déterminés de valeur inégale sans mettre une contrepartie à la charge des bénéficiaires les plus favorisés produit non seulement les effets d'un partage, mais aussi ceux d'un acte de libéralité. Il lui demande s'il peut lui confirmer que ce testament n'est pas un testament-partage, mais un testament ordinaire contenant un partage. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Le problème évoqué a déjà fait l'objet d'un très grand nombre de questions écrites ou orales auxquelles il a été répondu tant par le ministre de l'économie et des finances que par le garde des sceaux (cf. notamment la réponse faite à la question écrite n° 10831 du 10 novembre 1971 posée par l'honorable parlementaire). La chancellerie ne peut que rappeler que, conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, le testament par lequel un ascendant répartit ses biens entre ses enfants est toujours un testament-partage.

Avocats (barreau de Villefranche-sur-Saône).

25303. — M. Ducray indique à M. le ministre de la Justice qu'à l'issue de la réforme de la profession d'avocat, un nouveau barreau sera créé près du tribunal de grande instance de Villefranche-sur-Saône. Il lui demande dans quelles conditions sera réparti, entre le barreau de Lyon et celui de Villefranche-sur-Saône, les actifs de l'ancien barreau départemental. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — Il appartient aux conseils de l'ordre des deux barreaux intéressés de définir les modalités de répartition des actifs de l'ancien barreau départemental. A défaut d'accord amiable, le litige est de la compétence de la juridiction civile.

Publicité (mensongère).

25396. — M. Michel Rocard attire l'attention de M. le ministre de la Justice sur les très nombreux cas de publicité mensongère que l'on relève dans les publicités des promoteurs immobiliers, notamment dans la région parisienne. La plupart des annonces publicitaires

vantant tel ou tel nouvel ensemble immobilier fait état souvent d'engagements collectifs inexistant, ou annonçant « à huit minutes de Paris » ou « à quinze minutes de Paris », alors qu'il faut une heure ou deux heures de trajet. De tels faits semblant devoir tomber sous le coup de la loi réprimant pénalement la publicité mensongère, il lui demande combien de poursuites ont été engagées de ce chef contre des annonces publicitaires mensongères en matière immobilière durant l'année 1971. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La publicité mensongère, faite de mauvaise foi, pour des produits ou prestations de services de toute nature, est sanctionnée par les articles 5 et 6 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963. Lorsque les éléments constitutifs de l'infraction sont réunis les parquets ne manquent pas d'exercer les poursuites prévues par ce texte, qui tend à juste titre à assurer la protection des consommateurs contre les excès de la publicité, mais le compte général de la justice ne permet pas de préciser, parmi les condamnations prononcées en cette matière, celles qui peuvent concerner précisément les faits dénoncés par l'honorable parlementaire. En toute hypothèse, il y a lieu de noter que le droit pénal est d'interprétation stricte, et qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier dans quelle mesure les allégations contenues dans une publicité dépassent le cadre d'une présentation particulièrement favorable du produit proposé et sont de nature à induire en erreur le client éventuel. A cet égard, l'indication de la durée d'un trajet apparaît à l'évidence comme un élément essentiellement variable, surtout dans la région parisienne, mais qu'il est loisible à l'acquéreur d'un appartement de vérifier lui-même avant de s'engager. La preuve de la mauvaise foi de l'auteur de la publicité serait en revanche plus facile à apporter en cas d'assurance fallacieuse de l'existence de services moins aisément contrôlables, tels que des engagements collectifs inexistant. Le garde des sceaux ne manquera pas de faire examiner les faits de cette nature qui lui seraient signalés, afin que leur soit réservée la suite judiciaire qu'ils pourraient comporter. Une circulaire sera très prochainement adressée aux procureurs généraux pour appeler leur attention sur cette catégorie d'annonces publicitaires.

Baux commerciaux (renouvellement).

25397. — M. Stehlin demande à M. le ministre de la justice si le décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 modifiant le décret du 30 septembre 1953 relatif au renouvellement des baux à loyer de locaux à usage commercial est applicable aux instances en cours. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Il est de principe que, sauf disposition contraire, la loi nouvelle s'applique immédiatement aux rapports juridiques formés avant son entrée en vigueur, à condition toutefois que les droits acquis par contrat ou décision de justice n'en soient pas lésés. Le décret du 3 juillet 1972 a pour effet de modifier les règles de calcul de la valeur locative des locaux à usage commerciaux en cas de renouvellement du bail, ainsi que la procédure en usage devant les juridictions, et ses dispositions ne remettent donc pas en cause les droits nés de stipulations contractuelles antérieures. Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, il semblerait que ce texte puisse s'appliquer immédiatement dès lors que le prix du bail n'a pas encore fait l'objet d'une fixation amiable ou judiciaire. Il convient cependant d'observer que les tribunaux n'ont pas adopté une position unanime au sujet de l'étendue exacte du principe de l'application immédiate aux instances en cours. Selon la jurisprudence dominante, tout titulaire d'un jugement, même non définitif, est en possession d'un droit acquis dont il ne saurait être dépouillé par la loi nouvelle, fût-elle d'ordre public (Civ. 3 novembre 1941, D. C. 1943, 101). Mais il a cependant été jugé que la loi nouvelle s'appliquait aux instances en cours tant qu'une décision passée en force de chose jugée n'a pas été rendue (Paris, 16 février 1956, D. 1956, 204).

Baux commerciaux (renouvellement).

25448. — M. Benoit appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur le grave problème du renouvellement des baux commerciaux. Les artisans rencontrent de plus en plus de difficultés au moment du renouvellement de leurs baux pour la fixation du nouveau loyer que les propriétaires prétendent souvent augmenter dans des proportions anormales. Au cours des débats parlementaires sur la déspecialisation des baux commerciaux, le Gouvernement avait promis qu'il réglerait par décret les prétentions des propriétaires en matière de loyer au moment du renouvellement des baux. Cette promesse avait été confirmée par M. le ministre des finances, le 15 février 1972. Le 29 février 1972, un conseil restreint des ministres, présidé par M. le Président de la République avait adopté le principe et donné son accord

à la publication d'un décret. Il lui demande à quelle date paraîtra ce décret qui mettra fin aux excès de certains propriétaires et qui est attendu de tous les commerçants et artisans. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Le décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 vient de modifier les règles applicables à la fixation des loyers commerciaux lors du renouvellement des baux. Ce texte a pour objet principal de contenir dans certaines limites l'augmentation du prix des baux. Il institue notamment un coefficient d'augmentation qui ne peut être dépassé que si le propriétaire consent un bail d'une durée supérieure à neuf ans ou établit qu'au cours du bail expiré les éléments de la valeur locative se sont notablement modifiés.

Catégorie de Sallen (indemnisation des victimes).

25514. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre de la justice la catastrophe de Sallen qui remonte au 15 mai 1971. A la suite de l'effondrement du plancher de la salle des fêtes, de nombreuses personnes furent précipitées dans un puits. Les victimes, plus d'un an après la catastrophe, attendent encore pour la plupart un dédommagement et au contraire ont dû engager des frais élevés. Pour obtenir justice, la commune de Sallen est en effet assurée par une compagnie nationale importante et celle-ci a plaidé l'incompétence du tribunal de grande instance de Caen qui a admis cette thèse en son audience du 12 juin dernier. Il est maintenant possible aux victimes de faire appel et ensuite d'aller devant le tribunal administratif et pourquoi pas enfin devant le Conseil d'Etat. Ces batailles de procédures peuvent intéresser les spécialistes mais la responsabilité de la commune et de son assureur ne paraît pas faire de doute et il est regrettable que les victimes aient ainsi l'impression que l'on emploie des moyens dilatoires pour régler les sommes dont elles ont parfois le plus grand besoin. Il lui demande donc s'il entend se pencher personnellement sur ce dossier pour faire en sorte que justice soit rendue et que le tribunal compétent fixe le montant des provisions à recevoir et des indemnités dues. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Les tribunaux étant saisis du litige, il n'est pas possible au ministère de la justice, en raison de l'indépendance des juridictions, d'émettre une appréciation sur le déroulement de la procédure, dont le rythme est fixé par le tribunal et les parties elles-mêmes. Il appartient à l'avocat des parties intéressées de les conseiller sur le point de savoir s'il est de leur intérêt de renoncer à déférer à la cour d'appel le jugement du tribunal de grande instance de Caen en date du 12 juin dernier, et de saisir en conséquence dès à présent le tribunal administratif auquel ils pourraient demander éventuellement l'attribution de provisions à valoir sur le montant définitif de l'indemnisation qu'ils demandent. Par ailleurs, l'appel des jugements des tribunaux administratifs devant le Conseil d'Etat ne suspend pas leur exécution.

Procédure pénale (secret de l'instruction).

25558. — M. Krieg expose à M. le ministre de la justice qu'une récente affaire judiciaire a montré combien il était difficile de concilier le principe du secret de l'instruction proclamé par l'article 11 du code de procédure pénale et les besoins de l'information. Cette dernière, en effet, sous quelque forme que ce soit, recherchant essentiellement le « sensationnel », pousse ceux qui à un titre quelconque ont accès au dossier d'instruction à multiplier les déclarations et les prises de position. En présence de cette situation profondément regrettable et qui cause un préjudice certain aux intérêts des justiciables, il lui demande s'il existe des limites au secret de l'instruction et si celui-ci s'impose à tous, magistrats, greffiers, auxiliaires de justice en général. Dans ce cas, il souhaiterait connaître les moyens dont il dispose pour le faire intégralement respecter afin d'éviter le retour des fâcheux incidents que nous avons connus depuis trois mois. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — Le garde des sceaux a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que sa question rejoint pour l'essentiel celle posée le 10 mai 1972 par M. Tremaux, député, qui a donné lieu à une réponse publiée au Journal officiel du 28 juin 1972 et dont les termes ne peuvent qu'être confirmés. L'affaire évoquée met en effet en lumière la difficulté de concilier d'une part le principe du secret de l'instruction, dont l'objet essentiel est de sauvegarder les intérêts des personnes soupçonnées, d'autre part le droit du public à l'information. Ce délicat problème n'a pas échappé à l'attention du garde des sceaux, qui s'attache à faire rechercher des solutions efficaces pour aplanir les difficultés qui apparaissent notamment lorsqu'une affaire pénale suscite particulièrement l'intérêt de l'opinion publique.

Divorce (visite des enfants).

25564. — **M. Notebert** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la nécessité de permettre dans les cas de divorce aux deux parents de voir régulièrement leurs enfants. L'article 302 du code civil dispose que « les enfants seient confiés à l'époux qui a obtenu le divorce à moins que le tribunal, sur la demande de la famille ou du ministère public et au vu des renseignements recueillis, n'ordonne pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'entre eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne ». Or, le tribunal confie le plus souvent la garde des enfants à la mère. Il arrive, dans ces cas, que le père éprouve de réelles difficultés à voir ses enfants. Il lui demande quelles instructions il compte donner pour que les deux parents puissent voir leurs enfants. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — Le père ou la mère divorcée qui ferait obstacle au droit de visite du parent non gardien encourt les peines de l'article 357 du code pénal soit un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de 500 à 18.000 francs. Les poursuites sont exercées par le ministère public et le jugement est exécuté, le cas échéant, par la force publique. Ces dispositions sont appliquées constamment par les juridictions — étant observé qu'en raison du caractère familial du conflit les parquets disposent des poursuites — et il ne paraît pas utile de les rappeler par voie d'instructions.

Conseils juridiques et fiscaux (intégration dans la nouvelle profession d'avocat).

25577. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de la justice** que, par application de l'article 61 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, les « personnes qui exerçaient avant le 1^{er} juillet 1971 les activités mentionnées à l'article 54 » du texte susindiqué doivent demander à compter du 16 septembre 1972 leur inscription sur la liste des conseillers juridiques. Il lui précise, d'autre part, que ces mêmes conseillers juridiques ne peuvent demander leur inscription comme membres de la nouvelle profession d'avocat qu'à compter du 17 septembre 1972 en vertu de l'article 144 du décret du 13 juillet 1972, paru au *Journal officiel* du 18 juillet 1972, et, attirant son attention sur le fait que ceux d'entre eux qui, à la date précitée, auront demandé à faire partie de la nouvelle profession d'avocat, risquent de ne se trouver pendant plus de deux mois insérés ni sur la liste des conseillers juridiques ni sur celles des membres de la nouvelle profession d'avocat, si leur admission est refusée ou simplement différée. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre, par voie réglementaire, toutes dispositions utiles pour que les personnes réunissant les conditions fixées par le décret n° 72-670 du 13 juillet 1972 continuent d'être considérées comme « conseils juridiques » ou « conseils fiscaux » aussi longtemps qu'elles n'auront pas été intégrées dans la nouvelle profession d'avocat ou que le refus de leur admission dans cet ordre ne sera pas devenu définitif. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — 1° Pour obtenir leur admission au barreau, en application des dispositions de l'article 50-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, les personnes exerçant des activités de conseil juridique devront justifier qu'elles sont inscrites sur la liste prévue à l'article 54 de la même loi. Cette inscription ne pourra intervenir qu'après le 16 septembre 1972, date fixée par le législateur pour l'entrée en vigueur de la réforme. De surcroît, il ne pourra être statué sur l'inscription de l'intéressé au tableau des avocats qu'après l'entrée en fonctions du nouveau conseil de l'ordre, dont l'élection aura lieu entre le 16 septembre et le 15 novembre 1972, en application de l'article 136 du décret n° 72-468 du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat; 2° jusqu'à l'intervention d'une décision définitive sur son inscription sur la liste des conseils juridiques, l'intéressé conserve le droit d'exercer ses activités actuelles sous la dénomination qu'il avait adoptée, avant l'entrée en vigueur de la loi (et, notamment, celle de conseil juridique), à la seule condition de s'être trouvé en fonctions avant le 1^{er} juillet 1971 et de présenter sa demande d'inscription avant le 16 septembre prochain (art. 65 de la loi précitée du 31 décembre 1971). Les droits acquis par les professionnels se trouvant intégralement préservés par les dispositions dont il s'agit, il n'apparaît pas possible — eu égard aux termes de la loi — de prévoir par voie réglementaire des mesures particulières concernant la situation exposée par l'honorable parlementaire. Au demeurant, de telles mesures ne présenteraient aucune utilité pratique.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS*Société nationale des chemins de fer français (concurrency des paquets-poste).*

24801. — **M. Brugnion** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que l'arrêté du 3 janvier 1972 qui relève de 3 à 5 kg la limite supérieure d'acceptation des paquets-poste

est susceptible de priver la Société nationale des chemins de fer français de ressources importantes. Il lui demande si cette mesure n'est pas en contradiction avec la convention passée entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français. (Question du 14 juin 1972.)

Réponse. — Les études entreprises sur les perspectives d'évolution du marché de la petite messagerie postale ont montré que les usagers, particuliers comme entreprises, souhaitent l'extension du service dans le sens d'une augmentation de la limite maximum de poids. L'arrêté du 3 janvier 1972 a permis, en relevant de 3 à 5 kg la limite de poids des paquets-poste — sans augmenter toutefois les dimensions maximales de ces objets — d'offrir à la clientèle des services publics les prestations qu'elle recherche au moindre coût. C'est cet objectif qui a été visé par l'administration des postes, tout en restant dans le cadre de son organisation actuelle et des moyens de transport, de maintenance et de distribution habituellement utilisés. Le point particulier soulevé par l'honorable parlementaire fait actuellement l'objet d'une concertation entre le ministère des postes et télécommunications et la Société nationale des chemins de fer français en vue de régler ce problème sur la base d'une part de l'harmonisation des tarifs et, d'autre part, d'une collaboration accrue sur le plan de la complémentarité des moyens et des prestations.

Postes : correspondance (affranchissement).

25478. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** de lui faire connaître si le fait d'affranchir les lettres ordinaires à 0,50 franc au lieu de 0,30 franc confère à leur acheminement la certitude d'une distribution plus rapide et s'il ne pense pas qu'à l'heure présente, compte tenu de l'évidence que le courrier postal subit régulièrement des retards importants, rien ne sert de différencier le coût de l'affranchissement qui semble maintenant ne plus avoir de sens et de portée. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — L'organisation des acheminements postaux en France tient compte de la nécessité de faire une distinction entre les objets de correspondance, aux fins de réserver à ceux considérés à titres divers comme « urgents » le bénéfice d'un acheminement accéléré. Les lettres affranchies au tarif normal (0,50 franc pour le premier échelon de poids), qui doivent dans la plupart des relations parvenir à leurs destinataires le lendemain du jour de dépôt, dimanches et jours fériés exclus, sont traitées en priorité absolue. Elles empruntent les moyens de transport les plus rapides, avions ou trains rapides selon la relation et sont travaillées de nuit dans les centres de tri ou à bord des wagons-poste. Les plis « non urgents » (affranchis à 0,30 franc, pour leur part, sont traités dans des conditions moins favorables. Ils ne sont triés que le jour et uniquement dans les bureaux centralisateurs. Ils sont acheminés par les moyens de transport ferroviaires et routiers et n'empruntent pas les avions postaux. Leurs délais de transmission varient selon les destinations et ne doivent pas excéder quatre jours, dimanches et jours fériés exceptés, dans les relations à grande distance si aucun incident ne se produit. Les délais anormaux constatés ces temps derniers dans l'acheminement, tant des lettres que des plis « non urgents » étaient la conséquence des mouvements de grève qui ont affecté les services d'acheminement du courrier à quatre reprises et pendant plusieurs jours au cours des mois de mai et juin 1972. Dans ces circonstances, les lettres ont bénéficié d'une priorité de traitement sur les plis non urgents, mais les répercussions des arrêts de travail ont été inégalement ressenties dans les différents services, ce qui explique les anomalies constatées.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT*Pollution des mers (pêche maritime et conchyliculture).*

23985. — **M. Olivier Giscard d'Estaing** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement**, sur les graves inconvénients qui résultent pour la pêche maritime et la conchyliculture de la pollution des mers, et lui demande : 1° s'il n'estime pas indispensable de contrôler plus strictement le déversement dans les rivières ou dans les mers des eaux polluées d'origine urbaine ou industrielle; 2° s'il ne juge pas qu'il serait désirable d'accorder une représentation convenable des pêcheurs maritimes et des conchyliculteurs dans les agences de bassin. (Question du 5 mai 1972.)

Réponse. — Le ministre délégué chargé de la protection de la nature et de l'environnement informe l'honorable parlementaire que le problème qu'il évoque a déjà fait l'objet de questions écrites auxquelles il a été répondu dans les termes suivants : 1° en ce qui concerne les rejets effectués dans les eaux douces, le renforcement des conditions techniques et administratives de délivrance des autorisations de déversements d'origine industrielle ou urbaine des eaux

superficielles, souterraines ou de mer dans la limite territoriale a été préparé par les administrations compétentes et est en cours d'examen devant le Conseil d'Etat; 2° s'agissant de la représentation des pêcheurs maritimes et des conchyliculteurs dans les comités de bassin, il convient de noter que la totalité de leurs sièges sera renouvelée au cours de 1973. Les diverses administrations compétentes étudient d'éventuelles modifications de la représentation des différentes catégories d'usagers au sein de ces comités. D'ores et déjà, il a été demandé à leurs présidents d'associer à leurs travaux, en qualité de personnes qualifiées, des représentants des milieux intéressés aux problèmes concernant le littoral ou la mer.

Pollution des cours d'eau, lacs et mers.

24166. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur l'inquiétude légitime des pêcheurs devant la pollution croissante des cours d'eau, des lacs et de la mer. Cette situation entraîne des conséquences inévitables sur l'alimentation humaine. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue: 1° de l'application stricte des interdictions relatives au déversement dans les rivières ou dans la mer des eaux polluées d'origine urbaine ou industrielle; 2° du renforcement des ressources des agences financières de bassin; 3° de la représentation des pêcheurs maritimes et des conchyliculteurs dans les comités de bassin. (Question du 16 mai 1972.)

Réponse. — Le ministre délégué chargé de la protection de la nature et de l'environnement informe l'honorable parlementaire que le problème qu'il évoque a déjà fait l'objet de questions écrites auxquelles il a été répondu dans les termes suivants: 1° en ce qui concerne les rejets effectués dans les eaux douces, le renforcement des conditions techniques et administratives de délivrance des autorisations de déversements d'origine industrielle ou urbaine des eaux superficielles, souterraines ou de mer dans la limite territoriale a été préparé par les administrations compétentes et est en cours d'examen devant le Conseil d'Etat; 2° le développement des ressources des agences financières de bassin s'est avéré indispensable pour que le taux des redevances soit à la fois plus incitatif à l'égard des pollueurs et que le montant des aides qu'elles puissent distribuer soit plus important et favorise la réalisation accrue d'ouvrages d'épuration. Ce montant qui était de 487,5 millions de francs lors de leurs premiers programmes pluriannuels d'intervention, atteindra au cours de leurs seconds programmes la somme de 1.267 millions de francs. La différence ainsi constatée provient de l'augmentation de 2,50 francs à 4 francs par an et par habitant ou par habitant équivalent; 3° s'agissant de la représentation des pêcheurs maritimes et des conchyliculteurs dans les comités de bassin, il convient de noter que la totalité de leurs sièges sera renouvelée au cours de 1973. Les diverses administrations compétentes étudient d'éventuelles modifications de la représentation des différentes catégories d'usagers au sein de ces comités. D'ores et déjà, il a été demandé à leurs présidents d'associer à leurs travaux, en qualité de personnes qualifiées, des représentants des milieux intéressés aux problèmes concernant le littoral ou la mer.

Etablissements dangereux (dépôts d'hydrocarbures).

24399. — M. Papon demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, s'il n'y aurait pas lieu d'abroger ou de modifier profondément le décret-loi du 1^{er} avril 1939 instaurant dans l'intérêt de la défense nationale une procédure spéciale d'urgence pour l'autorisation de demandes de constructions de dépôts d'hydrocarbures. Sans doute, la jurisprudence a confirmé la validité réglementaire de ce texte de circonstance, en dépit des dispositions de la loi du 19 décembre 1971 relatives aux établissements classés dangereux, incommodes ou insalubres. La politique pétrolière exige probablement que certains projets d'installations de transformation ou de stockage d'hydrocarbures liquides, lorsqu'ils sont de grande importance, fassent l'objet d'un examen à l'échelon national comme le permet le décret du 1^{er} avril 1939. Mais il n'apparaît plus ni nécessaire ni opportun que, par l'application littérale du décret du 1^{er} avril 1939, l'examen au titre de la lutte contre les nuisances des installations de transformation et de stockage d'hydrocarbures soit effectué selon une procédure d'instruction dérogeant aux consultations — notamment des municipalités — et aux objectifs fixés par la loi précitée du 19 décembre 1971 et par celle du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs. (Question du 26 mai 1972.)

Réponse. — Sensible aux critiques rappelées à juste titre par l'honorable parlementaire, l'administration a entrepris depuis plusieurs semaines des études tendant à examiner les possibilités de révision de la procédure instaurée par le décret du 1^{er} avril 1939.

Ces études se poursuivent et devraient aboutir dans les très prochains mois à la publication d'un texte réglementaire nouveau destiné à se substituer au décret en cause. Compte tenu des études en cours, l'économie générale de ce texte nouveau pourrait être la suivante: pour certains établissements pétroliers importants, les impératifs généraux de la politique pétrolière et de défense nationale exigent une procédure centralisée qui, complétée par des dispositions particulières, pourra apporter des garanties comparables, sinon supérieures, à celles offertes par la loi du 19 décembre 1971 en ce qui concerne l'environnement. Pour les établissements pétroliers dont la construction et le fonctionnement n'exigent pas une consultation à l'échelon national, la procédure d'instruction prévue par la loi du 19 décembre 1971 en ce qui concerne la prévention et le contrôle des circonstances pourrait être adoptée, voire renforcée.

SANTE PUBLIQUE

Hôpitaux (département du Nord).

24024. — M. Fiévez expose à M. le ministre de la santé publique que le rapport régional de développement et d'équipement (région du Nord-Pas-de-Calais) sur le V^e Plan indique que, avec un chiffre de trois lits pour 1.000 habitants, la région se classe au dernier rang pour l'équipement hospitalier public, que l'indice de fréquentation hospitalière est également inférieur à la moyenne nationale (entrées par an pour 1.000 habitants: région du Nord, 50,7; France, 59,1). Tous les hôpitaux de médecine générale sont surchargés. Dans celui de Valenciennes, par exemple, des malades sont placés dans les couloirs et vestibules. L'hôpital psychiatrique d'Armentières, conçu pour recevoir 1.400 malades, en accueille actuellement 2.600, soit près du double de sa capacité. Dans celui de Bailloul, également surchargé, la température atteint difficilement cinq degrés en plein hiver; dans certains services, des w.-c. se trouvent en pleine salle de réfectoire sans aucune cloison. Les autorisations de programme déjà insuffisantes obtenues en 1971, qui étaient de 2.395.100 francs, ne sont plus que de 2.230.038 francs en 1972. La construction de trois hôpitaux psychiatriques de 650 lits chacun était prévue au V^e Plan. Les terrains pour la construction de celui de Maubeuge ont été achetés (100 millions d'anciens francs environ), la ville a assuré l'adduction d'eau potable (150 millions d'anciens francs), les architectes ont été désignés, les plans approuvés (les honoraires des architectes, plusieurs millions, devront être payés). Pour la construction de celui de Valenciennes, les terrains ont été trouvés. Le préfet de région a reçu une délégation de la commission départementale pour l'achat de ceux-ci. Alors que les travaux allaient commencer, la nouvelle orientation dans le domaine hospitalier remet tout en cause. Tous les projets sont abandonnés, les millions déjà dépensés l'auront été inutilement. L'application de la nouvelle orientation (la sectorisation), si elle voit le jour, demandera de nombreuses années si le Gouvernement ne lui accorde pas les crédits indispensables. En attendant ces nombreuses années, les malades, les malades mentaux plus particulièrement, continueront à être soignés dans des conditions véritablement inhumaines. En conséquence, il lui demande quelles mesures concrètes, et plus particulièrement sous forme de crédits, il compte prendre pour doter le département du Nord de l'équipement sanitaire qui lui est absolument indispensable. (Question du 9 mai 1972.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les observations suivantes: l'équipement hospitalier de la région du Nord n'a été perdu de vue en aucune façon. C'est ainsi que, lors de la répartition entre les régions des crédits budgétaires de 1972 et des années antérieures, la construction d'hôpitaux à Calais, Dunkerque et Avesnes-sur-Helpe a pu s'engager grâce aux moyens financiers consentis à cet effet. Il est permis, toutefois, de constater une certaine lenteur dans l'utilisation des crédits. Par exemple, les travaux de construction de l'hôpital d'Avesnes-sur-Helpe ne sont pas encore commencés, bien qu'une autorisation de programme s'élevant à 9.933.000 francs ait été mise pour cet objet à la disposition du préfet du Nord dès le 31 mars 1971. Pour ce qui concerne plus particulièrement les services de psychiatrie, l'absence de dossiers techniquement prêts a fait que pendant plusieurs années aucun crédit n'a pu être affecté à la région du Nord. On peut relever à cet égard que dans le département du Nord, pour les villes d'Armentières et de Bailloul, aucun dossier technique n'a jamais été adressé au ministère de la santé publique, en dépit des demandes répétées des services ministériels et alors que les programmes afférents aux besoins de ces deux villes ont été approuvés respectivement le 5 mars 1969 et le 6 novembre 1967. De même et pour des raisons analogues n'a pas encore débuté la construction d'hôpitaux psychiatriques à Arras et à Boulogne-sur-Mer. Pourtant cette construction avait été prévue dès le IV^e Plan, puis reprise dans le V^e Plan. S'agissant plus spécialement de la ville d'Arras aucun avant-projet ne semble avoir été établi. Cependant l'hôpital d'Arras a bénéficié en 1971

d'une subvention pour un service de psychiatrie industrialisé de 100 lits, actuellement en construction. Un dossier technique a pu être approuvé pour l'hôpital de Boulogne et une inscription a été faite pour cette opération au budget de 1969. Mais les mesures de rigueur budgétaire, qui se sont traduites par la création du fonds de l'action conjonctionnelle, ont amené l'annulation de ce crédit. En ce qui concerne plus particulièrement la construction de services de psychiatrie industrialisés, il convient d'observer qu'en 1971, un service de ce type avait été attribué à Douai. Or, cette opération vient de s'avérer irréalisable bien que des crédits lui aient été affectés sur le budget du ministère de la santé publique. De même, un service de psychiatrie industrialisé de 100 lits a été retenu pour le Nord au budget de 1972. Les crédits sont disponibles, mais les services départementaux n'ont encore pris aucune décision sur le lieu d'implantation des bâtiments. S'agissant enfin de 1973, les propositions budgétaires régionales comportent la demande d'un service de psychiatrie, mais la encore « l'implantation » de ce service reste à définir. Ces lenteurs et ces incertitudes, dont la responsabilité n'incombe pas à l'administration centrale, ne sont pas de nature à favoriser l'équipement de la région. D'autre part, une organisation rationnelle de la lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et les toxicomanies implique d'importantes mesures de déconcentration, notamment par la création de services d'une centaine de lits annexés à des hôpitaux généraux et par la mise en place d'institutions et d'équipes de type extra-hospitalier. Toutes instructions ont été envoyées sur ces points à diverses reprises, notamment par circulaire n° 148 du 18 janvier 1968, et il est nécessaire que les départements du Nord et du Pas-de-Calais accomplissent un effort particulier. Il est à noter en outre que la région du Nord présente une forte morbidité alcoolique, cause de très nombreuses hospitalisations, tant dans les hôpitaux généraux que dans les hôpitaux psychiatriques. A titre individuel ou collectif, les départements ont été invités à intensifier leur lutte contre l'alcoolisme par des mesures telles que : création de consultations d'hygiène alimentaire pour le dépistage précoce des buveurs excessifs et les soins à donner ; organisation de services « de suite » pour les buveurs ayant été désintoxiqués ; organisation d'un enseignement de l'alcoolologie aux futurs médecins praticiens, journalièrement affrontés au problème. La création d'hôpitaux psychiatriques comportant un nombre élevé de lits d'hospitalisation étant abandonnée au profit de formules diversifiées en vue du traitement de la postcure des malades dans leur milieu, chaque fois que c'est possible, il appartient aux autorités locales de prendre toutes mesures en ce domaine, notamment en décidant les créations de postes qui s'imposent et en procédant au recrutement d'un personnel qualifié.

Aveugles (I. R. P. P.).

24498. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation des aveugles civils ne bénéficiant pas de l'aide sociale, et assujettis à l'impôt sur le revenu, alors même qu'ils doivent consacrer une partie de leurs ressources à l'entretien d'une aide. Il lui demande s'il ne jugerait pas équitable de dispenser ces invalides du paiement de l'impôt sur le revenu, lorsque leurs ressources sont égales ou légèrement supérieures au plafond total des ressources des ressortissants de l'aide sociale. D'autre part, il arrive qu'après le décès d'un aveugle bénéficiant de l'aide sociale, son conjoint, qui lui fournissait l'aide nécessaire, et donc n'exerçant pas d'autre profession, se trouve dans une situation souvent précaire. Il lui demande si une indemnité, qui pourrait être égale à trois mois du montant de la majoration pour tierce personne ne pourrait pas leur être allouée afin de leur permettre soit de trouver un travail, soit d'effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de la pension vieillesse. (Question du 31 mai 1972.)

Réponse. — Il est rappelé que toute personne dont l'infirmité entraîne au moins 80 p. 100 d'incapacité permanente est qualifiée de « grand infirme » et peut bénéficier, quel que soit le montant de ses ressources, d'une carte d'invalidité, délivrée en application de l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Cette carte, que chaque intéressé peut obtenir en s'adressant à la mairie de son lieu de résidence, est un document officiel permettant au grand infirme de justifier de son état d'invalidité. Elle procure de nombreux avantages et donne droit, notamment, à l'augmentation d'une demi-part pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des grands infirmes célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfants à charge, et à l'augmentation d'une part entière pour les parents d'un enfant infirme à charge quel que soit son âge. En outre, la loi de finances pour 1971 n° 70-1199 du 21 décembre 1970 précise (art. 2, § 8) que le quotient familial prévu à l'article 194 du code général des impôts est augmenté d'une demi-part pour les contribuables mariés invalides lorsque chacun des conjoints remplit l'une des conditions fixées par l'article 195-1 c, d et é du code. Par ailleurs, la législation actuelle ne permet pas d'envisager l'octroi d'une

indemnité à la personne qui a servi de tierce personne à l'infirme pendant sa vie, et qui se trouve démunie de ressources au décès de celui-ci. Cependant si cette personne se trouve véritablement en difficultés financières passagères graves, elle a toujours la possibilité de s'adresser au bureau d'aide sociale de sa résidence, lequel, après examen de sa situation, peut lui accorder une aide dans le cadre des secours facultatifs dont il dispose.

Code de la famille et de l'aide sociale (décrets d'application de la loi du 24 décembre 1971).

24823. — M. Marlo Bénard appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur les dispositions de la loi n° 71-1050 du 24 décembre 1971 modifiant les titres II et V du code de la famille et de l'aide sociale et relatives au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale. Ce texte se propose d'assurer une meilleure protection de ces différentes catégories de personnes. Pour l'instant, les mesures qu'il contient ne sont pas entrées en vigueur car les décrets d'application qu'il prévoit n'ont pas encore été publiés. Près de six mois s'étant écoulés depuis la promulgation de la loi en cause, il lui demande quand paraîtront les textes d'application. (Question du 15 juin 1972.)

Réponse. — La loi évoquée dispose en son article 2 que son texte d'application doit être soumis au Conseil d'Etat, après avis du conseil supérieur de l'aide sociale. Lors de l'examen de ce texte par ces deux instances, des modifications importantes ont été apportées au projet de décret qui leur avait été successivement transmis. Ce double remaniement du projet initial a donc nécessité des délais supplémentaires justifiés par le caractère particulièrement complexe des mesures réglementaires qu'il convenait d'élaborer. Actuellement, le texte d'application en cause se trouve soumis au contreseing des différents ministres intéressés. Dès que ces contreseings auront été apposés, le projet sera adressé au Premier ministre à double fin de signature et de publication au Journal officiel.

Chiropacteurs.

24964. — M. Rabourdin expose à M. le ministre de la santé publique les réflexions que lui inspirent : la proposition de loi n° 95 déposée par M. E. Charrel et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux chiropacteurs d'exercer leur art, et le rapport n° 2087 du docteur Berger sur cette proposition. Il lui semble, en effet, que, d'une part, le libre exercice de la chiropractie par des non-médecins risque, en raison du faible niveau de leurs connaissances médicales, d'entraîner des erreurs thérapeutiques graves, dangereuses pour la santé publique, et que, d'autre part, il est de nature à porter un préjudice certain aux médecins titulaires du certificat d'études spéciales de rééducation et de réadaptation fonctionnelles et aux médecins qui ont suivi l'enseignement complémentaire des thérapeutiques manuelles dispensé à l'U. E. R. Broussais-Hôtel-Dieu dont la très haute compétence est sans commune mesure avec le niveau de connaissance des chiropacteurs. En conséquence, il lui demande s'il peut lui préciser : 1° si la circulaire n° 117 du 27 juillet 1966 du ministre de la justice, reprise par son successeur et stoppant les poursuites contre les chiropacteurs, est toujours en vigueur ou si elle a été annulée par une autre circulaire ; 2° quelles mesures il entend prendre pour promouvoir et améliorer l'enseignement dispensé par le centre des thérapeutiques manuelles, fonctionnant dans le cadre de l'U. E. R. Broussais-Hôtel-Dieu, et notamment quels sont les moyens en matériel et en personnel qu'il entend attribuer à ce centre ; 3° s'il compte pratiquer une officialisation de cet enseignement en prévoyant l'octroi d'un titre universitaire aux médecins chargés de l'assurer et en organisant la titularisation de ceux qui y travaillent actuellement. (Question du 21 juin 1972.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique rappelle son opposition de principe aux propositions de loi mentionnées par l'honorable parlementaire, comme à tout texte tendant à donner le droit d'exercice de la médecine à des non-médecins. Il peut en outre apporter à ce sujet les précisions suivantes : 1° la circulaire mentionnée par l'honorable parlementaire a été rapportée par une nouvelle circulaire de M. le garde des sceaux. 2° Le centre des thérapeutiques manuelles fonctionnant dans le cadre de l'Hôtel-Dieu ne pouvant avoir une extension suffisante dans l'enceinte de cet hôpital, un service de médecine physique a été confié dans les locaux de l'établissement national de Saint-Maurice au médecin dirigeant ce centre afin de lui permettre d'accroître le champ de ses activités. Toutefois, il est envisagé de doter le centre de l'Hôtel-Dieu de cabines individuelles dans lesquelles les étudiants pourraient suivre l'enseignement pratique sous la surveillance de monitors. 3° Le médecin qui dirige le centre des thérapeutiques

manuelles ne remplit pas les conditions réglementaires requises pour pouvoir accéder aux fonctions hospitalo-universitaires de maître de conférences agrégé-médecin des hôpitaux. Toutefois, le titre de maître de conférences associé ou de professeur associé pourrait lui être conféré éventuellement. La procédure en la matière est essentiellement universitaire et relève de la compétence de M. le ministre de l'éducation nationale.

Allocation de maternité.

25130. — M. Poirier expose à M. le ministre de la santé publique que les allocations de maternité ne sont versées que si la naissance se produit dans les trois ans suivant la précédente. Cette réglementation aboutit à refuser le service des prestations à des familles aux revenus modestes alors que d'autres plus aisées en reçoivent le bénéfice. Il lui demande s'il envisage de supprimer cette condition restrictive qui ne correspond à aucune préoccupation sociale justifiable. (Question du 28 juin 1972.)

Réponse. — L'allocation de maternité répond à une préoccupation démographique et nataliste. C'est pourquoi elle n'est versée que dans les cas où la naissance se produit dans les deux années qui suivent le mariage, ou les trois années suivant la précédente ou encore lorsque la mère est âgée de moins de vingt-cinq ans. Elle n'est d'ailleurs assortie d'aucune condition de ressources ou d'activité. Cependant, et dans cette optique, il convient de remarquer que des familles moyennes, voire nombreuses, sont formées avec un espacement supérieur à trois ans entre certaines naissances; les statistiques montrent en effet que s'il faut en moyenne seize ans pour passer de un à huit enfants, il en faut quatorze pour une famille de cinq enfants et que l'intervalle moyen est de trois ans et demi pour les familles de trois à quatre enfants. Ainsi l'allongement ou la suppression du délai que l'honorable parlementaire souhaite pourrait être envisagé dans le cadre d'une étude d'ensemble des avantages accordés aux mères de famille.

Hôpitaux publics (infirmiers).

25378. — M. Soisson attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la grave crise de recrutement de personnel que connaissent les établissements hospitaliers publics. Il lui demande s'il n'estime pas qu'afin d'arrayer l'évasion des jeunes diplômés vers le secteur privé il serait souhaitable que les candidats ayant subi avec succès les épreuves imposées pour l'attribution du diplôme d'Etat d'infirmier ou d'infirmière soient tenus d'effectuer une année de travail rémunéré dans un établissement hospitalier public avant de recevoir officiellement leur diplôme. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — La suggestion ainsi formulée présente un intérêt certain et fera l'objet d'études attentives. Il apparaît toutefois qu'elle ne pourra être suivie d'effets que dans la mesure où d'une part la gratuité complète des études d'infirmières aura été complètement réalisée et, d'autre part, où les stages accomplis en cours de formation par les intéressées auront été rémunérés; l'obligation de servir dans un établissement hospitalier public imposée en la circonstance ne saurait en effet se concevoir que comme la contrepartie d'avantages réels accordés pendant la durée des études. Le problème qui se pose est donc de déterminer si le bénéfice que la collectivité publique pourrait espérer retirer d'une telle mesure ne risque pas de s'accompagner de nouvelles charges compensant et au-delà ledit bénéfice. Quoiqu'il en soit, il est précisé à l'honorable parlementaire que les dispositions du décret n° 70-1013 du 3 novembre 1970 relatif à la promotion professionnelle du personnel hospitalier public permettent d'ores et déjà aux établissements hospitaliers publics de faire bénéficier certains de leurs agents du maintien de leur traitement pendant qu'ils accomplissent leurs études; ces derniers s'engagent en contrepartie à servir dans l'établissement qui a ainsi financé leur formation pendant une durée de cinq ans à compter de l'obtention du diplôme préparé. Par ailleurs, rien n'interdit aux établissements hospitaliers de faire bénéficier de mesures analogues des élèves infirmières étrangères au cadre du personnel hospitalier public, à charge pour ces dernières de souscrire un engagement de servir d'une durée équivalente à celui des bénéficiaires de la promotion professionnelle mentionnés plus haut. Enfin est organisé dans le cadre du ministère de la santé publique un système de promotion sociale qui permet à ses bénéficiaires de préparer le diplôme d'Etat d'infirmière en disposant de bourses d'études assorties d'un engagement de servir dans le secteur public d'une durée de cinq ans également. Les pouvoirs publics entendent donc bien mettre en œuvre toutes les possibilités qui peuvent s'offrir à eux pour pallier la pénurie de personnel paramédical que connaissent momentanément certains hôpitaux publics.

TRANSPORTS

Transports aériens.

19708. — M. Claude Roux demande à M. le ministre des transports quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour coordonner les trafics aériens militaire et civil afin de séparer nettement les couloirs de circulation réservés à chacun d'eux. (Question orale du 28 août 1971, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Réponse. — La séparation des trafics aériens civil et militaire évoquée par l'honorable parlementaire est pratiquement effective en espace aérien inférieur, c'est-à-dire jusqu'à 6.000 mètres environ d'altitude (la limite exacte étant 19.500 pieds). En espace aérien supérieur, la compatibilité de la circulation aérienne générale (C. A. G.) et de la circulation aérienne militaire (C. A. M.) est obtenue par une coordination reposant sur le principe suivant : les organismes de contrôle militaires assurent la fonction anticollision entre avions C. A. G. et avions C. A. M. en faisant évoluer ces derniers. Cette coordination est rendue possible par un échange constant d'informations entre centres de contrôle civil et militaire; actuellement, ces échanges ont lieu par des méthodes qui utilisent divers moyens matériels. Des expérimentations déjà très avancées vont conduire à automatiser ces échanges d'informations par couplage des systèmes automatiques civils (Cautra) et militaires (Strida). Un décret daté du 17 décembre 1971 a institué un comité interministériel de l'espace aérien chargé de définir la politique d'organisation et d'utilisation de l'espace aérien et de sa mise en œuvre. Ce comité, présidé par le Premier ministre, comprend le ministre de la défense nationale, le ministre des finances et le ministre des transports. Le délégué à l'espace aérien, qui en est le rapporteur, a été nommé par décret du 5 janvier 1972. Assisté du directeur de la circulation aérienne militaire et du directeur de la navigation aérienne, avec lesquels il forme un directoire, il est notamment chargé d'organiser l'espace aérien national et d'en réglementer l'utilisation.

Marins du commerce et de la pêche (accidents du travail).

23512. — M. Denvers demande à M. le ministre des transports s'il envisage d'obtenir l'application aux marins du commerce et de la pêche et à leurs ayants droit des règles prévues par le code de sécurité sociale en matière d'accidents du travail. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — En application de l'article 62 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946, le régime spécial de sécurité sociale des gens de mer doit assurer à ses ressortissants des prestations équivalentes à celles qu'offre le régime général de sécurité sociale, pour l'ensemble du risque accident. Cette règle ne signifie pas que le régime spécial de sécurité sociale des gens de mer soit tenu d'aligner toutes ses dispositions concernant le risque accident sur celles du régime général. Il s'agit au contraire d'une équivalence, des régimes au niveau global en tenant compte du particularisme de la profession de marin. Cette équivalence est, de façon générale, assurée. En ce qui concerne l'assurance accident du travail, une seule distorsion, préjudiciable aux marins et à leurs familles, était constatée entre les deux régimes. Il s'agissait du montant des pensions de veuves. C'est pourquoi un décret a été préparé, tendant à porter conformément à la règle appliquée par le régime général, de 30 à 50 p. 100 du salaire forfaitaire les pensions de veuves de marins décédés des suites d'un accident du travail maritime, lorsque celles-ci sont invalides ou âgées de soixante ans.

Société nationale des chemins de fer français (subventions de l'Etat).

24563. — M. Cazenave expose à M. le ministre des transports que, à sa connaissance, la nouvelle convention intervenue entre l'Etat et la S. N. C. F. prévoit que en dehors des subventions que le premier accorde à la seconde au titre de la normalisation de ses comptes, subventions qui, d'après la loi de finances de 1972, doivent atteindre 4.730 millions de francs (à savoir : maintien des services omnibus déficitaires, tarifs spéciaux, transports parisiens : 688 millions de francs; entretien et renouvellement des voies, passages à niveau, charges de retraites : 4.036 millions de francs; remboursements divers : 6 millions de francs). La S. N. C. F. doit résorber progressivement son déficit d'exploitation, qui lui est remboursé par l'Etat et qui s'éleva encore à 383 millions de francs en 1972, et que, en contrepartie, elle est autorisée à gérer librement son exploitation, notamment en matière commerciale. Il rappelle que, dans le cadre de la politique économique du Gouvernement, l'augmentation des tarifs de la S. N. C. F. envisagée pour le 1^{er} janvier 1972, a été différée et n'a été appliquée que partiellement, le 3 avril 1972, pour les transports de marchandises et, le 2 mai 1972, pour les transports de voyageurs. En conséquence, il

lui demande : 1° quelles dispositions sont prévues pour le cas où la S. N. C. F. ne respecterait pas son engagement de suivre le programme établi permettant la suppression progressive de la subvention d'exploitation. Il lui demande notamment si des sanctions sont prévues, à l'instar de celles qui frappent les entreprises privées, par application du code du commerce, en contre-partie des libertés nouvelles accordées à la S. N. C. F.; 2° si le retard apporté à la majoration des tarifs de la S. N. C. F. donne droit à cette dernière de réclamer et percevoir une indemnité compensatrice, par interprétation de l'article 18 ter de la nouvelle convention; 3° au cas où la réponse à la question 2° ci-dessus serait affirmative, c'est-à-dire si la S. N. C. F. a droit à percevoir une indemnité compensatrice du retard intervenu dans l'autorisation d'augmenter ses tarifs, si, compte tenu de ce droit, il lui paraît équitable d'octroyer à la S. N. C. F. les libertés, notamment commerciales, prévues par la nouvelle convention, alors qu'aucune entreprise privée n'est indemnisée par l'Etat quant celui-ci interdit ou diffère une demande d'augmenter ses prix; 4° subsidiairement s'il peut lui préciser le détail et le sous-détail des sommes 688 millions, 4,036 millions et 6 millions versées au titre de la normalisation des comptes, comme il est dit ci-dessus. (Question du 1^{er} juin 1972.)

Réponse. — La réforme du régime du chemin de fer est un élément capital du succès de la politique générale des transports suivie par le Gouvernement. Un dispositif équilibré a été mis au point pour imposer à la S. N. C. F. une contrainte d'équilibre budgétaire et lui accorder en contrepartie une autonomie de gestion qu'elle ne connaissait pas jusqu'alors. Un contrat de programme conçu comme un instrument de transition a été conclu en 1969 entre l'Etat et la S. N. C. F.; il a défini pour cinq ans les objectifs que se sont fixés les pouvoirs publics et la Société nationale. L'adaptation des rapports juridiques et financiers existant entre l'Etat et la S. N. C. F. a été réalisée par l'intervention d'un avenant à la convention de 1937 et l'approbation d'un nouveau cahier des charges de l'entreprise. L'ensemble de ce dispositif implique une action concertée entre l'Etat et la S. N. C. F. Les engagements pris par l'entreprise ont été jusqu'à présent tenus, et rien ne permet de penser que le contrat de programme ne sera pas exécuté. Un tel résultat apparaîtrait particulièrement satisfaisant, compte tenu du nombre et de l'importance des événements intervenus depuis 1969 dans le contexte économique où se trouve placée la S. N. C. F. Au cas cependant où interviendrait inopinément un fait remettant en cause un des éléments fondamentaux des dispositions envisagées, le ministre des transports, le ministre de l'économie et des finances et la S. N. C. F. procéderaient à un examen, ainsi qu'il est prévu par le contrat de programme et l'article 37 de la convention, en vue de déterminer les modifications à apporter, le cas échéant, aux engagements souscrits. En application de la convention révisée, une seule subvention est désormais versée par l'Etat à la Société nationale. L'article 18 bis de ce texte a prévu en effet qu'à partir de l'exercice 1970 et jusqu'à l'exercice 1973 inclus, l'équilibre des budgets annuels d'exploitation de la S. N. C. F. serait réalisé, s'il y avait lieu, au moyen d'une subvention forfaitaire et non révisable. En supposant une évolution suffisamment régulière des conditions économiques, cette subvention, initialement fixée à 766 millions de francs en 1970, devait être réduite par paliers annuels égaux. C'est pourquoi elle est passée à 575 millions de francs en 1971 et à 383 millions de francs en 1972. Elle doit normalement disparaître en 1974. Les sommes que l'Etat est appelé à verser, d'autre part, à la Société nationale ne sont pas des subventions, mais des compensations dues à la S. N. C. F. en contrepartie d'obligations qui lui sont imposées par voie législative ou réglementaire (obligation de transporter à des tarifs imposés, obligation d'exploiter des services omnibus déficitaires que l'entreprise aurait intérêt à supprimer et dont l'Etat demande le maintien). Une autre partie des versements de l'Etat à l'entreprise tend à assurer à celle-ci un traitement équivalent à celui dont bénéficient les autres modes de transports concurrents (charges d'infrastructures, retraites du personnel, etc.). Les droits et les obligations de la Société nationale ont été définis par la convention et l'avenant précités; en s'y conformant strictement, la S. N. C. F. a respecté le programme auquel elle a souscrit. On ne peut donc supputer, en cours d'exercice, les conséquences d'une dégradation de la situation qui n'existe encore qu'à l'état d'hypothèse. En ce qui concerne le droit éventuel de l'entreprise de percevoir une indemnité compensatrice du retard intervenu dans l'autorisation d'augmenter ses tarifs, par application de l'article 18 ter de la convention, il y a lieu d'observer que la décision prise ne visait pas la Société nationale seule, mais résultait de l'application d'un plan anti-hausse concernant l'ensemble des entreprises françaises. Il n'était donc pas concevable que la S. N. C. F., entreprise nationale, ne s'associe pas à l'effort demandé à l'ensemble des forces économiques du pays. En revanche, il ne serait pas équitable de lui faire grief de n'avoir pas réalisé intégralement ses objectifs pour l'année en cours, du fait d'une circonstance étrangère à sa gestion, qui a limité temporairement sa liberté d'action et retardé la mise en œuvre de mesures tarifaires importantes pour son

exploitation. Par ailleurs, le détail des versements prévus par la loi de finances pour 1972, tel qu'il résulte du budget du ministère des transports (section II: Transports terrestres), est donné, chapitre par chapitre, par le tableau ci-dessous, la subvention forfaitaire d'équilibre exceptée.

CHAPITRE, NUMÉRO ET LIBELLE	MONTANT		TOTAL par catégorie de dépenses.
	de l'article.	du chapitre.	
	(En millions de francs.)		
— A —			
<i>Obligations de service public.</i>			
45-43 Chemins de fer. — Application des articles 18, 18 ter, 18 quater et 18 quinquies de la convention :			
Art. 10. — Refus de majoration de tarifs banlieue-Paris.....	40		
Art. 20. — Maintien en activité de services omnibus déficitaires.....	220		
Art. 30. — Lignes maintenues en service pour les besoins de la défense.	3		
	263	263	
46-41 Chemins de fer. — Application des articles 18 ter et 20 bis de la convention :			
Art. 10. — Tarifs réduits de voyageurs	425	425	
		688	688
— B —			
<i>Normalisation des comptes.</i>			
45-44 Chemins de fer. — Application des articles 19, 19 bis et 19 quater de la convention :			
Art. 10. — Charges d'infrastructure grandes lignes.....		1.280	
Art. 20. — banlieue.....			
Art. 30. — Passages à niveau publics grandes lignes.....	290		
Art. 40. — banlieue.....	2.466		
Art. 50. — Charges de retraite.....			
	4.036	4.036	4.036
— C —			
45-46 Remboursements à la S. N. C. F. des charges des emprunts émis en couverture des insuffisances d'exploitation	6	6	6
Total général des versements de l'Etat à la S. N. C. F. prévus par la loi des finances pour 1972			4.730

• Cheminots (retraités : facilités de circulation).

24705. — M. Raymond Barbet expose à M. le ministre des transports que les agents du cadre permanent en activité de service et les anciens agents titulaires de l'honorariat de leur grade de la Société nationale des chemins de fer français peuvent obtenir une réduction de 50 p. 100 sur le prix du transport de leur voiture automobile dans les trains auto-couchettes spécialisés du régime intérieur. Par contre, les retraités titulaires de facilités de circulation ordinaires ne peuvent bénéficier de l'avantage réservé aux agents du cadre permanent pour le transport de leur voiture automobile. Il lui demande s'il ne pense pas nécessaire de supprimer cette anomalie et s'il ne juge pas utile d'intervenir auprès de la direction générale de la Société nationale des chemins de fer français pour que les avantages dont bénéficient les agents du cadre permanent soient étendus aux retraités. (Question du 8 juin 1972.)

Réponse. — L'avantage en question est tout récent puisque la réduction actuellement consentie date seulement de janvier 1971. Or, dès le mois d'avril de cette même année, à la suite d'une demande formulée par les représentants du personnel, la direction de la Société nationale des chemins de fer français a décidé que l'extension de cette faveur à l'ensemble des retraités ferait l'objet d'un examen. Immédiatement, une étude a donc été décidée sur la fréquentation des trains auto-couchettes par les agents bénéficiaires de cet avantage, étude qui devait porter sur une période suffisante pour qu'il soit possible d'en tirer un enseignement. Les

résultats, qui viennent d'en être connus, permettent à la Société nationale d'étendre le bénéfice de la réduction à l'ensemble des retraités sans qu'il en résulte une gêne pour la clientèle payante. La décision correspondante vient d'être diffusée au sein de son personnel.

Aérodrome de Cernay-la-Ville.

24731. — M. Dastremau demande à M. le ministre des transports s'il est exact qu'un aérodrome de plaisance soit prévu à Cernay-la-Ville pour remplacer celui de Guyancourt dont la fermeture est prévue pour 1975. Dans l'affirmative, il attire son attention sur le fait que l'implantation d'un aérodrome à Cernay-la-Ville en vallée de Chevreuse serait en contradiction avec la politique gouvernementale de protection de l'environnement. Il lui demande, d'autre part, et sur le plan général, si le Gouvernement n'estime pas qu'aucun équipement collectif ne devrait être implanté à moins de 40 km de Paris, car il est nécessaire de construire des établissements d'enseignement ou d'améliorer les voies de communications, par contre un aéroport d'affaires ne peut être toléré par une population qui aspire au repos et à la tranquillité. (Question du 9 juin 1972.)

Réponse. — Il convient de distinguer deux activités fondamentalement différentes au sein de l'aviation générale: l'aviation d'affaires et l'aviation légère. L'aviation d'affaires doit se développer sur les plates-formes spécialement équipées à cet effet et qui, pour la région parisienne, sont Toussus-le-Noble, Pontoise-Cormeilles-en-Vexin, Coulommiers-Voisins et Melun-Villaroche, complétées par l'aéroport du Bourget qui sera remanié à compter de 1978. Le plan d'aménagement de l'infrastructure de l'aviation générale en région parisienne prévoit d'autre part pour le court et le moyen terme la création, au Sud-Ouest de Paris, de deux nouveaux aérodromes pour l'aviation légère. On désigne sous cette dénomination l'ensemble des vols effectués par bonne visibilité et par des avions monomoteurs légers dans un but de formation, d'entraînement, de sport et de loisirs; ces vols exigent seulement des infrastructures légères. L'un de ces deux aérodromes est destiné à remplacer Guyancourt, condamné par le développement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. L'autre est destiné à absorber au cours des années à venir l'excédent du trafic que ne peuvent traiter les plates-formes actuelles de ce secteur, pratiquement saturées. Pour ces aérodromes, plusieurs sites ont été prospectés, en particulier sur le plateau de Limours. Les études de site ont été conduites de manière que les circuits de vol associés à l'aérodrome ne touchent pas la vallée de Chevreuse et se situent au-dessus de terres agricoles. Aucun choix n'est définitivement arrêté à ce jour et aucune procédure de réalisation n'a encore été dégagée; les instances régionales seront bien entendu consultées sur les projets de l'administration. Sur un plan plus général, il paraît difficile de décider que les équipements collectifs doivent se trouver à plus de 40 km de Paris. Ils doivent, au contraire, s'intégrer aussi harmonieusement que possible aux schémas urbains pour participer pleinement à la vie de la collectivité en faveur de laquelle ils sont conçus; il ne faut donc pas les rejeter en périphérie mais plutôt utiliser les zones de discontinuité, les espaces interstitiels, les coupures vertes qui limitent les zones agglomérées, ce qui permet d'ailleurs d'éviter les inconvénients qu'entraîne l'extension des agglomérations en tâche d'huile.

Aérodrome (Toussus-le-Noble).

24924. — M. Denvers demande à M. le ministre des transports s'il peut lui indiquer: 1° le coût des opérations d'extension du terrain de Toussus-le-Noble (acquisition des sols, construction de la piste nouvelle, équipement en ILS, en armement, voirie, desserte, etc.); 2° le volume actuel de l'aviation d'affaires en France; 3° si le terrain du Bourget, qui comporte toutes les installations nécessaires, n'est pas suffisant pour répondre à ces besoins, jusqu'à une échéance d'une dizaine d'années; 4° la justification des dépenses envisagées sur le terrain de Toussus. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — 1° Le coût prévisionnel des dépenses à engager pour la réalisation de l'opération d'aménagement de l'aérodrome de Toussus-le-Noble est évalué, ainsi qu'il est précisé dans le dossier d'enquête d'utilité publique, à 15 millions de francs, dont 2 millions de francs pour l'acquisition des terrains; 2° le trafic de l'aviation de voyages en France a représenté, en 1970, environ 300.000 mouvements dont un tiers en région parisienne; 3° le rapport actualisé du groupe de travail sur le développement de l'aviation de voyages en région parisienne évalué à 660.000 mouvements le trafic prévisible à échéance en 1985, ce qui représente une demande de capacité en heure de pointe de 275 mouvements (vol aux instruments); ce chiffre est à rapprocher de l'offre de capacité horaire actuelle, soit 70 mouvements. Pour faire face au développement de ce trafic, il est

nécessaire de prévoir l'aménagement des cinq aérodromes de Pontoise-Cormeilles, Coulommiers-Voisins, Melun-Villaroche, Toussus-le-Noble et Le Bourget. Aussi, non seulement l'infrastructure d'aviation d'affaires du Bourget est-elle insuffisante pour accueillir l'accroissement de trafic d'aviation de voyages prévu en région parisienne, mais les réaménagements de la plate-forme du Bourget et de l'aérodrome de Toussus-le-Noble reporteront seulement à 1980 l'apparition d'un déficit en capacité horaire pour les vols aux instruments; 4° le progrès technique appelle, dans un souci impératif de sécurité, une amélioration de l'infrastructure, pistes profilées, équipées de moyens de guidage radio-électriques et lumineux pour l'utilisation par tous temps. Tel n'est pas le cas de la piste existante de Toussus-le-Noble. Celle-ci a été réalisée en grilles métalliques après la guerre, revêtues par la suite d'un enduit bitumineux qui a en partie disparu; cette piste est dotée d'un simple balisage lumineux ne permettant pas l'approche par mauvaise visibilité. Le projet consiste donc simplement à reconstruire la piste existante selon un tracé parallèle mieux dégagé et en l'améliorant. Il ne change ni la capacité totale de l'aérodrome, ni son caractère.

Transports aériens: mécaniciens au sol d'Air France.

24961. — M. Marette demande à M. le ministre des transports quelle suite compte donner la direction générale de la Compagnie Air France aux revendications légitimes des mécaniciens au sol qui ont, ces derniers temps, fait grève sans qu'aucune satisfaction ne leur soit accordée quant à la revalorisation technique des fonctions techniques des mécaniciens d'avions, agents de maîtrise et contrôleurs. En dépit d'engagements écrits, adressés par le directeur général d'Air France au syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile le 17 décembre 1970 d'examiner les revendications des professionnels dans cette catégorie de personnel dans les trois mois à venir, aucune suite n'a pu être donnée aux demandes de négociation et ce personnel, hautement qualifié, a nettement l'impression qu'il a été victime d'un arbitraire administratif. Il est frappant de constater qu'il n'existe pas de brevet professionnel et de qualification pour les mécaniciens avion de la Compagnie Air France, alors que le personnel navigant, dont les responsabilités sont certes importantes, doit être homologué par type d'appareil. Il lui demande, sur tous ces points, s'il peut lui donner des éclaircissements quant à la politique d'avenir de la Compagnie nationale. (Question du 21 juin 1972.)

Réponse. — Les mouvements de grève évoqués par l'honorable parlementaire ont eu pour objet d'appuyer les revendications présentées par le syndicat principalement implanté parmi les « mécaniciens de piste » qui coopèrent au traitement des avions avant leur premier départ ou lors des escales de transit. Certaines de ces revendications, telles que la réglementation de la durée du travail des mécaniciens affectés dans les escales étrangères, la mensualisation du personnel ouvrier ou la revalorisation des majorations pour travaux de nuit et jours fériés ont été satisfaites soit pour tenir compte des conditions spéciales d'emploi de ces agents, soit dans le cadre de mesures intéressant l'ensemble du personnel au sol. Mais la revendication fondamentale de cette organisation syndicale concerne un reclassement de cette catégorie professionnelle dans la grille hiérarchique. Depuis le dépôt de cette revendication par les intéressés, qui évoquent la technicité de leurs attributions, Air France a toujours expliqué qu'il n'était pas possible de satisfaire cette demande de reclassement général. Il existe en effet, au sein de la Compagnie, de nombreuses autres professions techniques (mécaniciens radio, instruments de bord, électricité, formeur avion...) et les qualifications exigées, l'évolution des techniques, les comparaisons extérieures ou intérieures ne conduisent pas, par rapport à ces autres professions, à envisager un classement préférentiel plus avantageux que celui existant. Toutefois, pour offrir de plus grandes possibilités de promotion à ces salariés, Air France a proposé la création d'emplois d'agents spécialisés qualifiés qui seraient classés dans la catégorie hiérarchique correspondant à la maîtrise; cinquante premiers postes pourraient être ouverts dès le 1^{er} janvier 1973. Ces dispositions ont été à nouveau présentées au cours de deux réunions de négociations situées pendant la dernière grève déclenchée par l'organisation syndicale en question, et c'est sur ces bases que la direction d'Air France est toujours prête à reprendre le dialogue.

Institut de recherche des transports (statut du personnel).

25221. — M. Ducoloné expose à M. le ministre des transports que, depuis vingt-sept mois le personnel de l'institut de recherche des transports (I. R. T.) attend un statut. Un engagement écrit du directeur de cet organisme, du mois de novembre 1970, affirmait que le statut ne constituerait pour aucun agent une dégradation de sa situation. Le premier projet connu a montré que les intentions de l'administration étaient toutes autres. Depuis plusieurs mois elle a multiplié les retours sur les avantages acquis. Devant les nombreuses réactions du personnel montrant que celui-ci est résolu à faire

respecter par le directeur et les ministres de tutelle, les engagements pris, ceux-ci envisagent aujourd'hui de licencier treize responsables syndicaux. En conséquence, il lui demande : 1° quand un statut garantissant les droits acquis sera-t-il mis en application à l'I. R. T. ; 2° s'il n'entend pas prendre les dispositions nécessaires afin qu'aucune mesure de rétorsion ne soit prise à l'encontre des militants syndicaux qui ont été amenés à envisager des actions pour exiger le respect des engagements pris, le droit syndical étant un droit reconnu dans la fonction publique. (Question du 30 juin 1972.)

Institut de recherche des transports (statut du personnel).

25576. — M. Longueue appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation du personnel de l'institut de recherche des transports qui, depuis vingt-sept mois, attend un statut. Un engagement écrit du directeur de cet organisme en novembre 1970 affirmait que le statut ne constituerait pour aucun agent une dégradation de sa situation. Le premier projet connu a montré que les intentions de l'administration étaient toutes autres, et qu'elle envisageait même des régressions par rapport aux avantages déjà acquis. Devant les nombreuses réactions du personnel résolu à faire respecter par le directeur et le ministre de tutelle les engagements pris, ceux-ci envisagent aujourd'hui de licencier treize responsables syndicaux. Il lui demande : 1° si un statut garantissant les droits acquis sera prochainement mis en application à l'I. R. T. ; 2° si compte tenu de la situation faite à ces agents par l'administration, il est normal de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre de militants syndicaux qui ont été amenés à envisager des actions pour exiger le respect des engagements pris. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — L'I. R. T. créé par le décret du 20 mars 1970 est un établissement public de caractère technique et scientifique placé sous la double tutelle du ministère des transports et du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme. Cet établissement occupe actuellement 150 personnes environ, comprenant en dehors d'une quinzaine de fonctionnaires et d'une trentaine d'agents contractuels ayant un statut propre, une centaine d'agents auxiliaires recrutés sur crédits d'études. Dès sa constitution l'I. R. T. s'est préoccupé de doter ce personnel d'un règlement d'ensemble dont la mise au point a nécessité de longues négociations avec les départements ministériels intéressés. Les dispositions qui ont été en définitive retenues s'inspirent de celles communément appliquées aux agents des organismes de recherche (tels que le C. N. R. S. et l. R. I. A. Ce règlement qui est actuellement en cours d'approbation sera très prochainement mis en application. Les agents en fonctions seront dotés désormais d'un véritable statut qui leur accordera des avantages sociaux et leur maintiendra en tout état de cause leur rémunération antérieure. Les actions qui ont été menées par les organisations syndicales pour faire aboutir les revendications des personnels ont pu s'exercer normalement tant qu'elles rentraient dans le cadre fixé par la législation et aucune entrave n'a été apportée au droit syndical. Les faits qui sont reprochés à certains agents lors d'une manifestation du 26 mai 1972 concernent notamment l'occupation du bureau du chef du personnel, la consultation par voie de fait de documents confidentiels contenus dans les dossiers de personnel et la divulgation des informations ainsi recueillies. La gravité des fautes commises était de nature à justifier l'engagement d'une procédure disciplinaire et le licenciement des agents concernés.

Marine marchande (pensions de retraite).

25334. — M. Pierre Lucas expose à M. le ministre des transports que les montants des retraites d'anciens maîtres de la marine de commerce s'éloignent de plus en plus des rémunérations minimales prévues dans les conventions collectives et plus encore des rémunérations réelles versées par les entreprises aux officiers, maîtres et marins en activité. Les pensions sont en effet calculées sur les salaires forfaitaires qui sont très éloignés de celles-ci et même du salaire fiscal retenu pour la fixation de l'impôt. Actuellement, les salaires forfaitaires ne s'élèveraient qu'à 50 p. 100 approximativement des salaires réels. Il lui demande s'il ne serait pas plus équitable de prendre pour base, comme c'était le cas avant la loi du 22 septembre 1948, le salaire fiscal. L'évolution actuelle conduit, en effet, à une disparité extrême entre les situations des marins et des travailleurs à terre. La commission Forner aurait constaté en 1963 un décalage de 32 p. 100 entre la rémunération réelle et le salaire forfaitaire. Le « rattrapage » n'aurait été réalisé qu'à raison de 7 p. 100 à compter du 1^{er} mai 1971 grâce à un versement d'armateurs. Il souhaiterait donc savoir également dans quel délai le rattrapage sera achevé. En outre, de façon permanente se pose le problème de l'interprétation à donner aux dispositions de l'article 142 du code des pensions prévoyant la révision du salaire forfaitaire en cas de modification générale des salaires dépassant 5 p. 100 par rapport aux taux antérieurs. L'interprétation actuelle aboutit à la situation relatée précédemment : deux augmentations succes-

sives de 4,75 ou 4,50 p. 100, soit en tout 9 p. 100 n'entraînant aucune révision des salaires forfaitaires. Une interprétation plus équitable paraît indispensable afin d'éviter l'aggravation de la présente situation. Les retraités font valoir aussi que les rapports existant entre les retraites des différentes catégories se sont modifiées dans un sens qui leur est nettement défavorable. Ainsi le montant de la pension d'un maître en 1939 équivalait à 50 p. 100 de celle d'un commandant ayant le même âge, le même nombre d'années de navigation (le plafond) et prenant lui aussi sa retraite. Au mois de février 1972, ce maître (8^e catégorie) percevait 960 francs et le commandant 3.000 francs soit trois fois plus. Enfin il lui demande s'il ne serait pas équitable d'accorder aux anciens retraités les avantages consentis aux nouveaux depuis 1968, en l'occurrence l'évolution d'une catégorie pour dix ans dans le grade avant la retraite, ce qui aurait déjà été décidé dans certains cas en 1957. Si des difficultés financières s'élèvent pour alimenter la caisse des invalides, il semblerait normal de majorer les salaires forfaitaires des actifs, qui ne sont plus en rapport avec les rémunérations réelles actuelles, et de relever les cotisations des armateurs sur les navires gros porteurs et automatisés où treize hommes suffisent là où 150 à 200 étaient nécessaires. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — L'existence d'un décalage entre les salaires forfaitaires qui servent pour le calcul des pensions servies par l'établissement national des invalides de la marine et les rémunérations réellement versées aux officiers et marins en activité n'est pas ignorée des pouvoirs publics qui s'efforcent d'y porter remède. De manière à réduire ce décalage, toute une série de majorations exceptionnelles des salaires forfaitaires ont été réalisées au cours des dernières années : 5 p. 100 en 1963 (applicable aux 7 premières catégories seulement), 1,15 p. 100 en 1968, 1 p. 100 en 1969, 1 p. 100 en 1970, 5 p. 100 en 1971, 2 p. 100 en 1972. Le ministère des transports a l'intention de poursuivre cette politique de rattrapage. La substitution du salaire fiscal au salaire forfaitaire en tant que salaire d'assiette des pensions, et des cotisations n'est pas envisagée. Une telle substitution n'est en effet guère souhaitée par l'ensemble de la profession maritime, même si certaines catégories de pensionnés la préconisent. L'honorable parlementaire peut être rassuré à propos des conditions d'application de l'article L. 42 du code des pensions de retraite des marins. Cet article n'est pas appliqué dans sa rigidité formelle et et tout relèvement des rémunérations réelles même d'un taux inférieur à 5 p. 100 se traduit par une augmentation corrélative des salaires forfaitaires. D'autre part, afin d'éviter toute difficulté d'application de cet article L. 42, une nouvelle formule de variation des salaires forfaitaires en fonction des rémunérations réelles est actuellement mise au point en liaison avec la profession. Il est difficile de faire des comparaisons entre le régime des pensions d'avant 1948 et celui qui lui est postérieur, les bases de chaque régime étant radicalement différentes. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement se préoccupe constamment de l'amélioration du sort des marins relevant des basses catégories, ne serait-ce qu'en réduisant le nombre de ceux qui en ressortissent et en surclassant, dans certaines conditions, les marins des treize premières catégories sur les vingt créées par la loi du 22 septembre 1948. Dans tous les régimes sociaux, il est de règle, conformément au principe énoncé dans l'article 2 du code civil, que la situation de chaque retraité soit déterminée par la législation en vigueur lors de la concession de sa pension et qu'elle ne soit plus modifiée ensuite, sauf cas exceptionnels déterminés par le législateur. Les règles de non-rétroactivité appliquées aux marins pensionnés ne sont pas différentes de celles auxquelles sont ainsi assujettis les retraités des autres régimes sociaux. Les suggestions faites pour réduire les difficultés financières de l'établissement national des invalides de la marine, soulèvent de très réels problèmes. Sans qu'il y ait lieu de se prononcer sur l'opportunité du relèvement des cotisations des marins ou des contributions des armateurs, on peut indiquer qu'une modulation des taxes en fonction des catégories de navires ne pourrait qu'apporter une gêne aux améliorations de productivité dans le secteur de la marine marchande.

Société nationale des chemins de fer français (ligne de Rungis).

25390. — M. Dupuy demande à M. le ministre des transports pour quelles raisons la ligne S. N. C. F. qui dessert le marché d'intérêt national à Rungis a été arrêtée pour les voyageurs au pont de Rungis. Le pont de Rungis est fort éloigné du centre du marché et, de ce fait, les ouvriers et employés qui empruntent ce moyen de transport voient leur temps de trajet très sensiblement augmenté. Une navette a été créée, mais elle ne saurait remplacer le prolongement nécessaire de la ligne. Ce prolongement pourrait être réalisé, les voies existent, jusqu'au bâtiment dit C 3 et ainsi serait résolu dans d'excellentes conditions le problème des transports pour la plupart des ouvriers et employés du M. I. N. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Au moment de la création du marché d'intérêt national de Rungis, la S. N. C. F. a recherché la possibilité

d'implanter le terminus de la desserte voyageurs plus près du marché que la gare de Pont de Rungis située sur la ligne Orly-Massy. Cette étude a fait apparaître les impossibilités techniques de cette réalisation : 1° L'implantation d'une gare voyageurs au cœur même du marché ne peut être envisagée. Les voies qui passent le long des différents pavillons sont des voies de manœuvres utilisées pour la manœuvre, en vue de leur déchargement, des wagons attendus, à des heures précises, par leurs destinataires. De ce fait, elle ne peuvent être empruntées par des trains de voyageurs nombreux et respectant un horaire précis. D'autre part, dans le marché, les voies sont incluses, à niveau, dans les chaussées où circulent librement piétons, voitures, camions, dont la sécurité ne pourrait être assurée. 2° La création d'une gare à l'extrémité du faisceau de réception des trains, à proximité de la R. N. 186, situerait le terminus voyageurs à 2 kilomètres environ du centre du M. I. N.; elle obligerait à construire une passerelle pour piétons sur le côté de l'important ouvrage routier qui permet le franchissement des installations ferroviaires par la route nationale. Même à cet endroit, peu commode pour les usagers, un service de banlieue régulier et respectant les normes de sécurité serait incompatible avec les arrivées de trains chargés, venant aussi bien de la direction d'Orly que de celle de Massy, les sorties de matériel vide et les mouvements de locomotives ayant conduit ou venant chercher ces trains. Enfin, les installations prévues pour la circulation des trains de marchandises ne satisfont pas aux exigences de sécurité du trafic voyageurs et des travaux importants de vole, signalisation, etc., seraient nécessaires pour le permettre.

Transports routiers (durée du travail).

25452. — M. Beucler expose à M. le ministre des transports que le décret du 9 novembre 1949 déterminant les modalités d'application des dispositions de la loi du 21 juin 1936, sur la durée du travail dans les entreprises de transport par terre, permet, selon les termes de son article 3, la répartition du travail sur cinq jours par semaine avec repos de deux jours consécutifs. Il lui demande, à l'instar des pays du Marché commun dans lesquels le roulage des poids lourds est interdit du samedi midi au dimanche minuit ainsi que durant les jours fériés, s'il ne lui paraît pas possible d'appliquer ces mêmes dispositions aux poids lourds français. Ce qui permettrait de : 1° limiter la circulation des poids lourds en fin de semaine; 2° répondre aux vœux de tous les usagers de la route; 3° respecter les dispositions du décret du 9 novembre 1949. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — L'intérêt d'interdire la circulation des véhicules poids lourds sur un certain nombre d'itinéraires pendant les périodes de circulation intense n'a pas échappé au ministre des transports : chaque année, en accord avec les ministres de l'Intérieur, de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme et le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, et après concertation avec les organisations représentatives des transporteurs, un plan de restrictions à la circulation compatibles avec les nécessités du maintien de l'activité économique est décidé; ce plan intéresse les itinéraires les plus fréquentés au cours des périodes de circulation intense (fins de semaine, fêtes, jours de départ en vacances). Il n'est cependant pas apparu indispensable à la sécurité et à l'agrément des usagers de la route de prévoir une interdiction totale de circulation des véhicules de transport de marchandises pendant tous les jours fériés et toutes les fins de semaine, d'autant que l'on constate une réduction naturelle très sensible du nombre de ces véhicules en circulation au cours des week-end et notamment les dimanches. Le respect des dispositions législatives et réglementaires n'impose pas non plus une telle interdiction : en effet, les dispositions de l'article 3 du décret n° 49-1467 du 9 novembre 1949, modifié, déterminant les modalités d'application, dans les entreprises de transport par terre, de la loi du 21 juin 1936 sur la durée du travail, sont très souples. La répartition du travail effectif sur cinq jours avec repos de deux jours consécutifs, le deuxième jour de repos étant accolé au repos hebdomadaire du dimanche, n'est, en effet, qu'un des six modes de répartition du travail hebdomadaire prévus par ce texte. Il n'est pas possible de l'imposer de préférence à toute autre.

Rectificatifs.

1° Au *Journal officiel*, Débats parlementaires, Assemblée nationale, du 8 juillet 1972.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 3.129, 1^{re} colonne, question n° 25271 de M. Pierre Villon à M. le ministre de l'Agriculture, entre l'avant-dernière ligne et la dernière ligne ajouter la phrase suivante: «... demande s'il ne croit pas devoir supprimer totalement la location...».

2° Au *Journal officiel*, Débats parlementaires, Assemblée nationale, du 5 août 1972.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 3.393, 1^{re} colonne, 19^e ligne de la réponse à la question n° 19533 de M. Pierre Villon à M. le ministre de l'éducation nationale, au lieu de: «... le taux moyen de participation financière de l'Etat se maintienne de façon constante au-dessus de 54 p. 100...», lire: «... le taux moyen de participation financière de l'Etat se maintienne de façon constante à 54 p. 100...».

3° Au *Journal officiel*, Débats parlementaires, Assemblée nationale, du 12 août 1972.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 3.461, 1^{re} colonne, au lieu de: « 20282. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de l'éducation nationale... », lire: « 20382. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de l'éducation nationale... ».

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ÉCRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 139 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

Viande (cours du veau).

24467. — 30 mai 1972. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur les inquiétudes que continuent d'éprouver les producteurs de viande et, notamment, les éleveurs de veaux, en présence des fluctuations de prix et des aléas d'un marché très irrégulier. Il lui demande : 1° quelles mesures ont été prises dans le cadre de l'organisation du marché de la viande pour régulariser les cours du veau ; 2° où en sont les études poursuivies par les services du ministère de l'agriculture, en vue de la mise en place d'un système de cotations régionales du veau qui devrait permettre de mieux suivre l'évolution des prix sur les lieux mêmes de production et qui, d'après les indications données dans la réponse de la question écrite n° 19374, Débats A. N. du 14 octobre 1971 (p. 4525), devait être rendu officiel dans le courant de l'année 1972.

Diplômes (enseignement technologique).

24743. — 13 juin 1972. — M. Rabreau expose à M. le Premier ministre que l'article 8 de la loi d'orientation sur l'enseignement technologique du 16 juillet 1971, a retenu le principe de l'établissement d'une liste d'homologation des titres et diplômes de carrière professionnelle. Le décret n° 279 du 12 avril 1972 a prévu à cette fin la création d'une commission technique d'homologation, qui n'a toutefois pas encore été instituée. Il lui demande, compte tenu de l'urgence qu'il y a à statuer sur l'équivalence de certains diplômes, et en particulier de ceux délivrés par la F. P. A., le ministère de l'éducation nationale et celui de l'agriculture, s'il est envisagé de créer cette commission dans les plus brefs délais.

Administration financière (personnel : inéligibilités).

24749. — 13 juin 1972. — M. Delélls expose à M. le ministre de l'Intérieur que les agents, employés des administrations financières, receveurs particuliers et percepteurs, ne peuvent être élus maires ou adjoints ni en exercer même temporairement les fonctions dans aucune des communes du département où ils sont affectés. L'interdiction de l'ancien article 62 d'ordre général et la rédaction actuelle, après l'ordonnance du 4 février 1959, a réduit les cas d'inéligibilité au seul département où les intéressés exercent leurs fonctions en permettant au surplus l'élection des gérants de débits de tabac. L'incompatibilité ayant pour motifs les rapports constants et directs qui existent, pour le recouvrement de l'impôt, entre ces agents et les contribuables, il lui demande s'il peut faire examiner la possibilité de limiter l'incompatibilité de ces agents aux seules communes de la circonscription dans laquelle ils sont affectés.

Gaz et pétrole (mer du Nord).

24755. — 13 juin 1972. — M. Cousté demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique : 1° dans quelles sociétés et pour quel pourcentage les intérêts français privés ou publics se

trouvent engagés dans les recherches de pétrole et de gaz naturel dans le plateau continental de la mer du Nord; 2° quelles sont les prévisions de productions actuellement connues pour les prochaines années ainsi que l'orientation de leur écoulement à l'intérieur de la C. E. E. élargie; 3° quelles sont les modalités de la fixation du prix tant du pétrole que du gaz naturel.

Instituteurs (revendications).

24758. — 13 juin 1972. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés que rencontrent les jeunes instituteurs tant dans leurs conditions de vie que dans l'exercice de leur profession. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° la mensualisation du traitement des instituteurs remplaçants qui apportera la garantie du salaire mensuel; 2° le paiement en temps et en heure de toutes les sommes qui leur sont dues et l'envoi régulier de leur bulletin de paie; 3° la création des postes budgétaires nécessaires afin de permettre, au cours de la prochaine année scolaire, la stagiarisation de tous les remplaçants et normaliens; 4° la suppression de tout recrutement de suppléants éventuels, sans compromettre, pour autant le remplacement des maîtres en congé; 5° la création de postes budgétaires de titulaires chargés des remplacements; 6° l'augmentation du nombre d'élèves maîtres recrutés; 7° une formation de haut niveau des maîtres, formation dont la durée doit être portée, dans une première étape à trois ans; 8° l'octroi de sursis pour les jeunes enseignants qui le souhaitent; 9° et en ce qui concerne le département de la Seine-Saint-Denis, l'ouverture, pour la rentrée 1973, de l'école normale de Livry-Gargan.

Décorations et médailles (action sociale bénévole).

24775. — 13 juin 1972. — **M. Calle** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur l'acte social bénévole qu'aucune décoration française ne récompense plus depuis la suppression du mérite social par le décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963. Il souligne que les contingents accordés au titre de l'ordre national au mérite ne permettent de récompenser que les « mérites éminents », et que la plupart des animateurs des œuvres d'entraide se dévouent, souvent toute une vie durant, sans que leur action, pourtant efficace et nécessaire, soit officiellement reconnue par l'attribution d'une médaille. Il lui demande si, conformément aux réponses qu'il avait bien voulu faire le 27 avril 1966 à la question n° 17605 et le 30 octobre 1969 aux questions n° 858, 5208, 5650 et 5889, les consultations et les études entreprises conjointement par le ministère du travail, de l'emploi et de la population et le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale sont sur le point d'aboutir et si leurs conclusions impliquent enfin la création d'une médaille de caractère social.

Psychiatres (formation).

24795. — 14 juin 1972. — **M. Fagot** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur les problèmes que pose la condition du psychiatre en formation. Pour obtenir leur qualification les intéressés doivent faire quatre années d'études dont une année probatoire qui ne peut commencer qu'en sixième année de médecine donc à la fin des études médicales. De plus, pour pouvoir accéder à l'internat en psychiatrie, il faut avoir satisfait à l'examen de fin d'année probatoire. Enfin, il faut justifier de l'exercice d'une fonction effective dans le cadre d'un service de psychiatrie. Or, pour ce travail intra-hospitalier, les psychiatres en formation sont toujours considérés comme des étudiants, ce qui est en contradiction évidente avec le travail qui leur est demandé. Leur rémunération apparaît donc comme insuffisante. Elle est, de plus, très inégale selon la qualification alors que les responsabilités sont les mêmes pour tous. On peut également constater une disparité importante selon les régions et plus particulièrement avec Paris où la rémunération est plus du double par rapport à celle de la province. Depuis le mois de décembre 1969 l'obligation est faite aux internes de participer aux activités extra-hospitalières conformément à la politique de secteur définie par la circulaire du 15 mars 1960, et ceci bien qu'aucun statut unique du psychiatre en formation n'ait vu le jour. Ce travail extra-hospitalier ne donne lieu à aucune rémunération supplémentaire alors que cette activité entraîne nécessairement une augmentation du temps de travail et des frais de parcours dont l'indemnisation est trop faible. L'ensemble de ces facteurs entraîne une désaffection du service public aggravée par un concours d'assistant dont les modalités ont toujours été inadéquates alors que c'est la seule voie d'accès à une carrière de médecin de secteur public. Il convient d'ajouter

à ces remarques, et d'une manière plus générale en ce qui concerne la politique de santé mentale en France, que depuis la circulaire du 15 mars 1960 on constate une aggravation des conditions de travail à tous les niveaux et des difficultés croissantes aussi bien en ce qui concerne les équipements qu'en matière de personnel soignant. Ces lacunes ne permettent pas la réalisation d'une politique de santé mentale conforme aux besoins de la population. D'ailleurs le taux d'exécution du V^e Plan, qui est inférieur de 50 p. 100 aux prévisions, entrave toute activité thérapeutique aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'hôpital. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de remédier aux difficultés que connaît la politique de santé mentale en France et à celles, plus particulières, des psychiatres en formation.

Vin (Gironde).

24799. — 14 juin 1972. — **M. René Lagorce** se faisant l'écho d'une résolution adoptée par le 26^e congrès de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Gironde, indique à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que malgré la revalorisation du prix des bordeaux rouges, la situation reste particulièrement difficile pour les vins blancs et les vins de consommation courante qui, malgré l'augmentation des coûts de production et des charges sociales, se commercialisent au même niveau qu'en 1968 et à des prix inférieurs à ceux pratiqués au cours de la campagne 1969-1970 ce qui est dû en partie à l'importation des vins italiens. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas opportun d'envisager l'application des règles de sauvegarde notamment la distillation au prix de 7,10 francs le degré hecto, sans limitation de volume. Il lui demande également s'il ne lui paraît pas possible d'obtenir la réduction au niveau pratiqué pour les denrées agricoles du taux de la T. V. A. frappant les vins en France et, en tout état de cause, l'égalisation de cette T. V. A. française avec les taxations frappant les vins dans les autres pays de la Communauté.

Société nationale des chemins de fer français (concurrence des paquets poste).

24800. — 14 juin 1972. — **M. Brugnon** expose à **M. le ministre des transports** que l'arrêté du 3 janvier 1972, qui relève de 3 à 5 kg la limite supérieure d'acceptation des paquets poste, est susceptible de priver la Société nationale des chemins de fer français de ressources importantes. Il lui demande si cette mesure n'est pas en contradiction avec la convention passée entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français.

Enseignants (assistants de droit et sciences économiques).

24815. — 14 juin 1972. — **M. Icart** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des assistants des unités d'enseignement et de recherche de droit et sciences économiques. L'insuffisance des postes budgétaires de maîtres-assistants ne permet pas d'offrir aux assistants des unités d'enseignement et de recherche de droit et de sciences économiques des perspectives de carrière suffisantes. Sans doute la fonction d'assistant doit-elle permettre avant tout aux étudiants de préparer les diplômes nécessaires à la poursuite de la carrière d'enseignant de droit ou de sciences économiques. Encore faut-il que des possibilités réelles soient offertes à ceux dont la tâche est aussi d'encadrer les étudiants entament leur cursus universitaire. Il lui demande s'il a l'intention d'apporter une solution à la situation existante en assurant notamment aux assistants des unités d'enseignement et de recherche de droit et de sciences économiques des possibilités de carrière réelles.

Viet-Nam (bombardements terroristes sur la République démocratique).

24816. — 14 juin 1972. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les bombardements terroristes multipliés effectués par les B 52 et la VII^e flotte américaine sur la République démocratique du Viet-Nam. Ces bombardements responsables de la mort de milliers de personnes visent systématiquement des zones peuplées et des objectifs civils absolument primordiaux pour la vie des populations : écoles, hôpitaux, quartiers résidentiels de Hanoï et Haiphong, etc., ainsi que les installations hydrauliques, barrages et digues des principales zones humaines et agricoles du Nord Viet-Nam. Du 10 avril au 24 mai 1972, l'aviation américaine a largué 580 bombes lourdes sur les digues du fleuve Rouge, des rivières autour de Hanoï et dans diverses provinces, cependant

que la VII^e flotte pilonnait le système des digues maritimes et certains ouvrages hydrauliques. L'objectif de ces bombardements est d'ébranler les digues au point qu'elles cèdent sous la poussée des prochaines crues, inondant les villes et les plaines et semant partout la dévastation et la mort. Il s'agit d'un véritable crime de guerre: au tribunal de Nuremberg la peine de mort avait été en effet requise contre le bombardement des digues. En même temps les agresseurs américains utilisaient les moyens les plus atroces de leur arsenal: produits chimiques et bombes pour détruire la végétation, napalm, bombes à billes, balles « Shrapnell », mines contre les personnes; avec les hommes, la flore, la faune, l'air et les eaux sont ainsi frappés, pollués, empoisonnés. L'opinion publique française soulevée d'horreur est profondément indignée par tous ces crimes; en son nom, il lui demande s'il ne compte pas élever sans retard la protestation solennelle de la France contre le génocide américain au Viet-Nam, pays ami du nôtre et cas de conscience de l'humanité.

Développement régional (région Poitou-Charentes).

24821. — 15 juin 1972. — M. Alloncle rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que le Premier ministre déclarait à Poitiers, le 4 novembre 1971, devant la commission de développement économique régional, parlant de la région Poitou-Charentes: « La région n'a pas eu à se féliciter du V^e Plan ». En effet, en matière d'équipement public et de revenu la région Poitou-Charentes se classait généralement au vingtième rang et avait à déplorer une émigration importante, aussi bien en qualité qu'en quantité de ses habitants. Les prévisions du VI^e Plan constituent l'amorce d'un redressement qui doit, en particulier, se traduire par la mise en œuvre d'une volonté d'industrialisation nettement affirmée. Il apparaît cependant souhaitable, alors que le VI^e Plan est engagé depuis un an et demi, que soit connu avec précision, en ce qui concerne cette région, le retard pris en matière d'équipement public et de revenu lors du V^e Plan et les conditions exactes de développement du VI^e Plan. Il lui demande s'il peut lui fournir les précisions nécessaires à cet égard. Il saurait également connaître les engagements que le Gouvernement estime pouvoir prendre afin de rattraper le retard pris et d'éviter tout « dérapage » au cours du Plan actuel.

Enseignants et non-enseignants (enseignement supérieur: grève).

24824. — 15 juin 1972. — M. Boscher rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que plusieurs syndicats de l'enseignement supérieur ont lancé un mot d'ordre de grève pour les journées des 17 et 18 mai 1972. Il lui demande quel est le nombre et le pourcentage, d'une part, d'enseignants, d'autre part, de non-enseignants de l'enseignement supérieur qui se sont vu retenir une journée de traitement à cette occasion pour fait de grève, cette information permettant de juger de l'étendue réelle de ce mouvement.

Instituteurs (amélioration de leur situation).

24874. — 16 juin 1972. — M. Lamps attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation particulièrement défavorisée des jeunes instituteurs. La dégradation constante des conditions de la fonction d'instituteur nécessite une urgente revalorisation de cette fonction sur les plans moral et matériel. En effet, la réussite de la scolarité de chaque enfant dépend étroitement de la qualité de l'enseignement et de l'éducation que sera à même de lui dispenser l'école fondamentale. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre favorablement aux revendications suivantes des jeunes instituteurs: 1^o mensualisation du traitement des remplaçants, qui donnerait à leur rémunération la régularité et la stabilité qui font défaut actuellement; 2^o l'augmentation du nombre de postes d'instituteurs, qui permettra en même temps l'allègement des effectifs par classe, la formation permanente des maîtres et la rénovation pédagogique; 3^o l'augmentation du nombre de remplaçants admis au stage de formation professionnelle; 4^o la création progressive des postes de titulaires chargés des remplacements; 5^o l'amélioration des conditions de formation des jeunes.

Instituteurs (suppléments).

24879. — 16 juin 1972. — M. Denvers expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il existe dans le département du Nord plus de 600 postes d'instituteur actuellement occupés par des

suppléments et que les besoins attestent qu'il conviendrait d'ouvrir plus de 1.200 postes budgétaires. Il lui demande quelles sont les dispositions envisagées pour décider de l'ouverture de postes budgétaires dont le département du Nord a besoin et s'il entre dans ses intentions de prendre les mesures utiles pour mettre rapidement fin à ce que le syndicat national des instituteurs appelle un « scandale » s'agissant de la situation faite aux suppléments de l'enseignement.

Sociétés commerciales (provisions pour congés payés).

24891. — 20 juin 1972. — M. Collbeau expose à M. le ministre de la justice, que des sociétés, dont les comptes sont soumis au contrôle des commissaires, éprouvent des difficultés tenant à la position adoptée par certains d'entre eux et concernant la provision pour congés payés. En effet, s'il est vrai que le code de commerce énonce que chaque commerçant doit faire, tous les ans, un inventaire des éléments actifs et passifs de son entreprise et arrêter tous ses comptes en vue d'établir son bilan et le compte de ses pertes et profits, il est non moins vrai que le chef d'entreprise peut, sur le point précis des provisions pour congés payés, tirer des conclusions différentes des dispositions légales. La situation ne devrait pas être nouvelle; elle revêt cependant une acuité particulière, vraisemblablement due au motif que le Conseil d'Etat, jugeant en matière fiscale à propos de la déduction des bénéfices de la provision pour congés payés, a décidé qu'il s'agissait de droits s'acquérant au fur et à mesure du temps de présence dans l'entreprise. Quoi qu'il en soit, à la clôture d'un exercice donné, lesdits droits acquis peuvent, normalement, faire l'objet d'une évaluation relativement précise, l'indemnité étant égale au douzième des sommes perçues par le salarié bénéficiaire de congés payés, du 1^{er} juin à la clôture de l'exercice, par exemple 31 décembre, sous réserve, bien entendu, de la règle du salaire théorique. Les revalorisations de rémunérations intervenant postérieurement au 31 décembre ne pouvant modifier — puisque le fait juridique déterminant est postérieur à cette date — la quotité des droits acquis au 31 décembre, il semble que, le montant de la valeur des droits acquis pouvant être évalué, le coefficient d'incertitude qui prévaut la constitution des provisions n'existe pas et qu'il s'agit d'une somme précise acquise par une personne déterminée à un titre certain. Dans ces circonstances, le montant en cause devrait figurer non sous le poste « Provision », mais sous le poste « Charges à payer », à moins en définitive qu'il s'agisse tout simplement d'une charge annuelle calculée sur une période de référence 1^{er} juin/31 mai et effectivement supportée par l'entreprise dans une période légale (1^{er} mai/31 octobre). Ceci exposé, il lui demande, sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux, quelle est la doctrine administrative sur ce point et si, spécialement, le fait pour un chef d'entreprise de considérer qu'il s'agit d'une charge annuelle influençant le compte de l'exercice au cours duquel l'indemnité est versée effectivement aux ayants droit constitue une infraction à la loi sur les sociétés commerciales.

Urbanisme (centre ville d'Ivry-sur-Seine).

24904. — 20 juin 1972. — M. Gosnat expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la rénovation urbaine du centre ville d'Ivry-sur-Seine, qui est, par ailleurs, considérée comme une réalisation de premier plan sur le plan de l'urbanisme et de l'architecture, se trouve actuellement dans une situation de trésorerie difficile, du fait de l'absence totale de coordination du financement des différentes constructions qui doivent y trouver place. En premier lieu, les charges foncières des équipements à la charge de l'Etat, et notamment un hôtel des postes, dont la réalisation est urgente pour les besoins de la commune, et l'emprise du chemin départemental 124 n'ont pas été réglés malgré les rappels nombreux de l'organisme rénovateur. L'octroi de prêts bonifiés par le F. N. A. F. U. se révèle très incertain et l'organisme rencontre de très grandes difficultés pour faire programmer d'une année sur l'autre l'octroi de ces crédits. En outre, le financement des logements, tant du secteur H. L. M. que du secteur des primes et prêts, apparaît comme extrêmement aléatoire, comme le sont également les financements des équipements qui dépendent de la commune (voirie communale, groupes scolaires, crèche, centre culturel, etc.). Pour toutes ces raisons l'organisme rénovateur n'est pas en mesure de planifier sérieusement la bonne marche de l'opération et notamment d'échelonner correctement l'acquisition des sols et le règlement des indemnités dues aux propriétaires et commerçants. Ainsi, cet organisme se trouve en retard pour le paiement des indemnités d'un grand nombre d'expropriés, alors que les sommes qui lui sont dues par l'Etat dépassent le montant total de ces indemnités. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour qu'une opération d'une telle envergure puisse

se dérouler harmonieusement et que les engagements pris par l'Etat, lorsqu'il a approuvé cette opération, soient tenus par le financement en leur temps des réalisations, tant dans le secteur du logement social que des équipements de tous ordres.

Education physique (dégradation).

24907. — 20 juin 1972. — Mme Vaillant-Couturier rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale qu'à l'heure où l'élite sportive mondiale va se donner rendez-vous à Munich, l'éducation physique et sportive dans les écoles subit une dégradation constante. Elle lui rappelle qu'il était prévu une application progressive et réelle du tiers temps à l'école élémentaire et des cinq heures d'éducation physique et sportive dans le second degré sous la responsabilité de l'éducation nationale. Pour appliquer ce plan, il faut non pas supprimer les professeurs d'éducation physique et sportive dans les écoles primaires pour les remplacer par les instituteurs, mais au contraire, recruter davantage d'enseignants qualifiés. Considérant que la santé d'une nation repose sur un développement sain et équilibré de l'enfant, elle lui demande s'il compte satisfaire les exigences légitimes des parents, des enseignants, des élèves et des sportifs.

Enseignants (stages en milieu professionnel).

24934. — 20 juin 1972. — M. Macquet expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les stages en milieu professionnel effectués à titre expérimental pendant l'année 1971-1972 par des professeurs de l'enseignement technique relevant de certaines académies ont permis de vérifier l'intérêt qui s'attache à cette mesure dans le cadre recherché de la formation des maîtres mais permettant par ailleurs de tirer profit de cette expérience pour l'organisation des stages futurs. Organisés dans un délai relativement court ces stages ne paraissent pas avoir fait l'objet d'une publicité suffisante par les autorités académiques qui les ont réservés au seul enseignement supérieur. Les professeurs concernés ont déploré, vraisemblablement eu égard à la nouveauté de l'opération, que l'administration n'ait pu répondre à toutes leurs demandes d'information ou leur donner les éléments de solution aux multiples problèmes auxquels ils ont été confrontés. La discrimination entre le stage proprement dit en entreprise et les périodes préparatoires et d'évaluation du stage, compte tenu des particularités qui s'attachent à chacune de ces situations — obligation de la localisation de l'entreprise dans la circonscription administrative des enseignants et recours au biais des heures supplémentaires dans la première hypothèse alors que la seconde ouvre droit aux indemnités journalières de frais de mission — inquiète les intéressés qui voient dans ces mesures la marque d'un esprit exagérément administratif. Ils craignent le caractère discriminatoire de ce choix à l'égard de ceux d'entre eux en fonction dans les milieux de faible urbanisation. Par ailleurs, la sélection des entreprises pourrait faire l'objet de critiques fondées, dans la mesure où un petit nombre de firmes serait privilégié par les services publics. Pour les stages à venir, et à la lumière des enseignements tirés de l'expérience, il apparaît essentiel que : 1° dans le choix des enseignants, le volontariat et le recrutement dans tous les cadres d'enseignement soient considérés comme principes essentiels ; 2° la rémunération des personnels retenus comprenne l'indemnisation des frais de déplacement par la voie des ordres de mission traditionnels, à l'exclusion de tout paiement d'heures supplémentaires ; 3° les entreprises concernées occupent entre 500 et 1.000 salariés de façon à présenter à l'éducation nationale une gamme étendue de postes, qu'elles aient le souci d'une gestion moderne et que leur expérience d'accueil permette l'accomplissement d'une mission réelle. Enfin, il semble souhaitable que l'administration suive les enseignants pendant le temps de leur stage et emploie pour ce faire, à temps plein, certains stagiaires de l'opération 1971-1972. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour l'organisation des stages devant intervenir pendant la prochaine année scolaire.

Ecoles primaires (conseils d'administration).

24973. — 21 juin 1972. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les textes relatifs à la création, à l'organisation et au fonctionnement des conseils d'administration des établissements d'enseignement du second degré prévoient, notamment, et à juste titre, la représentation dans ces conseils des agents de service, des parents d'élèves et des diverses catégories du personnel enseignant. Il lui signale que, jusqu'à ce jour, la représentation de ces diverses catégories n'a pas été prévue dans la composition des conseils d'administration des écoles nationales

du premier degré. On ne peut faire valoir à l'appui de cette situation le fait qu'il s'agit d'établissements dispensant un enseignement du niveau élémentaire, alors que leur organisation, définie par un décret du 31 août 1959 et les dispositions qui leur sont appliquées, ne les distinguent en rien des établissements du second degré en ce qui concerne leur fonctionnement, tant sur le plan administratif que financier. Il lui demande s'il ne lui semble pas justifié d'envisager une modification de la composition actuelle des conseils d'administration des écoles nationales du premier degré, afin que leur soient appliquées les dispositions générales prévues par le décret n° 69-845 du 16 septembre 1969.

Formation professionnelle : institut national de formation des adultes.

25025. — 22 juin 1972. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la grave situation dans laquelle se trouve l'institut national de formation des adultes et de son personnel. En effet, le conseil d'administration de l'I. N. F. A. n'a pas été réuni depuis janvier 1971 et il en résulte : 1° que le statut et les prérogatives du nouveau directeur sont des plus précises puisqu'il n'a pas été statutairement désigné par le conseil d'administration, comme l'exigent les statuts de l'I. N. F. A. ; 2° que le budget de l'I. N. F. A. n'a pas été voté ce qui oblige l'institut à vivre sous le régime des crédits débloqués par 1/12 provisoires. Les conséquences de cet état de fait sont graves pour le fonctionnement de l'institut et pour les personnels : 1° études et travaux pratiquement arrêtés par l'impossibilité d'engager les dépenses ; 2° pas de remboursement des frais de mission, avancés depuis janvier 1972 ; 3° non-paiement de la prime de recherche en 1971 ; 4° menaces sérieuses sur le paiement de l'ensemble du personnel à partir de septembre 1972 et risques de non-renouvellement des contrats pour l'ensemble des enseignants-chercheurs (vingt à Nancy et autant à Paris). Au moment où les universités et autres établissements d'enseignement supérieur sont sollicités par des tâches nouvelles de formation permanente, l'I. N. F. A., créé en 1963 avec le statut d'un grand établissement d'enseignement supérieur, doit pouvoir continuer à remplir sa mission spécifique et se développer en faisant bénéficier tout l'enseignement supérieur de sa riche expérience en la matière. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : a) réunir au plus vite le conseil d'administration de l'I. N. F. A. afin de permettre le fonctionnement normal de l'institut et de décider de l'adoption pour l'I. N. F. A. d'un programme précis et de l'affectation de moyens à ce programme ; b) prendre les mesures immédiates nécessaires pour résoudre trois problèmes urgents en suspens ; c) assurer le règlement de la deuxième partie de la prime de recherche due aux enseignants-chercheurs de l'I. N. F. A. pour 1971 (et à trois d'entre eux la première partie de cette prime), ainsi que la mise en place de la procédure permettant le versement de la prime pour 1972 ; d) garantir le maintien de la prime d'enseignement et son versement rétroactif pour l'année 1971 où elle n'a pas non plus été réglée ; e) effectuer le versement rétroactif pour 1971 de l'indemnité versée jusque-là au personnel en compensation de ses charges supplémentaires, sous forme de deux heures complémentaires annuelles ; f) examiner, dans le cadre des discussions qui vont s'ouvrir très prochainement au sein du groupe paritaire sur les carrières de l'enseignement supérieur, des mesures en faveur des enseignants-chercheurs de l'I. N. F. A., tenant compte de la spécificité des tâches de ces personnels. Le S. N. E. Sup. soumettra au groupe de travail paritaire un ensemble cohérent de propositions en ce sens.

Médecine (enseignement), stage accompli pendant le service de santé militaire.

25057. — 23 juin 1972. — M. Robert demande à M. le ministre de l'éducation nationale dans quelle mesure il est possible de faire valider partiellement comme stage interne de 6^e année de médecine, les fonctions remplies dans le service de santé militaire par un étudiant, médecin aspirant de réserve, ayant en cette qualité effectué un stage d'interne dans un service de médecine ou de chirurgie générale d'un hôpital des armées.

Musées (personnels).

25393. — 12 juillet 1972. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre des affaires culturelles sur les difficultés des personnels de surveillance, ouvriers professionnels administratifs de l'ensemble des musées, services commerciaux, conservateurs, restaurateurs, C. G. T. et C. F. D. T., des musées nationaux qui demandent : 1° l'application du statut de la surveillance, projet qui

avait été approuvé par l'ensemble des représentants du comité technique paritaire et des personnels ainsi que du ministère des affaires culturelles, les 10 décembre 1970 et 3 mars 1971, rejeté par la fonction publique et les finances; 2° le décret d'application du statut du 2 août 1961 pour les ouvriers professionnels des musées nationaux et des archives nationales. Ces personnels sont les seuls de la fonction publique qui n'en bénéficient pas depuis 1961; 3° le reclassement de la catégorie B (Restaureurs) dans l'échelle B type; 4° le statut des personnels de la Réunion des musées nationaux, services commerciaux (ces personnels sans statuts particuliers n'ont ni comités techniques paritaires ni comités d'entreprise, car ils ne relèvent ni du privé ni de la fonction publique) et se trouvent ainsi dans une situation plus que critique; 5° la création de postes budgétaires de restaurateurs, d'ouvriers professionnels, d'ouvriers de surveillance (en attendant la sortie du statut), de commis et agents de bureaux pour reclasser les personnels de surveillance détachés, afin d'obtenir un recrutement plus large par le dégagement des postes occupés par le personnel de surveillance détaché; 6° la création de postes d'inspecteur pour le personnel titulaire afin de supprimer les postes dits « contractuels »; 7° le statut de documentaliste; 8° l'amélioration du pouvoir d'achat par l'attribution de points uniformes à tous les personnels de l'administration et non par une augmentation générale des traitements qui augmente la différence entre les hauts et les bas salaires; 9° la garantie de l'emploi aux non-titulaires, et plus particulièrement la titularisation des auxiliaires; 10° l'application intégrale et accélérée de la réforme des C et D; 11° la création de postes de sténodactylo et dactylo à la D. M. F. Solidaire de ces revendications, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour les satisfaire.

Administration (formulaires administratifs).

25342. — 10 juillet 1972. — M. Tomasini demande à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) s'il n'estime pas souhaitable d'inviter tous les services publics et parapublics à libeller d'une manière aussi simple et claire que possible les formulaires administratifs à l'usage du public, d'y réserver une place suffisante pour permettre d'en remplir correctement les différentes rubriques (feuilles d'impôts, formulaires des P. T. T., de la sécurité sociale, etc.) et de n'en exiger la production qu'en un nombre d'exemplaires strictement indispensable.

Fonctionnaires (attachés d'administration centrale).

25359. — 11 juillet 1972. — M. de Préaumont attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur la situation des attachés d'administration centrale. Ils demandent notamment: 1° une révision de leur classement indiciaire de manière analogue à ce qui a été prévu pour différents corps de catégorie A à laquelle ils appartiennent; 2° que les primes et indemnités qui leur sont allouées soient proportionnellement alignées sur celles des administrateurs civils qui ont été plusieurs fois revalorisés; 3° une amélioration de leurs conditions d'avancement et l'ouverture de nouveaux débouchés vers les corps d'administrateurs civils ou vers toute autre possibilité; 4° qu'une formation d'administration générale préalable à l'entrée en fonction soit assurée à tous les attachés et que soit également assurée une formation permanente tout au cours de la carrière. Il lui demande s'il peut donner l'assurance qu'interviendront dans un avenir proche des décisions concernant ces différents problèmes.

Natation (règles de sécurité).

25346. — 10 juillet 1972. — M. Tomasini expose à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) que la multiplication des bassins de natation scolaires a pour heureux effet le développement de l'enseignement et de la pratique de la natation longtemps négligée dans notre pays. Toutefois, certaines familles ont manifesté des inquiétudes devant l'absence apparente de précautions à l'encontre des risques d'hydrocution. Il lui demande si toutes les précautions ont été prises pour éviter de tels risques: 1° température suffisante de l'eau des bassins de natation; 2° conseils aux familles pour que les enfants absorbent des repas légers lorsque l'heure de natation se situe en période digestive; 3° mise en garde des élèves eux-mêmes sur les risques d'hydrocution en cas de bain froid (rivières, lacs, mer, etc.) en période de vacances où ils risquent de raisonner par analogie avec les bains pris dans les bassins de natation scolaires; 4° d'une manière plus générale, rappel aux élèves des autres règles de sécurité en ce qui concerne les baignades en mer, en rivière ou dans les lacs.

Jardin des Tuileries.

25328. — 7 juillet 1972. — M. Krieg demande à M. le ministre des affaires culturelles s'il peut lui indiquer le rapport, pour les trois derniers exercices, de la location des chaises dans le jardin des Tuileries, ainsi que les frais y afférents. Il lui demande par ailleurs s'il ne pourrait envisager, comme cela se fait maintenant presque partout, de supprimer cette taxe fort impopulaire parmi les habitants du quartier qui viennent, dans ce jardin, trouver quelques instants de calme et de repos.

Pensions de retraite.

25316. — 7 juillet 1972. — M. Waldeck L'Houillier attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur une anomalie de la législation de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés. Une personne titulaire d'une pension liquidée au titre de l'invalidité au travail, se composant du « minimum de base » résultant des cotisations versées avant janvier 1941 perçoit la rente-assurance sociale majorée chaque année à partir du 1^{er} avril, en fonction de l'augmentation du plafond sécurité sociale. Mais le minimum de base est revalorisé par décision ministérielle dans des proportions nettement inférieures. Ce minimum qui était de 437,50 francs par trimestre en mars 1971, a été porté à 462,50 francs le 1^{er} octobre 1971, soit une majoration de 5,83 p. 100 seulement. De ce fait, la pension de cette personne et de toutes celles qui sont dans son cas est loin de suivre l'augmentation des pensions vieillesse annoncée par le Gouvernement. Il s'agit pourtant d'une pension très faible dont le pouvoir d'achat s'amenuise ainsi de plus en plus. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ce minimum de base suive l'augmentation des autres pensions.

Sécurité sociale (centre de paiement à Pierrelatte-Montélimar).

25324. — 7 juillet 1972. — M. Henri Michel expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les ressortissants des régimes spéciaux habitant le Sud de la Drôme, tels que les agents titulaires employés communaux de la région de Pierrelatte et Montélimar, ne perçoivent leurs remboursements de sécurité sociale qu'après plusieurs semaines d'attente. Cette situation est due au fait qu'il n'existe pas de centre de paiement dans le Sud de la Drôme pour les personnes assurées au titre de ces régimes. Les ressortissants du régime général dépendent du centre de paiement de Pierrelatte et bénéficient, de ce fait, de remboursements plus rapides. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas devoir ouvrir, pour les régimes spéciaux, un centre de paiement à Pierrelatte et Montélimar complétant celui qui fonctionne déjà pour les assurés du régime général de la sécurité sociale.

Travailleurs étrangers

(contrôle médical des travailleurs d'Afrique francophone).

25330. — 7 juillet 1972. — M. Boutard rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 68-399 du 29 avril 1968 modifié, fixant les conditions d'application de l'article L. 561 du code de la sécurité sociale, les candidats à un emploi salarié qui sont ressortissants de divers Etats d'Afrique francophone doivent apporter la preuve qu'ils ont subi un contrôle médical par la production, soit du certificat de contrôle médical visé par le consul de France, soit d'une attestation de visite médicale délivrée en France par l'Office national d'immigration (O. N. I.). Si un employeur constate qu'un travailleur africain sur le point d'être embauché n'est pas en possession de l'un de ces documents, il doit provoquer le contrôle médical de l'Office national d'immigration et les frais correspondants sont à sa charge. Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1^{er} juillet 1968. Cependant, en raison du grand nombre de travailleurs concernés, des mesures libérales ont été prises en 1968 par voie de circulaire ministérielle (circulaire n° 143, Travail, du 20 août 1968). En vertu de cette circulaire, un travailleur africain non pourvu de l'un des documents prévus par le décret du 29 avril 1968 était dispensé de l'obligation de contrôle médical de l'Office national d'immigration s'il était en possession d'un bulletin de salaire délivré en France pour une période de travail achevée depuis moins de trois mois. Il était cependant astreint ultérieurement à passer ce contrôle médical si, après une interruption de travail d'au moins trois mois, il était embauché, soit dans la même entreprise, soit dans une autre. Ces dispositions libérales ont été appliquées jusqu'au 30 septembre 1970. A l'heure actuelle, ce sont les dispositions du décret du 29 avril 1968 qui s'appliquent intégralement. Mais, du fait que certains employeurs n'ont pas, dans le passé, rempli leurs obligations,

de nombreux travailleurs d'Afrique francophone inscrits dans les services d'aide aux travailleurs sans emploi ne peuvent se reclasser, malgré de bonnes références professionnelles, uniquement pour la raison qu'ils ne possèdent pas le certificat de visite médicale de l'Office national d'immigration, les employeurs éventuels refusant de faire les démarches nécessaires et d'assumer les frais de ce contrôle. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre les mesures nécessaires pour permettre la régularisation de la situation de ces travailleurs africains particulièrement défavorisés et leur donner ainsi une chance d'être embauchés.

Français à l'étranger (personnes âgées demeurées en Algérie).

25333. — 7 juillet 1972. — M. Marc Jacquet expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales la situation dans laquelle se trouvent un certain nombre de Français âgés qui sont restés en Algérie après l'indépendance de ce pays. D'après les informations qui lui ont été données à ce sujet quelques centaines de ces personnes âgées qui ne possèdent que de très faibles ressources perçoivent une indemnité de subsistance qui serait de 100 francs par mois. Il lui demande s'il n'estime pas possible de modifier les dispositions en vigueur, en ce qui concerne le champ d'application territorial des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'attribution des allocations non contributives aux personnes âgées (allocation vieillesse et allocation supplémentaire du fonds national de solidarité), afin que les Français résidant en Algérie qui rempliraient normalement en France les conditions nécessaires pour percevoir ces allocations puissent en bénéficier. Les mesures prises dans ce sens manifesteraient le souci de notre pays de se préoccuper du sort de nos résidents, à l'étranger lorsqu'il s'agit de personnes âgées démunies de moyens d'existence.

Exploitants agricoles (retraite anticipée pour inaptitude au travail).

25366. — 11 juillet 1972. — M. Tissandier expose à M. le ministre de l'Agriculture et du développement rural que le taux d'invalidité physique exigé pour l'obtention d'une retraite anticipée a été abaissé à 50 p. 100 pour les salariés agricoles, alors que selon la législation en vigueur, les exploitants ne peuvent prétendre au bénéfice d'une telle mesure que s'ils sont reconnus totalement inaptes au travail. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait indispensable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que les exploitants agricoles puissent obtenir une retraite anticipée si leur taux d'invalidité atteint 50 p. 100.

Aide ménagère (Loire-Atlantique).

25368. — 12 juillet 1971. — M. Carpentier appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation dans laquelle vont se trouver placées les personnes âgées bénéficiaires de l'aide ménagère en Loire-Atlantique, en raison de l'insuffisance des crédits affectés au budget 1972 de la caisse régionale d'assurance maladie de Nantes. Il résulte, en effet, des renseignements en sa possession que cet organisme a déjà été contraint de réduire les attributions d'aide ménagère et envisage même leur suppression si d'autres crédits ne lui sont pas accordés dans un bref délai. Considérant que cet état de fait va à l'encontre de la politique gouvernementale tendant au maintien à domicile des personnes âgées, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette préoccupante situation.

Assurance maladie maternité des non-salariés non agricoles (fédération mutualiste parisienne).

25369. — 12 juillet 1971. — Mme M.-C. Vaillant-Couturier attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la motion suivante émanant du comité d'entreprise de la fédération mutualiste parisienne, composé des représentants élus de 800 agents et 140 praticiens de cet organisme et appartenant aux organisations syndicales C. G. T., C. G. T.-F. O., C. G. C. : vivement ému des perspectives de déconventement de l'ensemble des organismes conventionnés mutualistes de la région parisienne pour la gestion du régime obligatoire institué par la loi du 12 juillet 1966 en faveur des travailleurs indépendants, pour lesquels les dotations de gestion apparaissent notoirement insuffisantes ; s'inquiète avec angoisse du sort des 100 salariés de la fédération mutualiste parisienne qui sont atteints par cette menace, au même titre que ceux des autres organismes conventionnés mutualistes de la région parisienne ; déplore également qu'en l'occurrence, le choix des ressortissants de ce régime soit alors condamné à être remis en cause ; adresse une pressante requête auprès des pouvoirs publics,

des assemblées parlementaires et des collectivités locales, pour qu'une solution urgente, équitable et efficace soit apportée à cette question et alerte, en conséquence, les organisations syndicales représentées en son sein. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'une solution équitable, qui tienne compte de l'intérêt des salariés et des mutualistes, intervienne dans les meilleurs délais.

Prestations familiales (revalorisation).

25370. — 12 juillet 1971. — M. Tony Larue appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la diminution du taux de la cotisation patronale aux caisses d'allocations familiales qui est passée de 16,75 p. 100 à 14,25 p. 100, puis à 13,30 p. 100 et à 11,50 p. 100 et enfin à 10,50 p. 100. Il semblerait qu'un nouvel abaissement soit envisagé à brève échéance, ce qui rendrait ultérieurement impossible la revalorisation sérieuse des situations, faute de ressources nécessaires dans les caisses d'allocations familiales. Une telle mesure, si elle est envisagée, constituerait un préjudice flagrant à l'égard de familles déjà soustraites à des privations du fait de l'écart croissant qui existe entre leurs ressources d'une part, et les dépenses auxquelles elles doivent faire face pour élever normalement leurs enfants, d'autre part. Devant l'aggravation du décalage existant entre l'augmentation incessante du coût de la vie et la stagnation du niveau des prestations familiales, il lui demande s'il ne conviendrait pas de revoir le mode de revalorisation de ces prestations, de façon à ce qu'elles suivent plus exactement l'évolution des prix.

Allocation de compensation aux infirmes travailleurs (travailleur algérien).

25374. — 12 juillet 1972. — M. Saint-Paul signale à M. le ministre de la santé publique qu'il ignore pas que l'allocation de compensation aux infirmes travailleurs, qui n'a pas d'équivalent dans les législations étrangères, est réservée aux ressortissants français. Il lui demande toutefois si, compte tenu des dispositions des accords d'Evian un grand infirme algérien, travaillant en atelier protégé, pourrait prétendre à ladite allocation.

Français d'outre-mer retraités (assurance-vieillesse).

25386. — 12 juillet 1972. — M. Odru demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales pour quelles raisons il refuse de répondre à sa question écrite n° 23713 du 20 avril 1972 concernant les retraités et retraitables d'outre-mer qui n'ayant pas bénéficié de la loi de 1943 sur l'assurance vieillesse des non-salariés, ont cotisé hors de la métropole à des caisses privées.

Accidents du travail (agents communaux).

25387. — 12 juillet 1972. — M. Andrieux expose à l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales les faits suivants : un ouvrier municipal a été victime en 1962 d'un accident du travail ayant entraîné une incapacité permanente de 30 p. 100. Il n'a pu à l'époque bénéficier d'une pension d'accident du travail, cette compensation n'étant pas accordée aux agents des communes. En application du décret n° 67-781 du 1^{er} septembre 1967, article 10, cet ouvrier disposait d'un délai expirant le 1^{er} avril 1968 pour présenter sa demande de pension. Ignorant ces dispositions l'intéressé n'a constitué son dossier que le 22 octobre 1968 et de ce fait a vu sa demande rejetée pour cause de forclusion. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder aux agents se trouvant dans une situation similaire un nouveau délai leur permettant de faire valoir leurs droits.

Handicapés (allocation : formulaires de demande).

25389. — 12 juillet 1972. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur les difficultés créées par la mise en application de la loi du 13 juillet 1971 instituant une allocation aux handicapés. Le décret n° 72-83 du 29 janvier 1972, pris en application de la loi du 13 juillet 1971 précise que pour les demandes déposées dans le délai de six mois suivant la publication du décret au Journal officiel l'entrée en jouissance des allocations peut rétroagir au 1^{er} février 1972 si les conditions requises étaient remplies à cette date. Ce délai vient à expiration le 1^{er} août prochain, cependant l'arrêté fixant le modèle de demande, ainsi que la liste des pièces justificatives n'est pas encore paru. Les ayants droit risquent ainsi de perdre le bénéfice de ces dispositions. Il lui demande s'il peut lui fixer la date à laquelle l'arrêté sera pris.

Ouvriers de l'Etat (pensions : indemnité forfaitaire).

25350. — 10 juillet 1972. — M. Hébert attire l'attention du ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les conséquences de la circulaire de son ministère portant le n° 6205 MA/DPC/6/G en date du 25 avril 1962. Cette circulaire fixe les modalités d'application aux personnels civils des armées des dispositions de la loi n° 59-1479 du 28 décembre 1959. Cette loi ouvre à certains fonctionnaires de l'ordre technique (chefs de travaux de la marine) une option en faveur d'une pension des ouvriers des établissements de l'Etat prévue par la loi du 2 août 1949. Le chapitre premier de ladite circulaire indique les catégories de fonctionnaires pouvant opter ainsi que les deux conditions à remplir. Le deuxième chapitre stipule que l'agent doit percevoir lors de sa radiation des contrôles une indemnité compensatrice ou le cas échéant une indemnité forfaitaire dégressive créée par le décret n° 56-1296 du 17 décembre 1956. Or, selon les termes d'une circulaire du ministre des armées portant le n° 39070 MA/DPG/C.R.G. du 7 août 1968, laquelle fixe à son tour les modalités d'application d'un décret en date du 26 juillet 1968, ce décret n'a plus de valeur. Depuis le 27 juillet 1968, aucun agent ne perçoit l'indemnité forfaitaire dégressive du décret n° 56-1296 du 17 décembre 1956. En compensation, tous sont bénéficiaires de l'indemnité forfaitaire à taux identique prévue au décret du 26 juillet 1968 et de la circulaire ministérielle n° 39070. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas logique de modifier la circulaire n° 6205 du 25 avril 1962 qui se réfère au décret n° 56-1296 avec la rédaction suivante : au lieu de : « ... c'est-à-dire l'indemnité compensatrice ou le cas échéant l'indemnité forfaitaire dégressive créée par le décret n° 56-1296 du 17 décembre 1956 » mettre : « ... c'est-à-dire l'indemnité compensatrice ou le cas échéant l'indemnité forfaitaire créée par le décret du 26 juillet 1968 dont l'application est fixée par la C.M. 39070 MA/DPG/C.R.G. du 7 août 1968 ». Cette rédaction aurait l'avantage d'éviter l'équivoque, tant pour le service des pensions des armées que pour le service de la dette publique.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (taux du grade).

25356. — 11 juillet 1972. — M. Grandjean appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les dispositions de l'article 6 de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962 qui tend à faire bénéficier les militaires d'active retraités de la pension d'invalidité du code des pensions militaires d'invalidité au taux de leur grade. Le décret n° 63-1059 du 21 octobre 1963 portant règlement d'administration publique et la circulaire n° 66-1023 du 31 octobre 1966 présentent que les dispositions de ce texte ne s'appliquent qu'aux militaires retraités au plus tôt le 3 août 1962. Le principe de la non-rétroactivité des lois appliqué dans des situations de ce genre apparaît comme générateur d'injustice. Il lui demande, compte tenu des déclarations déjà faites à ce sujet, si les mesures prévues par l'article précité pourront être appliquées à tous les retraités au besoin en échelonnant cette application selon un plan de rattrapage précis. Il souhaiterait savoir si la mise au point de la loi de finances pour 1973 prévoira des mesures dans ce sens.

Gaz de France (sécurité des installations).

25362. — 11 juillet 1972. — M. Briane attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur les dangers que représente pour les usagers un contrôle insuffisant des canalisations de gaz. Le remplacement du gaz de houille par le gaz naturel provoque une usure plus rapide des canalisations. Il serait souhaitable que Gaz de France fasse procéder périodiquement à la vérification de l'étanchéité des conduites. En ce qui concerne les nouvelles installations privées, il conviendrait que la fourniture du gaz soit subordonnée à l'agrément de ces installations par les services de Gaz de France. Dans tous les lieux devrait fonctionner un service de gaz-secours, susceptible d'intervenir rapidement en cas de danger. Au cours des dernières années, la direction de Gaz de France a résolu le problème du plein emploi du personnel administratif, à la suite de l'allègement de certaines tâches relatives aux relevés des compteurs, ou à la facturation, ou à l'encasement, en développant le service commercial et en améliorant le service des œuvres sociales du personnel. Il serait souhaitable qu'elle envisage de perfectionner le service après vente grâce à une augmentation de l'effectif du personnel technique et à un accroissement des moyens mis à sa disposition. Il lui demande quelles mesures seront prises pour assurer sur tous ces points la sécurité des usagers.

Pensions de retraite civiles et militaires (pensions de réversion des fonctionnaires morts pour la France).

25326. — 7 juillet 1972. — M. Brettes appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'instruction B. I. n° 258 C. E. I. 71-6 du service des pensions refusant de prendre en compte les arrêtés ministériels de reclassement des fonctionnaires décédés durant la dernière guerre. Cependant, la loi du 7 janvier 1941 avait supprimé les délais pour le dépôt des demandes rectificatives des pensions, disposition reprise par la loi de finances rectificative du 31 juillet 1962. Ainsi, les veuves des fonctionnaires morts pour la France ne peuvent bénéficier de l'avancement normal statutaire accordé aux autres fonctionnaires pour la période qui va du 1^{er} janvier 1939 au 25 juin 1940 et touchent des pensions de réversion basées sur un indice inférieur à celui qui aurait dû être attribué à leur conjoint décédé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rétablir la justice en ce domaine où il serait particulièrement insupportable de voir pénaliser les familles de ceux qui ont donné leur vie au pays.

Pensions de retraite civiles et militaires (pension de réversion des policiers morts pour la France).

25327. — 7 juillet 1972. — M. Brettes appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la non-application aux policiers décédés durant la dernière guerre des textes de reclassement dont bénéficient les survivants (décret du 24 novembre 1944, ordonnance du 15 juin 1945), ce qui porte un préjudice grave et injustifié aux veuves et aux enfants des policiers qui ont payé de leur vie la lutte qu'ils menaient pour la libération du sol national. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de réexaminer le refus opposé par ses services aux demandes de reclassement présentées cette année par le ministre de l'intérieur.

Effets de commerce (escompte bancaire).

25329. — 7 juillet 1972. — M. Schnebelen expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le décret-loi du 3 mai 1938, codifié à l'article 124 du code de commerce, prévoit que : « lorsqu'une lettre de change est créée en exécution d'une convention relative à des fournitures de marchandises et passée entre commerçants et que le tireur a satisfait aux obligations résultant pour lui du contrat, le tiré ne peut se refuser à donner son acceptation à l'expiration d'un délai conforme aux usages normaux du commerce en matière de reconnaissance de marchandises, un refus d'acceptation entraînant de plein droit la déchéance du terme aux frais et dépens du tiré ». Il attire son attention sur le fait que ces prescriptions sont tournées de plus en plus par des entreprises qui, invoquant une organisation administrative interne, ne veulent payer leurs fournitures que par chèque ou par création de billets à ordre, modalités de règlement qui posent des problèmes au financement de la trésorerie courante du fournisseur puisqu'elles empêchent de recourir à l'escompte du papier commercial. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire que toutes mesures utiles soient prises à son initiative pour modifier les textes actuels afin que des dispositions nouvelles fassent obligation aux banques d'appliquer les règles du droit cambial sans pouvoir se retrancher vis-à-vis de leur clientèle qui est débitrice, derrière les instructions données par le fournisseur tireur de la traite, car la réponse des banques actuellement met celui-ci dans une situation délicate dans ses relations avec son client.

Fiscalité immobilière (plus-value sur vente de locaux).

25331. — 7 juillet 1972. — M. Chauvet expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, dans le cas de vente de locaux reçus en contrepartie de la cession d'un terrain à bâtir, le délai de cinq ans qui conditionne l'application de la taxation prévue à l'article 35 A du code général des impôts peut se calculer à partir de la date à laquelle le contrat de vente du terrain contre remise d'immeubles a été conclu (instruction du 24 février 1972, B. O. 8 E 1-72). Il lui demande si, dans l'hypothèse où la vente de locaux reçus à l'occasion d'une vente de terrain intervient moins de cinq ans après cette vente mais est motivée par des circonstances écartant la présomption d'intention spéculative découlant de cet intervalle de temps et où le régime des plus-values à long terme peut en conséquence éventuellement être invoqué, le délai de deux ans qui conditionne l'application de ce régime peut également se calculer, par analogie avec la règle prévue dans l'instruction précitée du 24 février 1972, par rapport à la date de la vente du terrain.

I. R. P. P. (taxation d'office).

25336. — 7 juillet 1972. — M. Zimmermann s'étonne auprès de M. le ministre de l'économie et des finances de n'avoir pas reçu la réponse, malgré plusieurs rappels, à sa question écrite n° 22555, publiée au *Journal officiel des Débats A. N.* du 19 février 1972, page 373. Comme il tient absolument à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui renouvelle les termes de cette question en lui demandant s'il peut lui adresser une réponse rapide. Il lui expose en conséquence à nouveau que, dans la réponse écrite n° 20224 de M. Tisserand (*Journal officiel*, A. N. du 8 janvier 1972, p. 18), il a évoqué la possibilité pour l'administration de prendre en considération les dépenses d'investissement pour établir l'existence de ressources occultes, et ce dans le cadre de l'article 180 du code des impôts. Cette interprétation trouverait son fondement dans la volonté manifestée par le législateur lors du vote de l'article 70 de la loi du 21 décembre 1970. Cela rappelé, il lui demande : 1° si la taxation forfaitaire prévue à l'article 180 peut être mise en œuvre dans les hypothèses suivantes : a) sommes versées par un contribuable pour l'acquisition d'une maison à usage principal d'habitation et de meubles meublants destinés à garnir cette habitation principale, étant ajouté que les fonds utilisés pour l'acquisition de ces biens ne représentent aucun caractère occulte et proviennent de recettes professionnelles déclarées par les tiers et de la vente d'un appartement possédé depuis de nombreuses années ; b) sommes versées par un contribuable pour l'acquisition d'une maison à usage principal d'habitation et de meubles meublants destinés à garnir cette habitation principale, étant ajouté que les fonds utilisés pour l'acquisition de ces biens ne représentent aucun caractère occulte et proviennent d'économies acquises antérieurement ; c) sommes versées par un contribuable pour l'acquisition d'une résidence secondaire ; d) retraits bancaires purs et simples en vue de la conservation au domicile du contribuable ou en tout autre lieu des disponibilités correspondantes ; e) retraits bancaires en vue de placements anonymes tels que bons du Trésor, bons de caisse des établissements bancaires, or, etc. ; f) retraits bancaires en vue de placements en actions, obligations, parts de sociétés ; g) sommes utilisées par un contribuable pour le paiement de son impôt sur le revenu de ou des années antérieures. A toutes fins utiles, il est ajouté que, dans les hypothèses précitées, les sommes utilisées ou les retraits bancaires effectués portent sur des sommes en provenance de recettes professionnelles déclarées par les tiers ou d'économies antérieurement acquises, c'est-à-dire sur des sommes dont la légalité fiscale ne peut être mise en cause ; 2° s'il peut lui préciser la portée exacte de la réponse précitée, dès l'instant où cette réponse fait un rapprochement entre l'article 180 du code des impôts et l'existence de « ressources occultes », alors que l'article 180 constitue un mode de taxation forfaitaire sur la dépense, qui peut être mis en œuvre en dehors de toutes ressources occultes. A cet égard, il tient à faire observer que, selon lui, l'intention du législateur, notamment lors du vote de l'article 70 de la loi du 21 décembre 1970, n'a jamais été : a) de soumettre une seconde fois à l'impôt sur le revenu, par le biais de l'article 180, les économies antérieurement et légalement acquises ; b) de considérer les dépenses d'investissement (achats d'immeubles, d'actions, d'obligations, de bons du Trésor, de bons de caisse, de meubles meublants) comme des « dépenses ostensibles ou notoires ». Une telle interprétation de l'article 180, si elle se trouvait confirmée par la jurisprudence, serait de nature à écarter d'importants capitaux des circuits normaux d'épargne, d'investissement et de production. En outre, elle serait contraire à la plus élémentaire équité et découragerait tout effort productif. En conclusion, il lui demande s'il peut lui donner une réponse point par point aux différentes hypothèses relatées ci-avant.

I. R. P. P. (revenu imposable).

25354. — 11 juillet 1972. — M. Chandernagor demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne lui paraît pas équitable d'exclure du salaire imposable les allocations versées par les comités d'entreprise en certaines occasions (mariage, naissance, service militaire, décès, circonstances exceptionnelles) et calculées en fonction de la situation des bénéficiaires.

Pensions de retraite civiles et militaires (paiement mensuel).

25360. — 11 juillet 1972. — M. Rossi attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les graves inconvénients que présente pour les diverses catégories de retraités le maintien du paiement trimestriel des pensions et lui demande

comment il se fait qu'à une époque où les procédés comptables ont été considérablement perfectionnés, les arrérages des pensions civiles et militaires continuent à être versés trimestriellement et non pas mensuellement comme le sont les traitements.

Enregistrement (terrain à bâtir en partie seulement).

25364. — 11 juillet 1972. — M. de Montesquieu expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, dans sa réponse à la question écrite n° 15130 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 6 mars 1971, p. 583), il a été précisé (3° et 4°) que lorsqu'une partie d'un terrain acquis est réservée à un autre usage que celui de terrain à bâtir, la fraction du prix y afférente n'est pas déterminée par application de la règle de la répartition proportionnelle, mais au moyen d'une ventilation du prix global faite par les parties, sous le contrôle de l'administration. Il lui signale le cas d'un particulier qui a fait l'acquisition d'une parcelle en nature de labourable, d'une superficie d'un hectare sept ares et quatre-vingt-dix-huit centiares, moyennant le prix de 30.000 francs, ladite acquisition étant réalisée en vue de la construction d'une maison d'habitation. Conformément à la réponse ministérielle susvisée, il a été procédé à une ventilation du prix, aux termes de laquelle la partie de terrain destinée à l'habitation a été évaluée à 25.000 francs et la partie à usage labourable 5.000 francs, ce dernier chiffre représentant une valeur de 7.000 francs à l'hectare, prix moyen de la terre dans la région. Lors de la publicité foncière, l'administration a rejeté cette répartition et a appliqué la règle proportionnelle. La partie destinée à la construction a alors été estimée à 6.945,73 francs et la partie en nature de labourable à 23.054 francs, ce qui représente une valeur à l'hectare de 27.782 francs, soit près de quatre fois la valeur moyenne à l'hectare. En présence de ces faits, il semble qu'aucun texte officiel ne soit venu consacrer la doctrine exprimée dans la réponse ministérielle susvisée. En l'absence de ce texte, l'administration est dans l'obligation d'appliquer, pour le calcul des droits, la règle de répartition proportionnelle qui aboutit à des résultats paradoxaux. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner rapidement toutes instructions utiles aux services fiscaux, afin que soit mise en vigueur la position définie dans la réponse à la question écrite n° 15130.

Ordures ménagères (T. V. A. : vente de compost pour le compte d'un district urbain).

25375. — 12 juillet 1972. — M. Guy Mollet expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, dans l'état actuel des modalités d'application de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée, la vente de produits récupérés par une régie communale d'enlèvement et d'incinération des ordures ménagères constitue une opération située en dehors du champ d'application de ladite taxe. Il lui demande : 1° si la même exemption peut être admise en faveur d'un district urbain qui réalise des ventes de compost dans les conditions suivantes : le district est propriétaire d'une usine où les ordures ménagères sont transformées en compost par la mise en œuvre d'un procédé de fermentation accélérée ; les ordures sont enlevées en régie sur le seul territoire des communes-membres ; aux termes d'un marché d'entreprises de travaux publics, le district a confié à une entreprise privée, d'une part, l'exploitation de l'usine, d'autre part, l'ensemble des opérations (prospéction du marché, négociation du prix de vente, livraison...) qu'implique la commercialisation du produit ; jusqu'au moment de sa vente, le compost demeure la propriété du district ; chargé de vendre au meilleur prix, l'exploitant doit, en vertu d'une clause du contrat, se trouver en mesure à tout instant de rendre compte de l'état des ventes (tonnages vendus et prix unitaires) ; ces éléments sont repris dans un compte d'exploitation que l'entreprise s'est engagée à remettre trimestriellement aux autorités du district ; 2° dans la négative, à quel taux de la T. V. A. doivent être soumises ces ventes de compost ; 3° de quel taux de cette même taxe se trouve passible la rémunération de l'exploitant, étant précisé que cette rémunération est constituée de deux éléments, à savoir, une somme fixée forfaitairement par tonne d'ordures amenée à l'usine et une ristourne représentant un certain pourcentage du produit tiré de la vente du compost et de matières de récupération (chiffons et ferraille), sans que chacun de ces éléments puisse être considéré comme rémunérant spécifiquement l'une ou l'autre des deux prestations (traitement des ordures et commercialisation des produits récupérés).

Primes à la construction (primes non convertibles).

25363. — 11 juillet 1972. — M. Briane expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme qu'au cours des dernières années les crédits affectés dans les zones rurales à la construction d'H. L. M. locatives ont été nettement

Insuffisants eu égard à l'importance des besoins. Pour suppléer à cette insuffisance, l'initiative privée a dû entreprendre la construction de logements locatifs en faisant appel pour le financement des travaux aux aides accordées sous forme de primes et de prêts. En raison des longs délais d'attente qui sont imposés pour l'obtention des prêts spéciaux du Crédit foncier de France, les constructeurs ont sollicité l'attribution, d'une part, des prêts à moyen terme du crédit agricole et, d'autre part, des primes non convertibles en bonifications d'intérêts. Les nouvelles dispositions du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972, applicables à compter du 1^{er} février 1972, supprimant les primes non convertibles pour les logements destinés à la location, déséquilibrent le plan de financement initialement prévu pour ces logements et placent les constructeurs, qui ne peuvent cependant être considérés comme des spéculateurs puisqu'ils ont dû faire appel au crédit, devant de sérieuses difficultés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que tous les constructeurs de logements locatifs, qui ont engagé un programme de constructions avant le 1^{er} février 1972, en prévoyant le financement des travaux à l'aide, d'une part, d'un prêt à moyen terme d'une caisse de crédit agricole mutuel et, d'autre part, de primes non convertibles, puissent percevoir l'aide qu'ils comptaient recevoir de l'Etat, compte tenu des besoins en logements locatifs qui se font sentir de manière particulièrement aiguë dans les zones rurales.

Rapatriés (indemnisations).

25318. — 7 juillet 1972. — M. Roucaute expose à M. le ministre de l'économie et des finances le vif mécontentement des rapatriés d'Afrique du Nord, par suite des retards apportés à l'étude et au règlement des dossiers prioritaires des personnes âgées et pour la révision de la loi de contribution nationale à l'indemnisation. De nombreux rapatriés âgés, résidant dans le Gard, vivent dans la détresse et n'ont pu être reclassés. Sur 4.000 dossiers, 80 seulement ont été instruits à ce jour. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour hâter l'instruction des dossiers en instance, le règlement des indemnités et l'obtention du juste droit à réparation pour les rapatriés d'Afrique du Nord.

Rapatriés (indemnisation).

25337. — 8 juillet 1972. — M. Léon Felix appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation souvent précaire des rapatriés et notamment des personnes du troisième âge. Il a pu constater lors d'une récente mission d'études parlementaire dans le Lan, Aude-Roussillon les difficultés qui étaient les leurs, particulièrement pour les personnes de condition modeste qui avaient perdu la maison ou la boutique, fruit des économies d'une vie entière. En dépit des promesses officielles, ils n'ont toujours pas obtenu la juste et équitable indemnisation à laquelle ils ont droit. La loi du 15 juillet 1970, en ne permettant que des remboursements insuffisants, n'a pu résoudre les problèmes. Le groupe communiste a déposé le 19 juillet 1968 une proposition de loi n° 192 qui prévoit que l'indemnité ne pourra dépasser 500.000 francs et que son versement sera effectué de manière échelonnée sur 5 ans, les créances inférieures à 100.000 francs ou une tranche de 100.000 francs étant réglées la première année, le solde des créances inférieures à 200.000 francs étant versé la seconde année, etc. Il lui demande s'il peut intervenir afin que l'Assemblée nationale puisse discuter prochainement de cette proposition de loi et qu'une véritable solidarité nationale accorde aux rapatriés d'Afrique du Nord l'indemnisation de leurs biens.

Français d'origine musulmane.

25376. — 12 juillet 1971. — M. Max Lejeune attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation difficile dans laquelle se trouvent un grand nombre de harkis et supplétifs rentrés en France sur la foi des promesses gouvernementales. Ils se heurtent en effet à de réelles difficultés sur le plan du logement, du travail, de la formation professionnelle et de la participation à la vie du pays. Il lui demande quelle politique il compte proposer pour que ces Français d'origine musulmane puissent être complètement assimilés.

Testaments (nue-propiété et usufruit).

25340. — 10 juillet 1972. — M. Tomasin expose à M. le ministre de la justice le cas suivant : un propriétaire immobilier décède, laissant par testament la nue-propiété d'un immeuble à ses deux enfants héritiers légaux et l'usufruit à sa veuve, épouse en secondes noces. Le testament interdit à l'usufruitière toute vente, cession ou

hypothèque de son usufruit et ne lui permet que la possibilité de location de l'immeuble. Mais il précise que, au décès de l'usufruitière, les enfants héritiers recouvreront « la propriété totale et entière exempte de toute charge ou servitude », ce qui ne peut s'entendre que d'un bail puisque toute autre aliénation temporaire du droit d'usufruit est exclue. L'usufruitière, avec l'aide d'un notaire, autre que celui liquidateur de la succession et notaire des héritiers, passe avec un tiers bail ferme de neuf ans conformément à l'article 595 du code civil. Les héritiers exposent que cet article n'est pas d'ordre public et que ses dispositions ne s'appliquent que dans le cas où aucune disposition du testament n'y est contraire. Ils déclarent que la disposition testamentaire imposant la remise de la pleine et entière propriété aux héritiers sans aucune charge ou servitude, au décès de l'usufruitière, imposait au notaire et à l'usufruitière de limiter la durée du bail à la durée de vie de l'usufruitière si celle dernière était inférieure à neuf ans. Le notaire, l'usufruitière et le locataire résistent à cette interprétation. Il lui demande : 1° selon les règles de droit admises et selon la jurisprudence, les dispositions de l'article 595, alinéa 2, du code civil ne doivent pas céder le pas à des dispositions testamentaires précises et non équivoques et si la position des héritiers nus-propriétaires vieillants de l'usufruitière et de son notaire ne sont pas conformes aux règles de droit ; 2° si les héritiers n'ont pas le droit d'exiger, eu égard aux dispositions testamentaires visées, la cessation automatique du bail et de l'occupation des lieux au décès de l'usufruitière (âgée actuellement de quatre-vingt-un ans) ; s'il survient avant la fin de la période de neuf ans prévue au bail.

Rapatriés (ex-fonctionnaires de police).

25351. — 10 juillet 1972. — M. Michel Durafour attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur la situation d'anciens fonctionnaires de police rapatriés d'Algérie qui ont fait l'objet soit d'une mesure d'éviction de la fonction publique, soit d'un non-reclassement dans les corps concernés de la police nationale, à l'occasion des événements qui ont abouti à l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Lors du vote de la loi d'amnistie du 31 juillet 1968, les intéressés avaient espéré que leur situation serait révisée. Malheureusement, l'application de cette loi n'a pas entraîné automatiquement la réintégration dans leurs fonctions en emplois des personnes révoquées ou destituées. D'autre part, malgré les engagements pris par M. le ministre de la justice, au cours des débats qui ont précédé le vote de ladite loi, assurant que chaque cas donnerait lieu à un examen approfondi pouvant provoquer des mesures bienveillantes à forme individuelle, aucune réintégration n'a été prononcée. Dans la réponse à la question écrite n° 21959 (Journal officiel, Débats A. N. du 19 février 1972, p. 400), il est indiqué « qu'il est toujours loisible aux anciens militaires et aux anciens fonctionnaires bénéficiaires de l'amnistie de solliciter leur réintégration dans leurs corps d'origine, dans la mesure où leur situation personnelle est conforme aux dispositions légales et réglementaires concernant le recrutement de ces corps ». Une telle réponse ne tient pas compte du fait que plus de dix années se sont écoulées depuis les décisions prises en 1961 et que, dans la majorité des cas, les intéressés ne remplissent plus les conditions d'âge compatibles avec les dispositions légales et réglementaires applicables à leurs corps. En outre, l'administration affirme que le congé spécial ou le dégageant des cadres prononcés d'office ne constituent pas des sanctions disciplinaires et que, par conséquent, les personnes qui ont fait l'objet de ces mesures ne peuvent invoquer le bénéfice de la loi d'amnistie. En définitive, il est indispensable pour mettre fin à cette situation anormale qu'une décision d'ensemble s'impose. Si l'on veut donner à l'amnistie qui a été prévue par la loi du 31 juillet 1968 sa véritable signification, il faut envisager, ou bien de compléter les dispositions de cette loi, ou bien de prévoir un texte spécial portant réouverture des délais contentieux et relevant de la forclusion les ex-fonctionnaires qui, pour des motifs graves et légitimes, n'ont pu se pourvoir en temps utile devant la juridiction administrative. D'après les indications données par MM. les secrétaires d'Etat chargés des relations avec le Parlement, tant devant l'Assemblée nationale le 2 juin 1972 (Journal officiel, Débats A. N., p. 2144), que devant le Sénat le 16 mai 1972 (Journal officiel, Débats Sénat, p. 400), le Gouvernement procède actuellement à une étude très attentive de ce problème, en même temps que des autres problèmes liés à l'amnistie. Il lui demande si l'on peut espérer que des décisions en cette matière ne tarderont pas à intervenir.

Jardins ouvriers (conventions).

25372. — 12 juillet 1971. — M. Tony Larue demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, s'il envisage d'inscrire dans son

budget de 1973 un crédit qui pourrait être de l'ordre de 150.000 francs permettant d'assurer, en application de l'article 610 du code rural, le remboursement aux associations de jardins ouvriers des dépenses engagées pour l'aménagement de leurs jardins en vue de préserver et d'améliorer l'environnement naturel.

R. A. T. P. (ligne Porte-d'Italie—Aérogare d'Orly).

25385. — 12 juillet 1972. — M. Dupuy demande à M. le ministre des transports pour quelles raisons la ligne de métro n° 5 (Porte-d'Italie—Aérogare d'Orly) dont la réalisation à l'origine était prévue dans le VI^e Plan a été abandonnée.

Travail à mi-temps (femmes).

25490. — 19 juillet 1972. — M. Briane demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales si le Gouvernement n'envisage pas de généraliser la possibilité de travail à mi-temps pour les femmes et quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

Système monétaire international.

25507. — 19 juillet 1972. — Devant les crises répétées du système monétaire international dues aux combinaisons, manipulations, pressions, pour couvrir l'inflation gigantesque d'ouvertures de crédits et de fabrication de monnaies de marché noir qui bloque les échanges monétaires, M. Frys demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il considère que le moment est venu d'avoir le courage de revenir à la continuité promise en ce qui concerne l'or, base de la convertibilité des monnaies, pour sortir de l'arsenal de tricheries. En reculant l'échéance ou en se refusant à forcer les décisions qui s'imposent, un grand nombre de pays, de l'avis de nombreux experts, seront rapidement sujets à des troubles graves. Redonner aux réserves d'or détenues par les banques nationales d'émission leur véritable valeur en tant que matière première, garantie de change des monnaies, en prenant comme base la moyenne d'augmentation des prix des principales matières premières depuis les accords de Bretton Woods lui paraît-il une base de discussion qui mènerait à l'ordre dans un système qui apparaît voué à la faillite. Puisqu'il faut qu'un pays prenne l'initiative d'arrêter le laissez-faire, le laissez-aller général qui conduirait à une crise industrielle, commerciale mondiale, avec ses conséquences sociales incalculables dans un sauf-qui-peut de nombreux pays pour tenter de sauver leurs intérêts particuliers, il souhaiterait connaître les raisons qui empêchent de revenir à la continuité de la politique française dans le domaine monétaire international, politique qui assurerait la liberté des échanges, la solidarité internationale et le progrès général dans la paix.

Génie rural et eaux et forêts (ingénieurs).

25518. — 19 juillet 1972. — M. Herzog expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) qu'un projet de révision du statut particulier du corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts est actuellement en cours d'instruction. Il prévoit notamment la création de deux classes d'ingénieurs généraux avec départ en retraite à soixante-cinq ans pour les ingénieurs de 2^e classe, alors que les ingénieurs généraux de 1^{re} classe verraient cet âge maintenu à soixante-dix ans; il prévoit aussi l'accès aux indices hors échelle pour tous les ingénieurs en chef de ce corps ainsi qu'une amélioration du niveau et des conditions de recrutement à l'école nationale du G. R. E. F. grâce notamment à une proportion plus forte d'élèves de l'école polytechnique et à une ouverture faite à des ingénieurs issus d'autres grandes écoles par la voie d'un concours. L'ensemble de ces dispositions doit apporter une importante amélioration des modalités d'avancement devenues très nettement insuffisantes depuis plus de cinq années. Au moment où un décret vient de ramener à soixante-cinq ans l'âge de mise à la retraite des directeurs généraux et directeurs des entreprises publiques et nationalisées et où l'âge de mise à la retraite des inspecteurs généraux de l'éducation nationale vient d'être ramené à soixante-sept ans, il apparaîtrait opportun de suivre pour ce corps d'ingénieurs du ministère de l'agriculture la voie ainsi tracée en opérant un rajeunissement. Par ailleurs, le niveau des responsabilités qu'assument les I. G. R. E. F. aux différents échelons territoriaux des services de l'Etat est aussi important que celui exercé dans les corps techniques homologues et rien ne justifie pour les ingénieurs en chef de ce corps le maintien d'un déclassement en matière d'accès aux indices hors échelle. Parmi les grands corps techniques de l'Etat, seul le corps des I. G. R. E. F. possède une spécificité qui résulte de la formation acquise par les sciences biologiques

et écologiques. Il joue ainsi un rôle primordial au sein de l'administration et au service des collectivités pour la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire qui respecte également les impératifs de préservation des ressources naturelles rares et les objectifs de développement de l'économie agricole. Il demande en conséquence s'il entend se saisir de ce dossier pour qu'une solution favorable intervienne dans les meilleurs délais.

Français d'outre-mer (dégagement volontaire des cadres).

25422. — 13 juillet 1972. — M. Médecin demande à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) s'il n'envisage pas de donner une suite favorable à la requête qui a été présentée par la fédération des personnels de la coopération technique en vue d'obtenir un aménagement des dispositions de l'article 8-1^o de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 tendant à donner aux personnels des anciens cadres de la France d'outre-mer, en voie d'extinction, la possibilité d'un dégagement volontaire des cadres.

Fonctionnaires (indemnité de transport).

25458. — 18 juillet 1972. — M. Verkindère expose à M. le ministre de l'économie et des finances que lorsque fut instituée en région parisienne une prime de transport, une circulaire (finances) n° 130/26-B/5 du 13 octobre 1948 apporta des précisions: fonctionnaires autorisés à occuper plusieurs emplois, congés, missions et déplacements, cumuls et impôts. Il demande à M. le ministre si les principes posés par cette circulaire sont toujours en vigueur.

E. N. A. (carrières des élèves sortis de l'E. N. A.).

25508. — 19 juillet 1972. — M. Marie Bénard demande à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) si ses services disposent des informations nécessaires pour établir, le cas échéant, un tableau des indices maximums atteints année par année par chacun des élèves de l'E. N. A. sortis de cette école depuis 1962, un tableau de leurs rémunérations, année par année, en distinguant les rémunérations principales et les rémunérations accessoires, un tableau, enfin, retraçant les grades et fonctions occupés par ces fonctionnaires depuis leur entrée dans la fonction publique, détachements, accès à des cabinets ministériels et mises en disponibilité compris, toutes informations indispensables pour porter un jugement sur le déroulement des carrières à la sortie de l'école nationale d'administration comme sur les décisions de caractère spectaculaire prises par certains élèves à l'issue du dernier concours de sortie de l'école.

Piscines (surveillance).

25510. — 19 juillet 1972. — M. Ansquer demande à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) s'il n'envisage pas de modifier la circulaire relative au fonctionnement des bassins de natation et qui oblige les gestionnaires à avoir non seulement un maître-nageur, mais également un surveillant diplômé, même pour les petits bassins dont la profondeur est inférieure à 1,30 mètre. Ces dispositions vont entraîner la fermeture d'un certain nombre de piscines et semblent contraires au développement de la natation chez les jeunes, notamment dans les milieux scolaires.

Intéressement des travailleurs.

25399. — 13 juillet 1972. — M. Paquet attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les dispositions de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 et du décret n° 67-1112 du 19 décembre 1967 relatifs à l'intéressement des travailleurs. Il lui précise que par application de ces textes le montant des intéressements concernant des salariés dont le domicile reste inconnu un an après la mise en disponibilité légale de leurs avoirs doit être versé à la caisse des dépôts et consignations et bloqué par cet organisme pour une durée de trente ans. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que ces délais soient réduits à cinq ans, les avoirs qui n'auraient pu être mandalés aux intéressés postérieurement à cette date étant alors virés au fonds commun de l'entreprise considérée pour être répartis entre les membres de celle-ci conformément à la réglementation en vigueur.

Employées de maison (pension de retraite).

25419. — 13 juillet 1972. — M. Briane expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales le cas d'une employée de maison qui, pendant une période de cinq ans (1966 à 1971), a été employée au pair chez une personne seule âgée de plus de soixante-dix ans, auprès de laquelle elle a rempli le rôle d'une tierce personne l'aidant à accomplir les actes ordinaires de la vie. En application de l'article 17 du décret n° 61-100 du 25 janvier 1961, l'employeur a bénéficié pendant ces cinq ans de l'exonération du versement des cotisations patronales au titre de l'emploi de cette personne. D'autre part, étant employée au pair, l'intéressée n'a pas versé les cotisations ouvrières. Il lui demande si, dans ces conditions, cette période d'activité salariée pourra être prise en compte dans la liquidation de la pension de vieillesse de cette employée de maison et quelles formalités elle doit accomplir pour obtenir cette prise en compte le jour où ses droits en matière de pension de vieillesse seront liquidés.

Assurance vieillesse des artisans (activité en Algérie).

25423. — 13 juillet 1972. — M. de Montesquiou expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales le cas d'un artisan qui, ayant exercé une activité artisanale en Algérie de mai 1930 à mai 1934, a été informé par la caisse d'assurance vieillesse chargée de liquider ses droits que la loi du 17 janvier 1948 n'ayant pas été étendue à l'Algérie, la période mai 1930 à mai 1934 ne pouvait être validée à titre gratuit. Il a été informé, en outre, qu'il avait jusqu'au 30 décembre 1972 la possibilité d'effectuer le versement de cotisations de rachat afférentes à cette période, le coût de l'opération s'élevant à 4.720 francs et le complément de pension correspondant atteignant actuellement 398 francs par an. Etant précisé que cet artisan a versé des cotisations au régime autonome des professions artisanales depuis l'entrée en vigueur de ce régime, c'est-à-dire depuis le 1^{er} janvier 1949, il lui demande s'il est exact qu'il ne peut obtenir la validation gratuite de la période en cause et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'apporter à la législation actuelle toutes modifications utiles afin que les assurés qui se trouvent dans des cas de ce genre ne soient pas privés d'une partie de leur modeste retraite.

Assurance maladie (nomenclature des actes professionnels : rééducation de la psychomotricité).

25426. — 13 juillet 1972. — M. Sallenave expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que la nouvelle nomenclature des soins de rééducation et de réadaptation fonctionnelles figurant au titre XIV de la nomenclature générale des actes professionnels, annexée à l'arrêté du 27 mars 1972, ne fait pas mention des traitements de rééducation de la psychomotricité effectués couramment par les kinésithérapeutes sur ordonnance des psychiatres qui font confiance à cette technique dans la thérapeutique des troubles psychomoteurs, à l'origine de beaucoup de maladies psychiatriques. Par suite de cette lacune, certaines caisses d'assurance maladie refusent de prendre en charge des actes de rééducation de la psychomotricité. Cette situation est grandement préjudiciable aussi bien aux malades eux-mêmes, généralement des enfants ou des adolescents, qu'à l'équilibre financier de l'assurance maladie. Il arrive, en effet, que des médecins-conseils des caisses, après avoir rejeté des demandes de prise en charge de séances de rééducation de la psychomotricité, se déclarent disposés à accorder un traitement dans une consultation médico-psychopédagogique, c'est-à-dire dans des établissements qui fonctionnent avec un prix de journée de l'ordre de 60 francs en moyenne. Il est incontestable que la fréquentation de tels centres n'a d'intérêt que dans les cas complexes qui nécessitent des actes multiples, tels que : orthophonie, psychothérapie, associés à la rééducation psychomotrice. D'autre part, on constate que les consultations médico-psychopédagogiques ne peuvent absorber l'ensemble des cas justiciables de psychomotricité devant l'importance de la demande liée à la meilleure organisation du dépistage et à l'efficacité thérapeutique de la méthode. Des centaines de cas sont en attente de traitement, faute de place et un délai d'admission d'un an est devenu courant. Les psychiatres regrettent d'être obligés de placer des déficients psychomoteurs en I. M. P., dans le seul but de les faire bénéficier d'un traitement adéquat, alors qu'ils auraient pu demeurer dans leur famille et suivre des séances particulières, souvent d'ailleurs plus appropriées, chez des kinésithérapeutes spécialisés. Il lui demande : 1° s'il envisage d'inscrire, dans un proche avenir, les traitements de rééducation de psychomotricité au titre XIV de la nomenclature générale des actes professionnels afin que ceux-ci puissent être normalement dispensés par les masseurs-kinésithérapeutes, sur prescription des médecins psychiatres, ce qui semblerait de nature à remédier aux inconvénients de la situation ci-dessus rapportée ; 2° si, dans l'attente de nouvelles dispositions réglementaires, dans le sens qui précède, il admettrait la prise en

charge des séances de rééducation psychomotrice, par assimilation, dans le cadre des dispositions de l'article 4 de la nomenclature ; celle-ci pourrait, par exemple, intervenir par rapport à la rééducation des séquelles d'encéphalopathie infantile, avec déambulation libre, en A. M. M. 4 (figurant au chapitre III de la nomenclature générale des actes professionnels) d'autant que, de l'avis même des spécialistes, ces traitements utilisent déjà, généralement, les techniques psychomotrices.

Pensions de retraite (invalides du travail).

25428. — 18 juillet 1972. — M. Boudet rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 74 a inséré dans le décret n° 45-179 du 29 décembre 1945 par l'article 3 du décret n° 72-423 du 17 mai 1972, les assurés qui demandent la liquidation de leur pension de vieillesse, à un âge compris entre soixante et soixante-cinq ans au titre de l'incapacité au travail, doivent produire à l'appui de leur demande un certificat médical sur lequel le médecin traitant mentionne ses constatations relatives à l'état de santé du requérant ainsi que son avis sur le degré d'incapacité de travail de celui-ci, compte tenu de ses aptitudes physiques et mentales à l'exercice d'une activité professionnelle. Il lui demande s'il n'estime pas normal que soient dispensés de produire ce rapport médical les invalides du travail ayant un degré d'invalidité au moins égal à 50 p. 100, en raison du fait que leur incapacité de travail de 50 p. 100 a déjà été médicalement constatée par plusieurs commissions médicales de la sécurité sociale.

Notaires

(sécurité sociale des clercs de notaires frappés de suspension).

25430. — 17 juillet 1972. — M. Cazenave rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'en application de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaires, tout notaire en exercice ayant des clercs et employés doit verser à la caisse une cotisation patronale assise sur les salaires, gratifications et avantages de toute nature alloués aux clercs et employés. L'application de ces dispositions se heurte actuellement à des difficultés, dans le cas où il s'agit d'offices sinistrés dont les titulaires sont frappés d'une peine de suspension qui entraîne pour eux l'interdiction d'exercer leurs fonctions pendant la durée de la suspension, et qui sont remplacés par des administrateurs nommés par décision des tribunaux. Jusqu'à une date récente, les administrateurs ainsi désignés ont toujours versé à la caisse les cotisations patronales dues sur les salaires versés au personnel de l'office sinistré. Mais, récemment, à l'instigation de la chambre interdépartementale de Paris, l'administrateur d'une étude très importante qui emploie de nombreux clercs, a cessé le versement de ces cotisations sans fournir aucun prétexte, ni demander à la caisse aucun délai. Conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 59-139 du 7 janvier 1959 et à celles de l'article L. 167-1 du code de la sécurité sociale, la caisse a délivré une contrainte qui a été signifiée à l'administrateur de l'étude. Ce dernier a formé opposition contre l'exécution de la contrainte, en invoquant les dispositions de l'article 27 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relatives à la discipline de certains officiers publics et ministériels, stipulant que les salaires du personnel des offices publics ou ministériels dont les titulaires sont suspendus par mesure disciplinaire restent à la charge de ces derniers. Bien que ces dispositions ne visent pas les cotisations dues à la caisse, une décision de la commission de première instance du contentieux de la sécurité sociale, en date du 23 mai 1972, a admis la thèse de l'administrateur et a annulé les contraintes délivrées. Il est permis de penser que, si cette décision de justice devient définitive ou est confirmée en appel, tous les administrateurs des études dont les titulaires sont suspendus, vont cesser de verser les cotisations dues sur les salaires du personnel qui assure pendant la suspension le fonctionnement desdites études. Le montant des sommes qui ne seront pas versées à ce titre à la caisse atteindra rapidement plusieurs millions de francs. D'autre part, les titulaires des études, qui ont été frappés de suspension à la suite de sinistres, deviennent généralement insolvables et cela rend très aléatoire le recouvrement des cotisations non versées. Il attire son attention sur les graves inconvénients que présente une telle situation et lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour faire prévaloir les dispositions de la loi du 12 juillet 1937 et celles du code de la sécurité sociale, sur des dispositions d'ordre disciplinaire interne dont le caractère anachronique semble évident.

Prestations familiales

(cotisations des travailleurs indépendants).

25437. — 17 juillet 1972. — M. Jacques Sanglier expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que dans le cadre tant du régime général d'assurance vieillesse (art. L. 338 du code de la

sécurité sociale) que du régime particulier applicable aux fonctionnaires de l'Etat (art. L. 18 du code des pensions) les majorations de retraites à caractère familial sont allouées lorsque trois enfants ont été élevés par le bénéficiaire de la pension. Or, bien que ce critère soit de la sorte nettement établi par la législation sociale, il n'a pas été retenu pour exonérer les travailleurs indépendants du versement de la cotisation personnelle d'allocations familiales à laquelle ils sont normalement assujettis. En effet, le décret n° 67-585 du 18 juillet 1967 subordonne cette exonération à la condition que les intéressés aient assumé la charge d'au moins quatre enfants pendant un minimum de neuf années avant le quatorzième anniversaire de chacun d'eux. Il lui demande si, par analogie avec les dispositions ci-dessus mentionnées, ce chiffre de quatre enfants ne serait pas susceptible d'être ramené à trois. Il souhaiterait également savoir si le même souci d'harmonisation et le relèvement du terme de la scolarité obligatoire ne devraient pas conduire à reporter de quatorze à seize ans l'âge des enfants pris en considération pour l'exonération des cotisations d'allocations familiales dont sont redevables les travailleurs indépendants, la période minimale durant laquelle les enfants auront dû être à charge restant fixée à neuf ans.

Employés de maison (retraites complémentaires).

25440. — 17 juillet 1972. — M. Vandeloitte rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'une convention nationale de retraite complémentaire par répartition pour les employés de maison a été signée le 12 mars 1970. Il semble que certains syndicats contestent la représentativité de l'organisation patronale qui a signé cette convention nationale. C'est sans doute pour cette raison que la convention en cause n'a pas été rendue obligatoire, ce qui a pour effet de priver les employés de maison d'un régime de retraite complémentaire. Or, les intéressés qui, fréquemment, n'ont pas cotisé sur leur salaire réel mais sur un salaire forfaitaire, ont déjà une retraite de sécurité sociale très faible. Ils sont donc pénalisés à la fois par cette faible retraite de sécurité sociale et par l'absence d'une retraite complémentaire. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à une situation extrêmement regrettable.

Travail temporaire (entreprises de).

25489. — 19 juillet 1972. — M. Barberot attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'article 1^{er} de la loi n° 72-1 du 3 janvier 1972 sur le travail temporaire, d'après lequel l'entreprise de travail temporaire est définie comme celle dont l'activité exclusive est de mettre des salariés à la disposition provisoire d'utilisateurs. D'autre part, l'article 37 de la même loi dispose qu'« un employeur qui ne répond pas à cette définition peut mettre un ou plusieurs de ses salariés permanents à la disposition d'un tiers », sous réserve de respecter certains articles de ladite loi. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui fournir les précisions suivantes : 1° l'article 37 susvisé doit-il avoir pour résultat de créer une catégorie spéciale d'entreprises de travail temporaire qui ne seraient soumises que partiellement à la loi du 3 janvier 1972, pour cette seule raison que les salariés temporaires qu'elles enverraient chez des tiers seraient des salariés permanents de leurs entreprises ; 2° ledit article 37 a-t-il seulement pour but de permettre à des entreprises, dont l'objet social est étranger au travail temporaire, de prêter, dans des périodes de peu d'activité, leur personnel permanent temporairement sans emploi, afin d'éviter les licenciements que des situations, temporaires, nées de ces circonstances, risqueraient d'entraîner ; 3° si tel est bien le sens de l'article 37, l'entreprise qui utilise cette faculté ne devrait-elle pas effectuer avec son personnel permanent ces opérations occasionnelles de travail temporaire sans percevoir aucun bénéfice, s'agissant d'une exception à la loi et d'une activité qui n'entre pas dans l'objet social de l'entreprise.

Travailleurs étrangers (foyers).

25496. — 19 juillet 1972. — M. Odru demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales combien il y a présentement de foyers pour travailleurs immigrés en cours de construction, financés sur le fonds d'action sociale.

Travailleurs africains (logement).

25497. — 19 juillet 1972. — M. Odru attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la gravité de la situation existant dans les hôtels-taudis où vivent les travailleurs

africains de la région parisienne. Depuis près d'un an, pour protester contre les conditions inhumaines qui leur sont faites, ces travailleurs ont déclenché la grève des loyers. C'est le cas notamment à Montreuil, Drancy, Saint-Denis et dans les quartiers populaires de Paris (13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissement). Depuis un an, le Gouvernement Informé n'a rien fait pour aider à une solution juste des conflits en cours et on peut légitimement se demander ce qu'il attend de ce « pourrissement » de situation : à tout moment en effet des accidents graves peuvent se produire, des incendies par exemple. Qui portera alors la responsabilité de ces drames ? Il lui demande s'il entend rendre publiques les mesures prises ou qu'il compte prendre pour en finir avec la situation actuelle dont sont victimes les travailleurs africains, parqués dans de sordides ghettos et livrés à l'exploitation des sociétés capitalistes.

Handicapés (allocation : formulaire de demande).

25509. — 19 juillet 1972. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre de la santé publique que l'article 14 du décret n° 72-83 du 29 janvier 1972 portant application de la loi du 13 juillet 1971 en faveur des handicapés a prévu que l'allocation aux handicapés adultes doit être faite sur une demande et qu'un arrêté interministériel fixera le modèle de ladite demande ainsi que la liste des pièces justificatives. Il lui demande si l'arrêté ministériel interviendra prochainement.

Allocation de logement (nouveaux bénéficiaires).

25516. — 19 juillet 1972. — M. Chaumont appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le décret n° 72-526 du 29 juin dernier qui a porté application de la loi du 16 juillet 1971, particulièrement en ce qui concerne l'allocation de logement pour les personnes âgées. La circulaire n° 16 du 20 juin 1972 qui émane de ses services a précisé les mesures transitoires du versement de cet avantage en ce qui concerne les anciens bénéficiaires de l'allocation-loyer. Si cette catégorie de personnes ne semble devoir subir aucune interruption de paiement à la suite de la modification de la législation, il ne semble pas en être de même pour les nouveaux ayants droit à compter du 1^{er} juillet 1972. Il semble, en effet, que faute de précisions, la loi du 16 juillet 1971 ne puisse recevoir pour cette catégorie de bénéficiaires sa pleine application avant les derniers mois de la présente année. Il lui signale en outre que l'arrêté du 29 juin 1972 du ministre de l'équipement et du logement qui fixe les plafonds du loyer à prendre en considération pour l'allocation de logement aux personnes âgées, aux infirmes et aux jeunes travailleurs salariés a prévu un plafond mensuel de loyer pour une personne seule mais sans indication concernant les ménages. Il lui demande quelles mesures vont être prises pour que satisfaction soit immédiatement donnée aux nouveaux bénéficiaires de l'allocation de logement auxquels elle apporte de grands espoirs.

Légion d'honneur (anciens combattants de la guerre 1914-1918).

25401. — 13 juillet 1972. — M. Lafon, se référant à la réponse faite le 26 mai 1972 à la question n° 23607 de M. Médecin, concernant les dossiers de Légion d'honneur pour les anciens combattants, appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur le paragraphe b de cette réponse. Bien que certaines améliorations aient déjà été apportées, il lui demande s'il ne croit pas devoir modifier le décret n° 70-1201 du 22 décembre 1970, en vue d'augmenter les contingents pour les trois prochaines années. En effet, ces anciens combattants de la guerre 1914-1918, titulaires de la médaille militaire et de quatre blessures ou citations étant, pour la plupart, très âgés, il semblerait légitime de leur donner cette ultime satisfaction.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (taux du grade).

25398. — 13 juillet 1972. — M. Stehlin expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que, dans sa réponse à la question écrite n° 22035 de M. Paquet (*Journal officiel* du 19 février 1972), il a estimé qu'il n'était pas possible au Gouvernement de réserver une suite favorable à l'extension aux militaires retraités avant le 1^{er} août 1962, des dispositions de la loi du 31 juillet 1962 relatives au bénéfice de la pension d'invalidité, au taux du grade pour les militaires de carrière. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, afin de remédier à des disparités reconnues injustes et qui défavorisent grandement les militaires retraités avant le 1^{er} août 1962, de prévoir les crédits nécessaires dans la loi de finances de 1973 pour appliquer rétroactivement ces dispositions à tous les retraités.

Officiers (dégagés des cadres en 1934).

25400. — 13 juillet 1972. — M. Paquet attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, sur la situation dans laquelle se trouvent certains officiers de carrière qui ont été victimes de la loi de dégageant des cadres, par décision ministérielle n° 2477, en date du 30 novembre 1934, et qui ont été mis à la retraite d'office, sans la moindre compensation. Il s'agit d'officiers qui, pour la plupart, ayant participé à la guerre de 1914-1918, et possédant des états de services particulièrement brillants, ont également combattu pendant la guerre de 1939-1945 et en outre, servi sur les théâtres extérieurs d'opérations au Maroc ou en Indochine, qui ont été contraints de prendre leur retraite d'office et n'ont pu bénéficier d'avantages incontestables des plus substantiels résultant d'une promotion au grade supérieur dans la réserve. Il lui demande s'il n'estime pas équitable que toutes dispositions utiles soient proposées par lui afin que soit prise en considération la situation de cette catégorie d'officiers si injustement lésés dans leurs intérêts matériels et moraux.

Sous-officiers (classement indiciaire).

25471. — 18 juillet 1972. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que la commission chargée d'étudier l'évolution comparée depuis 1945 de la situation des sous-officiers et de celle d'autres catégories de personnels de l'Etat a conclu à un retard moyen de l'ordre de 21 points. Le Gouvernement a décidé alors de faire bénéficier tous les sous-officiers en activité ou en retraite d'une amélioration indiciaire de 21 points réels, cette amélioration étant accordée à raison de 15 points au 1^{er} juillet 1968 et de 16 points dans le cadre de la mise en point d'un plan de cinq années dont la première étape a pris effet le 1^{er} juin 1970. Ce « rattrapage » doit également tenir compte des relevements d'indices accordés aux fonctionnaires civils des catégories C et D. Il lui demande s'il peut faire le point en ce qui concerne les dispositions déjà intervenues pour la réalisation de ce « rattrapage ». Il souhaiterait en particulier savoir si le plan de cinq ans ne pourrait pas être réduit d'une année afin que ces dispositions puissent prendre leur plein effet dès le 1^{er} janvier 1973.

Service national (dispense : soutiens de famille).

25482. — 19 juillet 1972. — M. Briane expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que l'article 32 du code du service national dispose que « peuvent être dispensés des obligations du service national actif, les jeunes gens qui sont classés soutiens de famille » ; d'autre part, le décret n° 64-355 du 20 avril 1964 modifié par le décret n° 69-415 du 6 mai 1969 fixe les conditions dans lesquelles est octroyée une allocation d'aide sociale aux familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service militaire. Si l'on compare ces deux réglementations, qui tout en étant distinctes sont cependant axées sur la notion de « soutien de famille », on constate que, d'autre part, des jeunes gens classés soutien de famille au sens de l'article 32 du code du service national, peuvent être dispensés des obligations du service national et que, d'autre part, et paradoxalement, d'autres jeunes gens reconnus soutiens indispensables de famille, au titre de l'aide sociale, sont appelés à accomplir les obligations du service national. Il lui demande comment il peut justifier cette contradiction évidente entre les deux textes susvisés et s'il n'estime pas indispensable de faire en sorte que les dispositions en cause soient harmonisées.

Charbonnages de France (E. T. A. M.).

25493. — 19 juillet 1972. — M. Roucaute expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique que l'article 42 de la convention collective des E. T. A. M. des houillères du Nord et du Pas-de-Calais est ainsi rédigé : « Sauf le cas de faute grave de leur part, il sera alloué aux employés commissionnés qui seront congédiés après un minimum de cinq années de commissionnement, une indemnité distincte du préavis, tenant compte de la durée de leurs services aux Houillères du bassin et aux compagnies anciennes exploitantes. Le montant de l'indemnité sera calculé à raison d'un cinquième des appointements mensuels par année de service accomplie depuis le commissionnement, avec maximum de trois mois ». Les agents mis en retraite anticipée d'office par les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais bénéficient de l'application dudit

article 42. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que ces mesures prises en faveur des E. T. A. M. mis à la retraite anticipée soient étendues à tous les bassins miniers, notamment à celui des Cévennes.

Armement (exportations).

25405. — 13 juillet 1972. — M. Bouloche fait observer à M. le ministre de l'économie et des finances que les rapports sur les comptes de la nation des années 1970 et 1971 dans leur tome II contiennent un tableau intitulé : « passage des données de la statistique douanière aux importations et exportations de la comptabilité nationale ». Ce tableau fait apparaître selon la note qui y est annexée que : « les importations et exportations de marchandises militaires ne sont pas publiées dans les statistiques douanières ; elles sont donc ajoutées aux mouvements de marchandises pour l'établissement du compte de l'extérieur. A l'exportation y sont inclus les biens destinés au paiement des salaires en nature versés aux militaires français stationnés à l'extérieur ». Ainsi, selon le tableau précité la valeur des exportations militaires, déduction faite des biens destinés au paiement des salaires en nature versés aux militaires français stationnés à l'extérieur et dont le montant figure dans le tome III du rapport s'élèverait aux totaux suivants pour les années 1966 à 1971 (en millions de francs) :

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Exportations militaires vers l'étranger.....	1.561	1.890	2.300	2.329	2.035	2.474
Exportations militaires vers les pays d'outre-mer.....	42	30	15	27	27	43
Moins biens destinés au paiement des salaires en nature aux militaires français à l'extérieur.....	-148	-136	-128	-113	-117	-122
Total.....	1.458	1.784	2.187	2.243	1.945	2.395

Or il résulte de déclarations officielles faites dès la fin de 1970 et confirmées depuis lors, que dès le 1^{er} janvier 1971 la totalité du matériel militaire a été prise en compte dans les statistiques du commerce extérieur publiées par la direction générale des douanes et droits indirects. Il lui demande donc : 1° s'il peut lui expliquer la contradiction existant, au moins pour l'année 1971, entre des documents publiés tous les deux par des services placés sous son autorité ; 2° au cas où les marchandises militaires seraient en totalité incluses dans les statistiques douanières depuis le 1^{er} janvier 1971, dans quelle mesure le compte de l'extérieur de la comptabilité nationale ne devrait pas être modifié pour l'année écoulée ; 3° s'il est possible de considérer que les chiffres publiés dans le rapport sur les comptes de la nation, tels qu'ils ont été rappelés plus haut, représentent la totalité des exportations militaires de la France alors que d'autres documents officiels, tel le rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale, n° 1395, annexe 49 du 14 octobre 1970 font état de montants plus élevés ; 4° si, dans le cas contraire, il lui est possible de lui faire connaître le montant exact et la répartition par grandes zones géographiques des exportations de marchandises militaires de toute nature pour les années 1966 à 1971.

Musique (T. V. A. sur les sociétés musicales).

25416. — 13 juillet 1972. — M. Ramette attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés rencontrées par les sociétés musicales populaires du fait des charges qui pèsent sur les manifestations organisées par ces associations à but non lucratif. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° l'aménagement du troisième alinéa de l'article 17 de la loi de finances du 21 décembre 1970 permettant l'extension à l'ensemble des spectacles et manifestations organisées par les associations à but non lucratif régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, du taux réduit de la T. V. A. de 7,50 p. 100 (au lieu du taux intermédiaire de 17,60 p. 100) actuellement réservé aux seuls concerts classés dans la première catégorie ; 2° le maintien du bénéfice antérieur des dispositions des articles 1561 et 1562 du code général des impôts permettant l'exonération totale pour quatre manifestations annuelles et l'exonération de moitié pour quatre autres ; 3° à défaut, l'élévation du plancher annuel de taxe de 1.200 francs qui conduit actuellement, en faveur des associations visées par l'article 12 de la loi du 3 juillet 1970, à la remise de droit.

Groupements d'intérêt économique (T. V. A.).

25418. — 13 juillet 1972. — **M. Jacques Barrot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les entraves que le régime de la T. V. A. apporte au développement de la formule du groupement d'intérêt économique. La règle dite du « décalage d'un mois » impose aux groupements d'intérêt économique des charges de trésorerie extrêmement lourdes. Un tel régime fiscal présente des inconvénients qui peuvent être surmontés lorsque les membres du groupement disposent de moyens financiers importants, ou lorsque la durée de vie du groupement le justifie. Et, revanche, dans les zones rurales notamment, des groupements d'intérêt économique se constituent lorsque quelques entreprises souhaitent répondre à un appel d'offres et se charger d'un chantier déterminé. Il est fréquent que les travaux en cause soient de peu d'importance (salles de classe, par exemple) et que seuls des artisans soient membres du groupement. Dans de tels cas, la règle du décalage d'un mois impose une charge financière telle que la constitution d'un groupement d'intérêt économique n'est pas possible. Il est clair, cependant, que le groupement de petites entreprises en vue de la réalisation d'un modeste ouvrage est à tous égards souhaitable et présente pour les petites communes un intérêt économique majeur. Il serait dès lors singulièrement utile de supprimer la règle du décalage d'un mois lorsque les conditions suivantes sont réunies : 1° tous les membres du groupement d'intérêt économique sont des artisans fiscaux ; 2° l'objet du groupement d'intérêt économique est la réalisation d'un ouvrage déterminé. En outre, le bénéfice de la mesure pourrait être réservé, éventuellement, au secteur du bâtiment. Il lui demande si, dans de telles conditions qui en limitent singulièrement la portée, une décision favorable ne pourrait intervenir dans le sens qui vient d'être indiqué et dans quel délai elle pourrait être prise.

I. R. P. P. (bénéfices agricoles : planteurs de tabac).

25420. — 13 juillet 1972. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'examen des bénéfices forfaitaires à l'hectare fixés pour l'imposition des revenus de 1970 des planteurs de tabac permet de constater que les bases d'imposition fixées pour la région Est, Sud-Est (départements de la Savoie, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de l'Ain, de la Drôme, du Gard, de l'Aube, de la Haute-Marne, de la Haute-Saône, de la Côte-d'Or, du Rhône et de l'Ardèche) sont nettement plus élevées que celles applicables dans les autres départements. Pour l'imposition des bénéfices de 1971, les commissions départementales se sont efforcées d'obtenir une révision des éléments de calcul, en vue d'aboutir à une réduction des bases d'imposition. Mais l'administration a prétendu, au contraire, appliquer des majorations de 40 à 50 p. 100. Il lui demande sur quels éléments s'appuie l'administration pour justifier de telles prétentions et s'il lui semble normal qu'il existe des différences aussi considérables entre le montant des bénéfices forfaitaires à l'hectare des planteurs de tabac de la région Est, Sud-Est et ceux des autres régions.

Concurrence déloyale (distribution de livres par les compagnies pétrolières).

25425. — 13 juillet 1972. — **M. Briane** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur certaines pratiques qui tendent à se généraliser et qui consistent en distributions gratuites de livres par les compagnies pétrolières. Aussi longtemps que celles-ci se sont contentées de distribuer certains gadgets qui n'existent pas dans le commerce, de telles méthodes pouvaient être considérées comme acceptables dès lors qu'elles n'étaient pas en contradiction avec la réglementation relative aux ventes avec primes. Mais la distribution de livres — c'est-à-dire d'articles dont la vente constitue le moyen d'existence d'autres commerçants détaillants — est nettement condamnable du point de vue d'une saine concurrence. Dans la lutte qu'ils se livrent entre eux pour la vente d'un produit de nécessité, les pétroliers ne doivent pas utiliser des méthodes susceptibles de porter atteinte à tout le secteur économique qui vit de la distribution du livre. Si les bénéfices réalisés sur la vente de l'essence sont tels qu'ils permettent aux distributeurs d'en utiliser une partie pour offrir gratuitement des livres aux clients, il serait préférable de consentir à ceux-ci une baisse du prix de l'essence. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à ce genre de publicité et éviter qu'il ne se propage rapidement.

Fiscalité immobilière (T. V. A. sur les campings).

25431. — 17 juillet 1972. — **M. Bolo** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si l'acquisition d'un terrain destiné à l'aménagement d'un camping qui sera exploité commercialement doit être

totale soumise à la T. V. A. immobilière. En d'autres termes, l'aménagement d'un terrain, en vue de l'exploitation commerciale dudit camping, peut-il être assimilé à une opération de construction même pour la portion du terrain, naturellement la plus étendue, non couverte par les bâtiments nécessaires à l'exploitation (bureau, salles, lavabos) et leurs abords.

Marchands ambulants et forains (patente).

25433. — 17 juillet 1972. — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le droit fixe entrant dans la composition de la patente générale d'un marchand forain calculé d'après la charge utile du véhicule utilisé. Pour les marchands forains faisant commerce de marchandises volumineuses et lourdes (vêtements de travail et linge de maison par exemple), ce mode de calcul entraîne la détermination de droits élevés. Ceux-ci sont obligatoirement moindres pour les marchands forains transportant des marchandises d'un volume et d'un poids plus réduits alors que le chiffre d'affaires réalisé dans ce dernier cas peut être plus important. Il lui demande si, dans l'attente de la mise en application de la taxe professionnelle appelée à remplacer la contribution des patentes ; il n'envisage pas d'apporter un aménagement aux règles de détermination du droit fixe entrant dans la composition de la patente des marchands forains.

Rentes viagères (impositions).

25442. — 17 juillet 1972. — **M. Poudevigne**, se référant à la réponse donnée par **M. le ministre de l'économie et des finances** à la question écrite n° 23029 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 15 juin 1972, page 2492) lui fait observer que, contrairement aux dispositions données dans cette réponse, le régime d'imposition des rentes viagères constituées à titre onéreux ne comporte pas l'abattement de 20 p. 100 visé à l'article 158-5 du code général des impôts. D'autre part, en ce qui concerne la réduction de 3 p. 100 prévue à l'article 198 du code général des impôts, en faveur des titulaires de revenus salariaux et assimilés, elle n'est pas applicable, pour l'imposition des revenus de 1971, à une rente viagère constituée à titre onéreux, que si le montant imposable de celle-ci, augmenté, le cas échéant, des autres revenus non salariaux du contribuable, n'excède pas 15.000 francs. Compte tenu de ces rectifications, il apparaît qu'en aucune manière, le régime imposable des rentes viagères constituées à titre onéreux ne peut être considéré comme plus avantageux que celui applicable aux revenus des créances ou des obligations. Il lui demande s'il ne serait pas possible, tout au moins, d'étendre aux dites rentes, l'application de l'abattement de 20 p. 100 visé à l'article 158-5 du code général des impôts.

Patente (usine électrique de Sainte-Tulle [04]).

25449. — 17 juillet 1972. — **M. Massot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les deux chutes de l'usine électrique de Sainte-Tulle (Alpes-de-Haute-Provence) au regard de l'application du décret n° 71-1072 du 30 décembre 1971 modifiant le tarif des patentes. Il lui précise que si l'une des deux chutes est très antérieure à l'année 1969 prise en référence pour le droit fixe de la patente, la seconde a été construite postérieurement, mais que les deux chutes étant au même niveau, alimentées par le même canal d'aménée, dédagées par le même canal de fuite, situées dans la même enceinte, exploitées par le même chef d'usine et le même personnel technique et d'entretien, il conviendrait de considérer qu'il s'agit de l'agrandissement de l'usine et non pas d'une nouvelle construction. Il lui demande, en conséquence, si les deux usines qui, en fait, n'en font qu'une peuvent être frappées par le décret du 30 décembre 1971 susvisé qui a réduit le montant de la patente fixe pour les usines créées postérieurement à 1969.

Contribution foncière des propriétés bâties (exonération).

25453. — 18 juillet 1972. — **M. Olivier Giscard d'Estaing** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi du 16 juillet 1971 stipule que les immeubles neufs, non achevés à la date du 31 décembre 1972, ne bénéficieront plus de l'exonération d'impôt foncier penoant vingt-cinq ans, mais que, par dérogation, bénéficieront de cet avantage fiscal les constructions nouvelles ayant fait l'objet d'un acte authentique avant le 15 juin 1971, de sorte qu'il est à penser que, lorsque le permis de construire est antérieur au 15 juin 1971 et qu'il est intervenu entre le promoteur et les acheteurs un contrat préliminaire enregistré avant le 15 juin 1971 et ayant donné lieu au dépôt en banque de la garantie prévue par la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967, l'exonération de vingt-cinq ans

pourra être revendiquée. Il attire son attention sur le fait qu'en raison de retards dus à des causes diverses (intempéries, sols défectueux, formalités de toutes sortes, etc.) des immeubles en cours de construction ne seront pas terminés le 31 décembre prochain, et lui demande s'il n'estime pas souhaitable qu'une prolongation de délai soit accordée jusqu'au 31 décembre 1973 pour le moins en faveur des constructions ayant fait l'objet d'un permis de construire avant le 15 juin 1971.

Vignette automobile et fonds national de solidarité.

25459. — 18 juillet 1972. — M. Bertrand Denis demande à M. le ministre de l'économie et des finances ce qu'a rapporté au Trésor, pour l'année 1971, la vignette apposée sur les automobiles ainsi que ce qu'a coûté, dans la même année, le fonds national de solidarité.

Pensions de retraite militaires (majoration pour enfants).

25460. — 18 juillet 1972. — M. Poniatowski attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que les militaires rayés des cadres avant le 1^{er} décembre 1964 ne peuvent bénéficier de la majoration de pension de 10 p. 100 prévue pour les retraités qui ont élevé au moins trois enfants par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions. Il lui précise que cette disposition pénalise injustement des militaires âgés qui, par suite de longs séjours outre-mer, se sont mariés tardivement, et lui demande s'il n'estime pas indispensable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour réparer les iniquités de traitement entraînées par l'application de l'actuelle réglementation en la matière.

*Concurrence déloyale
(revendeurs de postes de radio et de télévision).*

25467. — 18 juillet 1972. — M. Rabourdin attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la disparité créée entre les revendeurs d'appareils de radio et de télévision par la réglementation relative à la tenue des registres de déclarations servant à l'établissement de la redevance O.R.T.F. En effet, les pénalités encourues pour déclarations incomplètes deviennent à un certain stade forfaitaires. De ce fait, certains établissements à grand débit préfèrent payer l'amende prévue plutôt que d'employer le nombre de personnes correspondant au nombre d'écritures. Cette disparité contribue à favoriser les grandes surfaces au détriment des petits revendeurs, nuisant ainsi à l'honnêteté de la concurrence et incitant à la fraude. Il lui demande en conséquence de lui faire savoir quelles mesures il entend prendre pour supprimer ce forfait en faveur des grandes surfaces et rétablir plus d'égalité dans la concurrence.

Assurances (contre l'incendie).

25474. — 19 juillet 1972. — M. Maujôan du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il semble que les sociétés françaises d'assurance contre l'incendie soient autorisées à augmenter, à compter du 1^{er} août, l'ensemble de leurs primes de 20 p. 100. Il lui demande si cela est exact, et, dans l'affirmative, comment s'explique cette mesure qui semble aller à l'encontre de la limitation de la hausse du coût de la vie.

Assurances (contre l'incendie).

25475. — 19 juillet 1972. — M. Maujôan du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les primes d'assurance contre l'incendie (risques industriels et commerciaux) sont imposées d'une taxe très variable selon les pays : Grande-Bretagne 9 p. 100, Allemagne 7 p. 100, Italie 15 p. 100, France 30 p. 100. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun européen va rendre cette disproportion encore plus marquée au risque de rendre moins compétitives et plus vulnérables les entreprises françaises. Il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation qui semble anormale.

Publicité foncière (exploitations agricoles).

25482. — 19 juillet 1972. — M. Briane rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu de l'article 3-II-1^o de la loi n° 69-1168 du 26 décembre 1969 portant simplifications fiscales,

le taux de la taxe de publicité foncière peut, dans des conditions fixées par décret, être ramené à 4,80 p. 100 (au lieu de 11,80 p. 100) en ce qui concerne les acquisitions susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles, l'amélioration de la rentabilité étant appréciée après consultation de la commission départementale des structures agricoles. Le décret qui devait fixer les conditions d'application de cette mesure n'est pas encore paru. Il lui demande s'il n'envisage pas de le publier dans un avenir prochain.

Patente (fleuristes ambulants).

25483. — 19 juillet 1972. — M. Chazalon expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en application de l'article 1454-18^o du code général des impôts les personnes qui vendent des fleurs en ambulance, soit dans les rues, soit dans les lieux de passage, soit dans les marchés, ne sont pas assujetties à la contribution des patentes. Cette exonération pouvait se justifier à l'origine, à une époque où les fleurs vendues sur la voie publique provenaient d'une production naturelle ne nécessitant que l'effort de la cueillette et où le mode de vente était pratiqué par des personnes n'ayant aucun moyen d'existence. A l'heure actuelle, les conditions sont différentes et le maintien de cette exonération porte un grave préjudice aux autres catégories de fleuristes. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de faire disparaître l'inégalité à laquelle donne lieu cette législation.

Rentes viagères (revalorisation).

25512. — 19 juillet 1972. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la situation critique des rentiers viagers face à l'évolution générale de l'économie. Un nombre considérable de petits épargnants se trouvent ainsi lésés sans possibilité de recours. Si les rentiers viagers apportent à l'Etat un concours financier non négligeable, l'équité demande que leur sort soit examiné objectivement. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre dans l'intérêt bien compris des rentiers viagers et de l'Etat.

*Coopératives agricoles
(taxe au profit de collectivités locales).*

25517. — 19 juillet 1972. — M. Pierre Cornet rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 15 de la loi de finances rectificative pour 1971 (n° 71-1025 du 24 décembre 1971) prévoit que les sociétés coopératives agricoles et leurs unions sont assujetties à une taxe spéciale perçue au profit des collectivités locales et de leurs groupements, taxe dont le montant est égal à la moitié de la contribution des patentes. Cette taxe n'est toutefois pas applicable aux sociétés coopératives et à leurs unions lorsqu'elles emploient au plus trois salariés. Il lui demande si l'exemption prévue ci-dessus s'applique, dans le cadre des coopératives viticoles, à chaque coopérative faisant partie d'une union ou à l'union elle-même.

Etablissements scolaires (personnel de direction).

25520. — 19 juillet 1972. — M. Leroy-Beaulieu rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le décret n° 69-494 du 30 mai 1969, dont le but essentiel a été de revaloriser la fonction de chef d'établissement du second degré, élimine de cette revalorisation tous les retraités ayant cessé leurs fonctions avant le 1^{er} janvier 1968. Il semble que le ministère de l'éducation nationale a établi un projet de décret susceptible de corriger ce que les dispositions en cause ont manifestement d'inéquitables. Ce décret, actuellement soumis au ministère de l'économie et des finances, ferait l'objet d'une opposition. Il lui demande si cette opposition existe et, dans l'affirmative, les raisons qui la motivent. Il souhaiterait qu'il soit procédé à une étude de ce problème afin que puisse être publié un texte qui aurait pour résultat de remédier à une très regrettable anomalie.

Etablissements scolaires (personnel académique de Clermont).

25529. — 20 juillet 1972. — M. Chazelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés de fonctionnement des collèges d'enseignement général de l'académie de Clermont, et notamment de ceux du département de la Haute-Loire par suite de l'insuffisance dramatique en personnel de surveillance et en personnel d'administration, de secrétariat et d'intendance. Il lui fait observer, en effet, qu'en ce qui concerne le seul département de la Haute-Loire la dotation théorique en

postes de surveillant est de 70, mais que la dotation réelle n'est que de 43 de sorte que le déficit s'établit à 27 postes. C'est pourquoi les organisations syndicales, et notamment le syndicat national de instituteurs demandent : 1° l'application intégrale des normes ministérielles impliquant une politique de créations de postes dynamique ; 2° le remplacement des surveillants affectés dans un C. E. G. lorsqu'ils sont en congé ; 3° la création dans les C. E. G. avec internat d'un poste d'éducateur chevronné pour organiser la vie à l'internat, guider et conseiller les jeunes surveillants, suppléer à certains moments le directeur du C. E. G. ; 4° à plus long terme, les mêmes organisations demandent une modification des normes de dotation des établissements en personnels de surveillance d'externat et d'internat ainsi que la formation des surveillants par des stages adaptés. La situation étant de plus en plus grave et le fonctionnement des services publics de l'éducation nationale risquant de s'en trouver ainsi particulièrement perturbé à la prochaine rentrée, malgré les efforts des personnels, il lui demande quelles mesures il compte prendre d'urgence pour répondre aux revendications exprimées par les organisations syndicales et auxquelles se rallient la grande majorité des parents d'élèves et de ceux qui ont le souci du bon fonctionnement de l'enseignement public.

Patente (restructuration des sociétés industrielles et minières).

25473. — 17 juillet 1972. — M. Schnebelen expose à M. le ministre de l'intérieur que lors de la restructuration des sociétés industrielles et minières, des régimes de faveur ont été créés permettant de sous-estimer la valeur de l'apport des différentes sociétés regroupées, ce qui a pour conséquence de diminuer considérablement les recettes perçues sous forme de patente par les communes, les valeurs de ces apports étant prises en considération pour le calcul de la patente. Il lui précise que s'il est certain que cette sous-estimation de la valeur de apports a pour but d'encourager les restructurations, il n'en reste pas moins vrai que les communes déjà touchées par la fermeture des établissements tant sidérurgiques que miniers ressentent l'effet de cette mesure par une diminution de la valeur des patentes qu'elles perçoivent. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas désirable que la compensation des pertes subies par ces communes soit prise en charge par le budget de l'Etat et tout particulièrement par celui de son ministère.

Sapeurs-pompiers professionnels (carrière).

25513. — 19 juillet 1972. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre de l'intérieur que les propositions de reclassement des sapeurs-pompiers professionnels n'ont, jusqu'à présent, pas abouti. Ceux-ci ne sont pas considérés comme des agents d'un véritable service public au même titre que les personnels de la police, de la gendarmerie, des douanes, etc. Le classement indiciaire des cadres de sapeurs-pompiers n'est en rapport ni avec les connaissances et titres exigés par le recrutement actuel, ni avec leurs responsabilités effectives. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures nécessaires tendant à la reconnaissance de la profession de sapeur-pompier professionnel par : 1° l'étude d'une grille indiciaire propre à cette corporation en fonction des qualifications qu'elle exige et des missions particulières qu'elle assume ; 2° la création d'une école nationale ; 3° la création d'un brevet d'aptitude sanctionnant les qualifications professionnelles ; 4° l'accès au concours d'officier professionnel à tous les sapeurs-pompiers, après examen probatoire ; 5° la possibilité de nomination au grade d'officier professionnel, des adjudants-chefs remplissant les critères de capacités, selon un pourcentage à définir et après inscription sur une liste d'aptitude.

Rapatriés (indemnisation).

25530. — 20 juillet 1972. — M. Delorme expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation de plus en plus difficile dans laquelle se trouvent les rapatriés de son département qui attendent la liquidation de leur dossier d'indemnisation. Malgré un travail très important réalisé par les autorités départementales qui ont recueilli et étudié les 777 dossiers déposés à ce jour, elles n'ont pu classer en priorité, sur 592 dossiers déposés au 31 décembre 1972, que 260 d'entre eux. Or, au 31 décembre 1971, 14 dossiers ont été liquidés par l'agence générale de règlement et 11 depuis cette date. Il lui demande, devant cette situation, s'il ne pense pas devoir prendre des mesures pour accélérer l'étude et le financement des dossiers prioritaires, car à ce rythme c'est une dizaine d'années qu'il faudra pour liquider les indemnités accordées.

Régie Renault (enlèvement d'un cadre).

25466. — 18 juillet 1972. — M. Corse rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'un cadre de la Régie nationale des usines Renault a été enlevé le 8 mars dernier et a été libéré deux jours après. Les forces de police avalent à l'époque entrepris des opérations très importantes afin que soit retrouvé l'intéressé. Quatre mois se sont écoulés depuis cet enlèvement. Il lui demande à quels résultats a abouti l'enquête entreprise à l'époque et souhaiterait savoir si les résultats de cette enquête permettent d'espérer l'arrestation des coupables.

Régions (comités économiques et sociaux).

25470. — 18 juillet 1972. — M. Tomasin rappelle à M. le ministre de l'intérieur que l'article 13 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions prévoit la création dans chaque région d'un comité économique et social qui est composé de représentants des organismes et activités à caractère économique, social, professionnel, familial, éducatif, scientifique, culturel et sportif de la région. Les conditions exactes de la composition de ce comité économique et social doivent être fixées par décret en Conseil d'Etat. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que le décret en cause précise qu'une place sera faite au Conseil économique et social aux représentants de la mutualité. Il est, en effet, naturel que les organismes de mutualité soient associés aux activités régionales compte tenu du rôle important qui leur est dévolu dans le système de nos institutions sociales et de l'action sans cesse développée qu'ils poursuivent avec les conséquences économiques qui en découlent par le moyen de leurs réalisations dans le domaine sanitaire et social et même socio-éducatif et culturel.

Pollution (entreprise de Villiers-le-Bel).

25441. — 17 juillet 1972. — Mme Troisier demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, comment se fait-il : 1° qu'un atelier pour la fabrication d'objets en caoutchouc (activité de 3° classe), appartenant à la société M.A.P.A.-Fit, à Villiers-le-Bel, dans le Val-d'Oise, refuse de se plier aux lois et aux normes anti-pollution ; 2° que cet atelier, implanté dans une zone d'aménagement différé pour zone pavillonnaire basse, comprenant une cité avec de nombreux enfants et un hôpital, ait fait l'objet en décembre 1971 d'une pétition signée par soixante-sept familles se plaignant du bruit, des odeurs, des vapeurs et des fumées noires, et que cette pétition n'ait donné à ce jour aucun résultat pratique, tant sur le plan communal que départemental ; 3° qu'un arrêté préfectoral en date du 3 mars 1972 concernant le bruit effectué par les surpresseurs des installations hydrauliques, et qui n'est qu'un des aspects de cette pollution, n'ait jamais été suivi d'effets et que personne n'ait songé à le faire respecter.

Protection des sites (plâtrerie à Villiers-Adam [95]).

25447. — 17 juillet 1972. — M. Brugnon attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur l'inquiétude des habitants d'une zone, classée de protection des sites et paysages, entre les forêts de l'Isle-Adam et Montmorency, en raison de l'éventuelle implantation d'une plâtrerie sur la commune de Villiers-Adam (95). Par décret du 30 juin 1971, le préfet de région approuve le P.D.U.I. 79 A, classant ainsi la commune de Villiers-Adam et ses environs dans une « zone rurale de protection des sites et paysages ». Or, c'est dans cette région qu'une plâtrerie serait implantée. Le 28 septembre 1971, le comité de décentralisation de la région parisienne a donné son agrément à cette opération. Sur ce sujet, M. le ministre de l'équipement et du logement a déclaré (*Journal officiel* du 25 mai 1972) : « Cet agrément constitue une décision administrative qui ne préjuge nullement l'implantation exacte de l'usine... », mais plus loin nous lisons : « ... ces dispositions excluent normalement (!) l'implantation... sauf par dérogations prévues explicitement... » Il lui demande de quelle façon il compte s'opposer franchement à l'implantation de la plâtrerie dans cette zone en conformité avec le P.D.U.I. 79 A.

Gouvernement (notion de démocratie).

25455. — 18 juillet 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, s'il a effectivement déclaré, au cours de la récente conférence de Stockholm, que la France

ne se considérerait pas comme tenue par un texte qu'il n'aurait pas voté. Le ministre entendrait-il exprimer ainsi sa conception de la démocratie et doit-on en conclure que les citoyens hostiles au régime actuellement au pouvoir en France ne sont pas tenus par les décisions que prend le Gouvernement? Ou bien faut-il considérer que le ministre n'accepte les règles de la démocratie que quand cela est conforme à ses intérêts?

Pollution (moteurs diesel).

25464. — 18 juillet 1972. — M. Icart demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, quelles mesures il envisage pour limiter, en ce qui concerne le parc existant de poids lourds équipés de moteur diesel, la pollution de l'air par les gaz d'échappement qu'ils produisent. Le défaut de réglage de ces moteurs est en effet générateur d'abondantes émissions de fumées opaques et nocives. S'il convient de se féliciter des dispositions prévues pour l'avenir, il est également nécessaire de prévoir, dans l'immédiat, des mesures conservatoires vis-à-vis des véhicules en circulation. A cet égard, il lui demande d'une part quel usage il est fait des dispositions réglementaires actuelles relatives aux contrôles et sanctions applicables, et, d'autre part, s'il ne paraît pas nécessaire d'étendre les visites techniques annuelles obligatoires à l'ensemble des poids lourds excédant 3,5 tonnes en charge, tout en portant, à l'occasion de ces vérifications, une attention plus poussée sur le réglage des moteurs.

Automobiles (épaves).

25477. — 19 juillet 1972. — M. Stehlin attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur le problème des épaves automobiles et sur les solutions à lui apporter. Il a été envisagé d'instituer une taxe payable par tous les automobilistes, dont le produit serait affecté à l'aménagement de centres de compression des épaves. Un tel système présenterait l'inconvénient de faire acquitter une taxe à une très grande majorité d'automobilistes qui ne se sont jamais rendus coupables de l'abandon d'une épave et qu'il est donc injuste de pénaliser. Il lui demande s'il ne serait pas préférable d'adopter des mesures préventives qui pourraient présenter une certaine efficacité. Il pourrait, par exemple, être suggéré que tout automobiliste décidé à abandonner son véhicule, pourrait porter sa carte grise au commissariat ou à la gendarmerie la plus proche et signer, sans frais, un imprimé d'abandon. Ainsi l'épave pourrait-elle être enlevée avec un minimum de frais avant qu'elle n'ait été pillée. Enfin, les véhicules de plus de dix ans ne pourraient-ils pas être déclarés inaccessibles, sauf si ce n'est après un contrôle complet effectué aux frais du propriétaire.

Cliniques (prix de journée).

25410. — 13 juillet 1972. — M. Gissingner appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les conditions de fixation du prix de journée des cliniques privées et particulièrement de celles à but non lucratif. La totalité des cliniques privées à but non lucratif situées dans les départements du Rhin et de la Moselle sont des établissements ayant passé des conventions avec les caisses régionales d'assurance maladie. Dans le passé, le prix de journée de ces cliniques était fixé par les caisses primaires en dehors de toute réglementation précise, les amortissements étant rarement pris en compte. Depuis 1965, les prix de journée sont fixés par les caisses régionales d'assurances maladie qui proposent un prix, lequel est en définitive fixé par la caisse nationale d'assurance maladie après avis de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et du service des prix et du commerce intérieur. Ces prix de journée paraissent être fixés de façon arbitraire puisque s'agissant des cliniques de la région Alsace la caisse régionale reconnaît les besoins de celles-ci estimant à 22 p. 100 l'augmentation nécessaire, cependant que la caisse nationale n'accorde qu'un relèvement de tarif de 10 p. 100. Ce relèvement de tarif tient compte d'une manière très insuffisante des dépenses imposées à ces cliniques par différentes dispositions réglementaires: reclassement du personnel (14 p. 100 d'incidence sur le prix de journée); coût des nouvelles normes de sécurité dans les établissements en ce qui concerne les installations électriques, la protection des rayons ionisants, etc.; dispositions nouvelles relatives au fonctionnement des maternités. Le relèvement des prix de journée ne tient compte dans l'état actuel des choses que du pourcentage d'augmentation du coût de la vie sans considération des nécessités d'équipement imposées par des dispositions officielles ou par le développement des techniques médicales nouvelles. Il lui demande quelles mesures il envisage de

prendre pour régler ce problème. Il souhaiterait en particulier savoir si la fixation des prix de journée ne pourrait intervenir par décision préfectorale, comme c'est le cas, par exemple, pour les hôpitaux ruraux dont les prix de journée tiennent compte du prix de revient effectif. Si la fixation d'un forfait régional était retenu il serait dans ce cas indispensable que la situation financière des cliniques soit d'abord assainie par l'incorporation dans le prix de journée des cumuls de déficit ancien.

Gardiennes d'enfants (prix de garde).

25412. — 13 juillet 1972. — M. Peyret demande à M. le ministre de la santé publique s'il n'envisage pas, dans un délai rapide, d'apporter une amélioration sensible au sort des gardiennes d'enfants, auxquelles sont confiés les enfants par les directions départementales d'action sanitaire et sociale. En effet, celles-ci ne perçoivent actuellement qu'une somme de 11,79 francs par jour et par enfant, somme très insuffisante pour permettre une alimentation convenable, l'entretien et la garde constante des enfants dont elles assument la charge. Il lui demande également s'il n'envisage pas d'accorder une majoration pour tierce personne lorsque ces enfants, adolescents, voire adultes, sont handicapés physiques (aveugles, sourds, invalides...).

Médecins (honoraires des spécialistes).

25429. — 13 juillet 1972. — M. Ollivro attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le différend qui est survenu entre la caisse nationale d'assurance maladie et les organisations syndicales des médecins, à propos de la revalorisation des honoraires des spécialistes qui devaient intervenir à compter du 1^{er} mai et qui, faute de la signature de l'avenant tarifaire, risque d'être retardée indéfiniment. Il semble que, d'une manière générale, la concertation permanente entre les organisations professionnelles médicales sur les problèmes de la santé, qui avait été promise lors de la signature de la convention nationale, n'est pas respectée. Il lui demande s'il peut lui donner des précisions sur l'état actuel des pourparlers entre les organisations syndicales des médecins et les caisses nationales, et sur les mesures qu'il compte prendre, le cas échéant, pour favoriser la solution rapide de ce problème.

Médecins (pensions de retraite).

25432. — 17 juillet 1972. — M. Delhalle appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les problèmes qui se posent aux médecins ayant exercé leur activité professionnelle en partie dans le cadre non salarié et en partie dans le cadre salarié. Il lui signale à cet égard la situation d'un médecin ayant eu une activité professionnelle totale de quarante ans — quinze ans comme non-salarié et vingt-cinq ans comme salarié — et n'ayant pu, en fonction des dates d'exercice, cotiser à la C.A.R.M.F. (médecin ayant interrompu son activité non salariée avant 1949). Il lui demande si ce médecin peut bénéficier d'une reconstitution de carrière afin de pouvoir avoir les trente années exigées pour la retraite intégrale de sécurité sociale, ce qui semble être admis par le décret du 14 avril 1958 portant règlement d'administration publique relatif au régime d'allocation vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales.

Assistantes sociales (de la fonction publique).

25450. — 17 juillet 1972. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur les conditions de travail des assistantes sociales de la fonction publique. Leurs salaires sont en effet très inférieurs à ceux des assistantes sociales de la sécurité sociale ainsi qu'à ceux des assistantes des organismes privés, dotés d'une convention collective. D'autre part, ils ne suivent que de très loin l'évolution du coût de la vie. Une telle situation est très préjudiciable au bon fonctionnement de certains services de l'administration sanitaire et sociale, qui ont cependant besoin de personnels nombreux et qualifiés. Elle ruit, en effet, au recrutement de ces personnels dont la pénurie se fait sentir dans la plupart des départements. Elle lui demande s'il envisage de réviser la grille des salaires des assistantes sociales de la fonction publique afin de rendre leur situation identique à celle des catégories équivalentes quant à leurs compétences et leurs responsabilités.

*Action sanitaire et sociale
(fonctionnaires et agents des collectivités locales :
« bons de vacances »).*

25454. — 18 juillet 1972. — M. Barillon expose à M. le ministre de la santé publique que les caisses d'allocations familiales du régime général et les caisses de mutualité sociale agricole mettent en œuvre

au profit de leurs allocataires une action sociale aussi diversifiée qu'efficace. Il lui précise d'abord que parmi les aides individuelles accordées aux ressortissants de ces régimes figurent notamment les « bons de vacances » qui viennent aider les familles à placer leurs enfants en colonie de vacances, camps ou centres aérés ou mieux encore favorisent le séjour de tout le groupe familial en maisons de vacances, gîtes, pensions ou meublés, et ensuite que ces bons sont attribués en fonction des tranches de ressources déterminées par le système du quotient familial. Il attire son attention sur le fait qu'il trouve inéquitable que les fonctionnaires ayant un indice de traitement peu élevé et les agents des collectivités locales ne puissent bénéficier d'une aide similaire, et lui demande s'il ne pense pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative et en accord avec son collègue le ministre de l'économie et des finances, pour que soient supprimées les raisons qui s'opposent à l'attribution des mêmes avantages aux catégories précitées qui se révèlent ainsi particulièrement défavorisées.

Action sanitaire et sociale (lutte contre la myopathie).

25472. — 13 juillet 1972. — M. Gardeil expose à M. le ministre de la santé publique que l'arrêté du 20 novembre 1970 définit les programmes d'action sanitaire et sociale des caisses d'allocations familiales d'une part, des caisses régionales et des caisses primaires d'assurance maladie d'autre part. Il lui précise que dans aucun de ces programmes la lutte contre la myopathie n'est prévue, ni sur le plan médical, ni en ce qui concerne les problèmes familiaux, sociaux ou éducatifs, alors que la lutte contre le cancer, la tuberculose, les maladies mentales, l'alcoolisme, la toxicomanie, etc. y figure. Sans doute est-il question dans ces textes des enfants « déficients moteurs », mais nul n'ignore combien les myopathes représentent, au sein de ce groupe, une catégorie particulière qui réclame des équipements importants, des structures d'accueil et de soins hautement développées et spécialisées ainsi que du personnel qualifié. Il lui demande s'il ne juge pas indispensable l'établissement d'un programme complémentaire prévoyant la lutte contre cette redoutable maladie.

Équipement universitaire (U. E. R. de médecine et de pharmacie de Saint-Etienne-du-Rouvray - Rouen).

25501. — 19 juillet 1972. — M. Leroy exprime à M. le ministre de la santé publique son étonnement que, par une décision prise conjointement par M. le ministre de la santé publique et M. le ministre de l'éducation nationale, et rendue publique par M. le directeur des hôpitaux au ministère de la santé, lors d'une visite au centre hospitalier régional universitaire de Rouen, les projets de construction de l'U. E. R. de médecine et de pharmacie sur le territoire de la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray dans la banlieue sud de Rouen, ainsi que le centre hospitalier lié à cet équipement étaient retardés d'une décennie. Devant cette remise en cause d'options déjà prises, il lui demande si la déclaration précitée doit être considérée comme une décision définitivement arrêtée.

Hôpitaux (personnel de direction).

25515. — 19 juillet 1972. — M. Blary expose à M. le ministre de la santé publique que la circulaire n° 106 du 11 juin 1952 du ministre de la santé publique et de la population, prise en accord avec le secrétaire d'Etat au budget, stipule que le ravitaillement d'un établissement peut être utilisé à titre onéreux et au prix de revient par certains fonctionnaires dont les directeurs, directeurs économiques et économistes. Or, depuis la parution du décret n° 69-662 du 13 juin 1969 le personnel de direction des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics ne comporte plus de directeurs économiques, sous-directeurs et économistes, de nouveaux grades ayant été créés.

En conséquence, il lui semble nécessaire, afin d'éviter toute équivoque, que soit modifiée la limitation périmée de la circulaire précitée du 11 juin 1952. De plus, considérant que les motivations de cette circulaire intéressent l'ensemble du corps de direction, dont les personnels sont amenés à passer des marchés ou à contrôler les opérations, il lui paraît opportun de demander qu'un nouveau texte précise que le personnel de direction régi par le décret n° 69-662 du 13 juin 1969 peut être autorisé à utiliser, à titre onéreux et au prix de revient, le ravitaillement de l'établissement. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre dans ce sens.

Hôpitaux (tarification).

25525. — 19 juillet 1972. — M. Peyret expose à M. le ministre de la santé publique que l'article 52 de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, a prescrit dans son premier alinéa une réforme de la tarification des soins dispensés dans les établissements hospi-

taliers et que celle-ci devait intervenir dans le délai d'un an à dater de la promulgation de cette loi. D'autre part, dans le deuxième alinéa du même article, la loi enjoint de faire apparaître le coût réel des diverses prestations fournies par les unités d'hospitalisation assurant le service public hospitalier. Il lui demande : 1° à quelle date le décret d'application prévu à l'article 52 sera publié, les délais prescrits par la loi étant très largement dépassés... ; 2° comment envisage-t-il la notion des « coûts réels » prévus dans la tarification applicable aux établissements privés bénéficiaires ou non d'un contrat de concession ; 3° comment entend-il rémunérer les capitaux investis dans les établissements concessionnaires.

Handicapés (emploi).

25413. — 13 juillet 1972. — M. Virgile Barel attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation des handicapés en ce qui concerne les problèmes de l'emploi. En effet, plus que quiconque ils sont victimes des mutations, de la récession et du chômage. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° l'amélioration et l'application réelle des lois sur l'emploi, la formation et le reclassement professionnel des handicapés, l'adaptation et l'accessibilité des postes de travail ; 2° l'assouplissement, la simplification et l'accélération des formalités administratives et des mesures de prise en charge pour la rééducation professionnelle ; 3° l'équipement suffisant des services de l'Agence nationale pour l'emploi pour le recensement des besoins, l'information rationnelle et le placement effectif et rapide de tous les travailleurs handicapés demandeurs d'emploi.

Invalides (amélioration de leur situation).

25414. — 13 juillet 1972. — M. Pierre Villon attire l'attention de M. le ministre de la santé publique (action sociale et réadaptation) sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les invalides et handicapés dans notre pays. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° l'attribution d'un minimum de ressources pour les personnes âgées et handicapées égal à 80 p. 100 du S. M. I. C. avec indexation sur celui-ci ; 2° la réforme complète du régime d'aide sociale par la substitution à la notion d'assistance de celle de solidarité nationale, avec augmentation correspondante du budget de la santé publique ; 3° la revalorisation exceptionnelle de 15 p. 100 (indépendamment des revalorisations annuelles) des pensions et retraites de la sécurité sociale pour rattraper le retard pris par rapport à l'évolution des salaires et du S. M. I. C. ; 4° la fixation du taux des pensions vieillesse à 1,50 p. 100 par année de versement et l'application immédiate de la loi sur la prise en compte des années de versement jusqu'à 37 ans et demi ; 5° la fixation du taux des pensions de reversion à 75 p. 100 et la suppression de l'interdiction du cumul de la pension de reversion avec un avantage vieillesse personnel ; 6° l'aide immédiate à toutes les veuves sans ressources suffisantes ; 7° la fixation du taux des pensions invalidité de la sécurité sociale à 40 p. 100 pour la première catégorie et à 66 p. 100 pour la deuxième catégorie, et le relèvement des indemnités journalières maladie aux deux tiers des salaires de référence.

Personnes âgées et handicapés (amélioration de leur situation).

25415. — 13 juillet 1972. — Mme Vaillant-Couturier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique (action sociale et réadaptation) sur la situation difficile à laquelle sont tenus de faire face les personnes âgées et les handicapés. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° l'octroi sans restriction du remboursement à 100 p. 100 pour toutes les maladies de longue durée, ainsi que pour toute maladie entraînant l'hospitalisation ; 2° la réforme de la fiscalité en faveur des personnes âgées ou handicapées : relèvement du plafond de la première tranche des revenus exonérés à 7.500 francs par part, abattement supplémentaire de 10 p. 100 pour tenir compte de la faiblesse du pouvoir d'achat et des dépenses incompressibles de soins de santé élevés en raison de l'âge ou de l'infirmité.

Handicapés (établissements spécialisés de soins pour arriérés profonds).

25488. — 19 juillet 1972. — M. Briane expose à M. le ministre de la santé publique (action sociale et réadaptation) que les établissements de soins spécialisés (I. M. P. ou I. M. Pro.) prévus pour les arriérés profonds ne sont agréés que pour recevoir

des arriérés jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, en vertu de la circulaire sécurité sociale du 9 avril 1969 de la direction de l'assurance maladie et des caisses de sécurité sociale. Par contre, aucune limite d'âge n'est imposée si l'établissement de soins est un hôpital psychiatrique. Les parents se voient ainsi contraints de retirer leurs enfants des établissements dans lesquels ils trouvent un cadre de vie et des soins adaptés à leur état, pour les enfermer dans des hôpitaux psychiatriques, peu préparés à les recevoir, et aussi onéreux pour la sécurité sociale que les établissements spécialisés. Il lui demande s'il ne serait pas possible que les établissements spécialisés de soins (I. M. P. ou I. M. Pro.) prévus pour les arriérés profonds soient agréés pour recevoir des handicapés au-delà de l'âge de vingt-cinq ans

TRANSPORTS

Transports routiers (licences).

25417. — 13 juillet 1972. — M. Becam attire l'attention de M. le ministre des transports sur les difficultés rencontrées par les transporteurs routiers. Tandis que les sollicitations de leurs clients suivent l'accroissement du volume de marchandises à acheminer vers des destinations de plus en plus nombreuses, le blocage des attributions de licences depuis quatre ans crée une situation inextricable qui entraîne une multiplication des procès-verbaux puis des procès coûteux infligés à ces professionnels. Il lui précise que les licences B qui se négociaient sur la base d'environ 30.000 francs en 1968 atteignent aujourd'hui le prix de 70.000 francs et sont devenues presque introuvables. Observant que cet état de fait contrarie le développement des activités économiques — particulièrement dans les régions excentrées fortes productrices de denrées alimentaires — il lui demande s'il envisage de le corriger par un assouplissement de la réglementation et une prochaine attribution de licences qui corresponde aux besoins justifiés des entreprises. Ces dispositions lui paraissent nécessaires pour répondre aux légitimes préoccupations des transporteurs, aux nécessités de l'économie et à l'instauration d'une saine concurrence.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 139 (alinéas 4 et 6) du règlement.)

Construction sociale (Hauts-de-Seine).

24036. — 9 mai 1972. — M. Ducoloné expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme qu'à la lecture de la loi de finances pour 1972, il apparaît que si le contingent national de logements aidés sera égal à celui de 1971, les financements affectés au département des Hauts-de-Seine pour 1972 concernant le logement aidé, sous toutes ses formes, représentent un contingent de 3.515 logements, alors que le total des financements de 1971 (P.L.R., H.L.M., I.L.M., I.L.N. et logements primés) s'est élevé à 6.826 logements; ce qui représente une diminution de l'ordre de 50 p. 100 par rapport à l'année 1971 qui correspondait déjà à un exercice d'austérité. En 1971 ont été financés 3.412 P.L.R. et I.L.M.; en 1972, seulement 1.376 H.L.M. ont été retenues et encore 846 d'entre elles sont destinées à des suites d'opérations déjà engagées. En tout et pour tout, les organismes H.L.M. des Hauts-de-Seine ne pourront donc lancer cette année que la construction de 530 logements H.L.M. pour une population de 1.470.000 habitants. D'autre part, si en 1971 les logements destinés aux familles ouvrières (P.L.R., H.L.M.) représentaient 50 p. 100 des logements financés, ils n'en représentent plus en 1972 que 39 p. 100. Il s'agit donc d'une double atteinte à la construction sociale dans les Hauts-de-Seine. Cette comparaison démontre à quel point le département des Hauts-de-Seine sera défavorisé en 1972 par rapport à l'année 1971. Sous prétexte que le département a atteint un haut degré d'urbanisation il ne bénéficie que d'un contingent plus réduit. C'est rendre impossible la rénovation indispensable de nombreux quartiers fort vétustes dans lesquels vivent des dizaines de milliers de familles ouvrières. Il lui demande : 1° si le Gouvernement ne s'organise pas ainsi pour un transfert massif des populations ouvrières des départements limitrophes à Paris vers les villes nouvelles situées à plusieurs dizaines de kilomètres de Paris et si l'austérité prévue pour les départements limitrophes à Paris n'a pas pour but d'accélérer le cours et de favoriser la commercialisation de ces villes

nouvelles en situation financière difficile et fortement concurrencées par les départements de la petite couronne d'autant plus que le problème des transports en commun semble loin d'être résolu; 2° les financements actuellement connus étant loin de pouvoir satisfaire les besoins des opérations dites prioritaires et déjà engagées, quelles mesures il compte prendre pour remédier à la situation faite à de nombreux organismes qui ont engagé une politique de réserves foncières, fréquemment encouragée par le ministère de l'équipement et du logement et qui se trouvent dans une situation financière extrêmement délicate par suite du blocage des financements permettant d'utiliser ces réserves en temps utile; 3° s'il est vrai que le ministère envisage de bloquer toutes les opérations de rénovation et les Z.A.C. de rénovation en fonction du nombre de logements financés. Cela ne revient-il pas à bloquer purement et simplement la rénovation dans le département des Hauts-de-Seine? Il se permet de lui faire remarquer que ces dotations auront pour résultat un transfert autoritaire du localif sur l'accession, un désengagement progressif de l'Etat, la substitution du financement privé au financement public ou semi-public, ce qui entraînera une politique de loyer de rentabilité opposée à la politique sociale du logement; 4° quelles mesures immédiates il envisage de prendre pour que dans un premier temps, le financement soit au moins égal à celui de 1971 et que chaque année une augmentation des crédits soit constatée pour atteindre très rapidement le rythme de construction de 10.000 logements sociaux afin de résoudre la crise du logement dans les Hauts-de-Seine.

Instituteurs remplaçants (mensualisation des salaires).

24069. — 9 mai 1972. — M. Boutard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les nombreux inconvénients que présente le système de rémunération des instituteurs remplaçants, lequel exige des opérations comptables très complexes, entraînant l'impossibilité d'un paiement régulier des traitements et suscite, d'autre part, chez les jeunes instituteurs, un sentiment d'insécurité et d'instabilité. Il lui demande s'il peut préciser où en sont les études qui ont été entreprises en vue de substituer au système actuel un salaire mensuel fixe dans sa totalité, quelles que soient les conditions d'emploi, et s'il peut donner l'assurance que ce problème recevra prochainement une solution satisfaisante.

Assurances sociales agricoles (inaptitude au travail des exploitants agricoles).

24076. — 10 mai 1972. — M. Bisson rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que l'article L. 333 nouveau du code de la sécurité sociale, tel qu'il résulte de l'article 3 de la loi n° 71-132 du 31 décembre 1971, dispose qu'un assuré peut désormais être reconnu inapte au travail s'il n'est pas en mesure de poursuivre l'exercice de son emploi sans nuire gravement à sa santé et s'il se trouve définitivement atteint d'une incapacité de travail de 50 p. 100 médicalement reconnue. Antérieurement à la promulgation de ce texte, l'inaptitude au travail ne pouvait être reconnue que si l'assuré était atteint d'une incapacité de travail d'au moins 66 p. 100. Il lui expose que les dispositions nouvelles ainsi rappelées ne sont pas applicables aux exploitants agricoles. En effet, ceux-ci, lorsqu'ils présentent une demande de retraite de vieillesse agricole au titre de l'inaptitude, doivent apporter la preuve que leur incapacité professionnelle est réduite d'au moins 66 p. 100. Il est extrêmement regrettable que dans un tel domaine les critères d'inaptitude retenus soient différents suivant qu'il s'agit, d'une part, de salariés du régime général ou du régime agricole ou, d'autre part, d'exploitants agricoles. Il lui demande s'il envisage une modification des dispositions applicables aux exploitants agricoles, de telle sorte que les conditions d'inaptitude exigées d'eux lorsqu'ils demandent la retraite vieillesse à ce titre soient analogues à celles résultant de la loi du 31 décembre 1971.

Formation professionnelle (charges de financement des entreprises).

24097. — 10 mai 1972. — M. Saisson appelle l'attention de M. le Premier ministre sur le décret n° 71-979 du 10 décembre 1971 relatif à la participation des employeurs au financement de la formation continue qui dispose en son article 5 qu'en ce qui concerne les dépenses de personnel susceptibles de faire l'objet d'une imputation sur l'obligation de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue, peuvent être prises en compte, indépendamment des salaires proprement dits, « les cotisations de sécurité sociale et les charges légales assises sur les salaires ». Interrogé sur le point de savoir si cette

formule permettait l'imputation des cotisations à des régimes complémentaires obligatoires de retraites, le secrétaire général du comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale a répondu par la négative. Cette position paraît discutable dans la mesure où les cotisations aux régimes obligatoires de retraite complémentaire et d'assurance chômage consistent des charges que la loi a permis au pouvoir réglementaire d'imposer en donnant force obligatoire par le biais d'arrêtés d'agrément aux accords contractuels intervenus en ces domaines, et, sur le plan de l'esprit de l'institution, dans la mesure où le but poursuivi est de permettre aux chefs d'entreprise qui organisent des actions de formation au sein de leur entreprise d'imputer sur leur contribution l'ensemble des dépenses de personnel affecté à ces actions. Par contre, le décret n° 72-283 du 12 avril 1972 relatif à la taxe d'apprentissage, et qui est en matière d'apprentissage l'homologue du décret précité, précise en son article 5 que peuvent être déduites de la taxe d'apprentissage les salaires des personnes chargées d'assurer la formation pratique des apprentis ainsi que « les cotisations sociales obligatoires versées à raison de ces salaires par l'employeur », ce qui inclut sans équivoque possible les cotisations aux régimes obligatoires de retraite complémentaire et d'assurance chômage. Il regrette que l'utilisation de terminologies différentes dans ces deux textes puisse aboutir à des solutions divergentes que rien ne paraît justifier et qui compliqueront au surplus la tâche des chefs d'entreprise au moment de l'établissement des déclarations annuelles et il lui demande s'il entend donner des instructions concordantes pour l'application de ces textes afin que dans les deux cas les chefs d'entreprise puissent imputer sur leur participation ou leur taxe l'ensemble des charges sociales obligatoires afférentes aux rémunérations des personnes chargées de dispenser la formation continue aussi bien que la première formation, y compris par conséquent les cotisations aux régimes obligatoires de retraite et d'assurance chômage.

Géologues (du ministère de l'Agriculture : statut).

24120. — 10 mai 1972. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'Agriculture et du développement rural que, parallèlement aux fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts, le ministère de l'Agriculture emploie des hydrogéologues, généralement titulaires du doctorat de troisième cycle universitaire. Ces spécialistes, dont le rôle ne cesse de croître, lors de choix importants, sont contractuels et exécutent des tâches qui ressortent à leur domaine de spécialisation : recherche des ressources en eau, gestion de ce potentiel, etc. Dans la pratique, leur activité est limitée, en général, à des tâches purement techniques, alors que leur capacité leur permettrait d'accéder à des tâches de conception et de responsabilité. Il arrive même fréquemment qu'ils soient, de par leur statut, placés en situation de subordination par rapport à des agents fonctionnaires non ingénieurs du génie rural des eaux et des forêts. Cette situation est illogique, le doctorat de spécialité, diplôme qui est généralement le leur, n'a été acquis qu'après six et parfois sept années d'études supérieures, ce qui le rend équivalent du diplôme d'ingénieur de grande école. L'état de subordination dans lequel ils se trouvent actuellement placés, s'il apparaît acceptable en début de carrière, devient regrettable au bout d'un certain nombre d'années, les géologues souhaitant et pouvant participer davantage aux responsabilités du service auquel ils sont affectés. Le rôle qui leur est confié doit être fonction des services qu'ils peuvent rendre. Leur intervention est particulièrement indispensable lorsque les solutions techniques sont la conséquence de l'étude géologique. Une certaine expérience de l'administration et de la région où ils exercent doit permettre aux géologues d'élaborer, au besoin en collaboration, une partie des projets, ou, au moins, des avant-projets, dans la mesure où ils sont sous la dépendance de facteurs physiques ou géologiques constituant le domaine propre du géologue. Lorsqu'il n'est plus débutant, le géologue ne devrait pas être un simple exécutant de consignes strictes mais devrait pouvoir prendre les initiatives et prévoir des solutions techniques. En conséquence, il lui demande si les remarques qui précèdent ne lui semblent pas pouvoir conduire à l'élaboration d'un statut des géologues relevant du ministère de l'Agriculture. Ce statut pourrait préciser les conditions d'emploi des intéressés. Il devrait en outre prévoir leur avancement et le déroulement de leur carrière. Actuellement, aucune chance de promotion n'est possible et en quelques années le géologue atteint un indice plafond. Ce qui fait qu'à trente, trente-cinq ans, il n'a plus aucun espoir et se voit obligé de quitter l'administration ou d'y végéter. Il semble que les emplois à remplir par ces géologues pourraient, par ailleurs, être déterminés non pas dans chacun des services en fonction des besoins locaux. Les géologues devraient plutôt être rattachés à un organisme unique les détenant auprès des services tant en fonction des besoins de ceux-ci que de la compétence des intéressés.

Naturalisation (étrangers résidant à la Réunion).

24586. — 6 juin 1972. — M. Fontaine demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales si, à l'occasion des demandes de naturalisation présentées par des étrangers résidant à la Réunion, le procès-verbal sur l'assimilation prévu à l'article 16 du décret du 2 novembre 1945 est bien établi conformément aux dispositions de l'article précité.

Veuves (allocation de chômage et sécurité sociale).

24590. — 6 juin 1972. — Mme Ploux expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'une veuve, ancienne exploitante agricole, n'ayant pas atteint l'âge de la retraite, est obligée de travailler pour assurer son existence. Dans une région où les emplois sont rares pour des femmes âgées et non spécialisées, cette veuve a travaillé d'abord dans un hôtel pendant la saison, puis à Jersey, pendant six mois par an au moment des travaux champêtres. Or, cette veuve ne bénéficie pas pendant les périodes intercalaires de chômage des allocations de l'Assedic ou d'aucune autre allocation. D'autre part, elle ne peut bénéficier de la sécurité sociale, régime agricole ou général, ni à Jersey ni en France, sauf assurance volontaire, dont les cotisations sont trop lourdes pour cette veuve pendant la période annuelle de chômage. Elle lui demande de quelle manière il pense pouvoir remédier à cette situation : 1° pour les allocations chômage ; 2° pour les prestations de la sécurité sociale.

Prisonniers de guerre (retraite anticipée).

24604. — 6 juin 1972. — M. Douzans expose à M. le ministre des anciens combattants qu'il apparaît aux observateurs les plus impartiaux que les prisonniers de guerre sont nettement défavorisés en matière de législation sociale par rapport aux anciens déportés. Cette discrimination est injustifiable. La très grande majorité de ces anciens prisonniers de guerre ont été privés de liberté pendant cinq ans. Peut-être serait-il temps que la nation leur témoigne une sollicitude plus grande que celle qui leur a été manifestée jusqu'à ce jour. Ne serait-il pas opportun de prévoir que l'ancienneté requise pour pouvoir bénéficier d'une retraite professionnelle au taux plein, serait réduite d'un an par année de captivité. Il semble que l'avancement de cette entrée en jouissance de la retraite serait une mesure équitable de réparation du préjudice subi qui se manifeste soit par un vieillissement précoce, soit par des séquelles tardives mais évidentes de la captivité. Il lui demande quelle suite il se propose de réserver à cette requête.

Lotissement (cession gratuite de terrain aux communes).

24619. — 6 juin 1972. — M. Phillibert expose à M. le ministre de l'économie et des finances les difficultés rencontrées dans la pratique notariale pour faire publier au bureau des hypothèques les cessions gratuites de terrain, ordonnées par le ministère de l'équipement. En effet, c'est à l'occasion de délivrance de permis de construire, et dans le cas d'arrêté de lotissement, que l'arrêté préfectoral conditionne son autorisation à la cession gratuite, préalable, d'une parcelle de terrain. Cette obligation de cession est presque dans tous les cas, rédigée comme suit : « ladite cession sera constatée par la publication du présent arrêté au bureau des hypothèques ». Or, certains conservateurs des hypothèques (à Aix-en-Provence, un sur deux, à Marseille, deux sur quatre) refusent la publication de l'arrêté préfectoral pour la raison que le préfet ne peut pas obliger un maire à accepter une cession gratuite. Certains conservateurs acceptent la publication, mais refusent de porter le numéro cadastral de la parcelle cédée, à la fiche de la commune ; ce numéro reste donc au fichier au nom du lotisseur. Quant aux maires, ils refusent systématiquement d'accepter ces cessions. Dans ces conditions, l'arrêté ne peut pas être exécuté et comme la cession est une des conditions imposées aux lotisseurs, il devient impossible de demander la délivrance du certificat administratif, prévu par l'article 9 du décret du 31 décembre 1958. Cela met la pratique notariale dans des difficultés souvent inexplicables. Il lui demande s'il n'estime pas que, pour résoudre ces difficultés, une formule qui pourrait approximativement être la suivante apporterait une solution : « ladite cession sera constatée par la publication du présent arrêté au bureau des hypothèques et par la mise de la parcelle cédée au fichier de la commune avec la condition suspensive que la commune accepte ladite cession ». De cette manière, la cession sera bien portée au fichier de la commune sous condition suspensive de l'acceptation du maire et, en conséquence, l'arrêté sera exécuté.

Allocation d'orphelin.

24620. — 6 juin 1972. — M. Paquet attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les termes du chapitre V-2 du code de la sécurité sociale relatif à l'allocation d'orphelin. Il lui précise à ce sujet qu'un jugement déclaratif d'absence entraîne une longue et coûteuse procédure que beaucoup de femmes hésitent à engager, et lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative pour que cette allocation soit attribuée automatiquement lorsque la preuve est apportée que l'un des parents a été « financièrement absent » pendant deux années consécutives.

Education physique (examen du professorat).

24621. — 6 juin 1972. — M. Rossi attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) sur les conditions d'organisation de l'examen de première partie du professorat d'éducation physique et il demande pour quelles raisons la session de rattrapage n'a pas été prévue pour les candidats ayant été malades ou ayant été accidentés, alors que cette session a été prévue en 1969.

Bouchers (malaise de la profession).

24623. — 6 juin 1972. — M. Pierre Bas attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le malaise des bouchers de Paris. Il semble, a priori, que toute profession commerciale devrait pouvoir répercuter les hausses du prix d'achat sur le prix de vente. Tout autre système est artificiel et ne peut qu'engendrer des difficultés. S'il doit y avoir taxation, procédure d'ailleurs difficile à manier et peu efficace, ce serait plutôt à l'amont, c'est-à-dire au niveau de la vente par le producteur, qu'à l'aval, au niveau du boucher. De surcroît, il serait bon de bannir de la terminologie des services administratifs, des termes péjoratifs, du genre de « profiteur », qui datent d'une autre époque, celle de l'oppression, et ne peuvent que troubler et indigner les citoyens d'une corporation honnête et estimée. Il lui demande ses intentions dans ces divers domaines.

Protection des sites (la cité fleurie).

24624. — 6 juin 1972. — M. Stehlin expose à M. le ministre des affaires culturelles l'émotion que soulève parmi la population parisienne concernée la menace qui pèse sur la cité fleurie, boulevard Arago. Cet emplacement, havre de silence et de verdure, dans un quartier envahi par les immeubles modernes, est, en particulier, le refuge de vingt-neuf artistes. L'argument invoqué pour la suppression de cet ensemble auquel le public parisien est sentimentalement très attaché, est qu'il ne pourrait bénéficier de la protection assurée aux espaces verts parce qu'il se composerait de deux parties, chacune inférieure à 1.000 mètres carrés. Or, il est apparu, à la suite d'un relevé effectué sur place, qu'il s'agissait d'un seul espace vert de 1.950 mètres carrés, et qu'on ne saurait qualifier de cour intérieure un espace planté d'arbres qui, en réalité, fait partie de l'ensemble. En vue d'assurer le règlement définitif de cette question, dans le sens que souhaitent les parisiens attachés à la beauté de leur ville, il est demandé à M. le ministre des affaires culturelles de bien vouloir se prononcer pour le classement du site en cause.

Bruit (insonorisation d'une école maternelle).

24630. — 6 juin 1972. — M. Dupuy expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, la situation devant laquelle se trouve la commune de Villeneuve-le-Roi. Classée prioritaire pour la construction d'une école maternelle de quatre classes, elle a reçu, en date du 31 mars 1972, l'arrêté de subvention sur la base du décret n° 63-1374 du 31 décembre 1963. La commission départementale des constructions scolaires a imposé l'insonorisation des bâtiments étant donné la situation de la commune de Villeneuve-le-Roi, classée en zone de bruit, dû à la proximité de l'aéroport d'Orly. Le montant de ces travaux s'élève à la somme de 172.080 francs. Il lui demande s'il lui semble juste et normal d'imposer une dépense complémentaire aux collectivités locales pour l'insonorisation des bâtiments, les populations intéressées étant déjà pénalisées par le bruit subi. L'Assemblée nationale a été informée de l'intention du Gouvernement de soumettre au Parlement un projet de loi-cadre sur ces questions ; vingt-deux maires riverains groupés ou seul du comité de défense des riverains de l'aéroport d'Orly ont adressé à M. le

ministre un memorandum présentant des propositions sur le contenu de cette loi-cadre. Il lui demande : 1° s'il envisage d'attribuer une subvention complémentaire couvrant le montant des travaux d'insonorisation comme l'a demandé le conseil municipal de cette commune ; 2° quelle suite li entend donner aux propositions sur le contenu de la loi-cadre.

Armée (indemnité d'expatriation en Allemagne).

24637. — 6 juin 1972. — M. Longueue demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, s'il peut lui indiquer : 1° le nombre des militaires ayant séjourné en république fédérale d'Allemagne entre le 6 mai 1956 et le 10 octobre 1963 qui, ayant pu déposer avant le 1^{er} janvier 1964 une demande de recours gracieux ou contentieux, ont perçu au cours de l'année 1970 le montant du rappel de l'indemnité d'expatriation en Allemagne ; 2° le nombre total des personnels militaires ayant séjourné en république fédérale d'Allemagne au cours de la même période qui prétendent au rappel de cette indemnité.

Région parisienne.

15233. — 26 novembre 1970. — M. Odru attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation de la région parisienne. La politique gouvernementale dans les domaines des transports, de l'industrialisation, du logement, de l'enseignement notamment, provoque le mécontentement légitime des habitants. Le statut actuel de la ville de Paris, comme celui du district, empêchent l'expression de la volonté populaire, cependant que les collectivités locales (communes et départements) supportent des charges écrasantes en raison des transferts opérés sur elles par l'Etat. C'est pourquoi il lui demande si le Gouvernement entend enfin changer sa politique parisienne pour permettre la satisfaction des besoins de sa population. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Aménagement du territoire.

15404. — 3 décembre 1970. — M. Stehlin demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles mesures sont envisagées pour améliorer la situation économique de l'Alsace de manière à ce que les travailleurs de ces deux départements puissent trouver sur place les emplois nécessaires. Il lui demande notamment quels sont les projets d'industrialisation prévus à court et à moyen terme pour cette région ainsi que les mesures envisagées pour soutenir les petites et moyennes entreprises. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Abattoirs.

18056. — 30 avril 1971. — M. Odru demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural quelles conclusions il entend tirer du rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur le scandale de La Villette. Ce rapport établit, de manière indubitable, la responsabilité de l'Etat. Il met en cause la responsabilité des ministères de tutelle dans la dilapidation de 950 millions de francs. De plus, le rapport sénatorial s'inscrit en faux contre les affirmations produites à la tribune de l'Assemblée nationale, le 16 octobre 1970, par M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement, affirmations selon lesquelles « cette affaire a suscité des critiques véritablement excessives ». Devant la gravité des faits établis par la commission sénatoriale d'enquête qui déclare que « le renom et l'autorité de l'Etat ne pourraient pas résister à une seconde affaire de La Villette », l'opinion publique exige des explications de la part du Gouvernement d'autant qu'aucun des ministres de tutelle responsables n'a encore publiquement reconnu ses torts ni même, semble-t-il, envisagé de donner sa démission. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Vieillesse.

20850. — 10 novembre 1971. — Mme Valliant-Couturier rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les personnes âgées constituent une catégorie de Français et de Françaises particulièrement défavorisée pour le plus grand nombre. En effet, un tiers des personnes de plus de soixante-cinq ans vit avec moins de 10 francs par jour. Elle estime particulièrement injuste de perpétuer d'année en année leur misère en réajustant de 100 francs, en octobre, leurs très faibles allocations et elle lui demande quelles

mesures il compte prendre pour : 1° qu'un coefficient de revalorisation de 15 à 20 p. 100 soit appliqué immédiatement à toutes les allocations et pensions, ainsi qu'au montant des salaires de référence pour le calcul des pensions et allocations de vieillesse ; 2° pour porter toutes les allocations et pensions de vieillesse à 450 francs par mois minimum ; 3° que soient abrogés les décrets de 1965 qui ont modifié, au détriment des personnes âgées, les modalités de majoration des pensions et allocations ; 4° que l'âge d'admission à la retraite au taux plein soit abaissé à soixante ans dans l'immédiat ; 5° que soit supprimée la T.V.A. sur les produits de première nécessité (eau, pain, lit) et qu'il y ait une réduction importante sur les produits de consommation courante (légumes, fruits, électricité, etc.). (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Tarifs publics.

20967. — 17 novembre 1971. — M. Robert Ballanger rappelle à M. le Premier ministre que, traitant le mardi 16 novembre devant l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie de la lutte contre l'inflation, il a notamment déclaré : « Cet objectif ne sera atteint que si chacun assume ses responsabilités. Il ne s'agit pas, en effet, de dire que les salaires commencent, ou que les prix commencent, ou que les marges commencent, il ne s'agit pas de dire : que les autres commencent, mais de commencer soi-même ». Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas annuler les hausses des tarifs publics intervenues ces derniers mois et renoncer à celles prévues pour les prochains mois. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Vin.

21076. — 23 novembre 1971. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural l'émotion suscitée à la suite des informations diffusées après la réunion du conseil des ministres à Bruxelles, suivant lesquelles la liberté d'importation serait accordée aux vins en provenance d'Algérie à destination de la Communauté économique européenne. Les droits de douane seraient également diminués de 40 p. 100 en leur faveur. Il lui demande : 1° quelles seront les conséquences de ces décisions sur le marché des vins en France ; 2° quelles seront les mesures proposées au conseil des ministres européens pour assurer la promotion des cours. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Emploi.

21131. — 25 novembre 1971. — M. Berthelot attire l'attention de M. le Premier ministre sur la détérioration constante de la situation de l'emploi dans le département de la Seine-Saint-Denis et l'accentuation du déséquilibre entre la population active et les postes de travail. Une nouvelle vague de fermetures d'entreprises et de licenciements massifs va encore aggraver la situation d'ici à juillet 1972. En conséquence, il lui demande quelles mesures d'urgence il compte prendre : 1° pour empêcher fermetures d'usines et licenciements ; 2° pour permettre la création en Seine-Saint-Denis de 50.000 emplois en particulier dans le secteur secondaire. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Sports.

21430. — 14 décembre 1971. — M. Fortuit rappelle à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) que les textes en vigueur sont notoirement insuffisants pour assurer une bonne protection des sportifs amateurs contre les risques d'accidents dont ils sont victimes. Il lui demande de lui faire connaître où en est le projet de loi relatif à l'assurance obligatoire des associations sportives. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Logement.

21582. — 18 décembre 1971. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de la justice que certains propriétaires ou certaines sociétés immobilières, voire certaines agences, réclament à toute personne candidate à la location d'un logement leur appartenant ou administré par eux, une justification de leurs émoluments, sous la forme du bulletin de salaire, de déclaration d'impôts, etc. Les sommes prélevées au titre de rémunération de frals, de caution, de loyer d'avance, sont suffisamment importantes semble-t-il lorsqu'un chef de famille effectue une location, pour que de nouveaux contrôles injustifiés

ne viennent pas aggraver leur situation. Il lui demande en vertu de quels textes et de quels principes de telles pratiques ont cours. Si ces textes existent, quelles mesures il compte prendre pour y remédier. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Vin.

22689. — 24 février 1972. — M. Roucaute rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que lors de l'émission télévisée du 10 février 1972 il a reconnu la nécessité d'abaisser les taux de T.V.A. appliqués à certains produits alimentaires. Il attire une fois de plus son attention sur le fait que le vin de consommation courante est taxé à un taux anormal, étant un des rares produits agricoles soumis à un taux de T.V.A. de 17,6 p. 100, alors que le taux général pour ces produits est de 7,5 p. 100 et soumis de plus à un droit de circulation de 9 francs par hectolitre. Par ailleurs, en Italie, ces mêmes vins sont soumis à une fiscalité de 6,30 p. 100 de leur valeur, soit 6 à 10 fois moins qu'en France. Dans le cadre du Marché commun les vins italiens et français ne sont pas soumis aux mêmes traitements fiscaux, le désavantage étant pour ces derniers. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réduire la fiscalité frappant abusivement les vins français de consommation courante et favoriser ainsi la baisse du prix de détail aux consommateurs. (Question orale, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Pollution de l'étang de Berre.

23586. — 13 avril 1972. — M. Rieubon expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement que depuis de nombreux mois la salubrité des eaux de l'étang de Berre n'a pas cessé de se dégrader, au point que l'on peut craindre très rapidement que cet étang ne meure biologiquement. Les populations et les municipalités du pourtour de l'étang de Berre sont très inquiètes de cette situation qui aura des répercussions extrêmement graves pour l'environnement de l'étang ainsi que pour sa flore et pour sa faune sous-marine. Il lui demande s'il peut faire prendre toutes mesures afin de connaître très rapidement les causes de cette pollution et quels remèdes il envisage d'y apporter. (Question orale, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Pensions de retraite civiles et militaires (contentieux avec les associations de retraités).

23827. — 26 avril 1972. — M. Sallenave expose à M. le ministre de l'économie et des finances que de nombreux problèmes concernant les retraités de la fonction publique, de l'armée et des collectivités locales restent sans solution depuis plusieurs années. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas d'organiser, avec l'ensemble des organisations représentatives intéressées, une table ronde permettant un plan précis permettant de régler ce contentieux ; 2° quelles dispositions figureront dans le projet de loi de finances pour 1973 qui permettront de régler un certain nombre de problèmes, et plus particulièrement : la poursuite de l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue ; l'application des conclusions de la commission Jouvin relatives à la pension de reversion et les dispositions nécessaires pour que les retraités puissent, en matière d'impôt sur le revenu, bénéficier d'un abattement de 10 p. 100 en considération des dépenses particulières qu'ils ont à supporter du fait de leur âge et de leur état de santé. (Question orale, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Exploitations agricoles (droits de préemption).

24304. — M. Baudon expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural les fâcheuses interprétations du mécanisme de la préemption en cas de vente par adjudication, résultant d'un texte mal adapté en la matière. L'article 790 du code rural précise expressément que le droit de préemption s'applique à toutes les formes d'allévation à titre onéreux, même si l'allévation est projetée sous forme d'adjudication. L'article 795 donne la possibilité pour le preneur de soumettre le prix et les conditions demandées au tribunal paritaire. L'article 799 prévoit, en cas d'adjudication volontaire ou forcée, la possibilité pour le bénéficiaire du droit de préemption de se substituer à l'adjudicataire dans un délai de cinq jours. Par sa déclaration, le preneur est substitué à l'adjudicataire. Cependant, on ne peut pas dire qu'il est encore acquéreur définitif. En effet, une surenchère peut être portée par un créancier,

un tiers ou même le premier adjudicataire. Or, le preneur ne peut demander au tribunal paritaire de modifier les conditions de la vente et, notamment, soutenir que le prix de l'adjudication est exagéré. On a écarté l'article 795 et donné libre cours à tous les abus. C'est ainsi que neuf ventes sur dix de biens ruraux donnés à bail se font par adjudication dans le but d'éviter l'acquisition par le preneur à un juste prix. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que : 1° l'article 795 soit appliqué à la vente par adjudication ; 2° l'article 799 soit modifié conformément à la proposition de loi n° 1056. (Question orale, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Commission départementale d'urbanisme commercial.

24372. — 25 mai 1972. — M. Aubert demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme les mesures qu'il compte prendre pour adapter le fonctionnement des commissions départementales d'urbanisme commercial en tenant compte des critères qui ont été retenus dans le texte instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, voté en première lecture par l'Assemblée nationale. Comme il ne s'agit pas uniquement d'organiser la protection sociale, mais aussi de préserver l'équilibre du secteur commercial, il paraît, en effet, indispensable d'élargir la compétence des commissions départementales d'urbanisme commercial, de rendre leur avis obligatoire sur toute implantation commerciale nouvelle dont la surface est soumise à la taxe additionnelle de solidarité, de renforcer la représentation des catégories professionnelles intéressées, notamment celles des chambres de commerce, et de leur donner voix délibérative. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

I. R. P. P. (bénéfices agricoles : élevages porcins).

24373 — 25 mai 1972. — M. Cornette demande à M. le ministre de l'économie et des finances : 1° à partir de quel seuil moyen, par grande région de production et par exploitation, les pores et truies sont retenus pour le calcul des bénéfices imposables au titre de 1970 en ce qui concerne les exploitants agricoles à la fois polyculteurs et éleveurs de pores ; 2° quelles sont les bases, notamment les éléments du coût de production, sur lesquels ont été établis les revenus forfaitaires moyens par tête d'animal ; 3° quelles sont les bases sur lesquelles sont établis, pour chaque exploitant, les effectifs porcins de 1970 ; 4° quelles sont les possibilités, pour les assujettis, d'obtenir une révision du forfait tel qu'il résulterait des dispositions nouvelles sur justifications comptables, notamment les éléments retenus en matière de T. V. A., sans que pour autant les agriculteurs éleveurs concernés soient tenus d'opter pour le régime de la déclaration contrôlée ; 5° quelles sont les possibilités pour ces mêmes assujettis d'obtenir des délais de paiement des impôts au titre de 1970 en raison de ces dispositions nouvelles et imprévisibles s'appliquant en 1972. Il lui demande en outre s'il n'y aurait pas lieu de reviser, par grandes régions de production, les seuils d'exonération applicables aux élevages porcins annexes d'exploitation de polyculture ainsi que le montant moyen de revenu par tête d'animal porcine. (Question orale renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Sociétés civiles immobilières (vente judiciaire aux enchères publiques).

24640. — 7 juin 1972. — M. Bégue appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les doléances du liquidateur d'une société civile immobilière, de caractère fermé, ayant eu pour unique objet la construction d'un immeuble collectif de six logements, prévus pour être dévolus aux associés, et qui ayant été victime d'un véritable abus de confiance, commis par l'entreprise générale à laquelle avait été confiée la réalisation de l'immeuble, a dû subir les dures conséquences d'une saisie immobilière suivie d'une vente judiciaire aux enchères publiques, provoquant la dissolution anticipée et la liquidation de la société, dont l'actif a été, ainsi, anéanti. Il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° si, en vertu de l'article 2852° du code général des impôts, le vendeur amiable d'un immeuble assujéti à la T. V. A. maître d'en fixer le prix, doit acquitter ladite taxe, sous réserve de l'exercice de son droit à déduction des taxes antérieurement payées par lui, il estime que le même régime est applicable en cas de vente aux enchères publiques sur saisie immobilière, cette dernière serait-elle convertie en vente volontaire ; ce qui serait contraire à l'interprétation de ses déclarations du 25 juin 1965. Lors de la discussion en première lecture, à l'Assemblée nationale, de l'article 8 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 ; 2° dans ces deux derniers cas, le prix

d'adjudication étant fixé hors du consentement du saisi et devant être entièrement colloqué aux créanciers inscrits, s'il ne passe pas que ce soit à l'adjudicataire qu'il appartient, conformément aux dispositions des articles 712, 716 et 748-2 du code de procédure civile, de payer, en sus du prix d'adjudication, et hors l'intervention du saisi, les droits d'enregistrement du jugement d'adjudication et la taxe de publicité foncière, ou si l'adjudicataire a revendiqué son assujettissement à la T. V. A., le montant de ladite taxe qui leur a été substitué ; 3° s'il ne juge pas pour le moins anormale l'extraordinaire complaisance d'un agent de ses administrations locales, qui a admis que, pour procéder à cette dernière formalité, la « liquidation de la T. V. A. » ait été effectuée par l'adjudicataire, exerçant frauduleusement le droit à déduction réservé au saisi, en utilisant des renseignements obtenus de ce dernier, préalablement à la vente, consistant au montant de la T. V. A. payée antérieurement sur l'achat du terrain et les travaux de construction déjà réalisés : l'adjudicataire ayant ainsi contrevenu sciemment aux dispositions de l'article 19 du décret n° 67-92 du 1^{er} février 1967, pris en application de l'article 17 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 susvisée ; 4° si, en tout état de cause, il juge équitable et licite que, dans le cas qui lui est soumis, l'adjudicataire s'octroie un rabais de 17,6 p. 100 sur le prix d'adjudication homologué par décision de justice, se réservant par la suite d'un droit à déduction d'une taxe qu'il n'a, en fait, pas payée, tout en privant le saisi, qui a cessé toute activité redevable de la T. V. A., du bénéfice de l'article 9 du décret n° 72-102 du 4 février 1972, issu de l'article 7-1° de la loi de finances pour 1972, lesquelles lui ouvrent droit à remboursement du montant des taxes, dont le droit à déduction n'a pu être exercé, en raison des circonstances.

Allocation d'orphelin (absence d'un des parents).

24646. — 7 juin 1972. — M. Boyer expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'article L. 543-5 du code de la sécurité sociale précise que l'allocation orphelin peut être attribuée à un enfant dont l'un des parents a été déclaré judiciairement absent au sens de l'article 115 du code civil. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire de modifier le texte sus-indiqué afin de substituer à une procédure d'absence longue et coûteuse la simple constatation indiscutable que le père est « financièrement absent » depuis deux ans.

Education spécialisée (infirmes moteurs et infirmes sensoriels).

24650. — 7 juin 1972. — M. de Montesquiou rappelle à M. le ministre de la santé publique (action sociale et réadaptation) que dans sa question écrite n° 18657 (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 2 juin 1971, p. 2269) il lui a demandé s'il pouvait lui préciser quelle est la portée des conditions posées à l'article 1^{er} de l'annexe XXIV quater au décret du 9 mars 1956 modifié par le décret du 16 décembre 1970, pour l'agrément par la sécurité sociale des établissements spécialisés d'éducation et de formation professionnelle pour les déficients privés de l'ouïe ou de la vue, et pour les déficients moteurs. Il lui demande s'il n'est pas en mesure de fournir, sans plus tarder, les indications demandées et de préciser la manière dont il entend résoudre complètement le problème de la prise en charge par les régimes d'assurance maladie des coûts de l'éducation spécialisée, en ce qui concerne les infirmes moteurs et les infirmes sensoriels.

Associations de jardins ouvriers.

24656. — 7 juin 1972. — M. Roucaute rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que le crédit affecté au remboursement partiel des dépenses d'aménagement des associations de jardins ouvriers a été supprimé, en 1972, au budget du ministère de l'agriculture (chap. 41-15). La protection de l'environnement naturel devant être sa préoccupation essentielle. Il lui demande, s'il n'envisage pas d'insérer dans son budget 1973 un crédit permettant d'assurer, en application de l'article 610 du code rural, le remboursement aux associations de jardins ouvriers des dépenses engagées pour l'aménagement de leurs jardins en vue de préserver et d'améliorer l'environnement naturel.

Taxes sur le chiffre d'affaires (taxe sur les dépenses de formation professionnelle).

24663. — 7 juin 1972. — M. Solson expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 239 de l'annexe II au code général des impôts prévoit que la taxe afférente aux dépenses

faites pour assurer la satisfaction des besoins individuels des dirigeants et du personnel des entreprises n'est pas déductible. Il attire son attention sur le fait que les dépenses de formation professionnelle ne se rapportent pas à la satisfaction des besoins personnels, mais visent à assurer la formation générale et professionnelle des travailleurs et leur meilleur emploi dans l'entreprise et concernent par conséquent l'intérêt général de l'entreprise. Il lui demande s'il peut lui préciser pour éviter toute divergence d'interprétation que les dépenses de formation professionnelle ne sont pas exposées pour la satisfaction des besoins individuels des salariés au sens de l'article 239, mais, pour la satisfaction de besoins d'ordre général, ainsi que le confirme la réglementation de la participation des employeurs à la formation professionnelle, notamment la formation interne à l'entreprise, résultant de la loi du 18 juillet et des décrets du 10 décembre 1971, et qu'elles ouvrent droit à déduction.

*Fiscalité immobilière I. R. P. P.
(plus-value sur la cession de terrain).*

24664. — 7 juin 1972. — M. Paul Duraffour expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation d'un contribuable qui cède à une société civile de construction une parcelle de près de quatre hectares environ, moyennant le prix de 20 francs le mètre carré environ. Ce terrain avait été donné par les auteurs du contribuable par voie de donation-partage en 1954, avec un domaine agricole. Il appartient à ses auteurs pour avoir été acquis par eux avant le 1^{er} janvier 1950. Ce contribuable a fait sa déclaration de plus-value en prenant pour base du prix de revient la méthode forfaitaire de 30 p. 100 du prix de cession, se basant sur la circulaire de l'administration 8 C 2121 du 1^{er} janvier 1971. Or, l'inspecteur des impôts, service de la fiscalité immobilière, prétend que ce mode de calcul pour la détermination plus-value ne peut s'appliquer qu'aux acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 1950 ou aux donations-partage de moins de trois ans, et en conséquence prend pour base l'évaluation du domaine agricole de la donation de 1954 au prorata des hectares. Le contribuable, lui, prétend qu'il a la possibilité d'opter pour la méthode d'évaluation forfaitaire qui lui est favorable du fait même qu'il a acquis ce terrain à titre gratuit postérieurement au 1^{er} janvier 1950, mais que ses auteurs en étaient propriétaires avant cette date. Il lui demande s'il peut lui préciser sa position sur la question dont il s'agit.

Assurance vieillesse des artisans.

24667. — 8 juin 1972. — M. Delelis expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les artisans ne peuvent prétendre au bénéfice d'une majoration de retraite pour avoir élevé des enfants. Il lui demande s'il peut l'informer des mesures qu'il compte prendre pour faire modifier la législation en vigueur et remédier ainsi à une situation injuste pour les artisans qui ont eu des charges de famille.

*Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(pension ou taux du grade).*

24669. — 8 juin 1972. — M. Alduy demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale s'il peut lui préciser la charge financière que représenterait pour le budget de l'Etat l'application des dispositions de l'article 6 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 à de nouvelles catégories d'invalides. Il lui demande s'il est en mesure de lui faire connaître le résultat des études annoncées dans sa réponse qui lui a été faite à sa question écrite n° 16958, publiée au Journal officiel du 29 avril 1971, en vue notamment d'étendre ces dispositions à certaines catégories de pensionnés militaires, d'invalides et victimes de guerre.

Anciens combattants (revendications).

24670. — 8 juin 1972. — M. Denvers demande à M. le ministre des anciens combattants s'il entend répondre favorablement aux pressantes et légitimes doléances exprimées par tous les anciens combattants et victimes de guerre et leurs associations représentatives tendant à obtenir l'application des textes législatifs et portés, pour l'essentiel, sur les points suivants : 1° application stricte du rapport constant ; 2° retour à l'égalité des droits à la retraite du combattant entre les diverses générations ; 3° défense des droits des veuves de guerre et ascendantes ; 4° retour à la proportionnalité des pensions d'invalidité inférieures à 100 p. 100 ; 5° retraite

proportionnelle au taux plein à soixante ans aux prisonniers de guerre ; 6° abrogation des forclusions existantes ; 7° reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Algérie, du Maroc et de Tunisie ; 8° rétablissement du 8 mai comme journée nationale fériée.

Fiscalité immobilière

(I. R. P. P. — plus-value sur cession de terrains).

24671. — 8 juin 1972. — M. Godon appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions des articles 3 et 4 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 prévoyant l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques de plus-values et de profits réalisés par les particuliers à l'occasion d'opérations faites dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé. Il lui rappelle notamment que les bénéfices réalisés par les personnes procédant au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant sont imposés (art. 4 de la loi du 19 décembre 1963) selon des modalités particulières et lui demande s'il peut lui préciser les modalités de calcul de la taxe sur plus-value exigible dans le cas suivant : le propriétaire d'un pavillon, bâti en 1940 et d'un terrain de 20 hectares composé de pré, verger, landes, broussailles, a vendu une faible partie de celui-ci en 1956, après lotissement suivant la méthode simplifiée. L'intéressé se propose de ne garder que le pavillon et 2 hectares de terrain et de vendre à une société de lotisseurs le reste de son terrain. Etant précisé que ce terrain, originellement en zone rurale, est actuellement classé en zone urbanisable, laquelle est formée d'un îlot entouré de constructions pavillonnaires autorisées et compte tenu de la date d'acquisition de la propriété se situant avant le 1^{er} janvier 1950, il lui demande s'il peut lui confirmer que la taxation de la plus-value foncière sera calculée sur la base de 70 p. 100 du prix de cession, et compte tenu du barème actuel de l'I. R. P. P., soit au maximum 29,4 p. 100, pour vente en 1972. Il lui demande en outre si les acquéreurs des terrains lotis, après aménagement aux frais de lotisseurs, pourront, en cas d'application de la taxe d'urbanisation prévue par l'article 61 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1976, en déduire le montant de la taxe sur plus-value foncière payée par le vendeur.

O. R. T. F. (syndicats).

24674. — 8 juin 1972. — M. Marcus rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) qu'il avait déjà attiré son attention (question écrite n° 18339, réponse parue au Journal officiel des Débats de l'Assemblée nationale du 21 août 1971, p. 3915) sur le fait que les très nombreuses apparitions du secrétaire général de la C. G. T. à la télévision pouvaient presque laisser croire que cette organisation bénéficiait d'une quasi exclusivité. Cette année encore, les téléspectateurs ont eu l'impression, qu'en vue de la grève du 7 juin, le même secrétaire général monopolisait à nouveau le petit écran, à tel point que l'échec partiel de cette grève ne peut en aucun cas être imputé à la télévision. S'il est normal que les dirigeants d'une centrale syndicale puissent expliquer aux téléspectateurs les motifs de leur action, il aurait été non moins normal que les dirigeants de toutes les autres confédérations, qu'elles soient ouvrières ou de cadres, aient eu la même possibilité d'expliquer pourquoi elles ne s'associaient pas à cette action. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de tout mettre en œuvre pour assurer la libre expression de toutes les tendances syndicales sur les antennes de l'O. R. T. F.

Allocation d'orphelin (conditions d'attribution).

24678. — 8 juin 1972. — M. Michel Duraffour attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur certaines anomalies particulièrement regrettables auxquelles donne lieu l'attribution de l'allocation d'orphelin instituée par la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970. La condition de non-imposition prévue pour l'octroi de l'allocation dans le cas d'un enfant orphelin de père ou de mère limite considérablement le champ d'application de la loi et permet d'assimiler l'allocation à un secours plutôt qu'à une véritable prestation familiale. En outre, en raison du système du quotient familial appliqué pour le calcul de l'impôt sur le revenu, un enfant dont la filiation n'est établie qu'à l'égard de sa mère n'ouvre droit à l'allocation que si l'intéressée a un revenu inférieur au seuil d'imposition correspondant à deux parts, alors qu'un enfant orphelin de père ouvre droit à l'allocation dès lors que le revenu de sa mère veuve est inférieur au seuil d'imposition correspondant à deux parts et demie. Cela entraîne une distorsion profondément regrettable. Il convient de souligner, également, la situation pénible qui est faite aux femmes abandonnées, divorcées ou séparées, placées dans l'impossibilité matérielle d'apporter la

preuve de l'absence de leur conjoint au sens de l'article 115 du code civil et qui, de ce fait, se trouvent évincées du bénéfice de l'allocation. Enfin, il semble que, dans certains cas, l'attribution de l'allocation d'orphelin ait pour effet de supprimer le bénéfice de l'allocation d'aide sociale d'un montant à peu près équivalent. Il lui demande s'il n'estime pas opportun que soient apportées aux textes en vigueur les modifications susceptibles de mettre fin à ces anomalies et de donner à l'institution de cette allocation sa pleine efficacité.

Allocations (plafond de ressources).

24681. — 8 juin 1972. — M. Briane, se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 22705 (*Journal officiel*, débats A. N. du 27 avril 1972, p. 1094) fait observer à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que, d'après les termes de cette réponse, les indemnités et allocations à caractère social, telles que la majoration pour tierce personne versée aux titulaires de certaines pensions d'invalidité ou de vieillesse, et les bourses d'enseignement accordées pour toute la durée de la scolarité doivent être considérées comme des revenus au sens de l'article 1^{er} du décret n° 61-687 du 30 juin 1961 et, en conséquence, être incluses dans les ressources retenues pour le calcul de l'allocation de logement. Or, dans sa circulaire DAS/C 7036 en date du 10 avril 1972, relative à l'application de l'article 1106-8 du code rural, concernant les exonérations partielles de cotisations prévues dans le régime d'assurance maladie des exploitants agricoles, M. le ministre de l'agriculture donne des instructions selon lesquelles ne doivent pas être prises en considération, pour l'application de l'article 1106-8, les ressources qui ont un caractère de réparation ou de dédommagement d'un préjudice subi, ou de remboursement forfaitaire de frais déterminés, ou procédant de l'aide sociale, étant notamment considérées comme telles : les majorations de pensions pour tierce personne, d'une part, et les bourses d'enseignement, d'autre part. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que soient harmonisées les règles appliquées par les divers ministères intéressés pour la détermination des ressources devant être prises en considération, en vue de l'attribution de certains avantages, telle que l'allocation de logement ou l'octroi d'exonération de cotisations et que, d'une manière générale, les indemnités et allocations ayant un caractère de compensation de certaines charges, ou de réparation d'un préjudice subi, ou de remboursement de frais déterminés, ne soient pas considérées comme constituant des ressources.

Habitations à loyer modéré (conseils d'administration des offices):

24682. — 8 juin 1972. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que l'article 1^{er} du décret n° 63-1245 du 19 décembre 1963 relatif aux conseils d'administration et aux commissions d'attribution des logements des offices publics d'H. L. M. a substitué aux dispositions de l'ancien article 164 du code de l'urbanisme et de l'habitation, abrogé par l'article 9 dudit décret, des dispositions réglementaires qui ont profondément modifié la composition des conseils d'administration desdits offices. Ces dispositions ont eu, notamment, pour effet de supprimer la présence dans le conseil d'administration de deux locataires élus par les locataires des immeubles gérés par l'office, et d'un membre élu par le conseil d'administration de l'union départementale des associations familiales. Il lui demande quels motifs ont déterminé le Gouvernement à exclure ainsi du conseil d'administration des offices d'H. L. M. les représentants des locataires, ainsi que celui de l'union départementale des associations familiales et s'il n'envisage pas de revoir ce problème, étant fait observer qu'au moment où le Gouvernement manifeste son intention de poursuivre dans tous les domaines une politique de participation, il semble anormal de refuser aux représentants des locataires des immeubles d'H. L. M. la possibilité de participer dans une certaine mesure à la gestion de ces immeubles.

Baux commerciaux (T. V. A.).

24689. — 8 juin 1972. — M. Cousté attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le cas des locataires des locaux à usage industriel et commercial. Le code général des impôts laisse aux bailleurs de locaux commerciaux la possibilité d'opter pour l'assujettissement à la T. V. A. Dans la majeure partie des cas, l'option du bailleur pour la T. V. A. est favorable au locataire qui peut récupérer la T. V. A. Pourtant certains propriétaires refusent d'opter pour la T. V. A. et pénalisent ainsi les preneurs. Il conviendrait donc d'étudier un système permettant d'obliger les propriétaires de locaux commerciaux ou de locaux industriels à

opter pour la T. V. A. lorsque le locataire le demande. Il lui demande si un tel système a été étudié, et quels sont les arguments de caractère technique qui peuvent justifier son adoption ou son rejet.

Pensions de retraite (préretaire).

24691. — 8 juin 1972. — M. Alain Terrenoire rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'article 1^{er} du décret n° 64-165 du 24 février 1964 dispose : « Lorsqu'ils n'exercent pas une activité relevant d'un régime obligatoire de sécurité sociale, les périodes pendant lesquelles les titulaires de l'allocation spéciale (préretaire) bénéficient de cet avantage sont assimilées, tant en ce qui concerne l'ouverture que le maintien des droits des intéressés aux prestations de sécurité sociale aux périodes visées au d du III de l'article 74 du décret du 29 décembre 1945 modifié. » L'alinéa d du paragraphe III de l'article 74 du décret du 29 décembre 1945 modifié stipule : « Pour l'application de l'article L. 342 du code de la sécurité sociale (établissement du droit à pension) sont comptées comme périodes d'assurance, depuis le 1^{er} juillet 1930, pour l'ouverture du droit à pension : « d) Chaque trimestre civil comportant au moins cinquante jours de chômage involontaire constaté. » Il résulte de ces deux dispositions combinées que la préretaire est prise en considération pour l'établissement du droit à pension, à la condition que pendant la période l'intéressé n'ait pas exercé une activité relevant d'un régime obligatoire de sécurité sociale. Dans la mesure où le postulant aurait pu à la fois bénéficier de la préretaire et d'un emploi salarié portant affiliation à un régime obligatoire de sécurité sociale, la préretaire ne pourrait donc être prise en considération dans l'établissement de l'ouverture du droit à pension. Cette solution est logique puisqu'une même période ne peut être calculée deux fois. Le problème se pose cependant de savoir quel montant de rémunération serait pris en considération pour le calcul de la valeur de la pension de retraite à soixante-cinq ans. Au vu des textes on peut estimer que le calcul devrait s'effectuer sur le montant cumulé de la préretaire et du salaire. En effet, bien que portant le titre d'allocation spéciale, cette allocation pourrait être considérée comme différente à la fois de la retraite et de l'allocation de chômage puisqu'elle entraîne radiation de la liste des demandeurs d'emploi. Il semble que l'administration n'ait jusqu'à présent pas adopté de solution à ce sujet. Il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne le problème qu'il vient de lui exposer.

Chasse (taxe sur les chasses gardées).

24696. — 8 juin 1972. — M. Alain Peyrefitte attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le montant dérisoire, eu égard au prix des actions de chasse, du plafond de la taxe sur les chasses gardées, actuellement fixée à 15 centimes par hectare. Sans surestimer l'importance de cette ressource pour les finances communales, il lui demande s'il n'envisage pas de porter le plafond de cette taxe à un niveau plus conforme à son taux, qui est de 3 p. 100 de la valeur locative ou du prix de location des chasses.

Routes (routes nationales secondaires).

24698. — 8 juin 1972. — M. André-Georges Voisin signale à M. le ministre de l'économie et des finances que pour présenter à une assemblée départementale le texte voté par la loi de finances 1972, complété par le décret publié au *Journal officiel* du 25 avril 1972, et concernant le déclassement des routes nationales secondaires, un certain nombre d'éléments ont besoin d'être précisés. Il lui demande : 1° si la subvention moyenne par kilomètre de routes transférées sera versée annuellement et pour quelle durée. Une assemblée départementale ne peut pas s'engager si le transfert demandé n'est compensé par une subvention assurée que pendant quelques années ; 2° si les départements qui auront accepté le transfert auront la possibilité de porter tout ou partie de l'indemnité versée par l'Etat en annuités de remboursement d'emprunt.

Pensions de réversion (majoration).

24699. — 8 juin 1972. — M. de Poulpique expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales la situation des veuves, dont la pension est la moitié de celle d'ancienneté de leur mari. Cette pension ne représente même pas la moitié des émoluments du défunt, car les traitements attachés aux ordres militaires et à la retraite du combattant ne sont pas réversibles. Au moment où ses ressources diminuent brutalement de moitié, la veuve doit faire face à des

dépenses supplémentaires : les frais de dernière maladie de son époux qui ne sont pas entièrement remboursés par la sécurité sociale, les obsèques, le deuil, le changement de résidence souvent imposé par la diminution des ressources. D'autre part, ne sont pas réduites de moitié les dépenses qui restent les mêmes : le logement, le chauffage, l'éclairage, l'automobile qui n'est plus à notre époque un article de luxe mais un instrument de travail. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'octroyer à la veuve 60 à 66 p. 100 de la pension du conjoint décédé.

Veufs (de femmes fonctionnaires).

24706. — 9 juin 1972. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le droit à la pension de réversion n'est pas accordé aux veufs de femmes fonctionnaires. Or, M. le Premier ministre, dans une récente déclaration devant l'Assemblée nationale, a souligné la volonté du Gouvernement de lutter contre le « misérabilisme » et les inégalités. Il lui demande si, parmi les mesures nouvelles qui ont été annoncées, on ne peut pas inclure une disposition en faveur des veufs de femmes de fonctionnaires.

La Réunion (emploi).

24711. — 9 juin 1972. — M. Fontaine expose à M. le Premier ministre (départements et territoires d'outre-mer) qu'il n'a pas l'outrecuidance d'appeler son attention sur le problème épineux et angoissant de l'emploi qui constitue la préoccupation majeure des élus du département de la Réunion. Dans ces conditions, il lui demande s'il lui paraît normal que, pour compléter le personnel départemental dans des emplois subalternes, il soit fait appel à des métropolitains à qui il est offert un contrat, alors que sur place il existe de nombreux réunionnais ayant la qualification requise pour occuper de tels postes. Il lui dit son étonnement de constater qu'il est ainsi pourvu à des emplois de journaliers de service, de laborantines, de sages-femmes, d'infirmières, tous emplois pour lesquels il est dispensé sur place une formation professionnelle parfaitement valable.

Formation professionnelle (diplômes).

24712. — 9 juin 1972. — M. Fontaine demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales de lui faire connaître s'il lui paraît normal et réglementaire qu'une dame admise à suivre au titre d'auditrice libre, un stage de formation professionnelle dans un centre F. P. A. ad hoc et ayant satisfait, dans ces conditions, à la fois aux exigences de scolarité et d'examen qu'elle a subi avec succès, ne puisse pas se voir délivrer un diplôme sanctionnant sa qualification dans la discipline considérée, au seul motif qu'elle n'avait pas suivi ledit stage comme stagiaire à part entière. A un moment où les voix les plus officielles prônent la promotion sociale par la formation continue et continuée, une telle décision ne se comprend pas et mérite de plus amples explications.

Administrations et entreprises publiques (contrôle sur leurs œuvres sociales).

24713. — 9 juin 1972. — M. Giacomini demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique : 1° quelles sont les conditions de fonctionnement et de financement, et les modalités de contrôle du Gouvernement sur les différentes œuvres sociales des ministères, de l'administration des services publics et offices publics tels que la Régie Renault, la Société nationale des chemins de fer français, Electricité de France - Gaz de France ; 2° s'il peut lui préciser en vertu de quelle décision Electricité de France - Gaz de France serait autorisée à prélever abusivement 1 p. 100 du prix du kilowatt sur les consommations d'énergie électrique payées par les particuliers et les industries, au profit de ses œuvres sociales ; 3° les privilèges étant abolis depuis 1789, quelles mesures il compte prendre pour faire cesser un tel privilège, qu'il considère comme scandaleux, accordé à Electricité de France et peut-être à d'autres organismes publics.

Pilotes (surdité bilatérale).

24716. — 9 juin 1972. — M. Nollou expose à M. le ministre des anciens combattants le cas des pilotes de l'armée de l'air et de l'aéronavale, pensionnés définitifs à 100 p. 100 H. G. dont l'infirmité principale est au taux de 90 p. 100 avec le diagnostic « surdité bilatérale de type perception » non améliorable, origine par preuve, maladie contractée à l'occasion du service. Il lui

demande s'il entend intervenir auprès de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre afin que ce personnel navigant ayant effectué au moins 2.500 heures de vol en services aériens commandés puisse bénéficier du « statut de grand invalide ». Cette infirmité reconnue par les spécialistes du corps médical est en effet due aux vols à haute altitude effectués avant 1938 sur appareils sans cabine pressurisée et sans inhalateur d'oxygène.

Pollution (moteurs diesel).

24727. — 9 juin 1972. — M. Icart attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur la faiblesse de la réglementation actuelle, encore aggravée par l'insuffisance des contrôles, en ce qui concerne le réglage et l'entretien des moteurs diesel. A cet égard, il lui demande quelles sont les mesures appropriées qu'il compte mettre en œuvre afin que les émissions de gaz d'échappement polluants provenant des moteurs diesel soient réduites au minimum ; de telles mesures s'imposent en effet dans les plus brefs délais pour faire cesser ce type de nuisances occasionnées actuellement par les poids lourds en circulation.

Formation professionnelle (anciens combattants d'A. F. N.).

24728. — 9 juin 1972. — M. Durieux attire d'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation de certains anciens combattants d'Afrique du Nord qui font des stages de deux ans au titre de la formation professionnelle des adultes et dont la rémunération est déterminée au début de leur stage sans possibilité d'augmentation, alors que le coût de la vie est en hausse. Il lui demande si leur rémunération ne pourrait pas être indexée sur le S. M. I. C. qui prend en compte l'augmentation du coût de la vie.

Allocation de logement (bases de calcul).

24134. — 16 mai 1972. — M. André-Georges Volsin expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales la question suivante : depuis le 1^{er} juillet 1966, soit bientôt six ans, les plafonds servant au calcul de l'allocation de logement n'ont pas été modifiés. Pour une famille de deux enfants, le plafond mensuel est fixé à 300 francs pour un locataire et à un montant variant de 100 francs à 300 francs, en fonction de la date de première occupation du logement, pour une personne accédant à la propriété. Ces plafonds, qui étaient peut-être justifiés il y a six ans, ne correspondent absolument plus aux charges locatives ou au remboursement d'emprunt supportés par les bénéficiaires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les plafonds servant au calcul de l'allocation de logement évoluent en fonction de la qualité du bénéficiaire dans les mêmes proportions que les loyers et les prix de la construction.

Invalides (stationnement dans les villes et vignette automobile).

24140. — 16 mai 1972. — M. Henri Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le cas des infirmes civils ayant droit à la carte d'invalidité, avec mention « station debout pénible ». Ceux qui ne peuvent bénéficier du pannonceau G. I. C. ne se voient accorder aucune facilité de stationnement dans les villes, ce qui entraîne des déplacements pénibles pour eux. D'autre part, ceux qui bénéficient de la vignette gratuite ne peuvent se procurer celle-ci qu'au bureau de l'enregistrement le plus proche de leur domicile, contrairement à la vignette payante, qu'on trouve dans toutes les recettes buralistes de France. Il lui demande si, sur ces deux points, des mesures ne pourraient être prises afin de témoigner de l'intérêt porté par la collectivité nationale aux invalides civils.

Allocation de logement (locataires acquéreurs de leur logement).

24147. — 16 mai 1972. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 août 1966. En vertu de ce texte le montant de l'allocation logement des personnes qui achètent l'appartement qu'elles occupent est considérablement réduit alors même que leurs ressources sont inchangées. Cette disposition est totalement incompréhensible de ceux qui en sont les victimes. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons qui justifient une telle disposition ; 2° s'il n'estime pas que le plafond retenu pour les personnes précitées devrait être le même que celui des allocataires acquéreurs de locaux d'habitations inoccupés.

Agriculture (ministère - recherche).

24163. — 16 mai 1972. — M. Brugnon demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural : 1° s'il est exact que, selon des échos reproduits par la presse, le secrétaire d'Etat à l'agriculture est déchargé des fonctions qui lui avaient été attribuées par le décret du 2 février 1971 en ce qui concerne la recherche, et que ces attributions relèvent désormais directement du ministre lui-même ; 2° quelles sont les principales voies qui doivent être abandonnées, si une sélectivité très stricte est appliquée dans le choix des programmes de recherches, comme le laissent penser les informations dont la presse s'est fait l'écho.

Ostréiculteurs (indemnité viagère de départ).

24192. — 17 mai 1972. — M. Cazenave demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural s'il n'estime pas opportun, en présence de la situation difficile dans laquelle se trouvent un certain nombre d'ostréiculteurs âgés, de mettre à l'étude la possibilité d'instituer en faveur des ostréiculteurs un régime d'indemnisation viagère de départ analogue à celui qui est prévu en faveur des agriculteurs par l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962.

Viande (cours du veau).

24199. — 17 mai 1972. — M. Chazelle appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur les graves inconvénients résultant, pour les éleveurs, des fluctuations des cours de la viande de veau. Dans ces conditions, il lui demande : 1° s'il n'estime pas nécessaire d'organiser globalement le marché de la viande par la création d'un office qui permettrait d'éviter la chute des cours ; 2° s'il ne lui apparaît pas nécessaire d'autoriser la S.I.B.E.V. à intervenir pour éviter une disparité continuelle des prix des veaux à la production.

Logement (salubrité).

24216. — 17 mai 1972. — M. Denvers rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la loi du 10 juillet 1970 renforce les moyens juridiques dont dispose le Gouvernement pour lutter contre l'habitat insalubre, et permet notamment de frapper de lourdes pénalités ceux qui louent à usage d'habitation des locaux insalubres. Lors de la discussion du projet de loi, M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et du logement avait d'ailleurs souligné que le « Gouvernement avait besoin que le Parlement lui donne les moyens de châtier ceux qui ont établi leur fortune sur la misère et la pauvreté ». Du vote du Parlement, il résulte que le nouvel article L. 45 du code de la santé publique donne au tribunal correctionnel la possibilité de punir d'une amende de 2.000 à 500.000 francs et d'un emprisonnement de six mois à trois ans, ou de l'une de ces deux peines seulement : a) les propriétaires ou locataires principaux qui auront renouvelé un bail ou reloué des locaux vacants dans un immeuble déclaré insalubre par le comité départemental d'hygiène, après notification de la délibération du préfet (art. L. 39) ; b) les personnes qui auront mis à disposition, à titre gratuit ou onéreux, aux fins d'habitations, des caves, sous-sols, combles et pièces dépourvues d'ouvertures sur l'extérieur, et n'auront pas déféré, dans un délai d'un mois, à la mise en demeure du préfet de mettre fin à cette situation (art. L. 43) ; c) les personnes qui auront mis à disposition des locaux ou installations présentant, même en l'absence d'une déclaration d'insalubrité, un danger pour la santé ou la sécurité de leurs occupants en raison de leur densité d'occupation ou de l'utilisation qui en est faite et n'auront pas satisfait à l'injonction du préfet de rendre ces locaux conformes aux prescriptions de son arrêté dans le délai fixé (art. L. 43-1). Alors que la loi a été promulguée depuis maintenant plus de 18 mois, la presse s'est fait l'écho de la gravité de la situation dans de nombreux foyers de travailleurs immigrés, notamment en région parisienne. Il lui demande : 1° combien d'injonctions, visant les articles L. 39, L. 43 et L. 43-1 du code de la santé publique ont été faites par les préfets ; 2° combien de poursuites, au titre de l'article L. 45, ont été engagées par les parquets ; 3° quelles ont été les condamnations éventuellement prononcées à l'issue de ces poursuites.

Office de radiodiffusion-télévision française (magazine de « Vingt-quatre heures sur la deux » relatif au troisième âge).

24222. — 17 mai 1972. — M. Pierre Bas attire l'attention de M. le Premier ministre sur le magazine de Vingt-quatre heures sur la deux qui a réalisé une émission dans la série « La qualité de la vie »,

programmée le vendredi 12 mai dernier, consacrée au troisième âge. Au nombre des dix séquences que comportait cette émission, trois se déroulaient dans des institutions publiques pour personnes âgées. La première, tournée dans un ancien hospice de la région parisienne appartenant à l'administration générale de l'assistance publique, donnait un piètre visage des réalisations de la capitale en faveur des personnes âgées. La deuxième avait pour scène un foyer-résidence, équipé maintenant assez encurant et réalisé notamment à plusieurs exemplaires à Paris, mais le réalisateur, semblant ignorer ceux-ci, mettait en vedette la ville de Grenoble. La troisième concernait les grandes vacances et montrait le séjour idyllique offert par la municipalité de Gennevilliers aux personnes âgées. C'est dire que pour la masse des téléspectateurs une municipalité de gauche et une autre d'extrême gauche avaient réalisé ce que la majorité qui gère la capitale aurait été incapable d'offrir à ses anciens. C'est totalement inexact, mais c'est ce que les Français ont vu. Une telle partialité aurait pu passer pour fortuite si, dans la séquence consacrée aux grandes vacances, on n'avait vu apparaître en gros plan, sortant de la poche d'un vieillard qui dansait avec l'une de ses compagnes, le journal *L'Humanité*. Aussi il lui demande quelles mesures sont prises par la direction générale de l'Office de radiodiffusion-télévision française pour contrôler l'objectivité des émissions, s'il ne lui paraîtrait pas opportun qu'un contrôle systématique a posteriori soit exercé par des personnalités impartiales auxquelles seraient projetées les émissions, afin que les collaborateurs de l'Office de radiodiffusion-télévision française trop souvent dénués de scrupules soient assurés des remontrances ou des sanctions qui s'imposent. Dans le cas qui nous occupe, outre la publicité politique extraordinaire dont ont bénéficié deux municipalités, il lui demande comment l'Office entend récupérer la publicité clandestine effectuée en faveur du journal *L'Humanité*, organe du parti communiste.

Lait et beurre (prix à la production).

24273. — 18 mai 1972. — M. du Halgouët constate que l'augmentation du prix du lait autorisée à Bruxelles (8 p. 100) ne semble pas répercutée à la production du fait des charges supportées par les industries de transformation du lait, notamment en raison des contraintes qui leur ont été imposées au cours des derniers mois. Il demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural s'il peut immédiatement obtenir la suppression de toutes les taxes à l'importation sur la poudre de lait et l'ajustement du montant des restitutions pour l'importation du beurre en fonction de l'évolution actuelle du marché des produits laitiers.

Primes à la construction (non convertibles).

24280. — 19 mai 1972. — M. de Gastines expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme qu'une société civile immobilière de construction-vente (loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964, art. 28) réalise un groupe d'habitations sur un terrain acquis en 1969, se composant uniquement de pavillons individuels destinés à être vendus en l'état futur d'achèvement. Le permis de construire a été obtenu le 13 avril 1970 et une partie des lots a reçu suivant décision du 2 mars 1971 une décision d'octroi de primes convertibles en bonifications d'intérêts, dont certaines immédiates et d'autres différées. Les travaux ont alors pu commencer et cinq prêts spéciaux du Crédit foncier de France ont été obtenus directement aux noms des cinq premiers acquéreurs. Pour la tranche suivante, certains acquéreurs ayant manifesté l'intention de ne pas demander de prêt du Crédit foncier de France, certaines primes convertibles ont été supprimées par décision modificative du 16 décembre 1971. Ces acquéreurs avaient l'intention d'obtenir la prime non convertible mais est intervenu le décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 interdisant aux personnes morales de pouvoir demander cette prime non convertible et supprimant le bénéfice de la prime pour les constructions dont les travaux ont commencé avant l'accord de principe d'octroi. Il en résulte dans cette situation : d'une part, que la prime ne peut plus être demandée que par l'acquéreur, lequel ne peut valablement le faire que lorsqu'il est devenu régulièrement propriétaire après signature de la vente en l'état futur d'achèvement ; d'autre part, qu'en raison de l'achèvement obligatoire des fondations avant la conclusion du contrat de vente, ce commencement des travaux entraînera le refus de la demande de prime par l'acquéreur devenu propriétaire. En effet, en dépit de la loi du 16 juillet 1971, le Gouvernement semble devoir subordonner à l'achèvement des fondations avant la vente le maintien du bénéfice de la garantie intrinsèque d'achèvement prévue par les articles 22 et 23 et du décret n° 67-1366 du 22 décembre 1967, s'appliquant à la réalisation en cause. Les buts du décret du 24 janvier 1972 précisés dans la réponse à la question n° 22461 de M. Ansquer (*Journal officiel*, Débats A. N., du 22 avril 1972, page 952), à savoir : favoriser la

construction des maisons individuelles, améliorer l'économie des projets de construction, sont atteints dans la réalisation objet de la présente question, notamment au point de vue économique puisque certains pavillons, qui sont tous identiques, ont bénéficié de prêts spéciaux du Crédit foncier de France. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre pour supprimer dans ce domaine des primes non convertibles l'injustice dont souffrent les personnes qui font construire leur logement par l'intermédiaire d'une société de construction-vente, par rapport à celles qui le font directement de leur propre chef.

Etablissements scolaires (lycée Jean-Baptiste-Say).

24301. — 19 mai 1972. — M. Habib-Deloncle attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'émotion que les récents événements du lycée Jean-Baptiste-Say ont provoqué chez les parents d'élèves de ce lycée et sur les perturbations qu'ils ont causées dans les lycées environnants, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le fonctionnement normal de cet établissement et le rétablissement de l'esprit de tolérance mutuelle inhérent à la conception même de l'enseignement public.

Habitations à loyer modéré (loyers).

24303. — 19 mai 1972. — M. Michel Rocard attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les loyers pratiqués par certaines sociétés d'habitations à loyer modéré et qui dépassent largement les prix plafonds fixés par la législation en vigueur. Il attire notamment son attention sur les prix des loyers pratiqués tour Keller, 10, rue de l'ingénieur-Keller, à Paris (15^e), et lui demande en vertu de quelles dérogations la société d'habitations à loyer modéré propriétaire de cet immeuble impose aux locataires des loyers dépassant de 30 p. 100 les prix plafonds.

Fiscalité immobilière (T. V. A.).

24734. — 13 juin 1972. — M. Collette expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une personne ayant acquis en 1971 une parcelle de terrain de 1.489 mètres carrés dépendant d'un lotissement se propose d'acquérir en 1972 un lot voisin de 1.472 mètres carrés dépendant du même lotissement. Lors de la première acquisition, il a été pris l'engagement de construire prévu par l'article 1371 du code général des impôts, de telle sorte que cette mutation a été soumise à la taxe sur la valeur ajoutée et il est prévu dans l'acte d'acquisition de la seconde parcelle de substituer l'acheteur au vendeur dans l'engagement pris par ce dernier de construire une maison d'habitation et d'assujettir ainsi l'acquisition au régime de la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 5,28 p. 100. La surface des deux lots étant de 2.961 mètres carrés, l'acheteur se propose de demander que la seconde acquisition soit imposée au régime de la taxe sur la valeur ajoutée sur la valeur de 1.011 mètres carrés, soit le complément du second lot, pour parvenir à la superficie de 2.500 mètres carrés et que le surplus, soit 461 mètres carrés, soit imposé au taux normal de 16,60 p. 100. Le délai de construction du second lot expirant le 19 septembre 1974, il lui demande si, à l'expiration de ce délai, une seule maison ayant été édiflée alors que deux engagements avaient été contractés, il pourra être exigé un droit supplémentaire de 6 p. 100 sur la valeur des 461 mètres carrés qui sont en dehors du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée ou s'il sera exigé le complément des droits sur le lot acquis en second lieu.

Publicité foncière (taxe de remembrement).

24735. — 13 juin 1972. — M. Collette expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, par mesure de tempérament, il a été admis que l'acquisition d'un immeuble rural contigu à une propriété attribuée à l'acquéreur dans un procès-verbal de remembrement bénéficié du régime de faveur institué par l'article 3 de la loi du 26 décembre 1969, bien que les opérations de remembrement aient eu lieu moins de deux ans avant cette acquisition. Il lui demande s'il n'est pas possible d'admettre une pareille mesure lorsque l'acquéreur est propriétaire d'un immeuble rural contigu, lui-même acquis, en sa qualité de preneur en place, titulaire d'un bail à ferme, et que la mutation a été soumise au régime réduit de 0,60 p. 100, contre l'engagement pris de mettre les biens en valeur et de leur conserver leur caractère rural pendant un délai minimum de cinq ans. Il apparaît bien que l'acquisition d'un immeuble contigu entre dans le cadre d'une opération de mise en valeur des biens précédemment acquis et que cette mesure de tempérament s'inscrit dans la perspective voulue par le législateur.

Palais du Louvre (restauration des grilles).

24740. — 13 juin 1972. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre des affaires culturelles sur l'état dans lequel se trouvent les grilles du palais du Louvre situées rue de Rivoli et quai du Louvre, côté Est des bâtiments. Alors qu'une partie d'entre elles a été restaurée lors de l'établissement du fossé placé en-dessous de la colonnade de Perrault, une autre partie est restée dans un état d'autant plus consternant que le public peut aisément faire le rapprochement avec les grilles restaurées. Pour l'esthétique du palais du Louvre comme pour le renom de la capitale, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le nécessaire soit rapidement fait pour la remise en état de ces grilles vétustes.

Etang du Fret en Crozon (Finistère).

24742. — 13 juin 1972. — Mme Ploux demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qui est, à l'heure actuelle, propriétaire et, éventuellement, locataire de l'étang du Fret en Crozon (Finistère). Il semble que cet étang avait été loué pour quatre-vingt-dix-neuf ans à M. de B. par les domaines avec obligation d'entretien des ouvrages d'art. Aux dires de certains, d'autres locataires se seraient substitués à M. de B. et même disent quelques autres, l'étang aurait été vendu par l'Etat. Elle souhaite avoir des indications précises pour faire le point de cette affaire.

Police (bibliothèques).

24744. — 13 juin 1972. — M. Tomasini appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'opportunité de faciliter aux personnels de la police, notamment aux fonctionnaires des services actifs, les moyens de se cultiver et de se distraire, afin, pour reprendre l'expression de M. le Premier ministre, d'améliorer la qualité de la vie de ces personnels en leur facilitant les moyens de lire. A l'époque de l'audio-visuel, il convient de ne pas perdre de vue tous les avantages de la lecture. En l'occurrence il s'agirait de lectures attrayantes mais aussi instructives. C'est ainsi que beaucoup de jeunes gardiens de la paix et de jeunes C. R. S. souhaiteraient que l'on mit à leur disposition des livres de droit leur permettant de préparer les concours internes qui donnent accès à des emplois améliorant leur carrière. La mise à leur disposition d'un choix judicieux de livres devrait être facilitée au maximum. Cet avantage, non seulement ne ferait pas un double emploi avec les cours organisés par l'administration dans le but de permettre à ceux qui le désirent de se perfectionner mais permettrait aux organisateurs de ces cours de recevoir des élèves ayant déjà acquis certaines connaissances, ce qui faciliterait l'assimilation des matières enseignées. Or, bien souvent les bibliothèques créées par l'administration, surtout dans la région parisienne, se trouvent éloignées des points de service et contraignent les utilisateurs éventuels à des déplacements incommodes. L'aménagement de bibliothèques au niveau des arrondissements de la police municipale et des compagnies de C. R. S. serait donc très souhaitable. Cet aménagement poserait dans certains cas des problèmes pratiques d'installation tenant à la disposition des locaux. En général, cependant, ces difficultés ne paraissent pas insurmontables. Ainsi, à Paris, l'hôtel de police du 13^e arrondissement permettrait l'installation d'une bibliothèque de ce type. Par ailleurs, il serait souhaitable que les personnels soient, au préalable, consultés, au moyen d'un questionnaire très simple, sur la nature des livres dont ils aimeraient disposer. En effet, d'un arrondissement et d'une compagnie à l'autre les goûts peuvent être différents. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions qui précèdent.

Anciens combattants (revalorisations).

24748. — 13 juin 1972. — M. Tony Larue appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants sur le fait qu'au 1^{er} février 1972 la retraite des combattants de la guerre de 1914-1918 était de 376,20 francs, soit environ 1 franc par jour, tandis que celle des anciens combattants de la guerre de 1939-1945 était de 35 francs, soit environ 10 centimes par jour. Il lui demande les raisons de ces disparités. D'autre part, les anciens combattants ne peuvent prétendre obtenir une retraite quelconque avant soixante-cinq ans. De plus, ces pensions ne sont pas réévaluées au même rythme que les pensions du secteur civil, elles ne jouissent pas de majoration pour enfants, et les rappels de retraite ne sont pas revalorisés. En conséquence, il lui demande si, sur les points qui viennent d'être signalés, des améliorations ne pourraient rapidement intervenir.

Allocation de maternité.

24752. — 13 juin 1972. — **M. Maujéan du Gasset** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'en matière d'allocation de maternité les textes prévoient que toute naissance postérieure à la première doit se produire dans les trois ans de la précédente naissance. Or, cette réglementation appliquée depuis le 1^{er} janvier 1959 a pour effet de réduire les ressources de certaines familles, notamment les familles à revenu modeste. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisagerait pas de verser l'allocation de maternité sans qu'il soit tenu compte de la date de la précédente naissance.

Automobiles (ceintures de sécurité).

24754. — 13 juin 1972. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** : 1° s'il est exact que des études très approfondies sont actuellement poursuivies pour savoir quels seraient les avantages et les inconvénients d'une réglementation rendant obligatoire la fixation des ceintures de sécurité dans les voitures de tourisme en France; 2° si les travaux actuellement en cours sont concertés avec les autorités des Etats membres de la C. E. E.; 3° s'il a l'intention et sous quelle forme de rendre obligatoire l'emploi des ceintures de sécurité.

Pupilles de la nation (éducation).

24761. — 13 juin 1972. — **M. Destremau** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants** l'article 470 du code des pensions aux termes duquel « tous les pupilles de la nation ont droit à la prise en charge partielle ou totale de leur entretien et de leur éducation en cas d'insuffisance de leurs ressources ». Il doit signaler à ce sujet que l'imputation des crédits envisagée ne tient pas compte de l'accroissement des dépenses résultant, par la prolongation légale de la scolarité, du nombre croissant des pupilles suivant des études supérieures, ainsi que de l'augmentation du coût de la vie. En présence de la situation critique de certains offices, il lui demande s'il peut lui assurer que les droits des pupilles seront intégralement maintenus en particulier lors de la prochaine discussion budgétaire.

Meunerie (droit de mouture).

24763. — 13 juin 1972. — **M. Ducray** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la location des droits de mouture, qui était de 1 franc le quintal l'an dernier, est passée à 2 francs cette année. Il lui précise à ce sujet que le contingentement qui est imposé à la meunerie française, laquelle n'a pas de ce fait, dans la plupart des cas, renouvelé un matériel qui a souvent plus de cinquante ans de fonctionnement, rend de plus en plus difficile la concurrence avec les minoteries de Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse ou Italie qui sont équipées en matériel ultra-moderne, bien que dans ces pays la culture du blé ne soit pas excédentaire. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable sinon de supprimer totalement et immédiatement la règle du contingentement qui n'existe d'ailleurs dans aucun autre Etat de l'Europe occidentale, du moins d'apporter à ce principe un certain nombre d'aménagements afin d'éviter que ne soient définitivement découragés les professionnels de cette industrie.

Institut national des appellations d'origine (personnel).

24768. — 13 juin 1972. — **M. Spénale** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le projet de statut du personnel de l'I. N. A. O., mis au point par les services du ministère de l'agriculture et accepté par le syndicat des cadres de l'I. N. A. O. Devant l'impossibilité dans laquelle se trouve présentement l'I. N. A. O. de recruter de nouveaux ingénieurs pour occuper les postes vacants par suite du manque d'attraits des conditions d'engagement et de déroulement de carrière, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation en tenant compte de l'accord existant entre le ministère de l'agriculture et les intéressés et dans quels délais.

I. R. P. (feuille d'impôts).

24772. — 13 juin 1972. — **M. Albert Voisquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que parfois la feuille d'impôts concernant le revenu des personnes physiques est adressée au début de l'année suivant l'année normale d'émission

et que la date au-delà de laquelle s'applique la majoration de 10 p. 100 se trouve incluse entre le versement des deux acomptes provisionnels obligatoires de février et mai. Il lui demande, à cette occasion, s'il ne compte pas : a) soit éviter la répétition de tels faits, dans la mesure du possible; b) soit donner toutes instructions pour faciliter le paiement des trois échéances en cause.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (I. R. P. P.).

24773. — 13 juin 1972. — **M. Albert Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 195 du code général des impôts les contribuables célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfant à charge, titulaires d'une pension d'invalidité du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre égale ou supérieure à 40 p. 100 bénéficient d'une demi-part supplémentaire pour la détermination de leurs revenus imposables. Par contre, un veuf ou marié avec ou sans enfant se trouvant dans la même situation ne peut prétendre à cet avantage. Il lui demande si, pour supprimer cette discrimination regrettable à l'égard de cette catégorie d'invalides de guerre, il n'envisage pas que ceux-ci bénéficient, quelle que soit leur situation de famille, de la demi-part supplémentaire applicable au calcul de l'impôt sur le revenu.

Remembrement (vente de terrains remembrés).

24774. — 13 juin 1972. — **M. Antoine Call** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** l'étonnement des propriétaires agriculteurs ayant subi le remembrement par voie d'autorité, et qui ont effectué des ventes de terrain dans les cinq ans qui suivent cette opération, de se voir réclamer une imposition sur la plus-value. Cette imposition serait motivée par le fait d'avoir revendu une partie de ces terrains dans les cinq années suivant leur acquisition dans le cadre du remembrement. L'administration fiscale prétend à ce sujet considérer les attributions de remembrement comme des acquisitions à titre onéreux. Après une telle acquisition, il faut en effet attendre cinq ans pour bénéficier de la franchise d'impôt de plus-value à concurrence de 50.000 francs. Le bénéfice de cette franchise est refusé à ceux qui se sont vu imposer par le remembrement des déplacements de terrain. Cela revient à dire que le remembrement fournit l'occasion au fisc d'opérer un prélèvement sur le capital des propriétaires de façon discriminatoire par rapport à ceux qui n'ont pas subi l'opération du remembrement. Il lui demande en conséquence si l'opération du remembrement ne pourrait pas être considérée comme neutre du point de vue de l'imposition sur la plus-value fiscale.

*Notaires**(caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés).*

24779. — 13 juin 1972. — **M. La Combe** expose à **M. le ministre de la justice** qu'une loi du 12 juillet 1937, suivie d'un décret d'application en Conseil d'Etat, a institué, dans le notariat, une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires. En exécution de cette loi, les notaires versent à ladite caisse une cotisation patronale de 7,45 p. 100 des salaires de leur personnel et de 3 p. 100 des honoraires proportionnels qu'ils perçoivent sur les actes et contrats de leur ministère. Le versement de ces cotisations n'avait donné lieu, depuis la création de la caisse, à aucune difficulté, même de la part des administrateurs des offices notariaux nommés à la suite de mesures disciplinaires retirant provisoirement l'exercice de leur profession aux notaires suspendus. Par suite d'un sinistre particulièrement important d'un notaire des environs de Paris, suspendu par une longue durée, l'administrateur de son office, nommé par décision du tribunal, a été invité par la chambre de discipline dont il dépend à suspendre le versement à la caisse de retraite des cotisations patronales dues sur les salaires du personnel de l'étude et sur les honoraires proportionnels perçus sur les actes de cet office. Cette décision, prise par un organisme disciplinaire, soumis au contrôle du ministère de la justice, n'a fait l'objet d'aucun avis préalable à la caisse, ni de tentative d'arbitrage. La caisse a été contrainte, conformément aux textes qui la régissent, de poursuivre devant la commission de première instance du contentieux de la sécurité sociale. L'administration mise en cause a invoqué, pour se soustraire à ses obligations envers la caisse, l'article 27 de l'ordonnance du 23 juin 1945 relative à la discipline de certains officiers ministériels, qui prescrit que, pendant la durée de sa suspension, l'officier public ou ministériel doit payer à ses clercs et employés les salaires et indemnités de toute nature prévus par les conventions particulières ou collectives et par les règlements en vigueur. On ne conçoit pas comment un notaire suspendu, qui est privé de la gestion de son office, peut payer les salaires et indemnités diversés à des clercs et employés qui ne sont plus sous son autorité, d'autant que, par ailleurs,

l'administrateur perçoit les honoraires correspondant au travail de ces clercs et employés. L'ordonnance du 28 juin 1945, en son article 27, a un caractère anachronique évident et ne vise d'ailleurs pas les cotisations sociales dues par les employeurs. Par sa nomination, l'administrateur nommé par le tribunal devient employeur aux lieu et place du titulaire suspendu et, à ce titre, il doit être tenu au paiement des cotisations dues à la caisse de retraite. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour faire cesser cet état de chose qui crée un précédent fâcheux à un moment où le nombre des notaires, faisant l'objet de mesures de suspension, est particulièrement élevé.

Succession (héritiers créanciers de l'Etat).

24780. — 13 juin 1972. — M. Marcus expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les héritiers créanciers de sommes très modestes éprouvent parfois des difficultés pour justifier de leurs droits auprès des comptables publics. Les certificats d'hérité délivrés par les maires, admis pour les créances inférieures à 1.000 francs, nécessitent néanmoins des déplacements et des pertes de temps souvent hors de proportion avec les sommes à percevoir. Plus particulièrement, le service de l'hospitalisation à domicile de l'assistance publique à Paris, est amené à rembourser à des héritiers de malades décédés des frais médicaux et pharmaceutiques sur présentation des certificats d'hérité et pour des sommes souvent minimes (50 à 100 francs). Les ayants droit sont d'autant plus fondés à s'étonner de ce formalisme qu'ils ont souvent fait l'avance sur leurs deniers personnels des sommes qui leur sont dues. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'autoriser les comptables publics à procéder aux remboursements sur présentation du livret de famille, toutes les fois que la somme est modique et que la partie prenante est, soit le conjoint survivant, soit un enfant ou un ascendant au premier degré.

Veuves de guerre.

24787. — 13 juin 1972. — M. de Poulpiquet demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne pense pas utile de revaloriser les pensions des veuves de guerre, afin de les porter de l'indice 457,5 à l'indice 500. D'autre part, il serait souhaitable que les suppléments familiaux soient revalorisés. Enfin, il serait heureux si on pouvait supprimer les conditions de ressources pour l'obtention du supplément exceptionnel de pension octroyé aux veuves de guerre âgées ou malades, accorder la bonification de carrière pour les veuves de guerre entrées tardivement dans l'administration, unifier les régimes de pension civiles et militaires de retraite, octroyer la pension d'invalidité au taux du grade pour les veuves de guerre titulaires d'une pension mixte, accorder une allocation orphelin différentielle aux veuves chargées d'enfants dont les ressources dépassent légèrement le seuil de l'imposition sur le revenu, revaloriser les prêts sociaux de l'office nationale des anciens combattants.

Comités départementaux de l'environnement.

24794. — 14 juin 1972. — M. Fagot rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que les agriculteurs jouent un rôle essentiel dans la sauvegarde de l'espace qu'ils mettent en valeur par leur travail. Ils sont en particulier conscients des problèmes posés par la présence de plus en plus fréquente de citadins à la campagne. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de prendre en considération la suggestion qui lui a été présentée par la chambre d'agriculture de l'Isère, suggestion tendant à la création rapide de comités départementaux de l'environnement qui auraient pour rôle d'étudier et de promouvoir les conditions d'un équilibre harmonieux entre les désirs des ruraux et ceux des citadins, ce qui pourrait permettre un meilleur aménagement du territoire.

Allocation d'orphelin (aide sociale à l'enfance).

24803. — 14 juin 1972. — M. Alban Voisin expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'attribution de l'allocation d'orphelin se traduit souvent par une diminution des ressources du ménage qui l'obtient. Les trois exemples ci-après en font foi :

1° Mère célibataire avec trois enfants :

Ressources avant réduction de l'allocation d'aide sociale à l'enfance (allocation bénévole non comprise).

Allocations familiales	267,70 F
Allocation d'orphelin	185,20
Allocation d'aide sociale à l'enfance....	350

802,90 F

soit une moyenne économique de 200,72 F

Ressources de mai :

Allocations familiales	267,70 F
Allocation d'orphelin	185,20
Allocation d'aide sociale à l'enfance....	300

752,90 F

soit une moyenne économique de 188,22 F

2° Mère veuve avec six enfants :

Ressources avant réduction de l'allocation d'aide sociale à l'enfance (allocation bénévole non comprise).

Allocations familiales	1.020,10 F
Allocation d'orphelin	363,20
Allocation d'aide sociale à l'enfance....	370

1.753,30 F

soit une moyenne économique de 250,47 F

Ressources de mai :

Allocations familiales	1.020,10 F
Allocation d'orphelin	363,20
Allocation d'aide sociale à l'enfance....	90

1.473,30 F

soit une moyenne économique de 210,47 F

3° Mère veuve avec cinq enfants :

Ressources avant réduction de l'allocation d'aide sociale à l'enfance (allocation bénévole non comprise).

Allocations familiales	785,30 F
Allocation d'orphelin	308,65
Allocation d'aide sociale à l'enfance....	300

1.393,95 F

soit une moyenne économique de 232,32 F

Ressources actuelles :

Allocations familiales	785,30 F
Allocation d'orphelin	308,65
Allocation d'aide sociale à l'enfance....	150

1.243,95 F

soit une moyenne économique de 207,32 F

Il lui demande s'il ne pense pas que le montant de l'allocation d'orphelin ne devrait pas être compté dans le calcul des ressources permettant d'obtenir les allocations mensuelles d'aide à l'enfance.

Armes nucléaires (essais dans le Pacifique).

24820. — 14 juin 1972. — M. Léon Felix insiste auprès de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les conséquences désastreuses que comporte la poursuite des explosions nucléaires organisées par le gouvernement français dans l'océan Pacifique. En dehors du gouffre financier qu'elles ne cessent de creuser au détriment des œuvres de vie dont notre pays a tant besoin, les « expériences » du Pacifique font à juste titre l'objet d'une véhémence protestation non seulement des pays riverains, mais aussi de l'immense majorité des Etats. C'est ainsi qu'à la conférence sur la protection de la nature qui se tient à Stockholm, l'attitude du gouvernement français a été condamnée par 48 voix contre 2 et 14 abstentions. Il est scandaleux qu'un ministre français ait pu, à la télévision française, tenté de tourner en dérision un tel vote, ce qui dénote le mépris du Gouvernement pour l'opinion internationale. Il lui demande s'il n'entend pas mettre fin à une situation aussi préjudiciable à la France et appliquer enfin les recommandations adoptées par la plupart des pays sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère.

Enregistrement

(droits d'achat d'un terrain à bâtir qui devient non constructible).

24825. — 15 juin 1972. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation de l'acquéreur d'une parcelle de sol destinée à la construction d'une maison familiale qui se voit refuser le permis de construire au motif qu'entre la date d'achat et la date de dépôt de la demande de permis de construire, le terrain en question a été inclus, par arrêté préfectoral, dans une zone non constructible (zone où le C. O. S. = 0). Dans ce cas l'acquéreur se voit imposer des droits de mutation au taux normal à l'expiration du délai de quatre ans pendant lequel il aurait dû construire pour bénéficier du taux réduit. De ce fait non seulement l'acquéreur se voit privé du droit de construire, mais il doit acquitter des droits supérieurs. Devant l'anomalie évidente de cette situation, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter cette réalisation abusive.

Droits d'enregistrement (évaluation du prix du terrain).

24826. — 15 juin 1972. — **M. Boscher** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas suivant. Un petit industriel désireux d'installer son entreprise en région parisienne acquiert une parcelle au prix de 60 francs le mètre carré. Le terrain n'est que partiellement viabilisé et des travaux de remblaiement importants sont nécessaires. La liquidation des droits d'enregistrement est effectuée autoritairement par le service local sur un prix majoré, soit 80 francs le mètre carré. Il n'est pas fait état, par l'administration, d'une dissimulation partielle du prix (ce qui aurait été d'autant plus choquant que le vendeur occupe de hautes fonctions électives et se trouve au-dessus de tout soupçon à cet égard). Devant les réclamations de l'acquéreur le service local se borne à affirmer que le prix a été établi par référence à d'autres transactions et que le prix réellement pratiqué n'a rien à voir avec l'estimation. L'acquéreur est alors prié de reprendre contact avec l'inspecteur qui a établi l'estimation pour tenter de « trouver un arrangement ». Il lui apparaît qu'une telle manière de faire a, au plan économique, une fâcheuse tendance à pousser à la majoration des prix réels de vente des sols et va à l'encontre de la politique foncière du Gouvernement. A quoi sert en effet de peser sur les prix si par ailleurs l'administration les surévalue systématiquement. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas qu'une réforme des instructions données aux services locaux de l'enregistrement en la matière est urgente.

Notaires (caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires).

24836. — 15 juin 1972. — **M. André Beauguite** expose à **M. le ministre de la justice** les faits suivants: les clercs et employés de notaires sont des salariés soumis aux dispositions du code du travail, et ils bénéficient d'une convention collective de travail qui a fait l'objet d'un arrêté d'extension. Une ordonnance du 28 juin 1945 a prescrit diverses mesures disciplinaires à l'encontre de ces officiers publics, notamment une peine de suspension qui les prive temporairement de l'exercice de leurs fonctions notariales. Dans ce cas, il est nommé, au lieu et place du notaire suspendu, un administrateur qui remplace le titulaire, prend possession des lieux et exerce sur le personnel les prérogatives d'un employeur. Cependant, l'article 27 de cette ordonnance stipule que pendant la durée de sa suspension, le notaire doit payer à ses clercs et employés les salaires et indemnités de toute nature prévus par les conventions particulières ou collectives en vigueur. A l'occasion d'un sinistre notarial particulièrement important, l'administrateur d'une étude notariale, dont le titulaire a été suspendu pour dix ans, a invoqué le texte précité de l'ordonnance du 28 juin 1945 pour cesser de verser à la caisse de retraite du personnel les cotisations patronales dues sur les salaires et indemnités dont il a continué à assurer le service aux membres du personnel qui continue de travailler sous ses ordres. L'attitude adoptée par cet administrateur risque d'être suivie par tous les autres administrateurs des offices notariaux dont les titulaires sont suspendus ou le seront dans la suite. Ceci place les salariés de ces offices dans une situation invraisemblable et intolérable. Ces salariés se trouvent sous l'autorité directe et exclusive des administrateurs nommés par décision de justice qui assurent le paiement de leurs salaires et indemnités, les congédient ou les embauchent comme ils l'entendent. En encaissant les salaires de ces administrateurs, ils s'exposent à une action en répétition, puisque selon l'article 27 précité les salaires doivent être supportés par le titulaire suspendu. Généralement, ces titulaires deviennent totalement insolvables et parfois même disparaissent à l'étranger. L'absurdité d'une telle situation est évidente. Aussi il lui demande quelles mesures il envisage de prendre de concert avec son collègue de la justice pour assurer à cette catégorie de salariés les mêmes garanties que celles dont bénéficient les autres salariés, et ce en vertu du caractère particulier de la profession notariale.

Questions écrites (délais de réponse).

24837. — 15 juin 1972. — **M. Sauzedde** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'en vertu de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, les ministres disposent d'un mois pour répondre aux questions écrites qui leur sont adressées par les députés, ce délai pouvant être prorogé par deux fois pour une durée d'un mois. En outre, dans le délai initial d'un mois, les ministres ont la faculté d'indiquer que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre ou qu'un délai supplémentaire leur est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse. Aucune indication de cette nature n'étant parvenue à sa connaissance, il lui demande

s'il peut lui faire connaître les raisons pour lesquelles il a cru bon de ne pas respecter les termes de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, qui s'impose aux membres du Gouvernement comme aux députés, en ne répondant pas à ses questions écrites n° 720 et 721 parues au *Journal officiel* du 10 août 1968.

Questions écrites (délais de réponse).

24839. — 15 juin 1972. — **M. Sauzedde** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, les ministres disposent d'un mois pour répondre aux questions écrites qui leur sont adressées par les députés, ce délai pouvant être prorogé par deux fois pour une durée d'un mois. En outre, dans le délai initial d'un mois, les ministres ont la faculté d'indiquer que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre ou qu'un délai supplémentaire leur est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse. Aucune indication de cette nature n'étant parvenue à sa connaissance, il lui demande s'il peut lui faire connaître les raisons pour lesquelles il a cru bon de ne pas respecter les termes de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, qui s'impose aux membres du Gouvernement comme aux députés, en ne répondant pas à sa question écrite n° 9221 parue au *Journal officiel* du 18 décembre 1969.

Questions écrites (délais de réponse).

24840. — 15 juin 1972. — **M. Sauzedde** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'en vertu de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, les ministres disposent d'un mois pour répondre aux questions écrites qui leur sont adressées par les députés, ce délai pouvant être prorogé par deux fois pour une durée d'un mois. En outre, dans le délai initial d'un mois, les ministres ont la faculté d'indiquer que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre ou qu'un délai supplémentaire leur est nécessaire pour rassembler les éléments de leur réponse. Aucune indication de cette nature n'étant parvenue à sa connaissance, il lui demande s'il peut lui faire connaître les raisons pour lesquelles il a cru bon de ne pas respecter les termes de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, qui s'impose aux membres du Gouvernement comme aux députés, en ne répondant pas à ses questions écrites n° 11361 (*Journal officiel* du 9 avril 1970), 13353 (*Journal officiel* du 25 juillet 1970), 13496 (*Journal officiel* du 8 août 1970), et 15171 (*Journal officiel* du 25 novembre 1970).

Vignette automobile (personnes âgées bénéficiaires de l'allocation de F. N. S.).

24842. — 15 juin 1972. — **M. Boudet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'exonérer totalement ou tout au moins partiellement de la taxe différentielle sur les véhicules à moteurs (vignette), les personnes âgées dont les revenus sont inférieurs au plafond prévu pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, étant donné que c'est précisément pour fournir un supplément de ressources à cette catégorie de personnes que la vignette a été instituée.

Fonds national de solidarité (plafond de ressources pour les veuves).

24844. — 15 juin 1972. — **M. Jacques Barrot** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation de certaines veuves titulaires d'une pension d'invalidité de la sécurité sociale, qui ne peuvent obtenir le bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, même si elles ont des enfants à charge. Cette situation découle du fait que le plafond de ressources applicable pour l'attribution de ladite allocation aux veuves est le même que celui applicable pour une personne seule. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable d'appliquer aux veuves ayant des enfants à charge le plafond de ressources fixé pour les ménages, une telle mesure permettant de venir en aide à des personnes qui sont souvent dans une situation dramatique.

Maisons d'enfants (label homes d'enfants).

24845. — 15 juin 1972. — **M. Jacques Barrot** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur les difficultés que rencontrent les responsables des homes d'enfants, en raison de la concurrence déloyale que leur livrent un certain nombre d'établissements non déclarés qui n'offrent pas les garanties considérées par l'autorité de tutelle comme nécessaires pour

accueillir des enfants. Les responsables des maisons d'enfants se sont toujours efforcés de se conformer aux normes fixées, dont l'application est d'ailleurs contrôlée par la direction de l'action sanitaire et sociale. Il est incontestable que ces établissements, dont le nombre de pensionnaires est limité, répondent à des besoins certains des familles. Il est souhaitable que des mesures soient prises pour les aider à poursuivre leur mission et les protéger contre la concurrence qui leur est faite de manière abusive. Il serait bon, à cet effet, qu'un arrêté institutionnalise le label « homes d'enfants » et que la reconnaissance de ce titre s'accompagne d'un certain nombre de mesures de protection en faveur des établissements déclarés et d'un renforcement des pénalités à l'encontre des logeurs qui, en violation de l'article 93 du code de la famille et de l'aide sociale, accueillent des mineurs dans des établissements non déclarés. Il lui demande s'il peut préciser ses intentions quant aux mesures qu'il envisage de prendre.

Prix de vente de boissons alcooliques.

24848. — 15 juin 1972. — M. Durieux, après avoir pris connaissance du texte de l'arrêté n° 72-24/P en date du 18 mai 1972 relatif aux prix de vente à emporter de certains boissons alcooliques, expose à M. le ministre de l'économie et des finances que certaines formes de vente ont été érigées en articles d'appel vendus à prix cassés — on seulement les boissons rangées dans le cinquième groupe mais aussi — et cela est de notoriété publique — bon nombre de celles classées dans le quatrième groupe repris à l'article L. 1 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme. En conséquence, il lui demande s'il n'entre dans ses intentions d'étendre également les dispositions du susdit arrêté aux boissons reprises à ce tout dernier groupe.

Alcools (transport de spiritueux).

24849. — 15 juin 1972. — M. Durieux expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en son article 455 le code général des impôts énonce ce qui suit : « Le conducteur d'un chargement dont le transport est suspendu est tenu d'en faire la déclaration au bureau de déclarations de la direction générale des impôts, dans les vingt-quatre heures et, en tout cas, avant le déchargement des boissons. Les congés, acquits-à-caution, passavants ou laissez-passer sont conservés par les agents jusqu'à la reprise du transport ; ils sont visés et remis au départ, après vérification des boissons qui doivent être représentées aux agents à toute réquisition. Le délai est prolongé de toute la durée pendant laquelle le transport a été interrompu. » Il lui demande s'il est exact que durant le mois de janvier 1972, pour obvier à des difficultés de stockage, il a été procédé, à destination de certaines formes de commercialisation, à des expéditions de spiritueux sous congé avec mise en transit pour être reprises quelques semaines après, ce processus permettant de pléthoriques approvisionnements en spiritueux en fonction du tarif fiscal demeuré en vigueur jusqu'au 31 janvier 1972 ; dans l'affirmative, il souhaiterait connaître sur quelles quantités ont porté ces mises en transit.

Notaires (caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires).

24852. — 15 juin 1972. — M. André Beauguilte expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales les faits suivants : une loi du 12 juillet 1937 a institué une caisse de retraite et d'assistance en faveur des clercs et employés de notaires. Aux termes de son article 3, tout notaire en exercice doit verser à la caisse une cotisation patronale basée sur les salaires et indemnités versés au personnel. L'application de ce texte n'a soulevé aucune difficulté jusqu'aux sinistres professionnels intervenus récemment dans le notariat. Conformément aux règles disciplinaires en vigueur, les titulaires des offices sinistrés sont frappés d'une peine de suspension qui entraîne pour eux l'interdiction d'exercer leurs fonctions pendant la durée de la suspension. Des administrateurs sont nommés pour les remplacer par décisions des tribunaux. Jusqu'à une date récente, ces administrateurs ont toujours versé à la caisse les cotisations patronales dues sur les salaires versés au personnel de ces offices, après avoir établi et signé les documents administratifs venant à l'appui de ces versements. Récemment, l'administrateur d'une étude très importante de la banlieue parisienne a cessé le versement des cotisations patronales, sans fournir aucun prétexte ni demander aucun délai à la caisse. La caisse a fait délivrer contrainte à l'administrateur de cette étude pour obtenir paiement des cotisations non versées aux échéances. L'administrateur de l'étude a fait opposition aux contraintes délivrées, en invoquant l'article 27 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative à la discipline de certains officiers publics et ministériels, stipulant que les salaires du personnel des offices publics ou ministériels suspendus

par mesure disciplinaire restent à la charge de ces derniers. Bien que ce texte ne vise pas les cotisations dues à la caisse, une décision de la commission de 1^{re} instance du contentieux de la sécurité sociale en date du 23 mai 1972 a admis la thèse de l'administrateur et a annulé les contraintes délivrées. Tout laisse à penser, si cette décision de justice devient définitive ou est confirmée en appel, que tous les administrateurs des études, dont les titulaires sont suspendus, vont cesser de verser les cotisations dues sur les salaires des clercs et employés. Le montant des sommes qui ne seront pas versées à ce titre à la caisse atteindra plusieurs millions de francs actuels. Or les titulaires des études frappés de suspension sont généralement insolubles. Il croit devoir attirer son attention sur les inconvénients graves de cette situation et lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour faire prévaloir les dispositions de la loi du 12 juillet 1937 et celles du code de la sécurité sociale, sur les dispositions d'ordre disciplinaire internes dont le caractère anachronique semble évident.

Jardins ouvriers (subventions).

24855. — 16 juin 1972. — M. Pierre Cornet expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, qu'en application de l'article 612 du code rural, les associations des jardins ouvriers bénéficiaient chaque année d'une aide de l'Etat sous forme d'une subvention inscrite au budget du ministère de l'agriculture. Les crédits en cause ont été supprimés dans le budget pour 1972. Les interventions faites auprès du ministre de l'agriculture à ce sujet n'ont obtenu aucun résultat, celui-ci estimant qu'il n'avait pas été jugé opportun de maintenir des crédits dont la modicité leur enlevait beaucoup de signification. Cette suppression est d'autant plus regrettable que les jardins familiaux correspondent à un besoin ressenti par les travailleurs pour lesquels ils représentent un élément de détente et de contact avec la nature. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'intervenir auprès de son collègue M. le ministre de l'économie et des finances afin d'obtenir dans le projet de loi de finances pour 1973 des crédits permettant d'assurer, en application de l'article 612 du code rural, le remboursement aux associations de jardins ouvriers des dépenses engagées pour l'aménagement de leurs jardins en vue de préserver et d'améliorer l'environnement naturel.

Prime de départ à la retraite. (impôt sur le revenu des personnes physiques).

24863. — 16 juin 1972. — M. Coumarcs expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il ressort de ses réponses à plusieurs questions posées que l'indemnité de retraite est considérée comme une rémunération passible de l'impôt général sur le revenu, mais bénéficiant d'une exonération d'impôt jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 francs. En fait, ne bénéficie de cette mesure qu'une minorité de retraités, les cadres de l'industrie et du commerce en particulier, les fonctionnaires par exemple n'ayant pas l'avantage de toucher une indemnité de ce genre. Il lui demande dans ces conditions s'il peut examiner pour des raisons d'équité, la possibilité d'étendre cette mesure à tous les retraités, quelle que soit l'origine de leur revenu lors de leur départ à la retraite et avec effet rétroactif pour les personnes ayant quitté le service d'activité fin 1971.

Etudiants (transports en commun : ligne de Sceaux).

24864. — 16 juin 1972. — M. Dupuy rappelle à M. le ministre des transports que les étudiants bénéficient, dans la région parisienne, de réductions sur les transports de la régie autonome des transports parisiens. Cette réduction n'est pas appliquée à la ligne de Sceaux. Or, de nombreux étudiants empruntent cette ligne et se trouvent lésés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire étendre le bénéfice de la réduction à cette ligne de transports.

Déportés politiques et déportés résistants.

24875. — 16 juin 1972. — M. Ducoloné expose à M. le ministre des anciens combattants que la loi du 9 juillet 1970 prévoyant la mise à parité des pensions des déportés politiques avec celles des déportés résistants a été accueillie avec une très grande satisfaction par les rescapés des camps d'extermination hitlériens. En effet, cette loi a mis fin à la situation douloureuse jusqu'alors faite aux déportés politiques en matière de réparation des préjudices de santé consécutifs à la déportation. Toutefois, il est prévu que la mise à parité ne sera effectuée qu'en quatre étapes annuelles à partir du 1^{er} janvier 1971, sa réalisation intégrale ne

devant intervenir qu'à compter du 1^{er} janvier 1974. Un tel délai, pour l'application d'un texte promulgué vingt-cinq ans après le retour des rares survivants de l'enfer nazi, compte tenu de l'état de santé et de l'âge des intéressés, est manifestement trop long. Aussi serait-il souhaitable qu'il soit abrégé. Cela pourrait être réalisé par le blocage des deux dernières tranches à intervenir, méthode qui ferait gagner un an aux intéressés. Il lui demande s'il envisage d'agir dans ce sens afin d'obtenir l'inscription dans le budget 1973 des crédits nécessaires à l'application de la mesure envisagée.

Négoce des pailles et du fourrage.

24877. — 16 juin 1972. — M. Spénale appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés que rencontre le négoce des pailles et fourrages du fait d'une concurrence qui s'établit en dehors des circuits commerciaux normaux et par laquelle l'Etat lui-même est lésé. L'institution généralisée du « bon de remis » pour les transports autres que ceux effectués par un particulier pour les besoins de sa propre exploitation paraît une mesure propre à éviter le négoce en dehors des circuits commerciaux normaux. Il lui demande s'il est d'accord avec le point de vue ainsi exprimé et, dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre et dans quels délais.

Interdiction de séjour.

24885. — 16 juin 1972. — M. Michel Rocard expose à M. le ministre de l'intérieur qu'après un membre du Parlement britannique qui voulait expliquer la situation de la révolte populaire en Irlande, un groupe de syndicalistes britanniques, venus exposer leur point de vue sur le Marché commun, le Gouvernement vient de refouler un ressortissant étranger, président de la « Fondation Greenpeace », qui entendait protester contre la poursuite des expériences nucléaires françaises dans le Pacifique. Au même moment, on apprenait qu'en novembre 1971, le Président de la République avait gracié l'ancien chef du deuxième bureau de la milice de Lyon, responsable entre autres de l'assassinat de Victor Basch. Il lui demande s'il ne craint pas que le rapprochement de ces informations n'éclaire de façon inquiétante la manière dont le Gouvernement apprécie qui a le droit de séjourner en France et de s'y exprimer librement, et qui ne l'a pas.

Fonctionnaires.

24886. — 16 juin 1972. — M. Ollivro expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que les attachés d'administration centrale, les attachés de la ville de Paris et les secrétaires adjoints des affaires étrangères attendent, depuis de longues années, que des modifications soient apportées à leur statut et que soient améliorées leurs conditions matérielles. Ils demandent notamment : 1° une révision de leur classement indiciaire de manière analogue à ce qui a été prévu pour différents corps de la catégorie A à laquelle ils appartiennent ; 2° que les primes et indemnités qui leur sont allouées soient proportionnellement alignées sur celles des administrateurs civils qui ont été plusieurs fois revalorisées ; 3° une amélioration de leurs conditions d'avancement et l'ouverture de nouveaux débouchés vers le corps des administrateurs ou des secrétaires ; 4° qu'une formation d'administration générale préalable à l'entrée en fonction soit assurée à tous les attachés et secrétaires adjoints. Il lui demande s'il peut donner l'assurance qu'interviendront dans un avenir prochain des décisions concernant ces différents problèmes.

Fonctionnaires.

24887. — 16 juin 1972. — M. Jacques Barrot expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que les attachés d'administration centrale, les attachés de la ville de Paris et les secrétaires adjoints des affaires étrangères attendent, depuis de longues années, que des modifications soient apportées à leur statut et que soient améliorées leurs conditions matérielles. Ils demandent notamment : 1° une révision de leur classement indiciaire de manière analogue à ce qui a été prévu pour différents corps de la catégorie A à laquelle ils appartiennent ; 2° que les primes et indemnités qui leur sont allouées soient proportionnellement alignées sur celles des administrateurs civils qui ont été plusieurs fois revalorisées ; 3° une amélioration de leurs conditions d'avancement et l'ouverture de nouveaux débouchés vers le corps des administrateurs ou des secrétaires ; 4° qu'une formation d'administration générale préalable à l'entrée en fonction soit assurée à tous les attachés et secrétaires adjoints. Il lui demande s'il peut donner l'assurance qu'interviendront, dans un avenir prochain, des décisions concernant ces différents problèmes.